

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1963 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LA BALANCE DES PAIEMENTS

DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE EN 1963

La présente chronique comprend deux sections et un appendice.

La section 1 « Aperçu d'ensemble de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » retrace dans ses grandes lignes l'évolution de cette balance en 1963, en la replaçant dans le cadre des développements intervenus au cours des années antérieures pour lesquelles on dispose d'une série continue de statistiques raisonnablement comparables, c'est-à-dire 1961 et 1962.

La section 2 « Tableaux de détail et notes techniques » contient des tableaux de détail de la balance des paiements de l'U.E.B.L., ainsi que des notes

techniques précisant les types d'opérations qui sont inclus dans diverses rubriques et commentant l'évolution survenue entre 1962 et 1963.

L'appendice « Présentation des données suivant le schéma unifié O.C.D.E. - F.M.I. » regroupe les données contenues dans les tableaux précédents suivant le schéma unique de balance des paiements adopté par le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques lors de la réunion d'experts nationaux en matière de balance des paiements, tenue en février 1964, sous l'égide du Comité d'Examen des Situations Economiques et des Problèmes de Développement de l'O.C.D.E.

SECTION 1

APERÇU D'ENSEMBLE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Les transactions de l'U.E.B.L. avec l'étranger à financer par les organismes monétaires, qui avaient laissé des soldes créditeurs de 0,6 milliard en 1961 et de 4 milliards en 1962, se sont soldées en 1963 par un déficit de 0,2 milliard. Ce renversement trouve essentiellement son origine dans une détérioration de la balance des transactions courantes et du solde laissé par les mouvements de capitaux du secteur

privé, qui n'a été que partiellement compensé par une évolution en sens contraire du mouvement des capitaux du secteur public, notamment de l'Etat.

La détérioration des transactions courantes reflète l'élargissement du déficit sur importations et exportations de marchandises, l'apparition d'un déficit au titre des transactions sur services et une augmentation des dépenses au titre des transferts de l'Etat.

Tableau I.

Balance générale des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

(milliards de francs)

	1961			1962			1963		
	1er sem.	2 ^e sem.	Année	1er sem.	2 ^e sem.	Année	1er sem.	2 ^e sem.	Année
A. Transactions sur biens et services :									
1. Opérations sur marchandises :									
1.1 Exportations et importations ¹ ...	-5,0	-1,1	-6,1	-2,9	-3,5	-6,4	-2,7	-5,6	-8,3
1.2 Travail à façon	+1,4	+1,3	+2,7	+2,0	+1,8	+3,8	+1,7	+1,6	+3,3
1.3 Opérations d'arbitrage	+1,2	+1,1	+2,3	+2,0	+1,1	+3,1	+0,9	+1,5	+2,4
2. Or non monétaire	-0,4	-0,5	-0,9	-0,2	-0,3	-0,5	-0,1	-0,6	-0,7
3. Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	-0,3 ³	-0,1 ³	-0,4 ³	+0,4	+0,3	+0,7	...	-0,3	-0,3
4. Autres frais de transport				-0,1	-0,1	-0,2	+0,4	+0,4	+0,8
5. Déplacements à l'étranger	-1,8	-0,6	-2,4	-1,2	-1,0	-2,2	-1,1	-2,1	-3,2
6. Revenus d'investissements	+0,8	+1,0	+1,8	-0,4	+1,1	+0,7	-0,7	+0,1	-0,6
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	-0,2	-0,2	-0,4	+0,6	-1,2	-0,6	-0,7	-0,7	-1,4
8. Autres	+2,4	+2,7	+5,1	+2,6	+2,6	+5,2	+2,5	+1,6	+4,1
Total des transactions sur biens et services	-1,9	+3,6	+1,7	+2,8	+0,8	+3,6	+0,2	-4,1	-3,9
B. Transferts :									
9. Transferts privés	+0,8	+2,2	+3,0	+1,3	+1,3	+2,6	+1,4	+1,1	+2,5
10. Transferts de l'Etat	-0,6	-1,5	-2,1	-0,7	-0,7	-1,4	-1,3	-1,4	-2,7
Total des transferts ...	+0,2	+0,7	+0,9	+0,6	+0,6	+1,2	+0,1	-0,3	-0,2
C. Mouvement des capitaux :									
11. Etat	-6,2	+0,4	-5,8	-1,3	-1,5	-2,8	+2,9	-0,9	+2,0
12. Autres pouvoirs publics .....	...	+0,1	+0,1	+0,3	+0,1	+0,4	...	+0,1	+0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	+0,5	+1,4	+1,9	+0,3	-0,4	-0,1	...	-0,1	-0,1
14. Organismes paraétatiques de crédit ...	+0,1	+0,1	+0,2	-0,6	-0,1	-0,7	+0,5	+0,2	+0,7
15. Autres :									
15.1 Court terme recensé	+0,1	-1,4	-1,3	-0,3	+0,1	-0,2	-0,8	+0,8	...
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières :									
a) belges et luxembourgeoises .	+1,1	+0,4	+1,5	+0,6	+0,2	+0,8	+0,4	+0,4	+0,8
b) étrangères	-3,6	-1,1	-4,7	-1,4	-1,6	-3,0	-2,7	-2,4	-5,1
15.3 Autres	+2,3	+3,1	+5,4	+1,8	+1,6	+3,4	+1,9	+3,0	+4,9
Total du mouvement des capitaux ...	-5,7	+3,0	-2,7	-0,6	-1,6	-2,2	+2,2	+1,1	+3,3
16. Erreurs et omissions	-0,2	+0,9	+0,7	+1,3	+0,1	+1,4	+1,4	-0,8	+0,6
17. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	-7,6	+8,2	+0,6	+4,1	-0,1	+4,0	+3,9	-4,1	-0,2

1 Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.
 2 Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Exportations et importations » (cf. note 1).
 3 Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 3. « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 4. « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 3 et 4 pour 1962 et 1963. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, en 1962 et 1963, sont incluses dans la rubrique 3, ni les achats et ventes de provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, en 1962 et 1963, sont inclus dans la rubrique 4.

L'économie belge a traversé, au cours des années sous revue, une phase de très haute conjoncture; jusqu'au milieu de 1963 toutefois, l'offre de facteurs de production et l'augmentation de la productivité ont amené un accroissement de la production de biens et services suffisant pour faire face à une demande croissante sans hausses de prix et sans élargissement considérable des importations de marchandises. Depuis le second semestre de 1963, l'écart entre l'évolution de la demande et celle des possibilités de production a engendré un gonflement important des dépenses d'importations et une hausse des prix à

tous les stades, accentués par le relèvement des prix des matières premières sur les marchés mondiaux. Du second semestre de 1962 au second semestre de 1963, les dépenses d'importations, telles qu'elles figurent dans la balance des paiements, ont augmenté de 15,6 milliards ou 16,3 p.c. contre 6,6 milliards ou 6,1 p.c. du premier semestre de 1962 au premier semestre de 1963.

L'incidence que la hausse récente des prix peut avoir eue sur l'évolution de la position compétitive de l'U.E.B.L. vis-à-vis de certains pays étrangers n'apparaît pas dans la tendance des recettes d'ex-

portations qui restent orientées fortement à la hausse : du second semestre de 1962 au second semestre de 1963, les recettes d'exportations, telles qu'elles figurent dans la balance des paiements, ont progressé de 13,5 milliards ou 14,7 p.c. contre 6,8 milliards ou 7,6 p.c. du premier semestre de 1962 au premier semestre de 1963. La pression de la demande dans les pays de la Communauté Economique Européenne où les réserves de facteurs de production inemployés s'épuisent, et l'abaissement des barrières douanières dans ces pays ont eu des répercussions sensibles sur les recettes d'exportations de l'U.E.B.L.

Il reste néanmoins que la progression des dépenses d'importations a été un peu plus forte que celle des recettes d'exportations au cours des six derniers mois de 1963, de sorte que le déficit sur exportations et importations de marchandises, qui avait été légèrement supérieur à 6 milliards en 1961 et 1962, s'est élargi à 8,3 milliards en 1963.

Alors qu'elles avaient laissé pour l'U.E.B.L. un excédent de 3,7 milliards en 1961 et de 3,6 milliards en 1962, les transactions sur services se sont soldées, en 1963, par un déficit de 0,6 milliard. Cette détérioration est due, dans une certaine mesure, aux difficultés rencontrées par le Congo en matière de paiements extérieurs : les règlements financiers effectués par les sociétés congolaises pour rémunérer les services de leurs sièges belges ont diminué; les revenus d'investissements en provenance du Congo, qui avaient encore atteint 1,4 milliard en 1961, mais avaient pratiquement disparu en 1962, ne se sont pas redressés. Le solde des revenus d'investissements avec les pays autres que le Congo a évolué de façon défavorable, par suite du développement des investissements directs étrangers en U.E.B.L., du fait que le chiffre de 1962 comprenait une recette provenant d'une opération exceptionnelle et parce que depuis la réforme fiscale plus de coupons sont encaissés à l'étranger. Enfin, les dépenses de l'Etat à l'étranger pour la défense nationale se sont accrues.

C'est un facteur accidentel qui explique l'augmentation des dépenses au titre des transferts de l'Etat en 1963 : la contribution due par la Belgique pour 1962 au Fonds européen de développement de la Communauté Economique Européenne a été versée au début de l'année suivante.

En même temps qu'une détérioration des transactions courantes, attribuable, comme on vient de le voir, à l'évolution des exportations et importations, de certaines transactions sur services et des dépenses au titre des transferts de l'Etat, il y a eu, en 1963, une contraction du solde positif laissé par le mouvement des capitaux du secteur privé. Parmi ceux-ci, en

effet, les achats nets identifiés de valeurs mobilières étrangères ont atteint 5,1 milliards, soit 2,1 milliards de plus que l'année précédente. Après s'être élevés à 3,6 milliards au premier semestre de 1961 sous l'effet des grèves et de l'incertitude politique, ces achats s'étaient situés à 1 ou 1,5 milliard par semestre jusque vers la fin de 1962. A partir de ce moment, le rendement des obligations émises dans certains pays étrangers, surtout en Allemagne, a sensiblement dépassé, dans la mesure où il pouvait être soustrait à l'application des précomptes instaurés par la réforme fiscale, le rendement des fonds publics belges et les achats nets de valeurs mobilières étrangères ont augmenté, tout en restant inférieurs à ce qu'ils avaient été au début de 1961. Cette augmentation a été partiellement compensée par un accroissement du surplus des investissements directs et autres mouvements de capitaux du secteur privé.

L'Etat belge n'ayant pu trouver sur le marché national toutes les ressources qui lui étaient nécessaires, il a recouru sur une large échelle aux marchés étrangers. C'est ainsi que le mouvement des capitaux de l'Etat avec l'étranger, qui avait été déficitaire à concurrence de 2,8 milliards en 1962, a été excédentaire à concurrence de 2 milliards en 1963. Ce dernier chiffre ne constitue toutefois qu'une fraction du recours de l'Etat aux marchés étrangers. Tout d'abord, il est la résultante d'une augmentation, à concurrence de 2 milliards, des créances de l'Etat (sur le Congo, le Rwanda et le Burundi) et d'un accroissement, à concurrence de 4 milliards, de ses engagements. Ensuite, ces derniers se limitent aux engagements directs. Ils ne comprennent pas les engagements par l'intermédiaire des banques belges, c'est-à-dire le portefeuille de certificats de trésorerie que ces banques financent au moyen de ressources obtenues à l'étranger. Dans la balance des paiements, ce recours indirect de l'Etat aux marchés étrangers, du fait qu'il implique un endettement des banques envers l'étranger, se traduit par une diminution de leurs avoirs extérieurs nets, qui trouve, toutes autres choses étant égales, sa contrepartie dans une progression de ceux de la Banque Nationale.

En 1962, comme l'Etat avait pu rembourser une partie de la dette qu'il avait antérieurement envers l'étranger par l'intermédiaire des banques belges, les avoirs extérieurs nets de celles-ci avaient augmenté de 4,4 milliards. En 1963, ils ont diminué de 10,2 milliards, par suite surtout d'un nouveau recours indirect de l'Etat aux marchés étrangers. L'accroissement de 11,2 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale qui s'est produit pendant la même période, correspond en grande partie au montant des devises obtenues par les banques belges à l'étranger en vue de financer l'Etat.

SECTION 2

TABLEAUX DE DETAIL ET NOTES TECHNIQUES

Tableau II : Rubrique 1. « Opérations sur marchandises ».

Rubrique 1.1 « *Exportations et importations* ».

Il s'agit des règlements financiers recensés par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change. L'accroissement des exportations et des importations effectuées à crédit a été ajouté aux règlements financiers — la diminution en a été soustraite — dans la mesure où ces variations ont donné lieu à une modification de l'encours des acceptations en francs belges visées représentatives d'exportations, de l'encours des effets non visés finançant des exportations et réescomptés par certains organismes paraétatiques de crédit ou du montant des engagements d'accepta-

tion des banques belges envers l'étranger. La contrepartie de la rectification apportée à la rubrique 1.1 « *Exportations et importations* » se trouve (a) à la rubrique 17. « *Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires* », lorsque s'est produite une modification du montant des acceptations visées représentatives d'exportations financées par des ressources du système bancaire, (b) à la rubrique 15.1 « *Mouvement des capitaux du secteur privé : court terme recensé* », dans le cas où l'on constate une variation des montants ci-après : acceptations visées représentatives d'exportations logées dans le marché, effets non visés finançant des exportations et réescomptés par certains organismes paraétatiques de crédit, engagements d'acceptation des banques belges envers l'étranger.

Tableau II.

Rubrique 1. « Opérations sur marchandises »

(milliards de francs)

Périodes	1.1 Exportations et importations			1.2 Travail à façon			1.3 Opérations d'arbitrage	Total		
	Recettes	Dépenses ¹	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Solde	Recettes ²	Dépenses	Solde
1961 1 ^{er} semestre	84,5	89,5	- 5,0	2,0	0,6	+ 1,4	+ 1,2	87,7	90,1	- 2,4
2 ^e semestre	88,2	89,3	- 1,1	2,1	0,8	+ 1,3	+ 1,1	91,4	90,1	+ 1,3
Année	172,7	178,8	- 6,1	4,1	1,4	+ 2,7	+ 2,3	179,1	180,2	- 1,1
1962 1 ^{er} semestre	89,3	92,2	- 2,9	2,6	0,6	+ 2,0	+ 2,0	93,9	92,8	+ 1,1
2 ^e semestre	91,8	95,3	- 3,5	2,5	0,7	+ 1,8	+ 1,1	95,4	96,0	- 0,6
Année	181,1	187,5	- 6,4	5,1	1,3	+ 3,8	+ 3,1	189,3	188,8	+ 0,5
1963 1 ^{er} semestre	96,1	98,8	- 2,7	2,4	0,7	+ 1,7	+ 0,9	99,4	99,5	- 0,1
2 ^e semestre	105,3	110,9	- 5,6	2,7	1,1	+ 1,6	+ 1,5	109,5	112,0	- 2,5
Année	201,4	209,7	- 8,3	5,1	1,8	+ 3,3	+ 2,4	208,9	211,5	- 2,6

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

² Y compris le solde positif des opérations d'arbitrage.

Rubrique 1.3 « *Opérations d'arbitrage* ».

Le solde de cette rubrique est égal à la différence entre, d'une part, le montant des ventes à des pays tiers de marchandises achetées à d'autres pays tiers par des résidents et, d'autre part, le prix d'achat de ces marchandises augmenté des dépenses à l'étranger que leur revente occasionne aux résidents; en d'autres termes, le solde de ces opérations couvre la marge bénéficiaire des transitaires belges et luxembourgeois et les frais qu'ils ont payés à d'autres résidents pour réaliser leurs opérations. La réduction du surplus en 1963, par rapport au montant relativement élevé de 1962, doit être interprétée avec pru-

dence, car elle semble due en partie à un allongement temporaire, en 1962, des délais de paiement des marchandises achetées.

Tableau III : Rubriques 3 à 8. « Transactions sur services ».

Il convient de n'utiliser les chiffres de ce tableau qu'avec beaucoup de réserves. Un certain nombre de dépenses et de recettes au titre des transactions sur services sont compensées, notamment dans le domaine des déplacements à l'étranger, et ne donnent donc lieu à aucun enregistrement dans les statistiques des règlements financiers.

Tableau III.
Rubriques 3 à 8. « Transactions sur services »
(milliards de francs)

Périodes	3. Frets et assurances pour le transport de marchandises 1 2			4. Autres frais de transport 2			5. Déplacements à l'étranger			6. Revenus d'investissements			7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs			8. Autres			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde			
1961 1 ^{er} semestre	4,1	4,4	- 0,3	—	—	—	2,8	4,6	- 1,8	4,6	3,8	+ 0,8	2,0	2,2	- 0,2	8,0	5,6	+ 2,4	21,5	20,6	+ 0,9
2 ^e semestre	4,8	4,9	- 0,1	—	—	—	4,0	4,6	- 0,6	4,1	3,1	+ 1,0	2,2	2,4	- 0,2	8,4	5,7	+ 2,7	23,5	20,7	+ 2,8
Année	8,9	9,3	- 0,4	—	—	—	6,8	9,2	- 2,4	8,7	6,9	+ 1,8	4,2	4,6	- 0,4	16,4	11,3	+ 5,1	45,0	41,3	+ 3,7
1962 1 ^{er} semestre	4,1	3,7	+ 0,4	1,3	1,4	- 0,1	2,7	3,9	- 1,2	4,5	4,9	- 0,4	2,7	2,1	+ 0,6	9,0	6,4	+ 2,6	24,3	22,4	+ 1,9
2 ^e semestre	4,3	4,0	+ 0,3	1,6	1,7	- 0,1	4,1	5,1	- 1,0	4,4	3,3	+ 1,1	2,3	3,5	- 1,2	10,1	7,5	+ 2,6	26,8	25,1	+ 1,7
Année	8,4	7,7	+ 0,7	2,9	3,1	- 0,2	6,8	9,0	- 2,2	8,9	8,2	+ 0,7	5,0	5,6	- 0,6	19,1	13,9	+ 5,2	51,1	47,5	+ 3,6
1963 1 ^{er} semestre	4,0	4,0	...	1,6	1,2	+ 0,4	3,4	4,5	- 1,1	4,1	4,8	- 0,7	2,6	3,3	- 0,7	9,5	7,0	+ 2,5	25,2	24,8	+ 0,4
2 ^e semestre	4,6	4,9	- 0,3	2,2	1,8	+ 0,4	4,5	6,6	- 2,1	4,5	4,4	+ 0,1	3,0	3,7	- 0,7	10,0	8,4	+ 1,6	28,8	29,8	- 1,0
Année	8,6	8,9	- 0,3	3,8	3,0	+ 0,8	7,9	11,1	- 3,2	8,6	9,2	- 0,6	5,6	7,0	- 1,4	19,5	15,4	+ 4,1	54,0	54,6	- 0,6

1 Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations; l'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 11. « Exportations et importations » (cf. tableau II).
2 Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 3. « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 4. « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 3 et 4 pour 1962 et 1963; ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, en 1962 et 1963, sont comprises dans la rubrique 3, ni les achats et ventes de provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, en 1962 et en 1963, sont inclus dans la rubrique 4.

Rubrique 3. « Frets et assurances pour le transport de marchandises ».

Le passage d'un solde positif de 0,7 milliard en 1962 à un déficit de 0,3 milliard en 1963 trouve son origine dans un gonflement fort accusé des dépenses pendant le second semestre de 1963. Cette évolution est liée à l'augmentation des importations et plus encore à la hausse considérable des taux de fret au cours de cette période.

Rubrique 5. « Déplacements à l'étranger ».

Le tourisme étant un secteur en pleine expansion, les recettes et les dépenses doivent, en principe, s'accroître progressivement. La stabilité des recettes et la légère régression des dépenses observées entre 1961 et 1962 avaient un caractère accidentel. Elles s'expliquent dans une certaine mesure par le fait que les montants reçus et payés pour le transport de personnes ne figurent plus sous la présente rubrique en 1962 et en 1963, comme c'était le cas en 1961. Or, précisément, en 1961, des compagnies de transport avaient reçu des autorités du Congo l'autorisation de transférer des sommes importantes qu'elles avaient accumulées dans ce pays. Une statistique des nuitées d'étrangers en Belgique est donnée au tableau IV.

Rubrique 6. « Revenus d'investissements ».

Le renversement du solde des revenus d'investissements, qui est devenu négatif en 1963, provient à la fois de l'évolution des dépenses et des recettes. En 1962, un dividende exceptionnel avait été distribué par la filiale étrangère d'une société belge, ce qui avait gonflé les recettes de cette année. Ayant perçu ce dividende, la société belge avait elle-même mis en paiement un dividende exceptionnel; une partie de ses actionnaires étant des non-résidents, il en était résulté un gonflement des dépenses de la rubrique sous revue. Si l'on prend pour 1962 des chiffres qui font abstraction de ces opérations accidentelles et qu'on les rapproche des chiffres de 1963, on constate une très forte augmentation des dépenses et une progression plus faible des recettes. L'accroissement des dépenses est lié au développement important des investissements directs en provenance des Etats-Unis et, dans une moindre mesure, des pays de la Communauté Economique Européenne, sur le territoire de l'U.E.B.L. Quant à l'évolution des recettes, elle a pu être affectée, à la suite de la réforme fiscale, par un encaissement direct à l'étranger de coupons étrangers plus important que les années précédentes, sans que ces opérations aient pu être enregistrées dans la rubrique correspondante de la balance des paiements.

Tableau IV.

Nombre de nuitées des étrangers en Belgique

(milliers d'unités)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Pays de résidence habituelle							Total 1
	Royaume-Uni	France	Pays-Bas	Allemagne fédérale	Suisse	Etats-Unis	Divers 1	
1961	1.072	892	404	457	63	254	649	3.791
1962	1.175	989	441	497	58	281	692	4.133
1963	1.277	1.076	465	579	63	325	783	4.568

1 Non compris le Grand-Duché de Luxembourg.

Rubrique 7. « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».

Cette rubrique comprend en majeure partie, en recettes, les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège se trouve actuellement en U.E.B.L. Ces dépenses se sont accrues de 2,3 milliards en 1961 à 2,7 milliards en 1962 et à 3 milliards en 1963.

L'augmentation importante des dépenses des pouvoirs publics en 1963 est imputable notamment à

l'effort de modernisation de la défense aérienne à moyenne altitude, aux besoins supplémentaires de matériel et d'équipement des forces aérienne et terrestre et à la participation accrue de la Belgique dans les travaux communs d'infrastructure de l'O.T.A.N. réalisés à l'étranger.

Rubrique 8. « Autres services ».

Une ventilation de cette rubrique est donnée au tableau V.

Tableau V.

Rubrique 8. « Autres » des transactions sur services

(milliards de francs)

Périodes	Ouvriers frontaliers			Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur			Courtages et commissions			Primes et indemnités d'assurances 1			Services divers			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1961 1 ^{er} semestre	2,0	0,4	+1,6	0,8	1,1	-0,3	2,2	1,9	+0,3	0,9	1,0	-0,1	2,1	1,2	+0,9	8,0	5,6	+2,4
2 ^e semestre	2,1	0,4	+1,7	0,6	1,1	-0,5	2,4	1,8	+0,6	0,7	0,9	-0,2	2,6	1,5	+1,1	8,4	5,7	+2,7
Année	4,1	0,8	+3,3	1,4	2,2	-0,8	4,6	3,7	+0,9	1,6	1,9	-0,3	4,7	2,7	+2,0	16,4	11,3	+5,1
1962 1 ^{er} semestre	2,2	0,3	+1,9	1,1	1,2	-0,1	2,5	2,1	+0,4	0,8	0,9	-0,1	2,4	1,9	+0,5	9,0	6,4	+2,6
2 ^e semestre	2,2	0,4	+1,8	1,2	1,4	-0,2	3,2	2,5	+0,7	0,7	0,9	-0,2	2,8	2,3	+0,5	10,1	7,5	+2,6
Année	4,4	0,7	+3,7	2,3	2,6	-0,3	5,7	4,6	+1,1	1,5	1,8	-0,3	5,2	4,2	+1,0	19,1	13,9	+5,2
1963 1 ^{er} semestre	2,3	0,4	+1,9	1,1	1,3	-0,2	3,2	2,4	+0,8	1,0	0,9	+0,1	1,9	2,0	-0,1	9,5	7,0	+2,5
2 ^e semestre	2,6	0,5	+2,1	1,2	1,8	-0,6	3,4	3,0	+0,4	0,8	1,0	-0,2	2,0	2,1	-0,1	10,0	8,4	+1,6
Année	4,9	0,9	+4,0	2,3	3,1	-0,8	6,6	5,4	+1,2	1,8	1,9	-0,1	3,9	4,1	-0,2	19,5	15,4	+4,1

1 A l'exclusion des primes et indemnités d'assurances relatives à des assurances-vie, crédit et de capitalisation et, pour 1962 et 1963, à l'exclusion de celles relatives aux assurances du transport de marchandises.

Tableau VI.

Rubriques 9 et 10. « Transferts »

(milliards de francs)

Périodes	9. Transferts privés			10. Transferts de l'Etat			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1961 1 ^{er} semestre	2,2	1,4	+ 0,8	...	0,6	- 0,6	2,2	2,0	+ 0,2
2 ^e semestre	3,6	1,4	+ 2,2	...	1,5	- 1,5	3,6	2,9	+ 0,7
Année	5,8	2,8	+ 3,0	...	2,1	- 2,1	5,8	4,9	+ 0,9
1962 1 ^{er} semestre	2,8	1,5	+ 1,3	...	0,7	- 0,7	2,8	2,2	+ 0,6
2 ^e semestre	2,8	1,5	+ 1,3	0,1	0,8	- 0,7	2,9	2,3	+ 0,6
Année	5,6	3,0	+ 2,6	0,1	1,5	- 1,4	5,7	4,5	+ 1,2
1963 1 ^{er} semestre	3,0	1,6	+ 1,4	...	1,3	- 1,3	3,0	2,9	+ 0,1
2 ^e semestre	3,0	1,9	+ 1,1	0,1	1,5	- 1,4	3,1	3,4	- 0,3
Année	6,0	3,5	+ 2,5	0,1	2,8	- 2,7	6,1	6,3	- 0,2

La réduction de 1,1 milliard du boni de la rubrique sous revue, entre 1962 et 1963, est attribuable à une augmentation des dépenses nettes au titre des redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur vers la zone Etats-Unis-Canada et surtout à une diminution des recettes nettes au titre des services divers, imputable à une contraction des règlements financiers effectués par les sociétés congolaises pour rémunérer les services de leurs sièges en U.E.B.L.

Tableau VI : Rubriques 9 et 10. « Transferts ».

Rubrique 9. « *Transferts privés* ».

Les recettes sont constituées, en ordre principal, par les rémunérations dont disposent, en Belgique, des Belges travaillant au Congo. Quoique la majeure partie de ces rémunérations ait été perçue en Belgique et n'ait pas fait l'objet d'un règlement financier en provenance du Congo, elle figure cependant sous

Tableau VII.

Rubriques 11 à 14. « Mouvement des capitaux de l'Etat, des autres pouvoirs publics, des organismes paraétatiques d'exploitation et des organismes paraétatiques de crédit »

(milliards de francs)

	11. Etat			12. Autres pouvoirs publics			13. Organismes paraétatiques d'exploitation			14. Organismes paraétatiques de crédit		
	Long terme 1	Court terme 2	Total	Long terme 3	Court terme	Total	Long terme	Court terme	Total	Long terme	Court terme	Total
1963 1 ^{er} semestre :												
Créances	Recettes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Dépenses ...	0,1	0,9	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...
	Solde	-0,1	-0,9	-1,0	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements ...	Recettes	2,5	3,0	5,5	...	...	...	0,2	...	0,2	0,6	...
	Dépenses ...	0,7	0,9	1,6	...	...	...	0,2	...	0,2	...	0,1
	Solde	+1,8	+2,1	+3,9	...	...	...	...	...	...	+0,6	-0,1
Solde général ...	+1,7	+1,2	+2,9	...	...	...	...	...	...	+0,6	-0,1	+0,5
1963 2 ^e semestre :												
Créances	Recettes .....	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...
	Dépenses ...	0,3	0,7	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...
	Solde	-0,3	-0,7	-1,0	...	+0,1	+0,1	...	...	...	...	...
Engagements ...	Recettes	2,0	1,4	3,4	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2
	Dépenses ...	0,7	2,6	3,3	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...
	Solde	+1,3	-1,2	+0,1	...	...	...	-0,1	...	-0,1	...	+0,2
Solde général ...	+1,0	-1,9	-0,9	...	+0,1	+0,1	-0,1	...	-0,1	...	+0,2	+0,2
1963 Année :												
Créances	Recettes .....	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...
	Dépenses ...	0,4	1,6	2,0	...	...	...	...	...	...	...	...
	Solde	-0,4	-1,6	-2,0	...	+0,1	+0,1	...	...	...	...	...
Engagements ...	Recettes	4,5	3,0	7,5	...	...	...	0,2	...	0,2	0,6	0,2
	Dépenses ...	1,4	2,1	3,5	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,1
	Solde	+3,1	+0,9	+4,0	...	...	...	-0,1	...	-0,1	+0,6	+0,1
Solde général ...	+2,7	-0,7	+2,0	...	+0,1	+0,1	-0,1	...	-0,1	+0,6	+0,1	+0,7

¹ Les chiffres de cette colonne ne comprennent pas de participations à des organismes internationaux, l'Etat n'ayant pris aucune participation de l'espèce en 1963.

² Recettes et dépenses nettes pour les opérations avec un même organisme sur certificats de trésorerie belges libellés dans une même monnaie. Les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les variations de l'encours des certificats de trésorerie remis au Fonds Monétaire International; toute augmentation ou diminution de cet encours (autre qu'une augmentation résultant d'une majoration de quotas) apparaît dans la balance des paiements de l'U.E.B.L., non comme une entrée ou une sortie de capitaux de l'Etat, mais comme une diminution ou une augmentation des avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique (tableau XI), du fait que, conformément aux conventions intervenues le 1^{er} août 1959 et le 14 octobre 1959 entre l'Etat belge et la Banque, celle-ci reçoit le produit des souscriptions et supporte la charge des encaissements des certificats en cause; ce procédé de comptabilisation est conforme aux instructions de la troisième édition du *Balance of Payments Manual* qui considère toutes les opérations d'un pays avec le Fonds Monétaire International comme du ressort des organismes monétaires.

³ Les chiffres de cette colonne ne comprennent pas de versements de contributions au Fonds Européen institué dans le cadre de l'Accord Monétaire Européen. L'encours de ces contributions, qui sont financées en Belgique par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, n'a pas varié en 1963.

Tableau VIII.

**Ventilation par monnaie des prêts et emprunts à long terme de l'Etat,
des autres pouvoirs publics, des organismes paraétatiques d'exploitation
et des organismes paraétatiques de crédit**

(milliards de francs)

Entrée de capital : + Sortie de capital : -	Etat		Autres pouvoirs publics		Organismes paraétatiques d'exploitation		Organismes paraétatiques de crédit	
	Prêts	Emprunts	Prêts	Emprunts	Prêts	Emprunts	Prêts	Emprunts
1963 1^{er} semestre :								
Prélèvements	FB	- 0,1	...	...	...	...	...	+ 0,5
	\$ U.S.	...	+ 2,5	...	...	+ 0,1	...	...
	FS	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,1
	Total ...	- 0,1	+ 2,5	...	...	...	+ 0,2	+ 0,6
Remboursements	\$ U.S.	...	- 0,4	...	...	- 0,2	...	...
	\$ Canad.	...	- 0,1	...	...	...	...	...
	Fl. P.B.	...	- 0,2	...	...	...	...	...
	Total ...	...	- 0,7	...	...	...	- 0,2	...
Solde	FB	- 0,1	...	...	...	...	...	+ 0,5
	\$ U.S.	...	+ 2,1	...	...	- 0,1	...	...
	\$ Canad.	...	- 0,1	...	...	...	...	...
	FS	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,1
	Fl. P.B.	...	- 0,2	...	...	...	...	...
Total ...	- 0,1	+ 1,8	...	...	...	...	+ 0,6	
1963 2^e semestre :								
Prélèvements	FB	- 0,3	...	...	...	...	...	...
	\$ U.S.	...	+ 1,9	...	...	...	...	...
	FS	...	+ 0,1	...	...	...	...	...
	Total ...	- 0,3	+ 2,0	...	...	...	...	...
Remboursements	\$ U.S.	...	- 0,4	...	...	...	...	...
	FS	...	...	...	...	- 0,1	...	...
	£	...	- 0,1	...	...	...	...	...
	Fl. P.B.	...	- 0,1	...	...	...	...	...
	DM	...	- 0,1	...	...	...	...	...
Total ...	...	- 0,7	...	...	...	- 0,1	...	
Solde	FB	- 0,3	...	...	...	...	...	...
	\$ U.S.	...	+ 1,5	...	...	...	...	...
	FS	...	+ 0,1	...	...	- 0,1	...	...
	£	...	- 0,1	...	...	...	...	...
	Fl. P.B.	...	- 0,1	...	...	...	...	...
	DM	...	- 0,1	...	...	...	...	...
Total ...	- 0,3	+ 1,3	...	...	...	- 0,1	...	
1963 Année :								
Prélèvements	FB	- 0,4	...	...	...	...	...	+ 0,5
	\$ U.S.	...	+ 4,4	...	...	+ 0,1	...	...
	FS	...	+ 0,1	...	...	+ 0,1	...	+ 0,1
	Total ...	- 0,4	+ 4,5	...	...	...	+ 0,2	+ 0,6
Remboursements	\$ U.S.	...	- 0,8	...	...	- 0,2	...	...
	\$ Canad.	...	- 0,1	...	...	...	...	...
	FS	...	...	...	...	- 0,1	...	...
	£	...	- 0,1	...	...	...	...	...
	Fl. P.B.	...	- 0,3	...	...	...	...	...
	DM	...	- 0,1	...	...	...	...	...
Total ...	...	- 1,4	...	...	...	- 0,3	...	
Solde	FB	- 0,4	...	...	...	...	...	+ 0,5
	\$ U.S.	...	+ 3,6	...	...	- 0,1	...	...
	\$ Canad.	...	- 0,1	...	...	...	...	...
	FS	...	+ 0,1	...	...	...	...	+ 0,1
	£	...	- 0,1	...	...	...	...	...
	Fl. P.B.	...	- 0,3	...	...	...	...	...
DM	...	- 0,1	...	...	...	...	...
Total ...	- 0,4	+ 3,1	...	...	...	- 0,1	+ 0,6	

cette rubrique, étant donné la résidence étrangère des personnes qui ont été rémunérées. Les recettes englobent en outre des indemnités versées à des victimes du national-socialisme en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg, à concurrence de 1,4 milliard en 1961, de 0,3 milliard en 1962 et de 0,2 milliard en 1963.

Rubrique 10. « *Transferts de l'Etat* ».

Les dépenses de transferts de l'Etat comprennent l'assistance technique de la Belgique au Congo, notamment la prise en charge d'une partie des traitements des techniciens belges qui prêtent leur concours à l'administration congolaise, et les différentes tranches de la contribution que la Belgique s'est engagée à verser au Fonds européen de développement de la Communauté Economique Européenne. Le fait que les contributions de 1962 et de 1963 à ce Fonds aient été payées toutes deux durant l'année 1963 explique l'augmentation au cours de cette année.

Tableau VII : Rubriques 11 à 14. « Mouvement des capitaux de l'Etat, des autres pouvoirs publics, des organismes paraétatiques d'exploitation et des organismes paraétatiques de crédit ».

Pour les opérations à long terme comprises dans ces rubriques, une ventilation par monnaie est donnée au tableau VIII.

Rubrique 11. « *Etat* ».

La dépense de 0,4 milliard au titre des créances à long terme résulte d'une avance au Rwanda et au Burundi. Celle de 1,6 milliard au titre des créances

à court terme représente la constitution d'une créance sur le Congo ayant pour origine les paiements d'amortissements et d'intérêts sur la dette de ce pays garantie par la Belgique.

En matière d'engagements à long terme, la recette de 4,5 milliards provient, d'une part, du placement de plusieurs emprunts en dollars, deux de 1 milliard chacun au Royaume-Uni et deux, respectivement de 1 milliard et de 0,3 milliard, aux Etats-Unis et, d'autre part, à concurrence du solde, de la cession à l'étranger par les banques belges d'une partie de la dette à plus d'un an en devises de l'Etat, placée à l'origine auprès de ces banques. Quant à la dépense de 1,4 milliard, elle résulte d'amortissements contractuels effectués par l'Etat belge.

Il convient de rappeler ici que le mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger ne doit pas être confondu avec celui de la dette publique en monnaies étrangères. D'une part, les engagements de l'Etat envers l'étranger comprennent la dette publique en francs belges que l'on sait être logée à l'étranger. D'autre part, la dette publique en monnaies étrangères ne représente pas à due concurrence un engagement de l'Etat envers l'étranger, car une partie de cette dette est logée dans les banques en Belgique. Le tableau IX donne les montants qu'il faut ôter ou ajouter au mouvement de la dette publique en monnaies étrangères pour obtenir le mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger.

Rubrique 12. « *Autres pouvoirs publics* ».

La recette de 0,1 milliard au titre des opérations à court terme est constituée par des remboursements encaissés par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie sur des créances consolidées en accord de paiements qu'elle détenait pour les avoir rachetées à la Banque Nationale conformément à la Convention du 1^{er} juillet 1959.

Tableau IX.

Mouvement de la dette publique en monnaies étrangères et mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger en 1963

(milliards de francs)

Mouvements	1 ^{er} semestre	2 ^e semestre	Année
Dette publique en monnaies étrangères	+ 6,2	+ 3,2	+ 9,4
Moins : Dette publique en monnaies étrangères logée dans les banques belges	-(+2,7)	-(+2,2)	-(+4,9)
Dette publique en monnaies étrangères recensée dans la balance des paiements	+ 3,5	+ 1,0	+ 4,5
Dette publique en francs belges que l'on sait être logée à l'étranger	+ 0,2	- 0,7	- 0,5
Divers	+ 0,2	- 0,2	...
Engagements de l'Etat envers l'étranger	+ 3,9	+ 0,1	+ 4,0

Rubrique 13. « *Organismes paraétatiques d'exploitation* ».

La Sabena a légèrement accru ses engagements nets envers l'étranger, tandis que la Régie des Télégraphes et des Téléphones a réduit les siens.

Rubrique 14. « *Organismes paraétatiques de crédit* ».

L'entrée nette de 0,7 milliard résulte essentiellement d'un prêt de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier à un organisme de crédit belge pour le financement de la construction d'habitations sociales.

Rubrique 15. « *Mouvement des capitaux du secteur privé* ».

Rubrique 15.1 « *Court terme recensé* ».

Cette rubrique couvre une série d'éléments parmi lesquels on peut citer le mouvement des engagements d'acceptation des banques belges envers l'étranger, celui des acceptations en francs belges visées représentatives d'exportations et financées en dehors des organismes monétaires belges, celui des effets non visés représentatifs d'exportations et réescomptés par certains organismes paraétatiques de crédit. Ces mouvements ont été introduits dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. pour les motifs exposés à la page 520, mais, en raison de leur nature particulière, ils ont été isolés des autres mouvements de capitaux du secteur privé. La rubrique sous revue comprend, en outre, pour la même raison, l'évolution du portefeuille commercial en francs belges de certaines institutions étrangères, ainsi que des avances et remboursements d'avances à court terme entre maisons-mères situées à l'étranger et filiales établies en U.E.B.L. ou entre maisons-mères en U.E.B.L. et filiales à l'étranger.

Rubrique 15.3 « *Mouvement des autres capitaux privés* ».

Le tableau X répartit ces capitaux, pour chaque semestre de 1963, suivant qu'ils représentent des investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger ou des investissements et placements étrangers en U.E.B.L. Les transactions dont la nature n'est pas précisée ont été groupées sous l'intitulé « Investissements et placements non ventilés »; comme ces transactions peuvent être à la fois de tendance et d'ampleur très différentes d'une période à l'autre et comme, suivant le cas, elles devraient, si l'on disposait d'informations statistiques plus détaillées, s'ajouter soit aux investissements et

placements belgo-luxembourgeois à l'étranger, soit aux investissements et placements étrangers en U.E.B.L., l'évolution des chiffres de ces deux rubriques peut n'être pas tout à fait exacte. Il convient

Tableau X.

Rubrique 15.3
« **Mouvement des autres capitaux privés** » en 1963
(milliards de francs)

	1 ^{er} semestre	2 ^e semestre	Année
Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger	- 1,9	- 2,2	- 4,1
Investissements et placements étrangers en U.E.B.L.	+ 3,4	+ 4,2	+ 7,6
Investissements et placements non ventilés	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,4
	+ 1,9	+ 3,0	+ 4,9

en outre, de souligner que les chiffres des investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger comme ceux des investissements et placements étrangers en U.E.B.L. peuvent être gonflés les uns et les autres par des opérations simultanées d'entrées et de sorties de capitaux, c'est-à-dire par des mouvements de capitaux étrangers qui transitent par l'U.E.B.L. et sont enregistrés à l'entrée comme investissements et placements en U.E.B.L. et à la sortie comme investissements et placements à l'étranger. Il faut enfin noter que les entrées de capitaux en U.E.B.L. peuvent comprendre le rapatriement de revenus d'investissements à l'étranger ou encore le produit de certaines autres opérations lorsque l'origine des fonds n'a pas pu être précisée.

Tableau XI : « Créances et engagements des organismes monétaires de l'U.E.B.L. sur et envers l'étranger ».

A. 1.2 « *Créances de la Banque Nationale de Belgique : Participation au F.M.I.* ».

L'encours de cette rubrique augmente lorsque le Fonds Monétaire International prélève sur ses avoirs des francs belges pour les vendre aux pays membres; il diminue lorsque le Fonds reconstitue ses avoirs au moyen de francs belges que lui revendent les pays membres. Bien qu'ils s'accompagnent d'encaissements et de souscriptions de certificats de trésorerie belges par le Fonds, ces prélèvements et reconstitutions apparaissent dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. comme des variations d'une créance de la

Tableau XI.

**Créances et engagements des organismes monétaires
de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise sur et envers l'étranger**
(milliards de francs)

	Au 31-12-1962	Au 31-12-1963	Evolution en 1963
A. Créances de :			
1. Banque Nationale de Belgique :			
1.1 Or	68,3	68,6	+ 0,3
1.2 Participation au F.M.I.	6,7	7,0	+ 0,3
1.3 Obligations	0,1	0,1	...
1.4 Acceptations en FB représentatives d'exportations .	3,8	4,1	+ 0,3
1.5 Créance sur l'U.E.P. ¹	0,3	0,1	- 0,2
1.6 Autres :			
16.1 En monnaies étrangères	12,8	21,6	+ 8,8
16.2 En francs belges .....	...	1,5	+ 1,5
1.7 Total	92,0	103,0	+11,0
2. Organismes publics belges : acceptations en FB représen- tatives d'exportations	0,2	0,2	...
3. Banques belges et luxembourgeoises :			
3.1 Obligations	1,1	0,9	+ 0,2 ²
3.2 Acceptations en FB représentatives d'exportations .	0,8	1,2	+ 0,4
3.3 Autres			
33.1 En monnaies étrangères	24,4	25,6	+ 1,2
33.2 En francs belges	1,8	2,8	+ 1,0
3.4 Total	28,1	30,5	+ 2,8 ²
Total des créances des organismes monétaires	120,3	133,7	+13,8²
B. Engagements de :			
1. Banque Nationale de Belgique :			
1.1 Envers le F.M.I.	0,2	0,2	...
1.2 Autres :			
12.1 En monnaies étrangères .....	...	...	...
12.2 En francs belges	0,8	0,6	- 0,2
1.3 Total	1,0	0,8	- 0,2
2. Organismes publics belges	1,9	3,1	+ 1,2
3. Banques belges et luxembourgeoises :			
3.1 En monnaies étrangères	23,0	34,4	+11,4
3.2 En francs belges	10,2	11,8	+ 1,6
3.3 Total	33,2	46,2	+13,0
Total des engagements des organismes monétaires	36,1	50,1	+14,0
C. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. (A-B)	84,2	83,6	- 0,2²

¹ Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs, lors de la liquidation de l'U.E.P.

² L'évolution ne correspond pas à la différence entre les encours à fin d'année en raison de l'élimination de mouvements purement comptables.

Banque Nationale et non pas comme des mouvements de capitaux de l'Etat du fait que, conformément aux conventions intervenues le 1^{er} août 1959 et le 14 octobre 1959 entre l'Etat et la Banque, celle-ci assure, pour compte et à la décharge de l'Etat, le financement des opérations avec le Fonds Monétaire International. Ce procédé de comptabilisa-

tion est conforme aux instructions de la troisième édition du *Balance of Payments Manual* qui considère toutes les opérations d'un pays avec le Fonds comme du ressort des organismes monétaires.

En 1963, le Fonds a vendu 0,3 milliard de francs belges à la Turquie et 0,2 milliard à la Yougoslavie, mais il en a racheté 0,2 milliard à l'Inde, ce qui

Tableau XII.

Balance géographique des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1961

(milliards de francs)

	I. Zone sterling			II. Etats-Unis et Canada			III. Pays de la C.E.E. et reste de leur zone monétaire			IV. Autres pays de l'O.C.D.E.			V. Autres pays d'Europe			VI. A
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes
A. Transactions sur biens et services :																
1. Opérations sur marchandises :																
1.1 Exportations et importations ¹	18,8	28,1	- 9,3	19,5	19,3	+ 0,2	93,7	93,8	- 0,1	21,1	16,5	+ 4,6	5,1	5,6	- 0,5	5,7
1.2 Travail à façon	0,8	...	+ 0,8	0,4	0,1	+ 0,3	2,2	1,0	+ 1,2	0,4	0,1	+ 0,3	0,1	...	+ 0,1	0,1
1.3 Opérations d'arbitrage (nettes)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Or non monétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3. Frets et assurances pour le transport de marchandises ^{2 3}	1,4	2,4	- 1,0	1,1	1,0	+ 0,1	4,9	4,6	+ 0,3	0,7	1,2	- 0,5	0,3	0,1	+ 0,2	...
4. Autres frais de transport ³	1,0	0,3	+ 0,7	1,6	0,6	+ 1,0	1,3	4,4	- 3,1	0,3	2,0	- 1,7	0,1	0,1	...	...
5. Déplacements à l'étranger	1,7	0,6	+ 1,1	1,9	2,3	- 0,4	2,4	2,4	...	0,5	1,0	- 0,5	...	...	...	0,1
6. Revenus d'investissements	0,5	0,1	+ 0,4	0,1	0,7	- 0,6	0,9	3,1	- 2,2	0,1	0,3	- 0,2	0,1	...	+ 0,1	...
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	—	—	—	—	—	—	4,1	0,8	+ 3,3	—	—	—	—	—	—	—
8. Autres :	1,4	1,5	- 0,1	2,0	2,0	...	5,2	4,6	+ 0,6	1,0	1,9	- 0,9	0,3	0,1	+ 0,2	0,1
8.1 Ouvriers frontaliers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8.2 Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des transactions sur biens et services	25,6	33,0	- 7,4	26,6	26,0	+ 0,6	114,7	114,7	...	24,1	23,0	+ 1,1	6,0	5,9	+ 0,1	6,0
B. Transferts :																
9. Transferts privés	0,3	0,2	+ 0,1	0,4	0,3	+ 0,1	1,6	1,1	+ 0,5	0,2	0,3	- 0,1	...	...	...	...
10. Transferts de l'Etat	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des transferts ...	0,3	0,2	+ 0,1	0,4	0,3	+ 0,1	1,6	1,1	+ 0,5	0,2	0,3	- 0,1	...	...	...	...
C. Mouvement des capitaux :																
11. Etat	1,5	0,1	+ 1,4	2,8	6,8	- 4,0	4,8	5,0	- 0,2	...	1,0	- 1,0	...	...	...	...
12. Autres pouvoirs publics	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	...	...	...	1,1	0,3	+ 0,8	1,2	0,1	+ 1,1	...	...	...	...	...	...	...
14. Organismes paraétatiques de crédit	...	...	...	...	...	...	0,6	0,2	+ 0,4	...	...	...	...	...	...	...
15. Autres :	—	0,1	- 0,1	—	0,2	- 0,2	—	0,4	- 0,4	—	0,3	- 0,3	—	0,2	- 0,2	—
15.1 Court terme recensé (net)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières :																
a) valeurs belges et luxembourgeoises	0,2	...	+ 0,2	0,8	0,2	+ 0,6	1,3	0,7	+ 0,6	0,8	0,7	+ 0,1	...	...	...	...
b) valeurs étrangères	0,9	1,2	- 0,3	3,3	4,3	- 1,0	3,8	6,9	- 3,1	0,8	1,1	- 0,3	...	...	...	...
15.3 Autres (nets)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total du mouvement des capitaux ...	2,6	1,4	+ 1,2	8,0	11,8	- 3,8	11,7	13,3	- 1,6	1,6	3,1	- 1,5	0,1	0,2	- 0,1	...
Total des rubriques 1 à 15 ...	28,5	34,6	- 6,1	35,0	38,1	- 3,1	128,0	129,1	- 1,1	25,9	26,4	- 0,5	6,1	6,1	...	6,0
16. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets) (rubrique 17 moins rubriques 1 à 15)	0,2	—	+ 0,2	11,8	—	+ 11,8	—	3,0	- 3,0	0,1	—	+ 0,1	—	0,1	- 0,1	—
17. Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	28,7	34,6	- 5,9	46,8	38,1	+ 8,7	128,0	132,1	- 4,1	26,0	26,4	- 0,4	6,1	6,2	- 0,1	6,0

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

² Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 3. « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 4. « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 3 et 4 pour 1962 (tableau XIII) et 1963 (tableau XIV). Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, en 1962 et 1963, sont incluses dans la rubrique 3, ni les achats et ventes de provisions de et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, en 1962 et 1963, sont inclus dans la rubrique 4.

Balance géographique des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1961 (suite)

(milliards de francs)

	VII. Congo, Rwanda et Burundi			VIII. Autres pays			IX. Institutions européennes et internationales			X. Paiements non localisés			Total				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde		
0	3,2	8,1	- 4,9	5,6	2,7	+ 2,9	—	—	—	...	...	...	172,7	178,8	- 6,1	A. Transactions sur biens et services :
.	0,1	...	+ 0,1	...	0,1	- 0,1	—	—	—	...	...	...	4,1	1,4	+ 2,7	1. Opérations sur marchandises :
.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,3	—	+ 2,3	2,3	—	+ 2,3	1.1 Exportations et importations ¹	
.	...	0,2	- 0,2	...	...	...	—	—	—	0,3	1,0	- 0,7	0,3	1,2	- 0,9	1.2 Travail à façon
.	0,2	...	+ 0,2	...	...	...	—	—	—	0,3	...	+ 0,3	8,9	9,3	- 0,4	1.3 Opérations d'arbitrage (nettes)
.	1,0	...	+ 1,0	...	...	...	—	—	—	1,5	1,8	- 0,3	6,8	9,2	- 2,4	2. Or non monétaire
1	1,4	...	+ 1,4	...	...	...	—	—	—	0,7	0,6	+ 0,1	8,7	6,9	+ 1,8	3. Frets et assurances pour le transport de marchandises ^{2 3}
1	0,3	0,2	+ 0,1	...	0,1	- 0,1	2,2	...	+ 2,2	...	...	...	4,2	4,6	- 0,4	4. Autres frais de transport ³
.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,1	0,8	+ 3,3	5. Déplacements à l'étranger	
.	1,7	0,1	+ 1,6	0,1	0,1	...	—	—	—	0,5	0,1	+ 0,4	12,3	10,5	+ 1,8	6. Revenus d'investissements	
0	7,9	8,6	- 0,7	5,7	3,0	+ 2,7	2,2	...	+ 2,2	5,6	3,5	+ 2,1	224,4	222,7	+ 1,7	7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	
.	2,8	0,1	+ 2,7	...	...	...	...	0,2	- 0,2	0,5	0,6	- 0,1	5,8	2,8	+ 3,0	8. Autres :
.	...	1,0	- 1,0	...	...	...	...	1,1	- 1,1	...	...	...	...	2,1	- 2,1	8.1 Ouvriers frontaliers
.	2,8	1,1	+ 1,7	...	...	...	...	1,3	- 1,3	0,5	0,6	- 0,1	5,8	4,9	+ 0,9	8.2 Autres
.	0,4	1,7	- 1,3	...	...	...	0,2	0,9	- 0,7	...	...	...	9,7	15,5	- 5,8	Total des transactions sur biens et services
.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	B. Transferts :
.	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	2,4	0,5	+ 1,9	9. Transferts privés
.	...	0,2	- 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	0,4	+ 0,2	10. Transferts de l'Etat
2	—	0,1	- 0,1	—	0,1	- 0,1	0,1	—	+ 0,1	0,2	—	+ 0,2	0,3	1,6	- 1,3	Total des transferts	
.	—	—	—	0,1	0,1	...	—	—	—	—	—	—	3,2	1,7	+ 1,5	C. Mouvement des capitaux :	
.	—	—	—	0,1	0,1	...	—	—	—	—	—	—	8,9	13,6	- 4,7	11. Etat	
.	0,4	—	+ 0,4	—	—	—	0,4	—	+ 0,4	4,6	—	+ 4,6	5,4	—	+ 5,4	12. Autres pouvoirs publics	
2	0,8	2,0	- 1,2	0,2	0,3	- 0,1	0,8	1,0	- 0,2	4,8	...	+ 4,8	30,6	33,3	- 2,7	13. Organismes paraétatiques d'exploitation	
8	11,5	11,7	- 0,2	5,9	3,3	+ 2,6	3,0	2,3	+ 0,7	10,9	4,1	+ 6,8	260,8	260,9	- 0,1	14. Organismes paraétatiques de crédit	
4	—	0,2	- 0,2	—	2,6	- 2,6	2,8	—	+ 2,8	—	6,9	- 6,9	14,9	14,2	+ 0,7	15. Autres :	
6	11,5	11,9	- 0,4	5,9	5,9	...	5,8	2,3	+ 3,5	10,9	11,0	- 0,1	275,7	275,1	+ 0,6	15.1 Court terme recensé (net)	
.	15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières :
.	a) valeurs belges et luxembourgeoises
.	b) valeurs étrangères
.	15.3 Autres (nets)
2	0,8	2,0	- 1,2	0,2	0,3	- 0,1	0,8	1,0	- 0,2	4,8	...	+ 4,8	30,6	33,3	- 2,7	Total du mouvement des capitaux	
8	11,5	11,7	- 0,2	5,9	3,3	+ 2,6	3,0	2,3	+ 0,7	10,9	4,1	+ 6,8	260,8	260,9	- 0,1	Total des rubriques 1 à 15	
4	—	0,2	- 0,2	—	2,6	- 2,6	2,8	—	+ 2,8	—	6,9	- 6,9	14,9	14,2	+ 0,7	16. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets) (rubrique 17 moins rubriques 1 à 15)	
6	11,5	11,9	- 0,4	5,9	5,9	...	5,8	2,3	+ 3,5	10,9	11,0	- 0,1	275,7	275,1	+ 0,6	17. Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	

Tableau XIII.

Balance géographique des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1962

(milliards de francs)

	I. Zone sterling			II. Etats-Unis et Canada			III. Pays de la C.E.E. et reste de leur zone monétaire			IV. Autres pays de l'O.C.D.E.			V. Autres pays d'Europe			VI. A
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes
A. Transactions sur biens et services :																
1. Opérations sur marchandises :																
1.1 Exportations et importations ¹	16,9	30,3	-13,4	20,8	20,0	+ 0,8	103,1	99,5	+ 3,6	21,4	17,7	+ 3,7	4,7	6,0	- 1,3	5,7
1.2 Travail à façon	0,8	0,1	+ 0,7	0,5	...	+ 0,5	3,1	1,1	+ 2,0	0,4	0,1	+ 0,3	0,1	...	+ 0,1	0,1
1.3 Opérations d'arbitrage (nettes)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Or non monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	1,1	1,7	- 0,6	1,2	0,7	+ 0,5	5,1	3,9	+ 1,2	0,6	1,2	- 0,6	0,2	0,1	+ 0,1	0,1
4. Autres frais de transport	0,7	0,9	- 0,2	0,5	0,4	+ 0,1	0,8	1,3	- 0,5	0,3	0,3	...	0,1	...	+ 0,1	0,1
5. Déplacements à l'étranger	1,0	0,3	+ 0,7	1,7	0,7	+ 1,0	1,6	4,3	- 2,7	0,4	1,7	- 1,3	...	...	...	...
6. Revenus d'investissements	2,2	0,8	+ 1,4	2,7	2,3	+ 0,4	2,7	2,9	- 0,2	0,7	1,6	- 0,9	...	...	...	...
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	0,6	0,2	+ 0,4	0,1	1,2	- 1,1	1,2	3,6	- 2,4	0,1	0,5	- 0,4	0,1	...	+ 0,1	...
8. Autres :	—	—	—	—	—	—	4,4	0,7	+ 3,7	—	—	—	—	—	—	—
8.1 Ouvriers frontaliers	1,5	1,4	+ 0,1	3,0	3,1	- 0,1	6,6	5,8	+ 0,8	1,3	2,1	- 0,8	0,3	0,1	+ 0,2	0,1
8.2 Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des transactions sur biens et services	24,8	35,7	-10,9	30,5	28,4	+ 2,1	128,6	123,1	+ 5,5	25,2	25,2	...	5,5	6,2	- 0,7	6,1
B. Transferts :																
9. Transferts privés	0,2	0,2	...	0,5	0,3	+ 0,2	0,6	1,2	- 0,6	0,2	0,3	- 0,1	...	...	...	0,1
10. Transferts de l'Etat .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...
Total des transferts ...	0,2	0,2	...	0,5	0,3	+ 0,2	0,7	1,2	- 0,5	0,2	0,3	- 0,1	...	...	...	0,1
C. Mouvement des capitaux :																
11. Etat .....	...	1,5	- 1,5	3,7	3,0	+ 0,7	...	2,9	- 2,9	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	...
12. Autres pouvoirs publics .....	...	...	...	0,3	...	+ 0,3	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...
13. Organismes paraétatiques d'exploitation .....	...	...	...	...	0,2	- 0,2	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...
14. Organismes paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	- 0,5	...	...	...	...
15. Autres :																
15.1 Court terme recensé (net) .	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières :																
a) valeurs belges et luxembourgeoises	0,3	0,2	+ 0,1	0,5	0,3	+ 0,2	1,2	0,8	+ 0,4	0,7	0,5	+ 0,2	...	...	...	...
b) valeurs étrangères	0,8	0,7	+ 0,1	2,6	3,6	- 1,0	2,8	4,7	- 1,9	0,6	0,8	- 0,2	...	...	...	...
15.3 Autres (nets)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total du mouvement des capitaux ...	1,1	2,4	- 1,3	7,1	7,1	...	4,1	8,4	- 4,3	1,4	1,8	- 0,4	0,1	...	+ 0,1	...
Total des rubriques 1 à 15 ...	26,1	38,3	-12,2	38,1	35,8	+ 2,3	133,4	132,7	+ 0,7	26,8	27,3	- 0,5	5,6	6,2	- 0,6	6,2
16. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets) (rubrique 17 moins rubriques 1 à 15)	10,3	—	+10,3	—	1,3	- 1,3	0,6	—	+ 0,6	1,3	—	+ 1,3	1,1	—	+ 1,1	0,7
17. Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	36,4	38,3	- 1,9	38,1	37,1	+ 1,0	134,0	132,7	+ 1,3	28,1	27,3	+ 0,8	6,7	6,2	+ 0,5	6,9

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.
² Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Exportations et importations » (cf. note 1).

Balance géographique des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1962 (suite)

(milliards de francs)

	VII. Congo, Rwanda et Burundi			VIII. Autres pays			IX. Institutions européennes et internationales			X. Paiements non localisés			Total			
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	2,9	5,7	- 2,8	5,5	2,5	+ 3,0	—	—	—	0,1	0,1	...	181,1	187,5	- 6,4	<i>A. Transactions sur biens et services :</i>
	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	—	—	—	...	...	...	5,1	1,3	+ 3,8	1. Opérations sur marchandises :
	...	0,4	- 0,4	...	...	...	—	—	—	3,1	—	+ 3,1	3,1	—	+ 3,1	1.1 Exportations et importations ¹
	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	—	—	—	0,3	0,4	- 0,1	0,3	0,8	- 0,5	1.2 Travail à façon
	0,3	...	+ 0,3	0,1	0,1	...	—	—	—	...	...	...	8,4	7,7	+ 0,7	1.3 Opérations d'arbitrage (nettes)
	0,5	0,1	+ 0,4	0,1	0,1	...	—	—	—	1,5	1,8	- 0,3	6,8	9,0	- 2,2	2. Or non monétaire
	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	—	—	—	0,5	0,6	- 0,1	8,9	8,2	+ 0,7	3. Frets et assurances pour le transport de marchandises ²
	0,2	0,1	+ 0,1	...	...	...	2,7	...	+ 2,7	...	...	...	5,0	5,6	- 0,6	4. Autres frais de transport
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,4	0,7	+ 3,7	5. Déplacements à l'étranger
	1,5	0,1	+ 1,4	0,1	0,1	...	—	—	—	0,3	0,3	...	14,7	13,2	+ 1,5	6. Revenus d'investissements
	5,7	6,4	- 0,7	5,8	2,8	+ 3,0	2,7	...	+ 2,7	5,8	3,2	+ 2,6	240,7	237,1	+ 3,6	7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs
	3,9	0,4	+ 3,5	...	...	...	...	0,1	- 0,1	0,1	0,4	- 0,3	5,6	3,0	+ 2,6	8. Autres :
	...	1,1	- 1,1	...	...	...	...	0,4	- 0,4	...	...	...	0,1	1,5	- 1,4	8.1 Ouvriers frontaliers
	3,9	1,5	+ 2,4	...	...	...	...	0,5	- 0,5	0,1	0,4	- 0,3	5,7	4,5	+ 1,2	8.2 Autres
	...	2,0	- 2,0	...	...	...	3,1	0,3	+ 2,8	...	...	...	6,9	9,7	- 2,8	<i>Total des transactions sur biens et services</i>
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	+ 0,4	<i>B. Transferts :</i>
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,2	- 0,1	9. Transferts privés
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,8	- 0,7	10. Transferts de l'Etat
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	- 0,2	<i>Total des transferts</i>
	...	0,2	- 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	- 0,2	<i>C. Mouvement des capitaux :</i>
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,7	1,9	+ 0,8	11. Etat
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6,8	9,8	- 3,0	12. Autres pouvoirs publics
	0,2	—	+ 0,2	—	—	—	—	0,2	- 0,2	3,4	—	+ 3,4	3,6	0,2	+ 3,4	13. Organismes paraétatiques d'exploitation
	0,2	2,2	- 2,0	...	...	...	3,2	0,8	+ 2,4	3,4	...	+ 3,4	20,6	22,8	- 2,2	14. Organismes paraétatiques de crédit
	9,8	10,1	- 0,3	5,8	2,8	+ 3,0	5,9	1,3	+ 4,6	9,3	3,6	+ 5,7	267,0	264,4	+ 2,6	15. Autres :
	0,7	—	+ 0,7	—	2,9	- 2,9	—	3,4	- 3,4	—	5,7	- 5,7	14,7	13,3	+ 1,4	15.1 Court terme recensé (net)
	10,5	10,1	+ 0,4	5,8	5,7	+ 0,1	5,9	4,7	+ 1,2	9,3	9,3	...	281,7	277,7	+ 4,0	15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières :
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	a) valeurs belges et luxembourgeoises
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	b) valeurs étrangères
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	15.3 Autres (nets)
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<i>Total du mouvement des capitaux</i>
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<i>Total des rubriques 1 à 15</i>
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	16. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets) (rubrique 17 moins rubriques 1 à 15)
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	17. Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires

Tableau XIV.

Balance géographique des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1963

(milliards de francs)

	I. Zone sterling			II. Etats-Unis et Canada			III. Pays de la C.E.E. et reste de leur zone monétaire			IV. Autres pays de l'O.C.D.E.			V. Autres pays d'Europe			VI. A
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes
A. Transactions sur biens et services :																
1. Opérations sur marchandises :																
1.1 Exportations et importations ¹	18,9	33,6	-14,7	20,8	21,4	- 0,6	122,6	112,6	+10,0	21,3	19,6	+ 1,7	4,6	6,5	- 1,9	4,5
1.2 Travail à façon	0,8	0,1	+ 0,7	0,6	0,1	+ 0,5	3,2	1,5	+ 1,7	0,4	0,1	+ 0,3	0,1	...	+ 0,1	...
1.3 Opérations d'arbitrage (nettes)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Or non monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	1,1	2,2	- 1,1	1,2	0,8	+ 0,4	5,2	4,5	+ 0,7	0,6	1,1	- 0,5	0,1	0,1	...	...
4. Autres frais de transport	0,9	0,7	+ 0,2	0,9	0,4	+ 0,5	1,1	1,5	- 0,4	0,5	0,3	+ 0,2	...	...	...	...
5. Déplacements à l'étranger	1,0	0,2	+ 0,8	1,5	0,8	+ 0,7	2,0	5,0	- 3,0	0,4	2,2	- 1,8	...	0,1	- 0,1	...
6. Revenus d'investissements	1,0	0,8	+ 0,2	2,9	2,9	...	3,1	3,2	- 0,1	1,0	1,8	- 0,8	...	...	...	...
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	0,6	0,2	+ 0,4	0,2	1,0	- 0,8	1,6	5,5	- 3,9	0,1	0,3	- 0,2	0,1	...	+ 0,1	...
8. Autres :																
8.1 Ouvriers frontaliers	—	—	—	—	—	—	4,9	0,9	+ 4,0	—	—	—	—	—	—	—
8.2 Autres	1,8	1,6	+ 0,2	2,5	2,8	- 0,3	6,9	7,0	- 0,1	1,4	2,2	- 0,8	0,2	0,1	+ 0,1	0,1
Total des transactions sur biens et services	26,1	39,4	-13,3	30,6	30,2	+ 0,4	150,6	141,7	+ 8,9	25,7	27,6	- 1,9	5,1	6,8	- 1,7	4,6
B. Transferts :																
9. Transferts privés	0,3	0,2	+ 0,1	0,7	0,4	+ 0,3	0,6	1,3	- 0,7	0,3	0,4	- 0,1	...	...	...	...
10. Transferts de l'Etat .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...
Total des transferts ...	0,3	0,2	+ 0,1	0,7	0,4	+ 0,3	0,7	1,3	- 0,6	0,3	0,4	- 0,1	...	...	...	...
C. Mouvement des capitaux :																
11. Etat	2,0	...	+ 2,0	2,7	1,2	+ 1,5	0,6	1,4	- 0,8	0,1	0,4	- 0,3	...	...	...	...
12. Autres pouvoirs publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...
13. Organismes paraétatiques d'exploitation .....	...	...	...	0,1	0,2	- 0,1	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...
14. Organismes paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	...
15. Autres :																
15.1 Court terme recensé (net) .	...	—	...	...	—	...	—	0,2	- 0,2	...	—	...	—	...	...	...
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières :																
a) valeurs belges et luxembourgeoises	0,4	0,2	+ 0,2	0,1	0,2	- 0,1	1,2	0,7	+ 0,5	0,5	0,4	+ 0,1	...	...	...	...
b) valeurs étrangères	1,3	0,8	+ 0,5	3,0	3,1	- 0,1	2,3	7,1	- 4,8	0,7	1,4	- 0,7	...	...	...	0,1
15.3 Autres (nets)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total du mouvement des capitaux ...	3,7	1,0	+ 2,7	5,9	4,7	+ 1,2	4,1	9,4	- 5,3	1,5	2,3	- 0,8	0,1	...	+ 0,1	0,1
Total des rubriques 1 à 15 ...	30,1	40,6	-10,5	37,2	35,3	+ 1,9	155,4	152,4	+ 3,0	27,5	30,3	- 2,8	5,2	6,8	- 1,6	4,7
16. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets) (rubrique 17 moins rubriques 1 à 15)	9,6	—	+ 9,6	2,6	—	+ 2,6	—	4,6	- 4,6	0,2	—	+ 0,2	1,6	—	+ 1,6	1,3
17. Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	39,7	40,6	- 0,9	39,8	35,3	+ 4,5	155,4	157,0	- 1,6	27,7	30,3	- 2,6	6,8	6,8	...	6,0

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.
² Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Exportations et importations » (cf. note 1).

Balance géographique des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1963 (suite)

(milliards de francs)

	VII. Congo, Rwanda et Burundi			VIII. Autres pays			IX. Institutions européennes et internationales			X. Paiements non localisés			Total			
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
2	2,7	6,7	- 4,0	6,0	3,4	+ 2,6	—	—	—	...	0,2	- 0,2	201,4	209,7	- 8,3	A. Transactions sur biens et services :
	...	...	...	...	...	...	—	—	—	...	...	...	5,1	1,8	+ 3,3	1. Opérations sur marchandises :
	...	...	...	...	...	...	—	—	—	2,4	—	+ 2,4	2,4	—	+ 2,4	1.1 Exportations et importations ¹
	...	0,4	- 0,4	...	...	...	—	—	—	0,3	0,6	- 0,3	0,3	1,0	- 0,7	1.2 Travail à façon
	0,3	0,1	+ 0,2	0,1	0,1	...	—	—	—	...	...	...	8,6	8,9	- 0,3	1.3 Opérations d'arbitrage (nettes)
1	0,4	...	+ 0,4	...	...	...	—	—	—	...	...	...	3,8	3,0	+ 0,8	2. Or non monétaire
	0,4	...	+ 0,4	0,1	0,1	...	—	—	—	2,5	2,7	- 0,2	7,9	11,1	- 3,2	3. Frets et assurances pour le transport de marchandises ²
	...	...	...	...	...	...	—	—	—	0,6	0,5	+ 0,1	8,6	9,2	- 0,6	4. Autres frais de transport
	...	...	...	...	...	...	3,0	...	+ 3,0	...	...	...	5,6	7,0	- 1,4	5. Déplacements à l'étranger
	...	...	...	...	...	...	—	—	—	...	...	...	4,9	0,9	+ 4,0	6. Revenus d'investissements
1	1,1	0,1	+ 1,0	0,1	0,1	...	—	—	—	0,5	0,4	+ 0,1	14,6	14,5	+ 0,1	7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs
4	4,9	7,3	- 2,4	6,3	3,7	+ 2,6	3,0	...	+ 3,0	6,3	4,4	+ 1,9	263,2	267,1	- 3,9	8. Autres :
	...	...	...	...	...	...	—	—	—	...	...	...	...	...	...	8.1 Ouvriers frontaliers
	...	...	...	...	...	...	—	—	—	...	...	...	...	...	...	8.2 Autres
	...	...	...	...	...	...	—	—	—	...	...	...	...	...	...	Total des transactions sur biens et services
	3,8	0,4	+ 3,4	0,1	0,1	...	...	0,1	- 0,1	0,2	0,5	- 0,3	6,0	3,5	+ 2,5	B. Transferts :
	...	0,8	- 0,8	...	...	...	...	2,0	- 2,0	...	...	...	0,1	2,8	- 2,7	9. Transferts privés
	3,8	1,2	+ 2,6	0,1	0,1	...	...	2,1	- 2,1	0,2	0,5	- 0,3	6,1	6,3	- 0,2	10. Transferts de l'Etat
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Total des transferts
	0,1	2,0	- 1,9	...	...	...	2,0	0,5	+ 1,5	...	...	...	7,5	5,5	+ 2,0	C. Mouvement des capitaux :
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	11. Etat
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,3	- 0,1	12. Autres pouvoirs publics
	0,2	...	+ 0,2	...	...	...	0,5	0,1	+ 0,4	...	...	...	0,8	0,1	+ 0,7	13. Organismes paraétatiques d'exploitation
	0,2	—	+ 0,2	—	...	...	—	...	...	...	...	...	0,2	0,2	...	14. Organismes paraétatiques de crédit
	—	—	—	0,1	...	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	2,3	1,5	+ 0,8	15. Autres :
	—	—	—	0,1	0,1	...	—	—	—	—	—	—	7,5	12,6	- 5,1	15.1 Court terme recensé (net)
	0,1	—	+ 0,1	—	—	—	...	...	...	4,8	—	+ 4,8	4,9	...	+ 4,9	15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières :
	0,6	2,0	- 1,4	0,2	0,1	+ 0,1	2,5	0,6	+ 1,9	4,8	...	+ 4,8	23,5	20,2	+ 3,3	a) valeurs belges et luxembourgeoises
1,5	9,3	10,5	- 1,2	6,6	3,9	+ 2,7	5,5	2,7	+ 2,8	11,3	4,9	+ 6,4	292,8	293,6	- 0,8	b) valeurs étrangères
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	15.3 Autres (nets)
	0,9	—	+ 0,9	—	2,6	- 2,6	—	2,0	- 2,0	—	6,4	- 6,4	16,2	15,6	+ 0,6	Total du mouvement des capitaux
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Total des rubriques 1 à 15
	10,2	10,5	- 0,3	6,6	6,5	+ 0,1	5,5	4,7	+ 0,8	11,3	11,3	...	309,0	309,2	- 0,2	16. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets) (rubrique 17 moins rubriques 1 à 15)
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	17. Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires

explique l'accroissement de 0,3 milliard de l'encours de la rubrique sous revue.

A. 16.1 « *Autres créances de la Banque Nationale de Belgique en monnaies étrangères* ».

Sous réserve d'une marge de quelques centaines de millions qui s'explique par la mission régulatrice que la Banque exerce sur le marché des changes, les créances en monnaies étrangères de la rubrique A. 16.1 ont pour contrepartie, dans le bilan de la Banque, des engagements de livrer à terme des monnaies étrangères contre francs belges, soit au Trésor pour couvrir les échéances prochaines de la dette en monnaies étrangères, soit à des banques belges qui ont cédé à la Banque des devises au comptant pour souscrire des certificats de trésorerie en francs belges, soit à la Federal Reserve Bank de New-York en vertu de l'opération « swap » conclue avec cette institution en juin 1962 et renouvelée par la suite. C'est une augmentation des monnaies étrangères à livrer à terme au Trésor et aux banques belges, en liaison avec une progression de l'encours des certificats de trésorerie financés par des fonds étrangers, qui explique l'accroissement, à concurrence de 8,8 milliards, de la rubrique A. 16.1 en 1963.

A. 16.2 « *Autres créances de la Banque Nationale de Belgique en francs belges* ».

L'augmentation de 1,5 milliard des avoirs recensés sous cette rubrique correspond à la souscription par la Banque de bons du Trésor américain libellés en francs belges.

A. 33.1 « *Autres créances des banques belges et luxembourgeoises en monnaies étrangères* » et
B. 3.1 « *Engagements des banques belges et luxembourgeoises en monnaies étrangères* ».

Les banques belges ont accordé en 1963 des crédits à l'Etat au moyen de fonds qu'elles se sont procurés à l'étranger : elles ont majoré de 4,9 milliards leur portefeuille de certificats de trésorerie en devises et elles ont cédé au comptant et racheté à terme à la Banque Nationale des monnaies étrangères pour 3,7 milliards aux fins de souscrire des certificats de trésorerie en francs belges. Compte tenu d'un gonflement de 1,2 milliard de leurs créances en monnaies étrangères sur l'étranger, de l'évolution de leurs créances et engagements en devises vis-à-vis de résidents et de leurs opérations de change à terme avec des entreprises, les banques belges et luxembourgeoises ont été amenées à accroître de 11,4 mil-

liards leurs engagements en monnaies étrangères envers l'étranger.

Tableaux XII à XIV : Balance géographique des paiements de l'U.E.B.L.

Le critère utilisé pour ventiler géographiquement la balance des paiements de l'U.E.B.L. a été, en règle générale, le pays de résidence de l'étranger qui a reçu ou ordonné le paiement. A défaut de ce renseignement, la devise dans laquelle le paiement a été effectué a servi de critère pour ventiler les opérations qui semblent être le plus souvent réglées dans la monnaie du partenaire étranger, plutôt que dans des devises tierces. Les paiements pour lesquels on ne disposait d'aucune indication valable concernant le pays de résidence des étrangers qui les avaient reçus ou ordonnés, par exemple ceux afférents à certains mouvements de capitaux du secteur privé, ont été groupés dans la colonne X « Paiements non localisés ». En outre, des détails sont donnés ci-après sur le mode de ventilation de la rubrique 15.1 « Mouvement des capitaux du secteur privé : court terme recensé » et de la rubrique 17. « Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ».

La ventilation adoptée pour la balance géographique des paiements de 1963 est différente de celle qui avait été utilisée pour les balances géographiques de 1961 et 1962 publiées dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de décembre 1963, pp. 563 et 564. D'une part, elle est plus détaillée, puisque la rubrique « Autres pays et paiements non localisés » a été scindée de manière à faire apparaître séparément les transactions avec les pays d'Amérique latine, celles avec les autres pays et les paiements non localisés. D'autre part, pour satisfaire aux desiderata du Fonds Monétaire International et de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, on a substitué l'entité « Institutions européennes et internationales » à celle de « Institutions internationales », c'est-à-dire que la définition de la zone a été élargie de manière à y inclure les organismes créés dans le cadre de la Communauté Economique Européenne et la Banque des Règlements Internationaux; cependant, comme par le passé, certaines opérations avec cette zone, notamment les revenus d'investissements, n'ont pu être isolées et continuent à être incluses dans la zone géographique où l'organisme a son siège. Afin de rendre les comparaisons possibles, on a inséré dans cette chronique, outre la balance géographique des paiements de 1963, les balances géographiques établies suivant la même ventilation pour les années 1961 et 1962.

Rubrique 1.3 « *Opérations d'arbitrage* ».

Le chiffre de cette rubrique n'a pas été ventilé par zone géographique, mais est repris en totalité à la colonne X : « Paiements non localisés ». Les bénéfices résultant des opérations d'arbitrage devraient, pour bien faire, être ventilés suivant les pays auxquels les marchandises ont été revendues, mais le *Balance of Payments Manual* recommande, notamment dans un but de simplification, la procédure qui a été suivie ici.

Rubrique 3. « *Frets et assurances pour le transport de marchandises* ».

L'aggravation du déficit vis-à-vis de la zone sterling en 1963 provient de la hausse des frets dont la marine marchande britannique a largement bénéficié, étant donné l'importance de ses prestations.

Rubrique 6. « *Revenus d'investissements* ».

Dans le commentaire de la balance générale, il a été signalé que, en 1962, la mise en paiement d'un dividende exceptionnel par la filiale étrangère d'une société belge avait gonflé les recettes et, dans une plus faible mesure, les dépenses de la présente rubrique. Dans la balance géographique de 1962, cette recette exceptionnelle figure dans la zone sterling, tandis que la dépense se répartit sur plusieurs zones.

Rubriques 11 à 14. « *Mouvement des capitaux de l'Etat, des autres pouvoirs publics, des organismes paraétatiques d'exploitation et des organismes paraétatiques de crédit* ».

Une ventilation par monnaie des prélèvements et des remboursements sur les prêts et sur les emprunts à long terme de ces divers secteurs a été donnée au tableau VIII.

Rubrique 15.1 « *Court terme recensé* ».

Les modifications de l'encours des acceptations visées en francs belges représentatives d'exportations ont pu être réparties géographiquement; le critère de cette répartition est le pays de l'acheteur des marchandises exportées de l'U.E.B.L. Hormis quelques cas particuliers, les autres opérations de la rubrique sous revue n'ont pu être réparties géographiquement, faute de documentation; elles ont dès lors été intégrées en totalité dans la colonne X : « Paiements non localisés ».

Rubrique 15.2 « *Transactions identifiées en valeurs mobilières* ».

Les tableaux XII à XIV donnent pour les transactions identifiées en valeurs mobilières, comme pour

la plupart des autres rubriques de la balance des paiements, afin de satisfaire aux desiderata statistiques de divers organismes internationaux, non seulement les soldes, mais aussi les recettes et les dépenses. En ce qui concerne les transactions en valeurs étrangères, les dépenses ne peuvent, cependant, être assimilées à des placements nouveaux à l'étranger, ni les recettes à des rapatriements de capitaux. Les unes et les autres sont, en effet, considérablement influencées par les arbitrages sur titres, une recette et une dépense étant enregistrées chaque fois qu'un résident vend un titre étranger pour en acheter un autre. Il s'ensuit que, sauf peut-être si l'on veut apprécier le chiffre d'affaires en valeurs mobilières étrangères, seuls les soldes doivent retenir l'attention.

Rubrique 15.3 « *Mouvement des capitaux du secteur privé autres que le court terme recensé et les transactions identifiées en valeurs mobilières* ».

Les mouvements de capitaux recensés sous cette rubrique ne peuvent pas, en général, être ventilés par zone, c'est pourquoi ils apparaissent presque tous à la colonne X, qui reprend les paiements non localisés. Les chiffres ne comprennent pas les bénéfices réinvestis.

Rubrique 16. « *Règlements multilatéraux, erreurs et omissions* ».

Les chiffres de cette rubrique sont calculés en faisant la différence entre le mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires (rubrique 17), d'une part, et le solde des transactions sur biens et services, des transferts et du mouvement des capitaux (total des rubriques 1 à 15), d'autre part.

Rubrique 17. « *Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires* ».

Pour chaque zone géographique, le solde de cette rubrique comprend non seulement l'augmentation (+) ou la diminution (—) des avoirs nets en francs belges sur cette zone et des avoirs nets dans les monnaies de ladite zone, mais aussi l'augmentation (+) ou la diminution (—) des avoirs en or de la Banque Nationale résultant des opérations sur or que cet organisme a effectuées avec les pays de la zone. Le solde figurant en 1963 à la colonne IX « Institutions européennes et internationales » comprend l'augmentation de la créance de la Banque Nationale sur le Fonds Monétaire International intervenue à la suite des opérations exposées à la page 527.

APPENDICE

Présentation des données suivant le schéma unifié O.C.D.E.-F.M.I. — Année 1963

(milliards de francs)

	Débit		Crédit		Réconciliation avec tableaux précédents	
A. Biens et services (1 à 8)						
1. Marchandises :						
1.1 Exportations et importations	209,7		201,4		XIV/1.1	
1.2 Autres opérations sur marchandises (solde) ...	—		5,7		XIV/1.2-1.3	
2. Or non monétaire (net)	0,7		—		XIV/2	
3. Frets et assurances sur les transports internationaux de marchandises :						
3.1 Frets	} 8,9		8,6		XIV/3	
3.2 Assurances						
4. Autres transports :						
4.1 Transports de voyageurs	} 3,0		3,8		XIV/4	
4.2 Transports divers						
5. Tourisme et voyages	11,1		7,9		XIV/5	
6. Revenus d'investissements :						
6.1 Revenus d'investissements directs privés	} 9,2		8,6		XIV/6	
6.2 Autres revenus d'investissements privés						
6.3 Autres revenus d'investissements publics						
7. Transactions gouvernement. non comprises ailleurs :						
7.1 Militaires	} 7,0		5,6		XIV/7	
7.2 Autres						
8. Autres services :						
8.1 Assurances autres que sur marchandises	1,9		1,8		V	
8.2 Revenus du travail	0,9		4,9		XIV/8.1	
8.3 Services divers	12,6		12,8		V	
B. Transferts (9 et 10)						
9. Secteur privé :						
9.1 Remises d'émigrants	} 3,5		6,0		XIV/9	
9.2 Autres transferts privés						
10. Etat	2,8		0,1		XIV/10	
	Avoirs		Engagements		Non ventilé	Réconciliation avec tableaux précédents
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Crédit	
C. Capitaux et or monétaire (11 à 16)						
11. Capitaux privés à long terme (y compris la totalité des investissements directs) :						
11.1 Investissements directs ¹	—	—	—	—		
11.2 Autres actions ordinaires	} 12,6	7,5	1,5	2,3		XIV/15.2
11.3 Autres valeurs mobilières						
11.4 Autres crédits commerciaux	—	—	—	—		
11.5 Autres avoirs et engagements ¹	4,1	...	0,3	8,4	1,4	{ VII/13 & 14 X
12. Capitaux privés à court terme (autres que les investissements directs) :						
12.1 Crédits commerciaux .....	} ...	...	0,1	0,2		{ VII/13 & 14 I/15.1
12.2 Autres avoirs et engagements						
13. Autorités locales :						
13.1 Avoirs et engagements à long terme .....	...	...	...	...
13.2 Avoirs et engagements à court terme .....	...	0,1	...	...		XIV/12
14. Etat :						
14.1 Emissions à long terme à l'étranger	} 0,4	...	1,4	4,5		VII/11
14.2 Autres valeurs mobilières à long terme						
14.3 Prêts à long terme entre Etats						
14.4 Autres prêts à long terme						
14.5 Autres avoirs et engagements à long terme ...						
14.6 Avoirs et engagements à court terme	1,6	...	2,1	3,0		VII/11
15. Institutions monétaires centrales :						
15.1 Position au F.M.I.	0,3					XI/A 1.2 - B 1.1
15.2 Or	0,3					XI/A 1.1
15.3 Autres avoirs librement utilisables	} 10,4		0,2			{ XI/A 1.3 & 6 B 1.2
15.4 Autres réserves						
15.5 Engagements envers des institutions officielles						
15.6 Autres prêts à long terme						
15.7 Autres prêts à court terme						
15.8 Autres avoirs et engag. à l'égard de l'étranger						{ XI/A 2 et 3 - B 2 et 3
16. Autres institutions monétaires	2,8			14,2		
	Débit		Crédit			
D. Récapitulation (17 à 24)						
17. Biens et services (1 à 8)	265,0		261,1			
18. Transferts (9 et 10)	6,3		6,1			
19. Avoirs sur l'étranger et or mon. (11 à 16, à l'actif)	24,9		—			
20. Engagements envers l'étranger (11 à 16, au passif)	—		27,0			
20bis. Non ventilé	—		1,4			
21. Corrections apportées à la ventilation régionale	—		—			
22. Règlements multilatéraux	—		—			
23. Solde de l'ensemble des opér. comptab. (17 à 22) ...	0,6		—			
24. Erreurs et omissions, nettes	—		0,6			

¹ Les investissements directs n'ont pas pu être isolés; ils sont inclus dans la rubrique 11.5 « Autres avoirs et engagements ».

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* d'avril 1964. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

LISON F., Factoring. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXVIII, n° 2, 1964, pp. 156-162.*)

VAN ESSCHE J., De financiering van de expanderende ondernemingen in België. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, IX, n° 1, 1964, pp. 22-28.*)

3. INTERMEDIARIES FINANCIERS NON MONETAIRES

FAVRESSE J.-M., Les placements réglementés des investisseurs institutionnels. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXVIII, n° 2, 1964, pp. 103-141.*)

VANDEPUTTE R., Kapitaalmarkt en industrie-financiering. (*Handelsverzicht van de Nederlandse Kamer van Koophandel voor België en Luxemburg, Bruxelles, n° 4, avril 1964, pp. 5-11.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

LACROSSE F., La taxation des cessions de fonds de commerce. (*Revue pratique des questions commerciales et économiques, Liège, mars 1964, pp. 20-35.*)

PARISIS A., Le budget de 1964. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XXXIX, n° 137, mars 1964, pp. 13-24.*)

Régime fiscal des personnes physiques sous la nouvelle législation. Loi du 20 novembre 1962. (*Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, 1963, 204 p.*)

VAN AUDENHOVE M., Finances locales et macro-économie. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 1, janvier 1964, pp. 5-24.*)

VERSTRAELEN R., Etude des impôts sur la circulation juridique des biens (suite). (*Revue pratique des questions commerciales et économiques, Liège, mars 1964, pp. 3-19.*)

6. DEMOGRAPHIE

GOLDSCHMIDT-CLERMONT P., La population belge devant l'inconnue de sa pérennité démographique. (*Industrie, Bruxelles, XVIII, n° 4, avril 1964, pp. 281-284.*)

7. PRIX ET SALAIRES

FRANK M. & STINGLHAMBER R., Ampleur de la répartition seconde de la rémunération des salariés en Belgique. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 21, 1964, pp. 5-76.*)

Les salaires nominaux dans les mines de houille et dans la sidérurgie, comparés avec ceux des autres industries (1953-1962). (*Statistiques sociales, Office statistique des Communautés européennes, Bruxelles, n° 1, 1964, 99 p.*)

VEREECKEN M., De index. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LV, n° 4, avril 1964, pp. 331-348.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

MENDELBAUM S., Evolution de la quantité et de la durée du travail en Belgique de 1948 à 1962. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 21, 1964, pp. 77-91.*)

Problèmes d'emploi. Formation et premières orientations des jeunes belges. Employeurs et travailleurs âgés. (*Université de Liège, Liège, 1964, 84 p.*)

9. SECURITE SOCIALE

Aspects économiques et financiers de la Sécurité sociale. (Discours de MM. E. Leburton, Ministre de la Prévoyance sociale, et A. De Clerck, Ministre des Classes moyennes, aux journées d'études organisées par le Ministère de la Prévoyance sociale les 23, 24 et 25 janvier 1964.) (*Revue belge de sécurité sociale, Bruxelles, VI, n° 2, février 1964, pp. 239-254.*)

CANNELLA G., Possibilités d'harmonisation des prestations sociales dans les pays de la Communauté Economique Européenne. (*Revue belge de sécurité sociale, Bruxelles, VI, n° 2, février 1964, pp. 319-341.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

BRAUERS W., De opstelling van een input-output tabel voor de Belgische economie in 1958. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 21, 1964, pp. 115-136.*)

Economic Policy in our Time. 3. Country Studies : Belgium, Germany, Netherlands, France, Italy. (*North-Holland Publishing Company, Amsterdam, 1964, VIII+482 p.*)

L'économie belge en 200 séries. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 21, 1964, annexe, pp. 137-158.*)

ROMANIS A., Economic Program and Recent Financial Policies in Belgium. (*International Monetary Fund Staff Papers, Washington, XI, n° 1, mars 1964, pp. 20-56.*)

SNOY et d'OPPUERS (baron), La Belgique et le Congo. (*Industrie, Bruxelles, XVIII, n° 4, avril 1964, pp. 272-280.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PÊCHE

AERTS J., De valorisatie van de Limburgse steenkolen. (*Economie in Limburg, Hasselt, IV, n° 4, 1963, pp. 5-20.*)

L'expansion de l'industrie belge des métaux non ferreux se maintient. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XIX, n° 15, 11 avril 1964, pp. 121-125.*)

PINE P., Verwerping Plan Mansholt ongunstig voor België. (*Tijd, Anvers, XXXIX, n° 15, 10 avril 1964, pp. 5-10.*)

REYNS A., De lineaire programmering als instrument bij het landbouwbedrijfsbeleid. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, IX, n° 1, 1964, pp. 67-93.*)

12. TRANSPORTS

MARECHAL J. & DENDUYVER J., Havencomplex Brugge-Zeebrugge. Geschiedenis. Economische betekenissen en toekomstmogelijkheden. (*Bank van Roesselaere en Westvlaanderen, Bruges, 1964, 164 p.*)

14. COMMERCE EXTERIEUR — BALANCE DES PAIEMENTS

KRIJNSE LOCKER H., PEETERS Th. & VANES F., Bemerkingen over het verband tussen de B.L.E.U.-in- en -uitvoer van goederen. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, IX, n° 1, 1964, pp. 3-19.*)

VANES R., Substitution des importations et nouvelles possibilités de production. (*Synopsis, Bruxelles, VI, n° 72, avril 1964, pp. 29-35.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

DUNNING J., Capital Movements in the 20th Century. (*Lloyds Bank Review, Londres, n° 72, avril 1964, pp. 17-42.*)

Plans for Increasing International Liquidity. (*Banking, New-York, LVI, n° 10, avril 1964, pp. 45-46; 130-131.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

BESSE F., La connaissance du marché de l'emploi européen. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XXXIX, n° 137, mars 1964, pp. 25-44.*)

CANNELLA G., Possibilités d'harmonisation des prestations sociales dans les pays de la Communauté Economique Européenne. (*Revue belge de sécurité sociale, Bruxelles, VI, n° 2, février 1964, pp. 319-341.*)

CARTOU L., Les institutions monétaires et le Marché Commun. (*Recueil Dalloz, Paris, 16° cahier, 22 avril 1964, pp. 91-96.*)

CLERC F., Les lignes directrices de la politique agricole commune. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 23, 1964, pp. 11-17.*)

COING H., L'interprétation de l'article 85 du Traité C.E.E. (*Journal des Tribunaux, Bruxelles, LXXIX, n° 4447, 10 mai 1964, pp. 305-309.*)

DIEBOLD W. Jr., La nouvelle phase de l'intégration européenne. (*Politique étrangère, Paris, XXIX, n° 1, 1964, pp. 5-32.*)

Evolution du Marché Commun. (*Banque Européenne d'Outre-Mer, Bruxelles, 1964, 16 p.*)

FRANÇOIS J., La notion de détournement de trafic dans la C.E.E. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 67, mars 1964, pp. 127-134.*)

HALLSTEIN W., Marché Commun et Amérique latine. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, XXXVI, n° 306, avril 1964, pp. 171-178.*)

HOLTZ R., Un type nouveau d'économie aux dimensions européennes : l'économie de sous-traitance. (*Reflets et perspectives de la vie économique, Bruxelles, III, n° 2, avril 1964, pp. 129-137.*)

KITZINGER U., The Politics and Economics of European Integration. Britain, Europe, and the United States. (*Praeger, New-York, 1963, 246 p.*)

La libre circulation des travailleurs dans la Communauté Economique Européenne. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 67, mars 1964, pp. 112-118.*)

LAURENT J., Considérations sur les décisions de principe prises par la C.E.E. en vue d'organiser le marché des matières grasses. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 67, mars 1964, pp. 119-126.*)

Le financement de la politique agricole commune et le Fonds agricole. (*Bulletin de la Communauté Economique Européenne, Bruxelles, VII, n° 4, avril 1964, pp. 5-10.*)

Les projets de programmation européenne. (*Notes et Etudes documentaires, Paris, n° 3080, 15 avril 1964, 31 p.*)

Les salaires nominaux dans les mines de houille et dans la sidérurgie, comparés avec ceux des autres industries (1953-1962). (*Statistiques sociales, Office statistique des Communautés européennes, Bruxelles, n° 1, 1964, 99 p.*)

MARJOLIN R., The European Common Market : Is It Looking Inward or Outward? (*Belgian Trade Review, New-York, XIX, n° 4, avril 1964, pp. 12-15.*)

MARJOLIN R., Le Marché Commun est-il protectionniste? (*Revue politique et parlementaire, Paris, LXVI, n° 744, avril 1964, pp. 3-8.*)

NEME J., Les investissements américains dans le Marché Commun. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 23, 1964, pp. 26-35.*)

PFISTER J.M., L'industrie des papiers et cartons dans la C.E.E. (*Reflets et perspectives de la vie économique, Bruxelles, III, n° 2, avril 1964, pp. 139-148.*)

PINE P., Verwerping Plan Mansholt ongunstig voor België. (*Tijd, Anvers, XXXIX, n° 15, 10 avril 1964, pp. 5-10.*)

REUGEBRINK J., Omzetbelasting en E.E.G. Aspecten van een belasting over de toegevoegde waarde. (*Kluwer, Deventer, 1963, 98 p.*)

SANDRI L., Le rôle de la politique sociale dans l'intégration européenne. (*Le Progrès Social, Liège, LII, n° 78, février 1964, pp. 53-62.*)

VON DER GROEBEN H., La concurrence comme principe régulateur du Marché Commun. La politique de concurrence de la Commission de la Communauté Economique Européenne. (*Reflets et perspectives de la vie économique, Bruxelles, III, n° 2, avril 1964, pp. 101-112.*)

221.750.000 consommateurs : France, Hollande, Belgique, Luxembourg, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne. (Etude conçue et réalisée sous le patronage de Sélection du Reader's Digest) (*Sélection du Reader's Digest, Paris, 1963, 246 p.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge* au cours du mois précédant celui de la parution du *Bulletin*.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le *Journal Officiel des Communautés Européennes*.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*
12. — *Communauté Economique Européenne*

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 20 février 1964

instituant un Conseil de la consommation (Moniteur du 2 avril 1964, p. 3377).

.....
Art. 2. — Le Conseil de la consommation a pour mission :
— de rechercher et de rassembler une documentation sur les problèmes et matières touchant aux intérêts du consommateur;
— de promouvoir, suivre, encourager les travaux de recherche relatifs à la consommation en général et spécialement

ceux qui portent sur les produits et services importants pour l'économie domestique;

— de coordonner et d'harmoniser les actions d'information entreprises en faveur du consommateur;

— d'adresser au Ministre qui a les Affaires Economiques dans ses attributions, soit d'initiative, soit à la demande du gouvernement, sous forme de rapports exprimant les différents points de vue exposés en son sein :

— ses avis sur les travaux précités et sur les problèmes présentant de l'importance pour les consommateurs, et

— ses propositions sur les actions entreprises ou à entreprendre en faveur du consommateur.
.....

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 8 février 1964

prescrivant une statistique semestrielle des ventes et des prêts à tempérament (Moniteur du 1^{er} avril 1964, p. 3336).

Loi du 27 mars 1964

modifiant le statut de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (Moniteur du 14 avril 1964, p. 4015).

Article unique. — L'article 7, alinéa 5, du statut de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, annexé à l'arrêté royal du 2 juin 1956, portant refonte de ce statut et modifié

par la loi du 14 février 1962, est remplacé par la disposition suivante :

« En outre, l'Etat garantit à la Caisse Nationale de Crédit Professionnel la bonne fin des billets à ordre réunissant les conditions suivantes

1^o avoir pour cause une acquisition ou une transformation d'outillage;

2^o être souscrits par des artisans ou petits industriels, à l'ordre de sociétés commerciales locales ayant pour objet la caution mutuelle;

3^o avoir été endossés par une fédération régionale ou professionnelle de coopératives, formée par lesdites sociétés commerciales locales et agréées à ces fins par arrêté royal.

Le montant de cette garantie s'élève à 1 milliard de francs. Toutefois, le Roi peut élever ce montant par tranches successives de 200 millions de francs, sans dépasser 2 milliards de francs. »

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté royal du 26 février 1964

portant coordination des dispositions légales relatives aux impôts sur les revenus (Moniteur du 10 avril 1964, p. 3809).

Loi du 11 mars 1964

contenant le budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1964 (Moniteur du 10 avril 1964, p. 3774).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1964 afférentes au Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones (...) des crédits s'élevant à la somme de 8.925.194.000 francs.

Art. 7. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 4.323.077.000 francs (...).

Art. 8. — Des crédits de paiement (...) sont ouverts jusqu'à concurrence de 3.940.592.000 francs (...).

Loi du 13 mars 1964

contenant le budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction Publique pour l'exercice 1964 (Moniteur du 21 avril 1964, p. 4349).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1964 afférentes au Ministère de l'Intérieur et de la Fonction Publique (...) des crédits s'élevant à la somme de 10.224.856.000 francs pour la Section I : « Ministère de l'Intérieur » et de 322.841.000 francs pour la Section II : « Fonction Publique ».

Loi du 17 mars 1964

contenant le budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1964 (Moniteur du 9 avril 1964, p. 3715).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1964 afférentes au Ministère de l'Emploi et du Travail (...) des crédits s'élevant à la somme de 2.265.488.000 francs.

Loi du 18 mars 1964

contenant le budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1964 (Moniteur du 4 avril 1964, p. 3479).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses de l'exercice 1964 afférentes au Ministère de la Défense Nationale (...) des crédits s'élevant à la somme de 14.784.065.000 francs.

Loi du 18 mars 1964

autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1963 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1962 et antérieurs (Moniteur du 8 avril 1964, p. 3582). Erratum (Moniteur du 14 avril 1964, p.4015).

Loi du 18 mars 1964

contenant le budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1964 (Moniteur du 14 avril 1964, p. 4000).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires du Ministère de la Justice afférentes à l'exercice 1964 (...) des crédits s'élevant à la somme de 2.912.503.000 francs.

Arrêté royal du 18 mars 1964

transférant à l'exercice 1964 les crédits d'engagement et les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1963 sur le titre II (dépenses extraordinaires) du budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1963 et les budgets extraordinaires de certains exercices antérieurs (Moniteur du 28 avril 1964, p. 4792).

Arrêté royal du 19 mars 1964

transférant à l'exercice 1964 les crédits d'engagement et les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1963 sur le titre II (dépenses extraordinaires) du budget de 1963 et les budgets extraordinaires de certains exercices antérieurs (Moniteur du 15 avril 1964, p. 4097).

Loi du 23 mars 1964

contenant le budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1964 (Moniteur du 23 avril 1964, p. 4509).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1964 afférentes au Ministère de l'Agriculture (...) des crédits s'élevant à la somme de 1.807.510.000 francs.

Loi du 25 mars 1964

contenant le budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1964 (Moniteur du 17 avril 1964, p. 4189).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1964, afférentes au Ministère de la Santé Publique et de la Famille (...) des crédits s'élevant à la somme de 4.786.062.000 francs.

Loi du 28 mars 1964

contenant le budget des Dotations pour l'exercice 1964 (Moniteur du 1^{er} avril 1964, p. 3327).

Article unique. — Il est ouvert pour les dépenses de l'exercice 1964 afférentes au budget des Dotations (...) des crédits s'élevant à la somme de 478.220.000 francs.

Loi du 28 mars 1964

reportant au 31 mai 1964 la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1963 (Moniteur du 1^{er} avril 1964, p. 3329).

Loi du 28 mars 1964

contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1960 et 1961 et de budgets d'organismes d'intérêt public pour les années 1960 et 1961 ou pour des années antérieures (Moniteur du 22 avril 1964, p. 4430).

Arrêté ministériel du 2 avril 1964

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 4 avril 1964, p. 3497).

Arrêté royal du 2 avril 1964

relatif à l'émission de l'emprunt 1964-1974 de 5 milliards de francs du Fonds des Routes (Moniteur du 7 avril 1964, p. 3546).

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :
6,25 p.c. l'an à partir du 22 avril 1964 jusqu'au 21 avril 1969;
6,50 p.c. l'an à partir du 22 avril 1969 jusqu'au 21 avril 1974.

Art. 4. — L'emprunt est amortissable à partir de la deuxième année (...).

Les obligations non amorties avant le 22 avril 1974 sont remboursables à cette date à 102 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 8. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipatif de leurs obligations, au pair de la valeur nominale, le 22 avril 1969.

Art. 9. — Le Fonds des Routes se réserve la faculté de rembourser anticipativement le 22 avril 1969 ou à toute échéance d'intérêt suivante et (...) tout ou partie des obligations restant à amortir. Dans ce cas, les obligations seront remboursées au pair de la valeur nominale.

Art. 11. — Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

Art. 16. — Le prix d'émission est fixé au pair de la valeur nominale; il est payable (...) soit en espèces, soit en certificats de trésorerie 5 ½ p.c. 1958-1964, remboursables le 22 avril 1964.

Art. 19. — Il est alloué aux banques et aux agents de change établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.

Loi du 3 avril 1964

contenant le budget du Ministère des Travaux Publics pour l'exercice 1964 (Moniteur du 22 avril 1964, p. 4414).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1964 afférentes au Ministère des Travaux Publics (...) des crédits s'élevant à la somme de 2.846.393.000 francs.

Art. 6. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 8.036.500.000 francs (...).

4. — AGRICULTURE

Arrêté royal du 22 avril 1964

prescrivant le recensement agricole et horticole au 15 mai 1964 (Moniteur du 29 avril 1964, p. 4858).

Arrêté ministériel du 23 avril 1964

relatif à l'octroi d'un subside pour la culture du lin (Moniteur du 30 avril 1964, p. 4932).

5. — **INDUSTRIE**

Arrêté ministériel du 31 mars 1964

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait et arrêté ministériel du 14 avril 1964 le modifiant (Moniteur des 16 et 22 avril 1964, p. 4126 et 4469).

6. — **TRAVAIL**

Arrêté royal du 18 février 1964

rendant obligatoire la décision du 1^{er} octobre 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la batellerie réduisant la durée hebdomadaire du travail dans la navigation intérieure et dans les services de remorquage (Moniteur du 2 avril 1964, p. 3400).

Arrêté royal du 21 février 1964

relatif à la durée du travail des employés occupés dans le commerce extérieur et les bureaux maritimes (Moniteur du 1^{er} avril 1964, p. 3353).

Arrêté royal du 6 mars 1964

rendant obligatoire la décision du 23 octobre 1963, de la Commission paritaire nationale des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraisage relative à la réduction de la durée du travail dans les entreprises qui s'occupent de la teinture, du nettoyage chimique ou du repassage de vêtements ou d'objets d'ameublement, ainsi que dans leurs dépôts et « shops » (Moniteur du 2 avril 1964, p. 3408).

Arrêté royal du 10 avril 1964

modifiant l'arrêté royal du 5 janvier 1957 fixant la dénomination, la compétence et la composition des commissions paritaires instituées en exécution de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires (Moniteur du 23 avril 1964, p. 4541).

Arrêté royal du 22 avril 1964

modifiant les articles 264 et 268 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 25 avril 1964, p. 4705).

8. — **COMMERCE EXTERIEUR**

Arrêté ministériel du 2 avril 1964

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 4 avril 1964, p. 3497).

Arrêté ministériel du 2 avril 1964

complétant la liste 1 annexée à l'arrêté ministériel du 16 janvier 1964, soumettant à licence l'importation de certaines marchandises (Moniteur du 21 avril 1964, p. 4361).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 18 février 1964

rendant obligatoire la décision du 15 octobre 1963 de la Commission paritaire nationale auxiliaire pour employés, fixant les conditions de rémunération des travailleurs occupés dans les entreprises relevant de cette commission paritaire (Moniteur du 3 avril 1964, p. 3458).

Arrêté royal du 18 février 1964

rendant obligatoire la décision du 9 octobre 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires minimums des ouvriers et ouvrières majeurs des entreprises de l'industrie du froid (Moniteur du 4 avril 1964, p. 3502).

Arrêté royal du 18 février 1964

rendant obligatoire la décision du 9 octobre 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant certains salaires dans les fonderies et les boyauderies (Moniteur du 4 avril 1964, p. 3503).

Arrêté royal du 18 février 1964

rendant obligatoire la décision du 17 septembre 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la batellerie modifiant sa décision du 15 juin 1962 fixant les salaires et les conditions de travail dans la navigation intérieure et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 17 octobre 1962 (Moniteur du 18 avril 1964, p. 4269).

Arrêté royal du 18 février 1964

rendant obligatoire la décision du 9 octobre 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières dans les malteries (Moniteur du 18 avril 1964, p. 4271).

Arrêté royal du 18 février 1964

rendant obligatoire la décision du 5 décembre 1963 de la Commission paritaire régionale pour le commerce de combustibles d'Anvers fixant les conditions de travail et les salaires minimums dans le

commerce de combustibles d'Anvers et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 18 avril 1964, p. 4274).

Arrêté royal du 26 février 1964

rendant obligatoire la décision du 6 septembre 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des tabacs, modifiant la décision du 27 mars 1958 de la même commission fixant la classification professionnelle et les salaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans l'industrie des tabacs et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 25 juin 1958 (Moniteur du 18 avril 1964, p. 4277).

Arrêté ministériel du 25 mars 1964

relatif aux prix du transport de personnes par autobus (Moniteur du 1^{er} avril 1964, p. 3335).

Arrêté royal du 26 mars 1964

rendant obligatoire la décision du 9 octobre 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires minimums des ouvriers des brasseries (Moniteur du 23 avril 1964, p. 4536).

Arrêté ministériel du 27 mars 1964

relatif aux prix de vente au détail de la viande bovine (Moniteur du 2 avril 1964, p. 3379).

Arrêté ministériel du 27 mars 1964

prescrivant une baisse de prix des viandes porcines (Moniteur du 2 avril 1964, p. 3380).

Arrêté royal du 28 mars 1964

modifiant l'arrêté royal du 14 décembre 1960, fixant :
a) les conditions de revenus pour la prise en location des logements vacants appartenant aux sociétés agréées par la Société Nationale du Logement ou à la Société Nationale elle-même; b) le taux des loyers des logements appartenant aux dites sociétés (Moniteur du 15 avril 1964, p. 4067). Erratum (Moniteur du 5 mai 1964, p. 5060).

Arrêté ministériel du 1^{er} avril 1964

complétant l'arrêté ministériel du 8 octobre 1959 prescrivant la déclaration des hausses de prix (Moniteur du 9 avril 1964, p. 3723).

Arrêté ministériel du 9 avril 1964

relatif aux prix de vente au détail de la viande bovine (Moniteur du 14 avril 1964, p. 4017).

Arrêté royal du 10 avril 1964

rendant obligatoire la décision du 24 octobre 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des cuirs et peaux concernant les salaires horaires minimums et la sécurité d'existence des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie en y comprenant les ceintures, la gainerie et les équipements militaires (Moniteur du 28 avril 1964, p. 4788).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 10 mars 1964

modifiant l'arrêté royal du 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge (Moniteur du 1^{er} avril 1964, p. 3346).

Arrêté ministériel du 10 mars 1964

modifiant l'arrêté ministériel du 10 avril 1964 d'exécution des statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge (Moniteur du 1^{er} avril 1964, p. 3348).

Arrêté ministériel du 25 mars 1964

déterminant le taux d'intérêt auquel les caisses de pension doivent consentir des prêts à l'Office national des pensions pour travailleurs indépendants, dans le courant de l'année 1964 (Moniteur du 21 avril 1964, p. 4374).

Arrêté royal du 10 avril 1964

rendant obligatoire la décision du 9 octobre 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans les laiteries, beurreries, fromageries et usines de produits lactés (Moniteur du 29 avril 1964, p. 4868).

Arrêté royal du 17 avril 1964

réglementant les ristournes accordées sur le prix des spécialités pharmaceutiques (Moniteur du 21 avril 1964, p. 4364).

Arrêté ministériel du 17 avril 1964

modifiant l'arrêté ministériel du 10 avril 1959 fixant les rémunérations forfaitaires pour le calcul des cotisations de sécurité sociale de certains travailleurs rémunérés au pourboire et de leurs employeurs (Moniteur du 28 avril 1964, p. 4786).

Loi du 28 mars 1964

intégrant l'allocation complémentaire de vacances dans le régime des vacances annuelles des travailleurs (Moniteur du 3 avril 1964, p. 3438).

Arrêté ministériel du 6 avril 1964

modifiant l'arrêté ministériel du 10 avril 1959 fixant les rémunérations forfaitaires pour le calcul des cotisations de sécurité sociale de certains travailleurs rémunérés au pourboire et de leurs employeurs (Moniteur du 24 avril 1964, p. 4630).

Arrêté royal du 7 avril 1964

modifiant l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office national de sécurité sociale (Moniteur du 10 avril 1964, p. 3927).

Arrêté royal du 7 avril 1964

portant modification de l'arrêté royal du 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge (Moniteur du 10 avril 1964, p. 3928).

Arrêté royal du 7 avril 1964

portant exécution de l'article 4 de la loi du 28 mars 1964, intégrant l'allocation complémentaire de vacances dans le régime des vacances annuelles des travailleurs (Moniteur du 10 avril 1964, p. 3930).

Arrêté royal du 15 avril 1964

portant majoration du taux des cotisations fixées par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 23 avril 1964, p. 4529).

Arrêté royal du 17 avril 1964

régulant le financement des avantages octroyés par la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail (Moniteur du 30 avril 1964, p. 4937).

Arrêté royal du 20 avril 1964

modifiant, en ce qui concerne le travail autorisé, l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pension de retraite et de veuve (Moniteur du 25 avril 1964, p. 4701).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Protocole d'accord

relatif aux problèmes énergétiques intervenu entre les gouvernements des Etats membres des Communautés européennes, à l'occasion de la 94^e session du Conseil spécial de ministres de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier tenue le 21 avril 1964 à Luxembourg (Journal Officiel du 30 avril 1964, p. 1099/64).

**Directive du Conseil du 25 février 1964
(64/220/C.E.E.)**

pour la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des ressortissants des Etats membres à l'intérieur de la Communauté en matière d'établissement et de prestation de services (Journal Officiel du 4 avril 1964, p. 845/64).

**Directive du Conseil du 25 février 1964
(64/222/C.E.E.)**

relative aux modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités du commerce de gros et des activités d'intermédiaires du commerce, de

l'industrie et de l'artisanat (Journal Officiel du 4 avril 1964, p. 857/64).

**Directive du Conseil du 25 février 1964
(64/223/C.E.E.)**

concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités relevant du commerce de gros (Journal Officiel du 4 avril 1964, p. 863/64).

**Directive du Conseil du 25 février 1964
(64/224/C.E.E.)**

concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités d'intermédiaires du commerce, de l'industrie et de l'artisanat (Journal Officiel du 4 avril 1964, p. 869/64).

.....
Art. 4. — 1. Sont exclues du champ d'application de la présente directive dans tous les Etats membres les activités d'intermédiaires en matière :

— d'assurances de toutes natures (notamment des agents, courtiers et experts d'assurances);

— de banques et autres établissements financiers (notamment des agents de change, courtiers en valeurs mobilières, courtiers en prêts hypothécaires et autres);
.....

**Directive du Conseil du 25 février 1964
(64/225/C.E.E.)**

visant à supprimer en matière de réassurance et de rétrocession les restrictions à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services (Journal Officiel du 4 avril 1964, p. 878/64).

**Règlement n° 38/64/C.E.E. du Conseil
du 25 mars 1964**

relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté (Journal Officiel du 17 avril 1964, p. 965/64).

Article premier

1. Tout ressortissant d'un Etat membre a le droit d'occuper sur le territoire d'un autre Etat membre, dans les conditions prévues au présent règlement, un emploi salarié dont la vacance est notifiée au bureau de main-d'œuvre compétent.

Le travailleur ainsi admis à occuper un emploi salarié sur le territoire d'un Etat membre peut répondre à toute nouvelle offre d'emploi dans toute région ou profession sous réserve de l'application des dispositions de l'article 2.

2. Tout travailleur salarié ressortissant d'un Etat membre ayant sa résidence sur le territoire d'un Etat membre et dont l'employeur effectue une prestation de services sur le territoire d'un autre Etat membre, soit en vertu de la législation de celui-ci, soit conformément à une directive du Conseil prise en application de l'article 63 paragraphe 2 du traité, a le droit d'exercer dans les conditions prévues au présent règlement son activité pour le compte de son employeur, qu'il accompagne celui-ci ou non.

Article 2

1. Chaque Etat membre peut, à cause d'un excédent de main-d'œuvre dans une région ou profession déterminée, suspendre l'application de l'article premier dans cette région ou profession :

a) au début de chaque trimestre,

b) à titre exceptionnel en cours de trimestre si l'équilibre du marché de l'emploi est mis en grave danger.

2. Cet Etat membre est tenu de notifier cette mesure à la Commission, conformément à l'article 26 paragraphe 2, en indiquant les raisons qui la justifient. Le Comité consultatif visé à l'article 39 est informé de cette notification.

3. En tout état de cause, si, dans un délai de deux semaines après la notification d'une vacance d'emploi, aucun candidat approprié appartenant au marché régulier de l'emploi de l'Etat membre intéressé n'a été trouvé, l'autorisation de travail doit être accordée à tout candidat ressortissant d'un Etat membre n'appartenant pas à ce marché.

.....

Article 8

Chaque Etat membre assure, sous réserve de l'application de l'article 2, l'égalité de traitement entre ses ressortissants et les ressortissants des autres Etats membres en ce qui concerne la possibilité de répondre à un emploi vacant sur son territoire.

.....

Article 9

.....

3. Toute clause de convention collective ou individuelle ou d'autre réglementation collective portant sur l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail est nulle de plein droit dans la mesure où elle prévoit ou autorise des conditions discriminatoires à l'égard des travailleurs ressortissants des autres Etats membres.

.....

**Recommandation de la Commission du 7 avril 1964
(64/263/C.E.E.)**

adressée aux Etats membres en vertu des articles 155 et 115 au sujet du régime d'exportation à appliquer vers les pays tiers pour certains déchets et cendres de métaux non ferreux et des méthodes de coopération administrative entre les Etats membres (Journal Officiel du 30 avril 1964, p. 1104/64).

**Recommandation de la Commission du 7 avril 1964
(64/264/C.E.E.)**

adressée aux Etats membres en vertu des articles 155 et 115 au sujet du régime d'exportation à appliquer vers les pays tiers pour certaines catégories de peaux brutes (Journal Officiel du 30 avril 1964, p. 1105/64).

**Décision de la Commission du 8 avril 1964
(64/249/C.E.E.)**

relative au recours de la République italienne à l'article 115 alinéa 1 du traité, pour exclure du traitement communautaire certains produits originaires de pays tiers et transformés ou mis en libre pratique dans les autres Etats membres (Journal Officiel du 17 avril 1964, p. 1034/64).

**Recommandation de la Commission du 8 avril 1964
(64/242/C.E.E.)**

adressée aux Etats membres au sujet du certificat de nationalité des films, prévu à l'article 11 de la première directive en matière de cinématographie (Journal Officiel du 18 avril 1964, p. 1025/64).

**Recommandation du Conseil du 15 avril 1964
(64/246/C.E.E.)**

adressée aux Etats membres au sujet des dispositions à prendre en vue du rétablissement de l'équilibre économique interne et externe de la Communauté (Journal Officiel du 22 avril 1964, p. 1029/64).

1. Il est recommandé aux Etats membres de pratiquer la politique économique et financière nécessaire pour que, à la fin de 1964 au plus tard, soit rétablie ou consolidée la stabilité du niveau des prix et des coûts de production par unité de produit. Les mesures de politique économique et financière, qui seront préparées ou prises en 1964, mais qui ne s'exécuteront qu'en 1965, devraient être orientées vers les mêmes objectifs.

2. A cet effet, les gouvernements des Etats membres devraient, au cours des mois à venir, donner priorité aux objectifs énumérés au paragraphe 1, par rapport à tous les autres buts qu'ils se proposent d'atteindre en matière de politique économique ou en d'autres domaines.

3. Les Etats membres considèrent le maintien d'une politique libérale en matière d'importations, tant à l'intérieur de la Communauté qu'à l'égard des pays non membres, comme un élément essentiel de leur politique de stabilisation ou de maintien de la stabilité du niveau des prix.
.....

12. Pour la République française, le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique ainsi que pour le Grand-Duché de Luxembourg, la poursuite de la politique recommandée d'une manière générale à tous les Etats membres et déjà engagée devrait suffire pour assurer le retour à la stabilité.
.....

14. Les Etats membres informeront la Commission dans un délai de deux mois des mesures qu'ils auront prises pour mettre en œuvre la présente recommandation. La Commission, après consultation dans toute la mesure du possible du comité de politique conjoncturelle et du comité monétaire, fera rapport au Conseil et tiendra celui-ci régulièrement informé de l'état de la situation et de son évolution. En cas de besoin, elle présentera de nouvelles propositions.

**Décision du Conseil du 15 avril 1964
(64/247/C.E.E.)**

créant un Comité de politique économique à moyen terme (Journal Officiel du 22 avril 1964, p. 1031/64).

1. En vue de contribuer à la coordination des politiques économiques générales des Etats membres, il est institué un Comité de politique économique à moyen terme.

2. Le Comité a notamment pour tâche de préparer, en se fondant sur toutes les informations disponibles et notamment sur les études prospectives d'un groupe d'experts fonctionnant auprès de la Commission, un avant-projet de programme de politique économique à moyen terme, exposant les grandes lignes des politiques économiques que les Etats membres et les institutions de la Communauté entendent suivre au cours de la période considérée et visant à assurer la coordination de ces politiques.

Ce programme couvrira une période d'environ cinq années.

La Commission, sur la base des travaux du Comité de politique économique à moyen terme, établit un projet de

programme. Ce projet mentionne les points sur lesquels il s'écarte de l'avant-projet du Comité.

La Commission transmet le projet de programme au Conseil qui en saisit aussitôt l'Assemblée et le Comité économique et social pour consultation.

Pour l'adoption du programme, l'accord du Conseil et celui des gouvernements des Etats membres sont nécessaires.

Le Conseil et les gouvernements des Etats membres, par l'adoption du programme, expriment leur intention d'agir dans le domaine couvert par le programme, conformément aux orientations prévues dans celui-ci.

Le Comité procède à un examen annuel du programme, en vue de son adaptation éventuelle.

3. Le Comité suit les politiques économiques à moyen terme des Etats membres et en examine la comptabilité avec le programme adopté suivant la procédure prévue au point 2 de la présente décision.

Il analyse l'évolution de l'économie, en vue de rechercher les causes de toute divergence par rapport aux études prospectives visées au point 2 ci-dessus.

Il émet des avis, à la demande du Conseil, de la Commission ou de sa propre initiative, en vue d'éclairer les institutions compétentes de la Communauté et des Etats membres dans la poursuite de la politique économique envisagée.

4. Les Etats membres et la Commission nomment chacun deux membres du Comité. Ils peuvent également désigner deux suppléants. Les membres du Comité et les suppléants nommés par les Etats membres sont choisis parmi les hauts fonctionnaires responsables, dans leur pays, de la politique économique générale.
.....

7. Le Comité adresse ses rapports et avis au Conseil et à la Commission.

**Décision du Conseil du 15 avril 1964
(64/248/C.E.E.)**

des représentants des gouvernements des Etats membres de la Communauté économique européenne, réunis au sein du Conseil, en ce qui concerne le tabac (Journal Officiel du 22 avril 1964, p. 1033/64).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1961	1962	1963
		(milliers, à fin d'année)			
Population totale	I.N.S.	8.512	9.190	9.251	9.328
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.921		
dont : Hommes	»	2.902	2.937		
Femmes	»	2.948	2.984		
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.525	3.568	3.589
dont : Agriculture	»	423	249	240	230
Industries extractives	»	191	115	105	102
Industries manufacturières	»	1.311	1.235	1.259	1.267
Bâtiments et construction	»	197	249	264	276
Transports	»	243	243	240	245
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.339	1.383	1.404
Chômeurs complets	»	92	95	77	65

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Rémunération des salaires ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	105,9	108,8	115,1	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,0
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	7,8	8,2	8,7	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,5	13,5
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	16,3	16,9	18,5	20,3	23,4	23,9	23,6	26,2	28,9	31,8
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	42,8	44,7	47,7	49,8	52,6	57,6	59,1	63,0	64,3	69,7
e) Corrections et compléments	12,0	11,9	11,9	13,8	17,2	16,9	16,5	20,0	17,7	18,8
Total ...	184,8	190,5	201,9	217,6	239,0	246,3	246,6	265,8	276,1	299,8
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	19,9	19,5	20,3	19,5	22,8	21,1	22,2	22,9	26,6	23,6
b) Professions libérales ¹	8,7	9,3	9,5	10,0	10,2	11,3	11,9	12,7	13,3	13,8
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	66,1	69,3	71,6	73,9	73,0	72,7	74,1	76,6	79,5	83,0
d) Revenu des sociétés de personnes ²	4,9	5,3	6,0	6,4	6,1	5,5	5,9	6,4	7,0	7,3
e) Ajustement statistique	2,1	1,9	1,2	1,7	3,2	3,0	2,4	3,3	1,5	1,0
Total ...	101,7	105,3	108,6	111,5	115,3	113,6	116,5	121,9	127,9	128,7
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	10,4	11,4	12,4	13,5	14,4	15,8	17,1	19,1	20,8	23,0
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	29,4	32,9	33,5	33,7	34,1	34,1	34,3	34,1	34,2	34,0
c) Dividendes, tantièmes, dons	9,1	9,3	11,0	12,5	13,4	12,2	11,4	13,2	14,6	15,5
Total ...	48,9	53,6	56,9	59,7	61,9	62,1	62,8	66,4	69,6	72,5
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	6,8	9,5	12,3	13,3	10,2	7,2	10,6	11,4	13,9	13,9
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	7,3	6,8	6,7	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	8,9	8,9
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	3,4	4,0	4,0	4,2	5,1	4,2	4,4	5,3	5,0	5,3
7. Intérêt de la dette publique	- 8,8	- 9,2	-10,1	-11,0	-11,7	-11,8	-12,5	-14,5	-16,7	-16,8
Revenu national net au coût des facteurs	344,1	360,5	380,3	403,6	428,5	429,4	436,0	465,5	484,7	512,3
8. Amortissements	33,6	35,8	38,5	42,3	43,5	44,2	46,2	48,0	50,0	53,2
Revenu national brut au coût des facteurs	377,7	396,3	418,8	445,9	472,0	473,6	482,2	513,5	534,7	565,5
9. Impôts indirects	40,7	41,7	46,2	50,8	54,2	55,2	60,1	65,2	73,2	79,5
10. Subsidés	- 3,4	- 5,0	- 4,1	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,4	- 6,5	- 6,7	- 7,8
Produit national brut aux prix du marché	415,0	433,0	460,9	490,2	519,7	521,9	535,9	572,2	601,2	637,2

¹ Avant taxation.² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)
(milliards de francs)

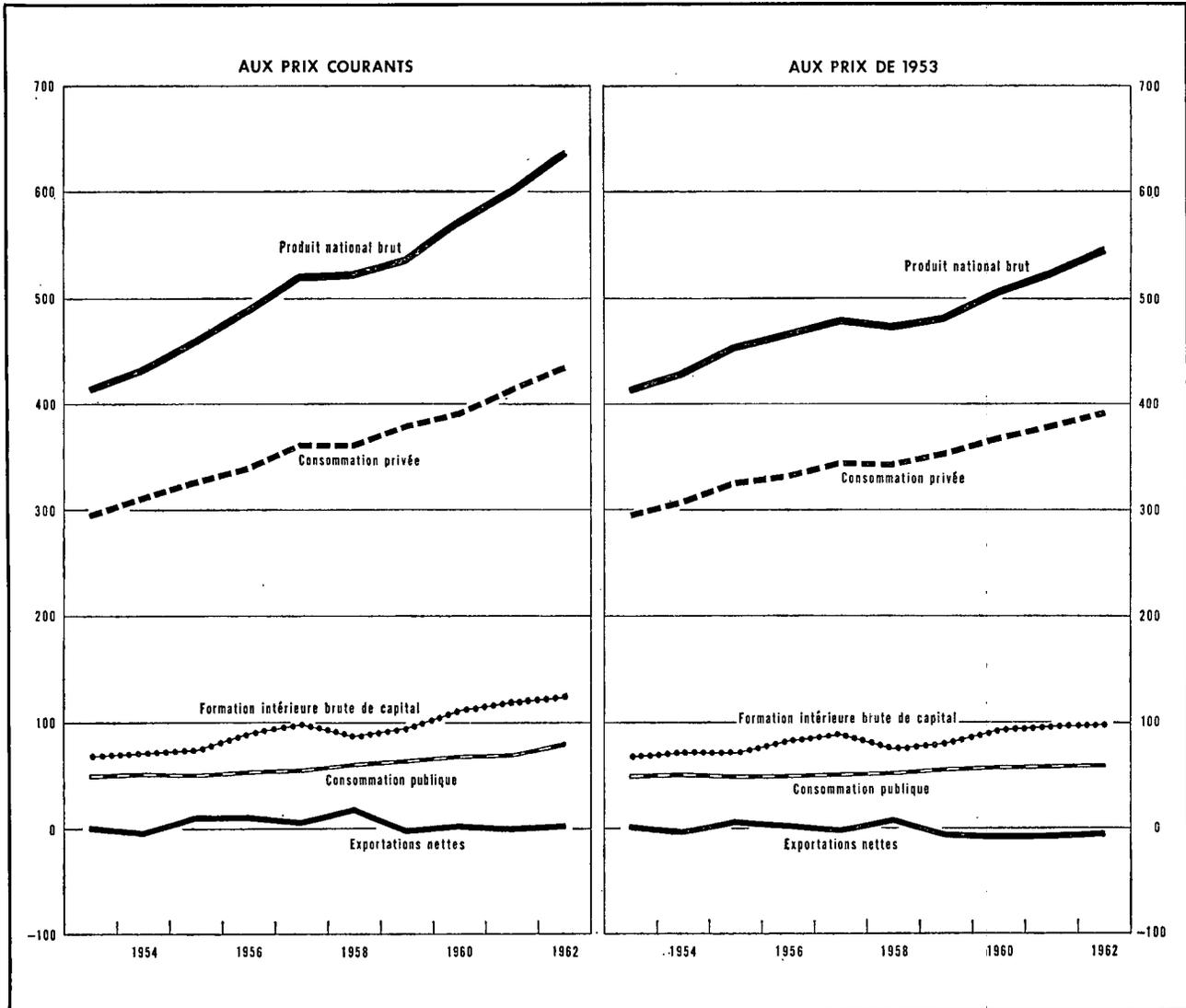
Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,3	31,2	32,6	31,8	35,5	33,8	35,1	36,2	40,0	37,1
2. Industries extractives	17,6	16,8	17,8	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	13,6	13,7
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	37,7	38,9	39,4	41,1	41,6	42,3	43,5	44,6	47,2	48,7
b) Textiles	13,0	13,9	13,6	14,9	15,8	13,0	14,2	15,6	16,2	16,7
c) Vêtements et chaussures	5,5	5,7	6,0	6,3	6,9	6,6	6,9	7,3	8,0	8,6
d) Bois et meubles	4,3	4,3	4,8	5,0	5,3	5,6	5,6	5,7	6,8	7,9
e) Papier, impression, édition	5,9	6,6	6,6	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,3	9,6
f) Industries chimiques et activités connexes	10,6	11,9	12,3	13,4	13,3	12,9	13,7	14,5	15,4	17,1
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	5,8	6,1	7,0	7,5	8,0	7,8	9,0	10,1	10,4	11,3
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	12,0	10,5	14,2	14,9	15,4	13,6	14,5	18,7	17,2	17,9
i) Fabrications métalliques et constructions navales	27,4	29,2	29,4	31,6	35,2	33,7	33,2	36,8	41,3	45,9
j) Industries non dénommées ailleurs	9,3	10,0	10,9	11,7	12,5	12,6	13,2	14,8	15,5	16,8
<i>Total des industries manufacturières (rub. 3)</i>	<i>131,5</i>	<i>137,1</i>	<i>144,2</i>	<i>153,3</i>	<i>161,4</i>	<i>155,6</i>	<i>161,6</i>	<i>176,6</i>	<i>187,3</i>	<i>200,5</i>
4. Construction	29,0	31,0	30,8	34,0	39,9	38,0	40,2	43,1	45,8	49,5
5. Electricité, gaz et eau	8,4	9,1	9,1	9,7	10,2	10,8	10,7	11,1	11,6	12,5
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :										
a) Commerce	45,6	46,6	50,8	53,7	56,6	58,0	63,7	67,2	72,5	79,1
b) Services financiers et assurances ...	8,9	9,4	11,5	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,3	19,2
c) Immeubles d'habitation	30,8	34,7	35,6	36,3	37,0	37,5	38,0	38,4	38,9	39,3
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>85,3</i>	<i>90,7</i>	<i>97,9</i>	<i>102,0</i>	<i>106,6</i>	<i>108,9</i>	<i>116,7</i>	<i>121,6</i>	<i>128,7</i>	<i>137,6</i>
7. Transports et communications	30,3	30,8	33,7	37,0	38,0	38,7	40,9	44,1	46,1	47,4
8. Services	81,5	84,7	89,7	93,7	100,1	107,6	110,6	117,0	121,9	128,1
9. Corrections	-3,7	-2,5	-0,3	2,4	-1,2	2,7	0,9	1,7	-0,2	5,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	411,2	428,9	455,5	482,5	511,7	514,3	531,0	565,4	594,8	631,9
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	3,8	4,1	5,4	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	6,4	5,3
Produit national brut aux prix du marché	415,0	433,0	460,9	490,2	519,7	521,9	535,9	572,2	601,2	637,2

I - 4. — P.N.B. CALCULÉ PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)
(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	88,7	91,9	94,2	99,4	102,6	103,5	106,9	108,2	113,0	119,1
b) Boissons et tabac	23,0	22,8	23,6	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,5	31,0
c) Vêtements et autres effets personnels	29,4	31,1	34,1	34,7	36,4	36,5	37,7	39,1	40,5	42,0
d) Loyers, taxes, eau	38,1	42,6	44,1	45,1	46,6	47,5	48,7	49,4	50,3	51,2
e) Chauffage et éclairage	15,5	16,3	17,3	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,0	24,4
f) Articles ménagers durables	20,8	22,1	23,7	25,6	28,7	27,0	28,7	32,9	34,6	36,9
g) Entretien de la maison	13,9	14,6	15,2	16,0	17,1	17,5	18,3	18,9	19,5	20,3
h) Soins personnels et hygiène	16,2	17,0	17,7	18,5	19,8	22,1	23,6	25,3	26,8	28,6
i) Transports et communications	21,1	22,9	24,7	27,0	29,2	29,3	31,3	35,4	36,0	37,5
j) Loisirs	22,8	23,2	24,3	25,3	27,4	30,3	29,5	29,6	31,5	32,5
k) Autres dépenses et ajustement statistique	6,5	6,1	7,0	4,0	4,3	-1,8	6,9	4,1	10,4	9,3
Total ...	296,0	310,6	325,9	338,6	358,6	358,0	378,7	391,7	413,1	432,8
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	31,9	33,5	35,7	37,0	39,3	43,3	45,3	49,3	51,1	55,4
b) Biens et services	17,7	16,6	13,6	14,5	14,4	15,4	16,5	17,6	17,4	21,0
c) Loyer net imputé	1,2	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	2,0	2,1
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	1,0
Total ...	51,3	51,9	51,2	53,5	55,9	61,0	64,3	69,5	71,4	79,5
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	3,2	3,3	3,8	3,9	4,0	3,8	4,0	4,5	4,9	4,7
b) Industries extractives	2,4	2,5	2,2	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	1,4	1,4
c) Industries manufacturières	13,9	14,0	16,7	20,1	20,0	18,3	18,7	26,4	28,8	31,9
d) Construction	1,5	1,7	1,8	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	3,7
e) Electricité, gaz et eau	3,4	3,5	4,1	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,2	5,4
f) Commerce, banque, assurances	4,4	4,6	4,8	5,3	5,5	4,9	5,5	6,2	6,6	7,0
g) Immeubles d'habitation	18,3	22,2	20,6	23,0	31,2	26,0	29,7	33,1	35,9	36,5
h) Transports et communications	9,1	9,3	10,7	12,1	11,9	13,4	12,8	14,4	13,0	12,8
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	6,6	7,4	8,3	9,1	8,4	8,9	12,2	12,3	12,4	14,9
j) Autres services	2,0	2,1	2,2	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,3	3,4
k) Variations de stocks	1,8	2,9	-0,4	4,0	6,6	0,8	-1,2	3,7	4,2	3,3
l) Ajustement statistique	-0,3	-0,4	-0,5	-1,3	-1,5	-2,1	-1,5	-2,4	-0,8	-1,7
Total ...	66,3	73,1	74,3	88,3	98,9	86,0	93,1	110,0	117,2	123,3
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	121,9	129,0	155,2	179,6	184,4	177,1	176,1	199,8	214,3	231,4
b) Importations totales	120,5	131,6	145,7	169,8	178,1	160,2	176,3	198,8	214,8	229,8
c) Exportations nettes	+1,4	-2,6	+9,5	+9,8	+6,3	+16,9	-0,2	+1,0	-0,5	+1,6
Produit national brut aux prix du marché	415,0	433,0	460,9	490,2	519,7	521,9	535,9	572,2	601,2	637,2

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Consommation privée :									
a) Produits alimentaires	101	106	108	108	111	111	114	118	120
b) Boissons et tabac	100	104	104	112	111	116	118	124	126
c) Vêtements et autres effets personnels	106	117	119	120	119	122	124	128	132
d) Loyers, taxes, eau	102	105	105	106	107	108	109	110	110
e) Chauffage et éclairage	105	111	118	117	108	110	117	121	147
f) Articles ménagers durables	108	118	125	134	125	133	158	162	171
g) Entretien de la maison	105	108	111	114	115	118	119	120	123
h) Soins personnels et hygiène	105	108	111	113	123	128	134	138	145
i) Transports et communications	109	118	124	129	131	137	149	151	160
j) Loisirs	101	105	106	111	117	114	114	120	121
<i>Total ...</i>	<i>104</i>	<i>110</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>119</i>	<i>124</i>	<i>128</i>	<i>133</i>
2. Consommation publique :									
a) Rémunérations et pensions	106	109	109	109	114	121	122	124	126
b) Biens et services	94	74	76	72	79	84	89	87	103
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	97	103	110	116	122	126	136	147	162
<i>Total ...</i>	<i>101</i>	<i>97</i>	<i>97</i>	<i>97</i>	<i>102</i>	<i>108</i>	<i>111</i>	<i>112</i>	<i>119</i>
3. Formation intérieure brute de capital :									
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	99	112	111	109	99	103	112	120	111
b) Industries extractives	102	88	111	104	93	63	51	44	44
c) Industries manufacturières	100	115	130	121	109	111	152	165	172
d) Construction	111	112	126	131	106	133	145	184	195
e) Electricité, gaz et eau	102	115	122	125	120	148	115	100	120
f) Commerce, banques, assurances	104	103	110	108	96	108	117	128	126
g) Immeubles d'habitation	121	109	117	147	117	133	146	153	148
h) Transports et communications	103	115	123	115	129	123	139	123	119
i) Pouvoirs publics et enseignement ...	112	123	128	109	110	150	148	145	164
j) Autres services	104	103	110	108	107	116	121	136	135
<i>Total ...</i>	<i>111</i>	<i>109</i>	<i>124</i>	<i>132</i>	<i>111</i>	<i>120</i>	<i>140</i>	<i>145</i>	<i>146</i>
4. Exportations nettes de biens et services :									
a) Exportations totales	111	128	141	141	144	149	166	179	195
b) Importations totales	114	125	141	144	140	156	175	186	202
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	103,8	109,6	112,3	115,4	114,2	116,2	122,5	126,5	131,5

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juin 1963, p. 1121. — Cahiers Economiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Bulletin statistique (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1962 2 ^e trimestre ..	102,4	62,2	105,3	105,6	107,3	125,2	113,7	99,8	96,7	107,3	
3 ^e trimestre ..	103,8	61,5	106,0	105,2	108,3	127,7	112,9	101,1	97,2	109,5	
4 ^e trimestre ..	103,0	61,6	106,6	105,7	112,3	130,3	114,4	100,2	99,1	110,0	
1963 1 ^{er} trimestre ..	98,2	60,0	105,8	103,4	113,1	127,4	113,8	97,1	99,1	88,9	
2 ^e trimestre ..	105,5	59,9	107,9	105,8	118,5	131,0	110,7	101,7	98,6	116,9	
3 ^e trimestre ..	106,1	60,2	108,3	105,5	120,8	132,8	111,9	102,8	98,6	118,8	
4 ^e trimestre ..	106,5	60,3	109,3	106,2	124,4	134,8	113,9	100,8	100,1	116,0	
1962 Décembre	102,6	61,2	106,2	105,4	113,5	129,7	113,3	100,3	99,1	109,4	
1963 Janvier	97,0	59,4	105,9	105,7	112,3	126,5	115,9	96,0	99,0	77,0	
Février	94,5	60,0	105,2	105,1	111,8	127,7	112,9	96,2	98,7	64,9	
Mars	103,2	60,7	106,3	99,5	115,1	128,1	112,6	99,1	99,5	109,9	
Avril	105,6	60,4	108,5	105,7	116,3	131,4	110,8	100,6	98,6	114,7	
Mai	105,6	59,7	107,9	105,9	119,7	130,7	110,4	102,9	98,9	117,9	
Juin	105,3	59,6	107,4	105,1	119,5	131,0	110,8	101,5	98,2	118,1	
Juillet	105,5	60,0	107,6	105,0	118,0	130,9	110,1	103,1	97,9	118,0	
Août	106,0	60,0	108,1	105,7	121,1	132,5	111,7	102,5	98,4	119,0	
Septembre ..	106,9	60,5	109,2	105,9	123,4	135,0	113,9	102,8	99,6	119,3	
Octobre	107,0	60,3	109,2	106,5	123,3	135,4	115,4	101,9	99,4	118,4	
Novembre ..	106,8	60,4	109,7	106,4	125,2	134,9	116,3	100,4	100,8	116,8	
Décembre	105,6	60,3	108,9	105,8	124,8	134,2	110,1	100,0	100,1	112,9	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1955	304	172,4	116,5	55,9	4.366	20,2	8,9	22,7	70,9	27,7	13,4
1956	308	144,8	91,0	53,8	3.717	20,5	8,5	9,8	49,2	23,9	14,9
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3	40,1	19,4	12,9
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 *	252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1962 3 ^e trimestre	69	52,1	34,5	17,6	1.199	16,8	6,6	8,1	12,5	17,1	15,5
4 ^e trimestre	62	90,1	39,8	50,3	1.845	15,4	7,1	6,5	17,1	15,7	13,0
1963 1 ^{er} trimestre	65	176,1	47,0	129,1	3.816	16,9	12,0	3,4	22,3	16,6	12,2
2 ^e trimestre	61	44,1	30,0	14,1	897	15,0	5,9	7,2	10,1	18,3	19,6
3 ^e trimestre	63	35,4	24,7	10,7	743	15,4	5,8	7,4	7,9	13,6	18,9
4 ^e trimestre	61	72,1	29,0	43,1	1.467	15,0	8,8	6,8	12,0	12,5	16,0
1964 1 ^{er} trimestre	64	82,3	32,6	49,7	1.755	16,1	7,6	4,6	13,0	15,6	14,1
1963 Mai	19	45,1	31,1	14,0	857	14,7	5,7	7,3	10,2	18,3	19,4
Juin	24	39,5	26,6	12,9	949	16,9	6,2	7,7	7,8	15,3	19,9
Juillet	19	35,8	25,1	10,7	680	14,9	6,0	7,1	8,0	12,0	17,8
Août	19	34,9	24,2	10,7	663	14,6	5,0	7,5	7,5	13,2	18,2
Septembre	25	35,4	24,8	10,6	886	16,5	6,3	7,6	8,4	16,6	19,8
Octobre	19	36,3	25,1	11,2	690	13,9	5,6	7,2	8,8	16,5	17,6
Novembre	19	41,7	28,0	13,7	793	14,1	5,6	6,4	11,3	11,0	15,4
Décembre	23	126,9	33,2	93,7	2.919	16,6	10,1	4,6	16,0	9,9	13,6
1964 Janvier	20	119,9	36,5	83,4	2.398	15,8	9,7	3,7	16,2	15,9	13,4
Février	20	62,8	33,5	29,3	1.256	15,6	5,7	4,6	13,1	15,0	14,3
Mars	24	67,1	28,6	38,5	1.610	16,9	6,3	5,4	9,7	16,0	14,5
Avril	19	40,1	26,3	13,8	762	13,0	5,9	6,7	9,1	16,5	15,0
Mai	23	35,8	23,1	12,7	823	16,0	6,0	7,2	6,7	14,0	14,4

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

* Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

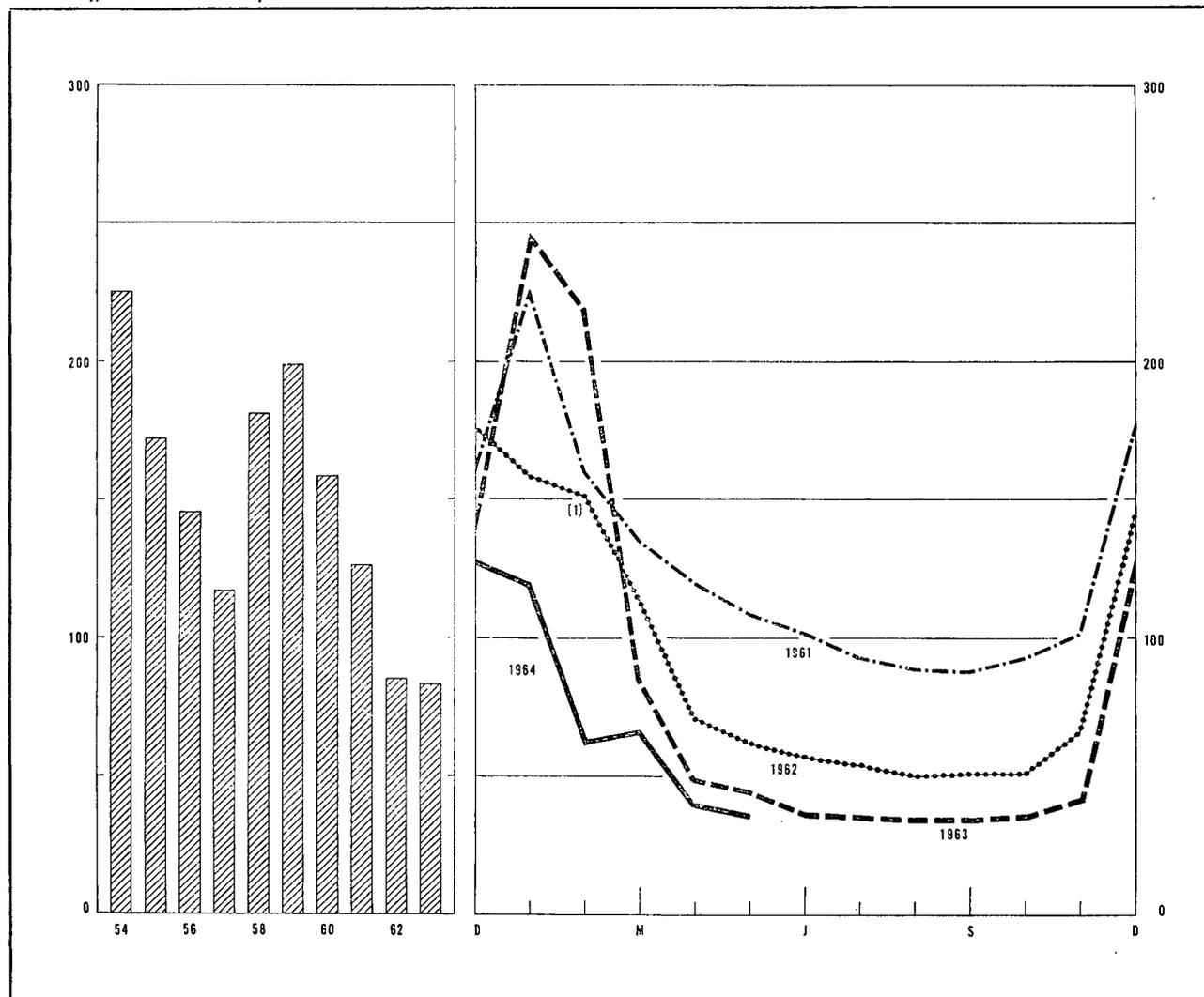
II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1961	1962	1963	1964
1955	172	280	152	116	137	Janvier	226	158	246	120
1956	145	247	122	95	115	Février	160	151 ¹	219	63
1957	117	144	96	88	138	Mars	135	113	86	67
1958	181	204	166	149	204	Avril	120	71	49	40
1959	199	292	182	150	171	Mai	109	62	45	86
1960	158	221	149	123	137	Juin	102	57	40	
1961	126	177	111	90	124	Juillet	93	54	36	
1962 ¹	85	141	64	52	90	Août	89	50	35	
1963	83	176	44	35	72	Septembre	88	51	35	
1964		82				Octobre	93	51	36	
						Novembre	102	66	42	
						Décembre	176	144	127	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).
¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1968
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	272	260	280	296	270	273	256	252	246
dont : froment	191	188	208	219	200	203	206	209	200
seigle	74	68	66	69	62	63	44	39	41
Céréales non panifiables	234	254	238	240	255	252	263	260	255
Plantes industrielles	98	99	92	94	88	96	92	93	94
Plantes racines et tuberculifères	152	151	145	141	134	131	120	116	114
Légumes cultivés pour la graine	13	14	13	12	12	11	11	10	10
Prés et prairies	815	818	814	811	816	819	821	829	825
Divers	147	132	137	128	137	134	142	135	134
Total ...	1.731	1.728	1.719	1.722	1.712	1.716	1.705	1.695	1.678
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	714	596	751	779	789	773	722	835	759
Autres céréales	1.013	998	969	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.039
Betteraves sucrières	2.495	2.305	2.600	3.200	1.500	3.063	2.703	2.019	2.135
Lin (graines et paille)	272	235	182	170	124	214	196	231	240
Chicorée à café	95	54	51	56	43	55	60	37	47
Pommes de terre	2.184	2.034	2.043	1.956	1.357	1.894	1.789	1.872	1.630
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	195	189	182	178	170	159	148	141	132
Total des bovidés	2.393	2.413	2.485	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805
dont : vaches laitières et de trait	985	974	977	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044
Porcs	1.420	1.471	1.366	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.168	1.193	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	392	400	391	412	424	441	429	462	

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1968
Aiglefin	546	519	445	374	292	262	285	300	221
Cabillaud	870	764	662	834	653	689	698	868	728
Plie	392	379	427	451	381	390	291	346	424
Sole	323	299	289	315	257	350	314	347	631
Raie	312	314	356	337	342	323	328	310	298
Hareng	1.650	716	254	201	260	528	409	273	153
Crevettes	178	266	84	64	89	39	80	48	76

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricole (F.A.O.).

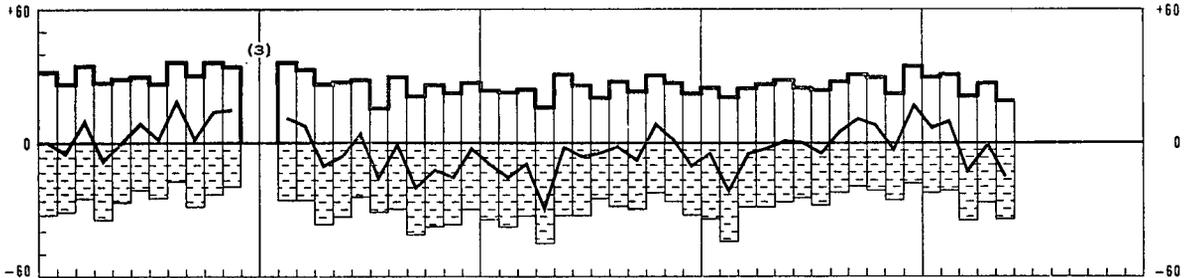
IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (1)

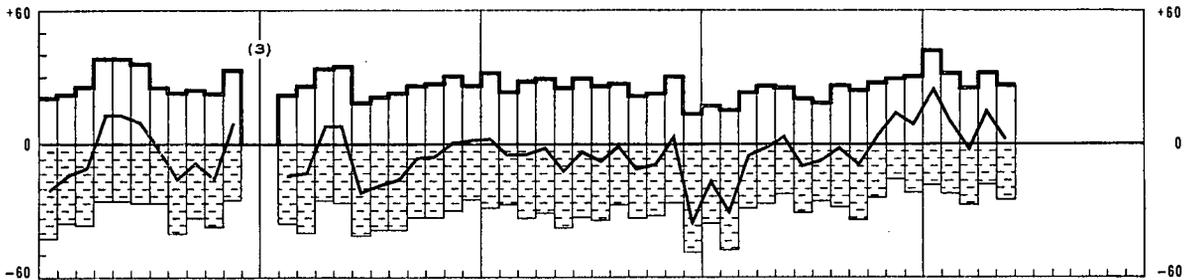
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir.

- Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A et B.
- Pourcentage des réponses "Supérieur à la normale" pour les questions C et D.
- Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A et B.
- Pourcentage des réponses "Inférieur à la normale" pour les questions C et D.
- Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et en "baisse" pour les questions A et B.
- Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "Supérieur" et "Inférieur" à la normale pour les questions C et D.

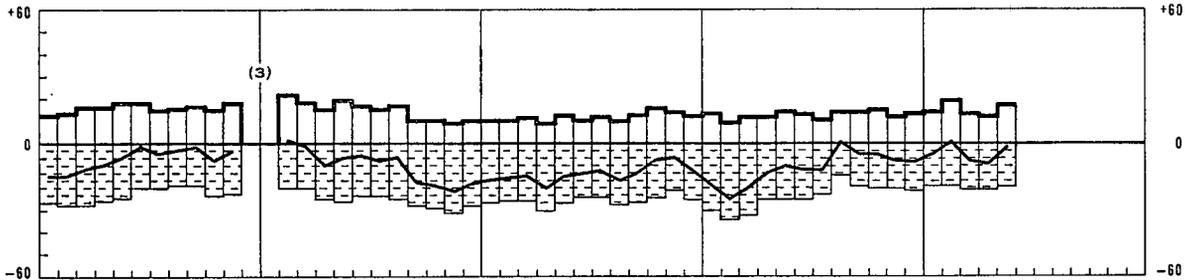
A - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



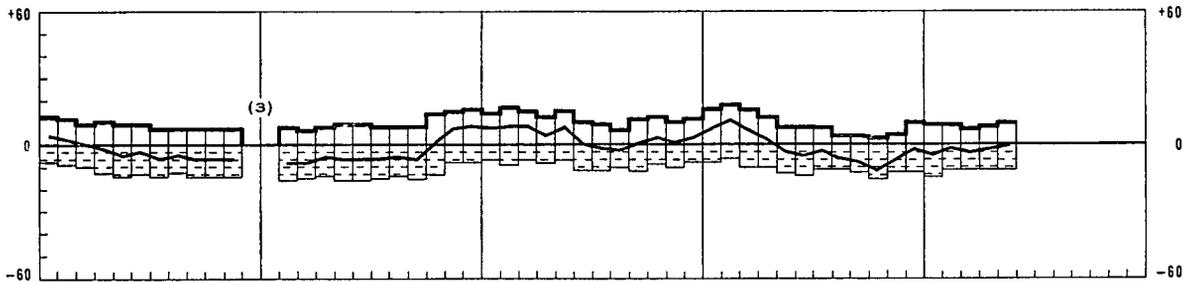
B - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



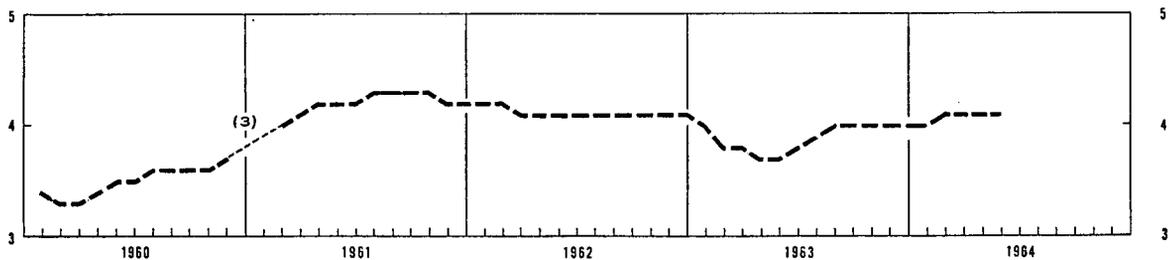
C - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



D - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



E - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



1 Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.

2 Mouvements saisonniers éliminés.

3 Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

IV - 1 a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1953 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P.		Source : Agefi
	Indice général	dont : industries manufacturières seules	Indice général	dont : industries manufacturières seules	Indice général
1957	120	126	124	129	130
1958	114	121	116	122	125
1959	115	126	122	131	131
1960	125	139	129	140	143
1961	130	146	135	147	152
1962	138	155	p 143	p 157	162
1963	p 147	p 167	p 152	p 167	172
1962 3 ^e trimestre	131	148	p 137	p 151	158
4 ^e trimestre	146	166	p 149	p 163	169
1963 1 ^{er} trimestre	p 137	p 155	p 143	p 158	164
2 ^e trimestre	p 149	p 169	p 157	p 173	173
3 ^e trimestre	p 140	p 159	p 145	p 161	166
4 ^e trimestre	p 161	p 183	p 161	p 177	184
1964 1 ^{er} trimestre					182
1963 Juin	p 145	p 165	p 156	p 172	170
Juillet	p 129	p 148	p 133	p 148	155
Août	p 139	p 157	p 144	p 158	169
Septembre	p 151	p 172	p 160	p 176	172
Octobre	p 169	p 192	p 161	p 177	188
Novembre	p 155	p 176	p 162	p 177	181
Décembre	p 159	p 181	p 160	p 177	182
1964 Janvier	p 156	p 176	p 157	p 172	185
Février			p 160	p 177	179
Mars					182
Avril					p 189
Mai					p 177
Juin					189 ¹

¹ Programme.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1953 = 100

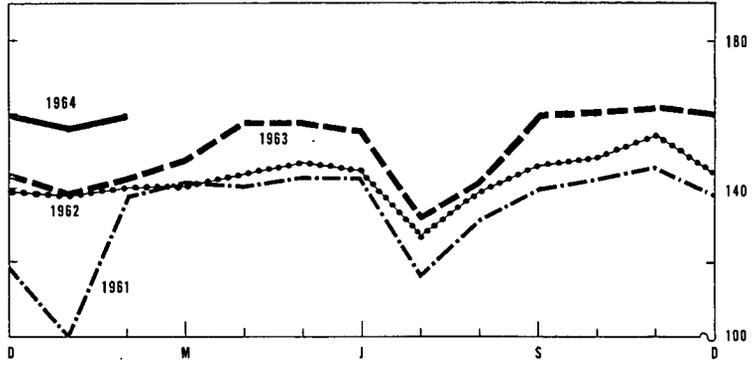
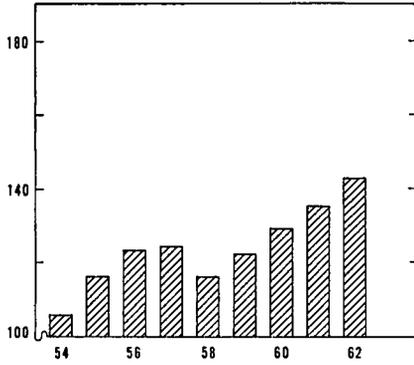
Source : Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	dont :										
		Combustible et énergie	Matériaux de construction		Sidérurgie et métaux non ferreux	Fabrications métalliques	Industries alimentaires	Industries textiles			Industries chimiques	
			Total	dont : verre plat				Total	Filatures	Tissages		Bonne- terie
1957	124	104	121	130	131	135	113	123	122	119	139	136
1958	116	99	117	148	126	127	115	101	100	96	128	141
1959	122	88	131	186	136	132	116	114	118	108	139	164
1960	129	89	143	212	148	140	122	122	129	117	149	180
1961	135	88	144	184	148	150	127	131	136	122	160	195
1962	p 143	89	156	214	156	p 159	135	134	139	124	169	226
1963	p 152	93	159	205	162	p 178	p 140	144	148	131	200	215
1962 3 ^e trim. .	p 137	81	158	202	148	p 151	152	123	128	113	159	229
4 ^e trim. .	p 149	94	161	218	158	p 165	139	147	152	134	191	225
1963 1 ^{er} trim. .	p 143	98	122	209	160	p 158	127	140	146	126	192	224
2 ^e trim. .	p 157	94	167	186	164	p 192	138	149	154	135	201	219
3 ^e trim. .	p 145	83	170	206	155	p 171	154	132	137	120	175	206
4 ^e trim. .	p 161	99	176	220	171	p 193	p 141	156	154	142	229	209
1964 1 ^{er} trim. .		p 98			p 181							
1963 Mars	p 148	95	135	196	164	p 168	132	141	145	127	202	231
Avril	p 158	97	162	189	165	p 189	131	151	160	135	202	235
Mai	p 158	96	168	184	163	p 194	141	150	153	136	206	216
Juin	p 156	88	170	184	165	p 192	142	147	149	134	196	207
Juillet	p 133	73	159	196	144	p 156	155	110	119	109	97	203
Août	p 144	85	169	206	152	p 160	164	133	137	113	204	201
Septembre .	p 160	90	182	215	168	p 194	145	152	153	138	224	215
Octobre ...	p 161	96	181	208	174	p 191	p 147	157	153	142	236	208
Novembre ...	p 162	100	183	227	167	p 195	p 143	159	156	145	239	204
Décembre .	p 160	101	165	224	172	p 194	p 134	153	154	139	213	215
1964 Janvier ...	p 157	p 102	p 164	241	178	p 178	p 131	p 147	p 154	p 136	186	p 225
Février ...	p 160	p 97	p 176	p 247	p 180	p 192	p 126	p 151	p 155	p 141	p 196	p 207
Mars		p 96			p 185							

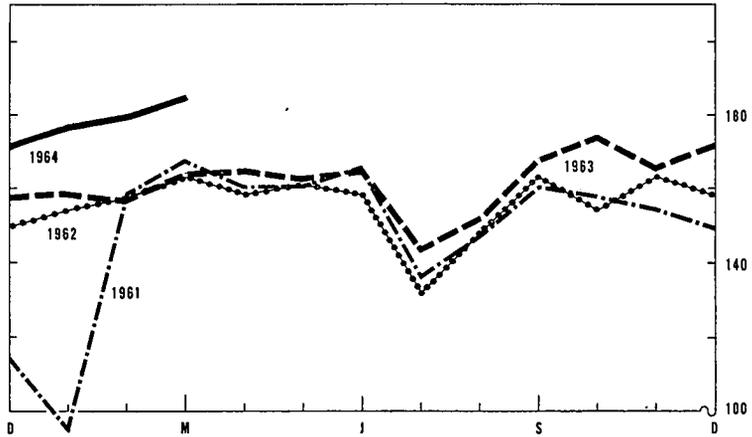
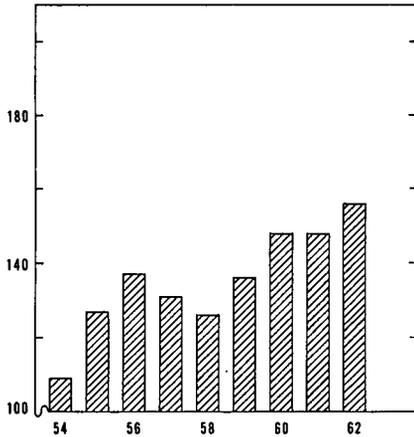
IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.R.E.S.P.)

Base 1953 = 100

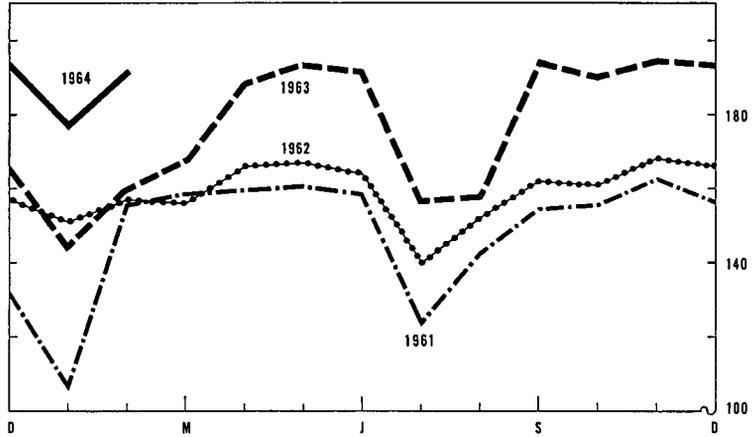
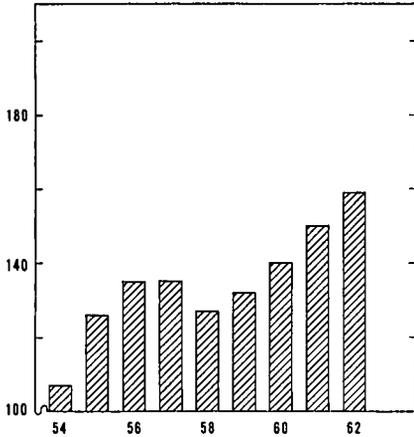
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



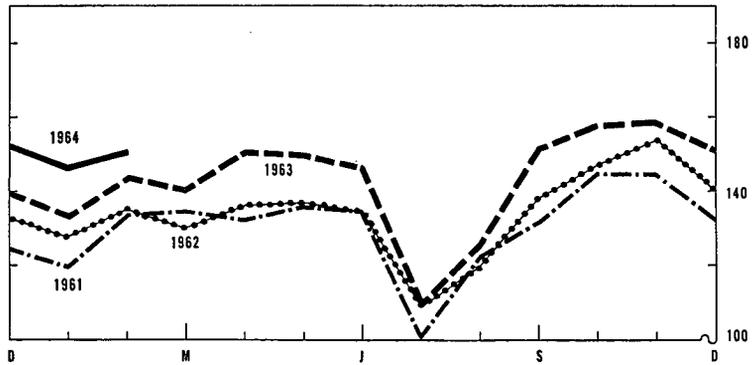
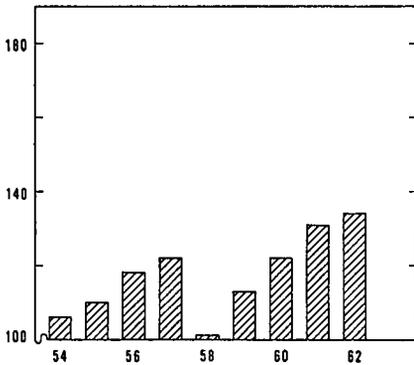
SIDERURGIE ET METAUX NON FERREUX



FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (6) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (8) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)					(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1955	2.498	371	— 287	2.702	826	912	n.d.	92	168
1956	2.463	179	35	2.777	841	987	n.d.	99	182
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.479	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.580	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.166	1.483	1.013	102	224
1962 3 ^e trimestre	1.615	2.002	180	2.312	1.145	1.253	688	101	189
4 ^e trimestre	1.869	1.351	309	2.807	1.187	1.565	728	105	233
1963 1 ^{er} trimestre	1.863	974	362	2.648	1.185	1.583	971	101	255
2 ^e trimestre	1.801	631	456	2.727	1.166	1.392	996	102	206
3 ^e trimestre	1.569	460	496	2.435	1.119	1.332	1.031	100	196
4 ^e trimestre	1.907	454	561	2.781	1.184	1.621	1.054	104	241
1964 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 1.865	<i>p</i> 888			<i>p</i> 1.178	1.647	1.022		
1963 Avril	1.875	766	342	2.953	1.182	1.460	940	104	218
Mai	1.917	726	519	2.725	1.185	1.399	1.028	102	210
Juin	1.611	631	508	2.504	1.132	1.316	1.021	100	189
Juillet	1.331	563	515	2.342	1.092	1.253	1.024	96	178
Août	1.663	473	437	2.480	1.114	1.324	1.047	101	201
Septembre	1.712	460	536	2.482	1.150	1.420	1.022	101	207
Octobre	1.964	466	524	2.723	1.176	1.608	1.058	103	224
Novembre	1.855	481	549	2.790	1.176	1.553	1.045	99	220
Décembre	1.901	454	609	2.831	1.200	1.702	1.060	106	279
1964 Janvier	<i>p</i> 2.011	<i>p</i> 580	578	<i>p</i> 2.813	<i>p</i> 1.179	1.715	1.088	100	274
Février	<i>p</i> 1.792	<i>p</i> 719			<i>p</i> 1.182	1.555	1.090	82	233
Mars	<i>p</i> 1.793	<i>p</i> 888			<i>p</i> 1.174	1.670	889		
Avril	<i>p</i> 2.001	<i>p</i> 1.049			<i>p</i> 1.186				
Mai	<i>p</i> 1.648	<i>p</i> 1.093			<i>p</i> 1.155				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimetal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1955	492	366	3,49	1,96	5,45	5,54
1956	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	477	<i>p</i> 5,91	<i>p</i> 4,08	<i>p</i> 9,99	<i>p</i> 10,25
1962 3 ^e trimestre	592	423	5,26	3,15	8,41	8,52
4 ^e trimestre	614	462	5,74	3,67	9,41	9,63
1963 1 ^{er} trimestre	612	469	<i>p</i> 5,05	<i>p</i> 3,84	<i>p</i> 8,89	<i>p</i> 8,82
2 ^e trimestre	620	483	<i>p</i> 5,83	<i>p</i> 4,03	<i>p</i> 9,86	<i>p</i> 10,78
3 ^e trimestre	615	451	<i>p</i> 6,28	<i>p</i> 4,16	<i>p</i> 10,44	<i>p</i> 9,74
4 ^e trimestre	663	504	<i>p</i> 6,47	<i>p</i> 4,28	<i>p</i> 10,75	<i>p</i> 11,67
1964 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 703	<i>p</i> 537	<i>p</i> 6,52	<i>p</i> 4,81	<i>p</i> 11,33	<i>p</i> 10,84
1963 Mai	636	492	<i>p</i> 6,38	<i>p</i> 3,97	<i>p</i> 10,35	<i>p</i> 10,65
Juin	604	468	<i>p</i> 5,47	<i>p</i> 4,18	<i>p</i> 9,65	<i>p</i> 10,90
Juillet	589	418	<i>p</i> 5,59	<i>p</i> 4,98	<i>p</i> 10,57	<i>p</i> 9,22
Août	627	445	<i>p</i> 6,30	<i>p</i> 3,77	<i>p</i> 10,07	<i>p</i> 9,26
Septembre	628	489	<i>p</i> 6,94	<i>p</i> 3,73	<i>p</i> 10,67	<i>p</i> 10,74
Octobre	696	544	<i>p</i> 6,83	<i>p</i> 4,22	<i>p</i> 11,05	<i>p</i> 12,03
Novembre	630	476	<i>p</i> 5,50	<i>p</i> 4,41	<i>p</i> 9,91	<i>p</i> 10,28
Décembre	663	490	<i>p</i> 7,09	<i>p</i> 4,22	<i>p</i> 11,31	<i>p</i> 12,70
1964 Janvier	706	546	<i>p</i> 6,29	<i>p</i> 4,40	<i>p</i> 10,69	<i>p</i> 10,42
Février	682	532	<i>p</i> 6,55	<i>p</i> 5,47	<i>p</i> 12,02	<i>p</i> 10,68
Mars	<i>p</i> 722	<i>p</i> 533	<i>p</i> 6,73	<i>p</i> 4,54	<i>p</i> 11,27	<i>p</i> 11,43
Avril	758 ¹		<i>p</i> 6,57	<i>p</i> 4,60	<i>p</i> 11,17	<i>p</i> 12,17
Mai	673 ¹					

¹ Estimations sur base chiffre Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et transformations
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)		Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	
1954	38.600	25.220	8.752	1.114	32.783	3.288	7.450	2.318	2.791	5.029
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.407	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170
1962	39.017				32.178					5.169
1963	36.619				23.355					5.384

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1962 2 ^e trimestre	3.158	3.294	630	474
3 ^e trimestre	3.320	3.226	1.010	476
4 ^e trimestre	2.943	2.337	897	486
1963 1 ^{er} trimestre	3.135	656	692	158
2 ^e trimestre	3.303	2.636	940	593
3 ^e trimestre	2.901	2.426	908	490
4 ^e trimestre	2.867	2.052	745	553
1963 Février	2.884	132	641	55
Mars	3.717	1.674	777	347
Avril	3.435	2.254	920	411
Mai	3.280	2.875	981	712
Juin	3.195	2.779	919	655
Juillet	3.211	2.152	976	383
Août	2.989	2.354	963	555
Septembre	2.502	2.773	786	531
Octobre	2.931	2.632	802	644
Novembre	2.748	2.189	742	629
Décembre	2.923	1.336	691	387
1964 Janvier	3.637	1.265	673	385
Février	3.960	1.894	827	399

1 Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

2 Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (non ajustés pour variations saisonnières)

Base 1953 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1962	1963	% variat. *	1962	1963	% variat. *	1962	1963	% variat. *
1 ^{er} trimestre	189	193	+ 2,1	140	143	+ 2,7	188	192	+ 2,1
2 ^e trimestre	197	209	+ 6,1	146	157	+ 8,0	203	213	+ 4,9
3 ^e trimestre	182	191	+ 4,9	137	145	+ 5,7	192	198	+ 3,1
4 ^e trimestre	207	220	+ 6,3	149	161	+ 8,3	214	224	+ 4,7
	1963	1964		1963	1964		1963	1964	
1 ^{er} trimestre	193	215	+ 11,4	143	161	+ 12,2	192	216	+ 12,5
2 ^e trimestre	209			157			213		
3 ^e trimestre	191			145			198		
4 ^e trimestre	220			161			224		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1962	1963	% variat. *	1962	1963	% variat. *	1962	1963	% variat. *
1 ^{er} trimestre	196	196	—	220	232	+ 5,5	164	166	+ 1,2
2 ^e trimestre	199	213	+ 7,0	219	243	+ 11,0	167	177	+ 6,0
3 ^e trimestre	168	178	+ 6,0	211	233	+ 10,4	165	175	+ 6,1
4 ^e trimestre	207	223	+ 7,7	236	256	+ 8,5	180	193	+ 7,2
	1963	1964		1963	1964		1963	1964	
1 ^{er} trimestre	196	222	+ 13,3	232	249	+ 7,3	166	181	+ 9,0
2 ^e trimestre	213			243			177		
3 ^e trimestre	178			233			175		
4 ^e trimestre	223			256			193		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Statistiques générales (O.C.D.E.)*.

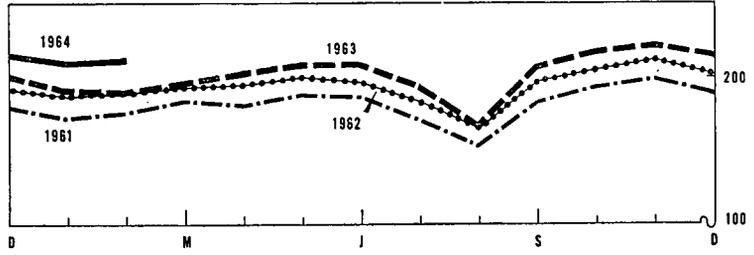
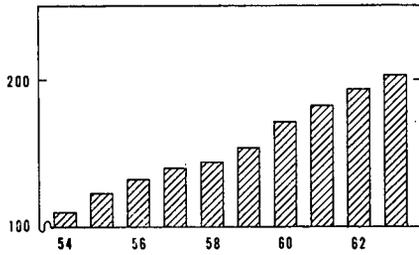
IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

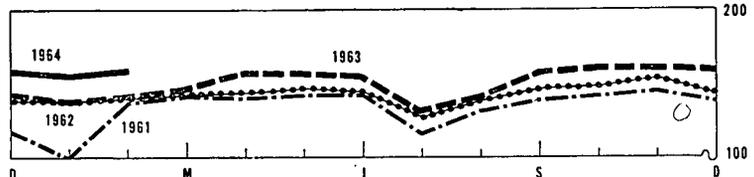
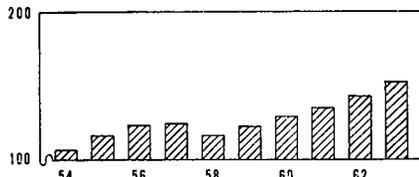
Base 1953 = 100

(non ajustés pour variations saisonnières)

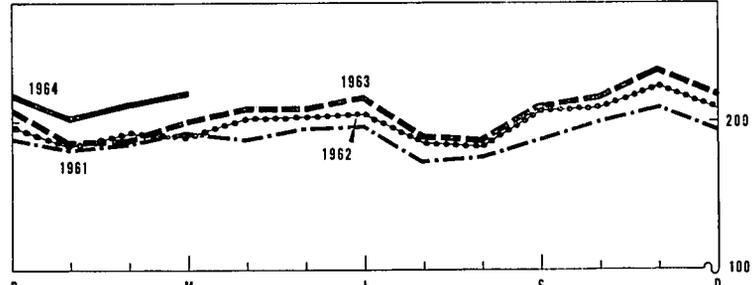
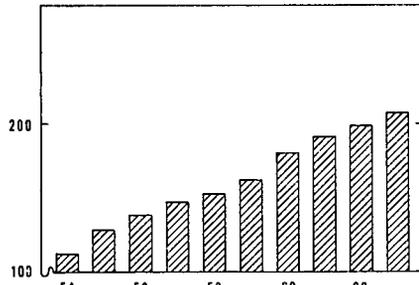
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C.E.E.



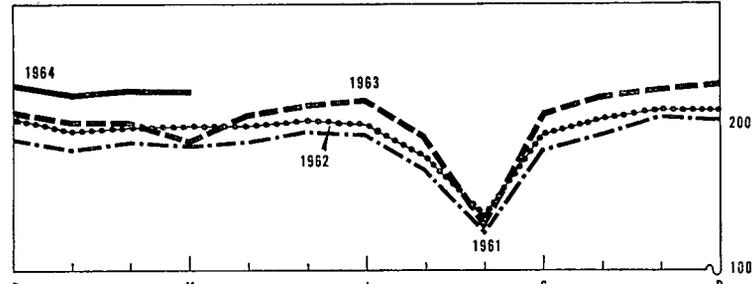
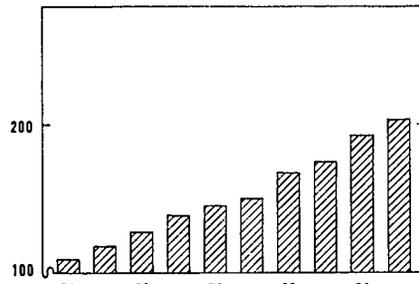
BELGIQUE



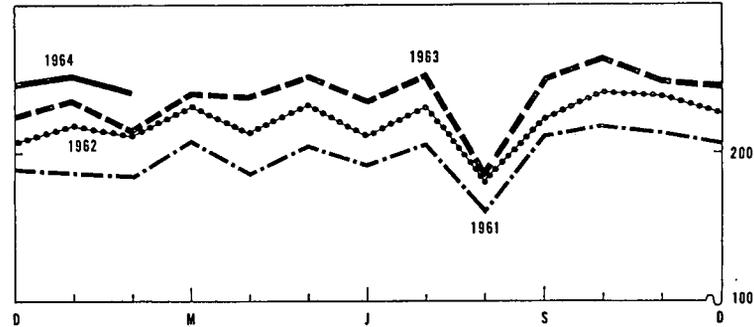
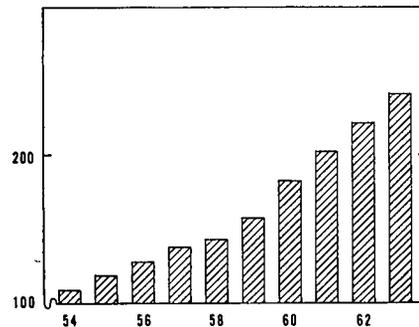
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest)



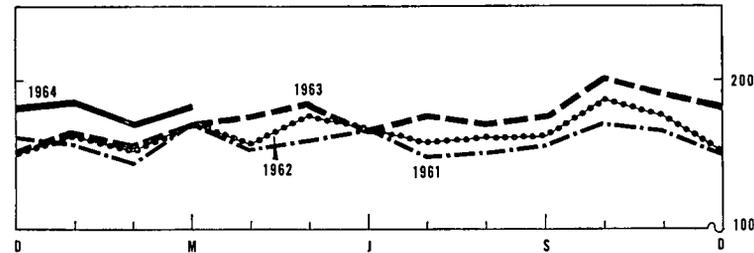
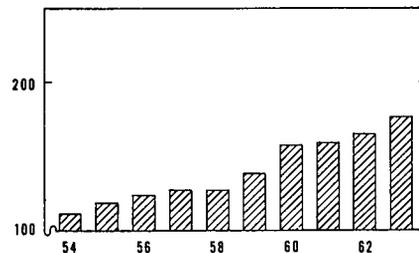
FRANCE



ITALIE



PAYS-BAS



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a). — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)					Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total	dont		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales				Minerais			
(millions)	(milliers de tonnes)	(milliers de tonnes)	(milliers de tonnes)	(milliers de tonnes)	(milliers)	(milliers de tonnes-km)	(milliers de tonnes-km)	
1957	713	548	5.558	2.321	966	797	77,4	10,0
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1962 3 ^e trimestre	766	505	4.897	1.856	1.173	188	173,0	18,8
4 ^e trimestre	739	569	5.499	2.149	1.198	191	88,2	11,4
1963 1 ^{er} trimestre	718	617	5.615	2.358	1.090	181	74,3	10,5
2 ^e trimestre	760	552	5.428	2.216	1.162	166	112,6	13,5
3 ^e trimestre	765	511	4.967	1.922	1.135	162	174,7	19,2
4 ^e trimestre	760	594	5.766	2.353	1.217	173	87,0	11,9
1964 1 ^{er} trimestre	p 770	585	5.566	2.125	1.234	151		
1963 Mars	717	601	5.744	2.548	997	212	87,2	11,7
Avril	767	580	5.612	2.429	1.153	175	91,0	11,4
Mai	756	555	5.519	2.225	1.172	169	99,2	12,2
Juin	756	522	5.153	1.995	1.162	153	147,6	16,9
Juillet	732	499	4.718	1.772	1.102	152	189,2	20,2
Août	752	507	5.022	1.977	1.158	162	175,3	19,1
Septembre	762	528	5.161	2.016	1.144	171	159,5	18,3
Octobre	764	605	6.012	2.403	1.261	186	115,0	14,4
Novembre	755	573	5.597	2.305	1.132	154	68,2	10,1
Décembre	761	604	5.689	2.351	1.258	180	77,9	11,3
1964 Janvier	p 779	618	5.837	2.416	1.241	157	82,9	11,6
Février	p 744	578	5.472	2.084	1.246	144	76,8	11,0
Mars	p 786	558	5.389	1.956	1.214	153		
Avril	p 738	575	5.682	2.098	1.271			

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b). — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1957	3.296	1.828	1.227	171	209	79
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1962 3 ^e trimestre	4.181	1.915	1.224	153	137	68
4 ^e trimestre	4.133	2.394	1.189	146	161	71
1963 1 ^{er} trimestre	4.225	2.363	1.228	150	137	55
2 ^e trimestre	4.367	2.482	1.202	149	151	79
3 ^e trimestre	4.448	2.703	1.290	150	179	59
4 ^e trimestre	4.384	2.858	1.408	155	180	73
1964 1 ^{er} trimestre	4.558			185		
1963 Avril	4.160	2.489	1.209	128	103	75
Mai	4.497	2.458	1.205	161	158	61
Juin	4.444	2.500	1.193	158	191	100
Juillet	4.386	2.593	1.348	166	206	53
Août	4.329	2.703	1.263	166	132	80
Septembre	4.630	2.814	1.258	119	193	44
Octobre	4.574	2.845	1.592	147	163	110
Novembre	4.273	2.849	1.306	168	208	24
Décembre	4.305	2.880	1.325	151	169	85
1964 Janvier	4.797	3.277	1.521	214	245	117
Février	4.436			135		
Mars	4.442			206		
Avril	4.639			164		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c). — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
4.642	383
4.269	361
4.534	402
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.744	461
5.336	452
2.699	198
6.512	532
6.493	525
6.520	526
6.861	561
6.156	510
6.900	562
6.405	510
6.174	504
6.903	572
5.372	431
5.414	430

V - 2. — **TOURISME**

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne oc.	U.S.A.
1956	1.084	815	66	35	71	23	19
1957	1.186	898	71	33	81	25	18
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1962 2 ^e trimestre	1.369	997	77	36	115	42	28
3 ^e trimestre	3.590	2.852	199	70	238	82	38
4 ^e trimestre	412	248	30	22	16	23	16
1963 1 ^{er} trimestre	334	196	24	17	14	21	12
2 ^e trimestre	1.422	1.009	83	41	125	50	31
3 ^e trimestre	3.793	2.981	214	73	260	94	45
4 ^e trimestre	446	255	35	23	20	26	20
1963 Janvier	319	187	23	16	14	19	11
Février	305	182	21	16	12	18	11
Mars	379	219	29	20	16	25	15
Avril	1.272	912	102	35	89	43	20
Mai	832	520	53	36	69	41	33
Juin	2.163	1.593	95	51	217	67	40
Juillet	5.066	4.224	212	70	295	82	51
Août	5.172	4.033	313	110	364	149	46
Septembre	1.142	686	117	38	122	52	37
Octobre	499	267	37	26	27	34	30
Novembre	440	254	40	22	16	26	19
Décembre	399	245	28	22	17	19	12
1964 Janvier	348	198	25	18	15	20	13

V - 3. — **COMMERCE INTERIEUR**

a). — **Indices des ventes**

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement 4		Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)			
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Ménage 1		Indice général	Hom-mes 2			Sous-vête-ments et acces-soires 3	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossis-tes en alimen-tation générale
1956	124	133	120	114	127	125	123	97	132	120	119	121	126	
1957	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122	
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129	
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132	
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142	
1961	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147	
1962	170	172	172	154	171	152	166	142	173	172	151	135	154	
1963	180	177	185	164	179	161	p 186	p 139	p 179	193	156	140	p 156	
1962 3 ^e trimestre	159	153	157	159	172	143	136	135	173	162	149	130	147	
4 ^e trimestre	205	195	209	153	191	167	181	159	187	193	155	140	164	
1963 1 ^{er} trimsetre	156	182	148	155	157	160	p 158	147	169	189	150	140	157	
2 ^e trimestre	176	167	195	165	171	159	p 224	138	p 176	186	160	142	p 155	
3 ^e trimestre	171	159	174	172	182	153	p 161	121	p 183	185	156	136	p 153	
4 ^e trimestre	216	199	224	166	206	173	p 200	p 150	p 187	214	158	140	p 157	
1964 1 ^{er} trimestre	174	190	165	184	187		p 197	p 171	p 181	210	162		p 160	
1963 Avril	176	177	191	167	166	155	p 258	145	174	186	154	138	154	
Mai	177	172	191	173	179	165	p 217	137	186	192	160	147	166	
Juin	174	153	203	156	169	156	p 196	132	p 167	181	165	142	p 146	
Juillet	178	147	198	177	187	147	p 175	148	p 185	180	151	132	p 157	
Août	172	167	164	162	185	158	p 150	108	p 181	186	169	144	p 149	
Septembre	163	162	159	176	175	153	p 158	108	p 183	189	149	131	p 153	
Octobre	188	183	211	162	188	165	p 222	154	p 190	202	155	136	p 164	
Novembre	211	188	199	160	182	158	p 180	p 126	p 170	196	160	141	p 157	
Décembre	250	227	262	177	249	195	p 199	p 171	p 202	244	158	144	p 150	
1964 Janvier	166	179	164	176	174	169	p 175	p 244	p 182	195	150	141	p 160	
Février	173	191	153	193	206	162	p 170	p 124	p 168	215	175	145	p 156	
Mars	182	199	179	182	181		p 246	p 144	p 192	219	161		p 165	
Avril	187	189	196	184	189		p 287	p 132	p 195	p 211	159		p 166	

1 Articles de ménage et appareils ménagers. — 2 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 3 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes. — 4 Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, les indices, à partir de 1962, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années antérieures.

V - 3b). — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1961 2° semestre	1.430	625	169	636	11,75	2,92	3,80	5,03	4,99	1,67	1,51	1,81
1962 1 ^{er} semestre	1.405	634	170	601	11,86	3,15	3,91	4,80	5,29	1,73	1,65	1,91
2° semestre	1.373	646	163	564	11,94	3,30	3,96	4,68	5,24	1,87	1,47	1,90
1963 1 ^{er} semestre	1.361	641	166	554	12,74	3,60	4,19	4,95	5,70	2,03	1,73	1,94
2° semestre	1.404	699	171	534	13,67	4,05	4,51	5,11	6,28	2,16	1,93	2,19

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1961 1 ^{er} semestre	55	27	1	27	87,1	31,4	6,3	49,4
2° semestre	50	26	1	23	81,8	30,0	5,9	45,9
1962 1 ^{er} semestre	53	27	1	25	84,6	30,3	6,2	48,1
2° semestre	54	31	1	22	87,9	33,8	7,6	46,5
1963 1 ^{er} semestre	57	32	1	24	100,1	35,7	8,3	56,1

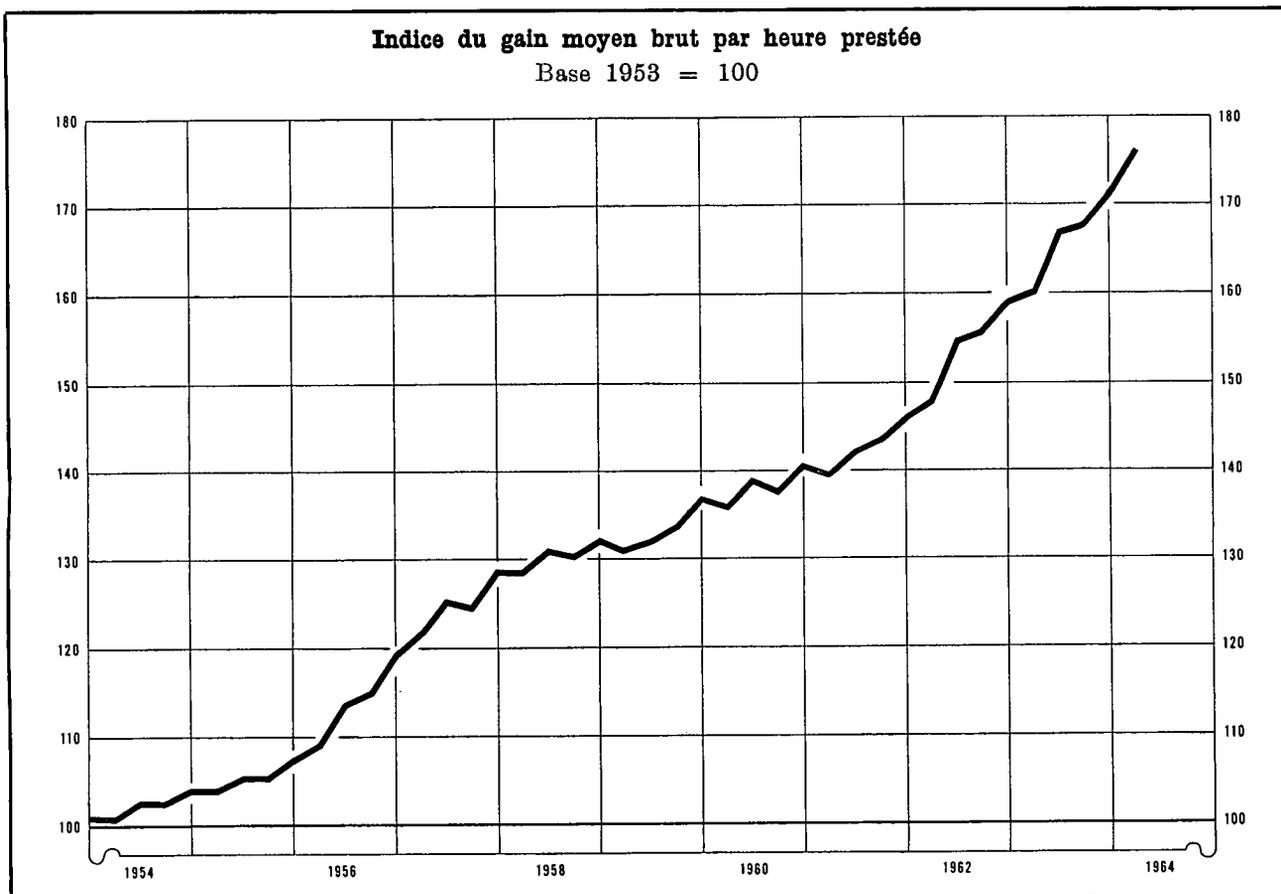
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1961 2° semestre	829	3,5	1,2	2,6	24,4	12,6	14,4	433,1	19,6	9,5	299,1	8,9
1962 1 ^{er} semestre	742	3,7	1,2	2,8	30,5	15,3	15,8	337,6	21,4	8,0	300,6	5,1
2° semestre	781	3,5	1,1	2,2	26,6	14,1	15,6	368,6	17,3	7,2	319,2	5,1
1963 1 ^{er} semestre	732	4,1	1,2	1,8	35,3	16,4	14,0	347,8	19,7	8,2	277,7	5,9
2° semestre	846	4,2	1,2	1,7	34,6	16,9	14,8	401,1	16,2	9,3	342,9	3,4
Crédit accordé (millions de francs)												
1961 2° semestre	4.991	419	66	123	1.268	334	124	354	39	444	1.751	69
1962 1 ^{er} semestre	5.290	475	76	89	1.626	411	122	294	45	423	1.689	40
2° semestre	5.238	463	66	106	1.407	353	108	384	38	428	1.855	30
1963 1 ^{er} semestre	5.696	636	81	82	1.820	442	108	308	42	473	1.656	48
2° semestre	6.280	712	84	103	1.873	462	105	326	40	538	1.994	44
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1961 2° semestre	100,0	8,4	1,3	2,4	25,4	6,7	2,5	7,1	0,8	8,9	35,1	1,4
1962 1 ^{er} semestre	100,0	9,0	1,4	1,7	30,7	7,8	2,3	5,6	0,8	8,0	31,9	0,8
2° semestre	100,0	8,8	1,3	2,0	26,9	6,7	2,1	7,3	0,7	8,2	35,4	0,6
1963 1 ^{er} semestre	100,0	11,2	1,4	1,4	32,0	7,8	1,9	5,4	0,7	8,3	29,1	0,8
2° semestre	100,0	11,3	1,3	1,6	29,8	7,4	1,7	5,2	0,6	8,6	31,8	0,7

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel) — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non-qualifié (3)		
1955	106	105	106	108	106
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	159
1963	167	161	163		p 175
1962 Sept.	156	152	153		161
1962 Déc.	159	153	154		165
1963 Mars	160	156	158		168
1963 Juin	167	160	162		176
1963 Sept.	168	163	165		177
1963 Déc. ... p	172	164	166		p 183
1964 Mars ... p	177	168	172		p 189

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers (charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

4	Belgique (francs belges)	Alle-magne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1955	29,91	90,1	98,4	71,9	n.d.	84,2
1956	32,68	89,7	97,6	72,5	n.d.	82,4
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,7
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	80,7
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	82,4	96,3	82,0
1962	44,72	119,6	98,9	84,5	98,8	89,3
1963	49,20	116,3	93,3	82,9	p 97,6	p 98,5
1960 Août-Octobre	39,93	106,7	99,5	75,6	n.d.	81,4
1961 Février-Avril	41,20	107,4	100,0	78,0	96,6	82,4
1961 Août-Octobre	42,32	116,8	101,3	83,6	97,7	81,7
1962 Février-Avril	43,72	120,0	100,3	84,6	99,9	88,4
1962 Août-Octobre	45,73	119,2	97,5	84,7	99,3	90,1
1963 Février-Avril	48,09	115,4	94,6	83,3	98,6	95,7
1963 Août-Octobre	50,30	117,1	92,1	82,6	p 93,4	p 101,3

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XV^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horsaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1958 octobre	1959 octobre	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 avril	1968 octobre
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	39,24	39,89	40,09	41,29	45,70	46,26	48,39
Carrières ¹	30,99	31,83	34,61	34,79	37,58	38,53	39,84
Total des industries extractives ¹	38,63	39,36	39,72	40,81	45,10	45,69	47,76
<i>Industries manufacturières :</i>							
Dépendes alimentaires (sauf boissons) ...	24,25	25,24	25,98	27,67	29,41	30,73	32,75
Boissons	27,79	29,05	29,21	30,27	32,30	32,93	34,80
Tabac	21,10	21,54	22,27	22,94	26,12	26,64	29,50
Industries textiles	23,09	23,96	25,04	26,94	27,55	30,26	31,16
Chaussures, habillement	18,92	19,20	20,09	21,23	23,16	24,11	25,39
Bois (sauf meubles)	25,13	25,07	26,67	28,25	30,47	31,42	32,82
Industrie du meuble	26,14	26,08	27,59	30,05	31,38	33,56	35,27
Papier, articles en papier	27,82	26,99	28,98	30,85	33,39	35,07	35,87
Impressions et reliures	31,85	32,58	32,85	34,97	37,02	38,86	39,47
Cuir (sauf chaussures, habillement)	22,53	23,25	24,34	25,80	27,82	29,03	30,90
Industrie du caoutchouc	28,50	30,19	30,85	31,65	34,16	35,78	36,93
Industries chimiques	29,14	30,92	31,64	32,84	35,08	37,66	38,49
Dérivés du pétrole et du charbon	42,54	44,20	45,29	47,48	49,97	54,25	53,74
Produits minéraux non métalliques	28,03	29,23	30,37	32,05	34,43	35,84	37,31
Industries métallurgiques de base	37,45	39,19	41,11	42,13	45,11	45,98	47,96
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	31,61	30,12	31,08	32,72	35,92	37,89	38,85
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	32,36	32,46	33,66	34,92	37,70	40,79	40,42
Industrie électrotechnique	28,44	28,89	29,60	30,18	33,57	35,45	35,48
Construction de matériel de transport ...	37,06	36,61	37,36	37,58	42,06	44,68	45,07
Industrie du diamant	23,88	24,90	25,42	25,99	26,72	28,01	31,50
Total des industries manufacturières	27,91	28,56	29,59	31,01	33,26	35,11	36,20
dont : hommes	31,60	32,20	33,30	34,63	37,13	38,95	40,10
femmes	18,58	19,13	20,00	21,10	22,78	24,39	25,45
Construction ¹	30,42	30,72	32,76	33,17	36,21	37,81	38,66
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	29,75	30,24	31,36	32,40	35,00	36,67	37,82
dont : hommes	32,51	32,98	34,16	35,14	37,99	39,60	40,81

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main d'œuvre dans l'industrie européenne. Études et Documents nouvelle série, no 92, 1969 (B.I.T.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par barril	
1956	270	57,9	113	35,5	29	329	788	53,5	2,65
1957	272	56,4	125	36,4	26	219	755	47,7	2,90
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	30	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	93	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1962 3 ^e trimestre	270	34,2	92	35,5	22	234	855	27,3	2,89
4 ^e trimestre	273	33,5	93	34,9	24	234	863	25,0	2,89
1963 1 ^{er} trimestre	279	33,9	103	35,5	23	234	853	28,3	2,89
2 ^e trimestre	273	33,5	107	35,9	22	234	898	28,7	2,89
3 ^e trimestre	253	33,6	104	35,2	20	234	913	25,3	2,89
4 ^e trimestre	270	35,8	111	35,1	20	235	976	25,7	2,89
1964 1 ^{er} trimestre	272	47,3	117	35,3	20	253	1.072	29,7	2,89
1963 Mai	274	33,4	106	35,9	22	234	905	30,5	2,89
Juin	258	34,0	109	35,8	22	234	907	25,0	2,89
Juillet	248	34,1	108	35,4	21	234	901	25,0	2,89
Août	252	33,8	103	35,1	20	234	905	25,0	2,89
Septembre	259	33,8	102	35,0	20	234	934	26,0	2,89
Octobre	269	33,2	106	34,9	20	234	940	26,0	2,89
Novembre	270	36,8	115	35,9	21	234	975	25,0	2,89
Décembre	272	37,3	113	35,2	20	236	1.010	26,0	2,89
1964 Janvier	275	45,4	115	35,3	19	238	1.041	29,0	2,89
Février	273	46,7	119	35,3	20	252	1.109	29,0	2,89
Mars	267	49,9	118	35,4	20	270	1.073	31,0	2,89
Avril	275	48,9	111	35,4	20	312	1.043	32,0	2,89
Mai	p 265	p 48,4		p 35,4	p 21	p 300	p 1.055		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1956	98	102	105	108	100	203
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	95
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1962 3 ^e trimestre	83	90	97	100	89	76
4 ^e trimestre	85	89	97	101	89	83
1963 1 ^{er} trimestre	91	90	99	102	93	91
2 ^e trimestre	94	91	100	103	95	101
3 ^e trimestre	92	89	100	102	94	101
4 ^e trimestre	98	90	103	104	100	125
1964 1 ^{er} trimestre	98	92	104	105	100	110
1963 Mai	95	93	101	103	96	105
Juin	95	91	101	103	96	101
Juillet	94	90	100	102	95	97
Août	91	88	99	102	92	100
Septembre	91	88	100	102	94	106
Octobre	97	90	102	103	100	129
Novembre	99	90	103	104	101	123
Décembre	98	90	103	104	100	122
1964 Janvier	99	94	104	104	102	123
Février	98	91	104	105	100	106
Mars	96	90	104	105	99	102
Avril	97	91	104	106	99	105
Mai	96	92	103	106	98	

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

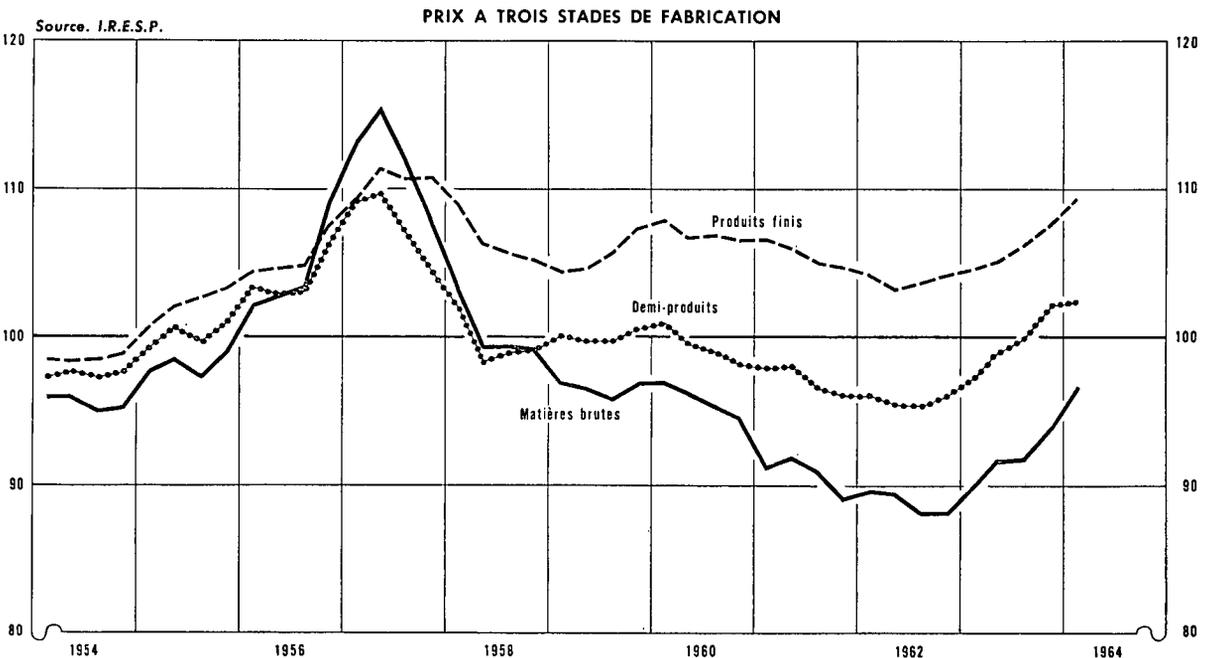
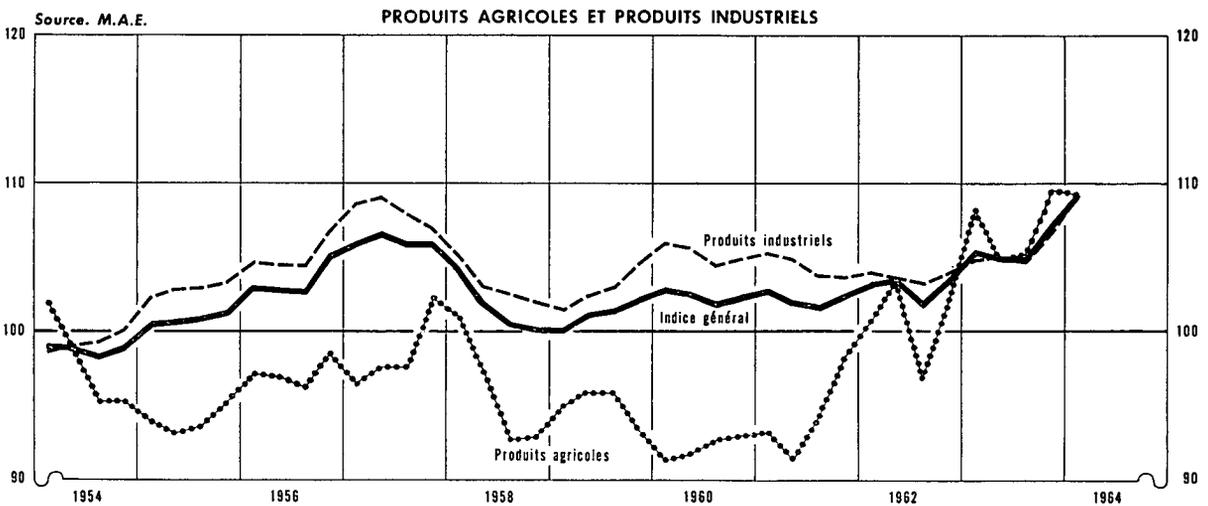
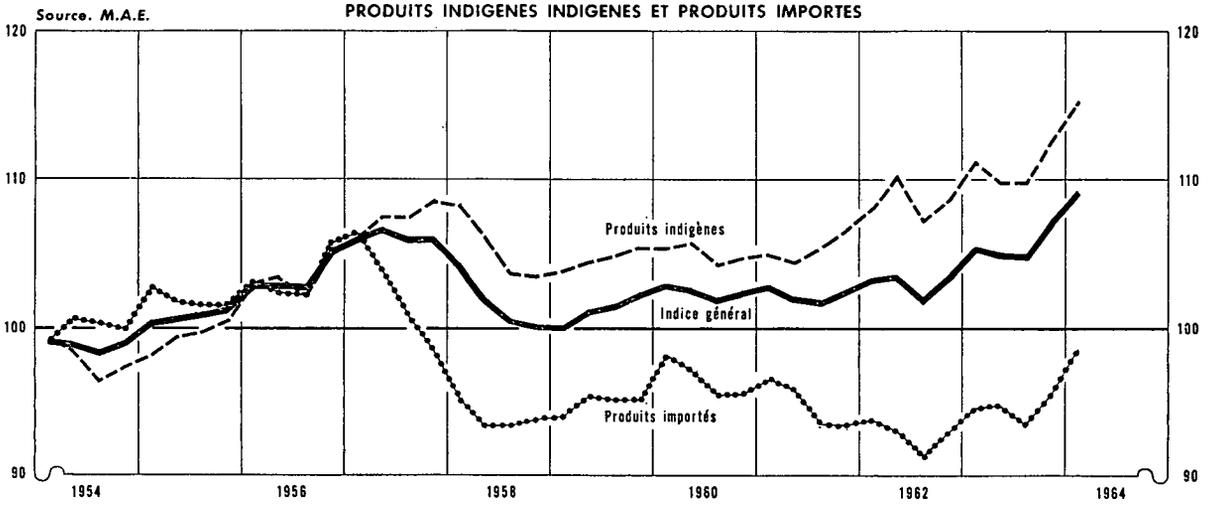
Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels						Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1955	101,0	99,4	101,8	94,0	97,7	90,3	102,9	100,7	105,0	97,7	104,6	105,4	102,9	103,9	102,0
1956	103,5	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,4	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,2	107,0	104,7
1957	106,3	107,4	102,2	98,7	103,1	94,5	108,3	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	105,6	109,2	109,2
1958	101,8	105,4	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,2	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,3	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,4	103,0	108,9
1961	102,4	105,0	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	100,2	103,0	108,5
1962	103,2	108,7	92,7	100,7	106,9	95,1	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,5	103,1	108,6
1963	105,8	110,9	94,5	107,0	117,8	97,5	105,4	99,7	109,4	95,4	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1962 3 ^e trimestre	102,1	107,4	91,3	96,9	102,2	92,1	103,4	97,5	108,3	89,5	103,0	127,9	96,6	103,0	108,4
1962 4 ^e trimestre	103,6	108,7	92,9	102,0	108,7	95,9	104,0	98,2	108,2	91,0	104,4	128,6	97,3	103,1	109,3
1963 1 ^{er} trimestre	105,5	111,3	94,5	108,2	114,5	102,3	104,9	98,3	108,5	94,4	105,8	129,0	98,2	103,9	110,2
1963 2 ^e trimestre	105,1	109,9	94,7	104,9	113,5	97,2	105,1	99,6	108,9	94,4	105,3	130,0	98,4	103,9	110,6
1963 3 ^e trimestre	105,0	109,9	93,5	105,2	118,7	93,7	104,9	99,4	109,7	94,6	103,9	130,1	97,6	104,1	110,5
1963 4 ^e trimestre	107,4	112,6	95,6	109,7	125,1	96,9	106,9	101,9	110,6	98,4	105,3	131,1	100,9	106,3	111,5
1964 1 ^{er} trimestre	109,3	115,3	98,5	109,3	126,2	95,3	109,3	103,0	113,1	100,6	108,1	135,4	103,5	108,4	114,0
1963 Mars	105,4	110,9	94,8	107,5	112,7	102,7	104,8	98,3	109,2	93,6	106,0	129,0	98,6	103,4	110,2
1963 Avril	105,0	110,1	94,5	104,7	110,7	99,1	105,0	99,2	108,3	93,8	106,4	129,9	98,3	103,6	110,8
1963 Mai	105,0	109,6	95,2	104,5	113,6	96,4	105,1	99,6	109,0	94,3	105,5	129,9	98,3	104,0	110,6
1963 Juin	105,2	110,0	94,3	105,5	116,3	96,1	105,1	99,9	108,9	95,2	104,1	130,1	98,7	104,0	110,4
1963 Juillet	104,7	109,5	93,4	104,3	115,7	94,5	104,8	99,1	109,6	94,6	103,9	130,1	97,6	104,0	110,4
1963 Août	104,8	109,5	93,4	104,6	119,7	92,0	104,8	99,2	109,7	94,4	104,0	130,1	97,5	104,2	110,3
1963 Septembre	105,4	110,7	93,6	106,7	120,8	94,7	105,0	99,9	109,9	94,9	103,8	130,1	97,7	104,2	110,8
1963 Octobre	106,2	111,3	94,4	107,7	120,8	96,8	105,9	100,6	110,2	96,5	104,6	130,6	99,2	105,2	111,0
1963 Novembre	107,4	112,5	95,5	109,0	124,3	96,1	107,0	101,8	110,6	99,1	105,1	130,6	101,4	106,5	111,4
1963 Décembre	108,7	113,9	96,8	112,4	130,1	97,9	107,8	103,4	110,0	99,7	106,2	132,1	102,2	107,3	112,1
1964 Janvier	109,2	115,6	97,7	112,5	129,7	98,3	108,4	102,9	111,6	100,3	107,7	132,1	102,7	107,6	112,9
1964 Février	109,2	115,0	98,6	107,2	123,5	93,7	109,6	103,3	113,5	101,1	108,2	136,2	104,1	108,6	114,3
1964 Mars	109,6	115,3	99,2	108,1	125,3	94,0	109,9	102,9	114,1	100,3	108,3	137,8	103,7	109,1	114,9
1964 Avril	110,2	116,3	98,6	110,4	124,1	98,8	110,1	103,0	114,6	99,1	109,3	138,2	103,5	109,7	114,9
1964 Mai	110,3	116,3	99,1	110,8	126,5	97,7	110,1	103,9	115,1	98,4	108,3	138,2	104,1	109,7	114,7

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

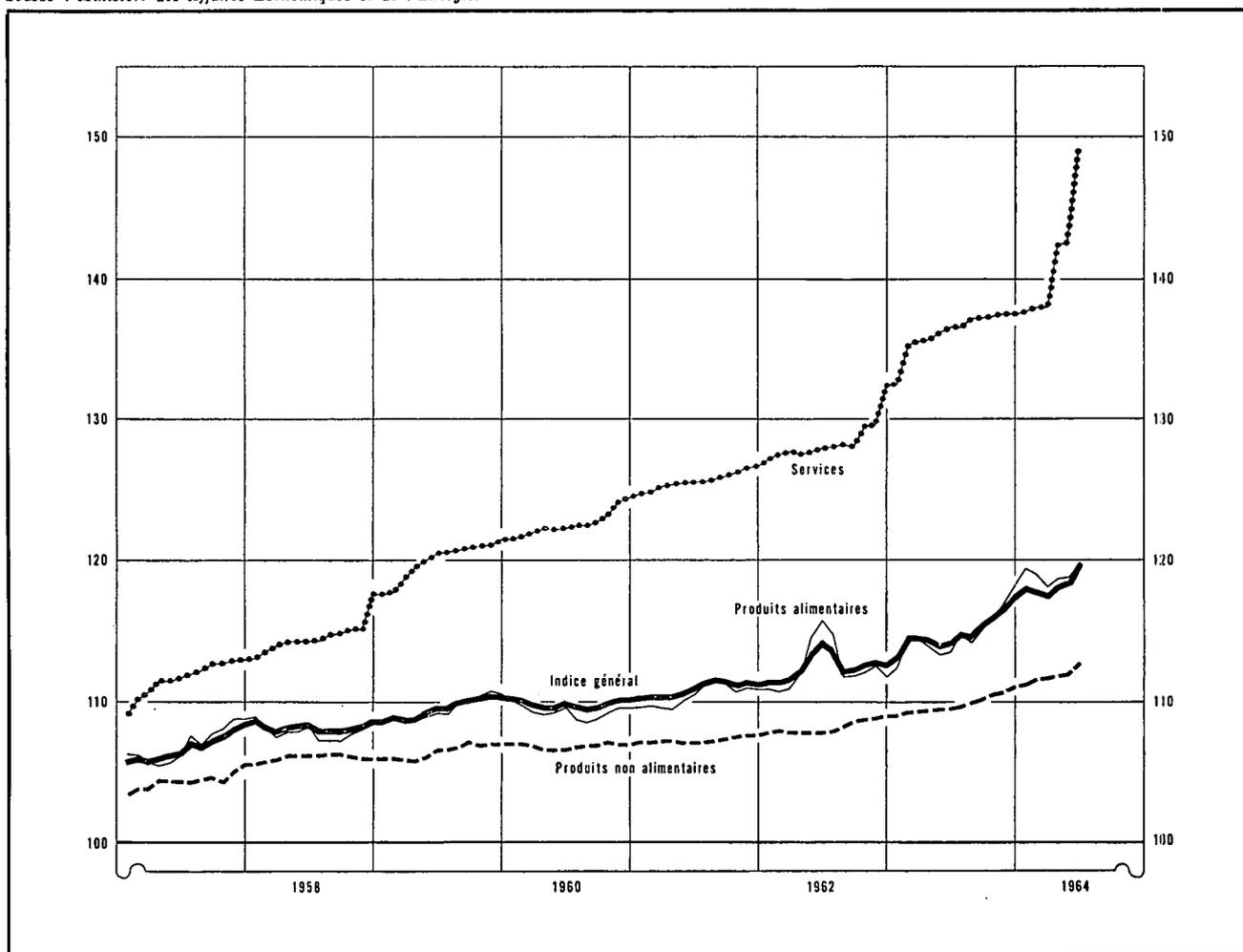
Base 1953 = 100



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

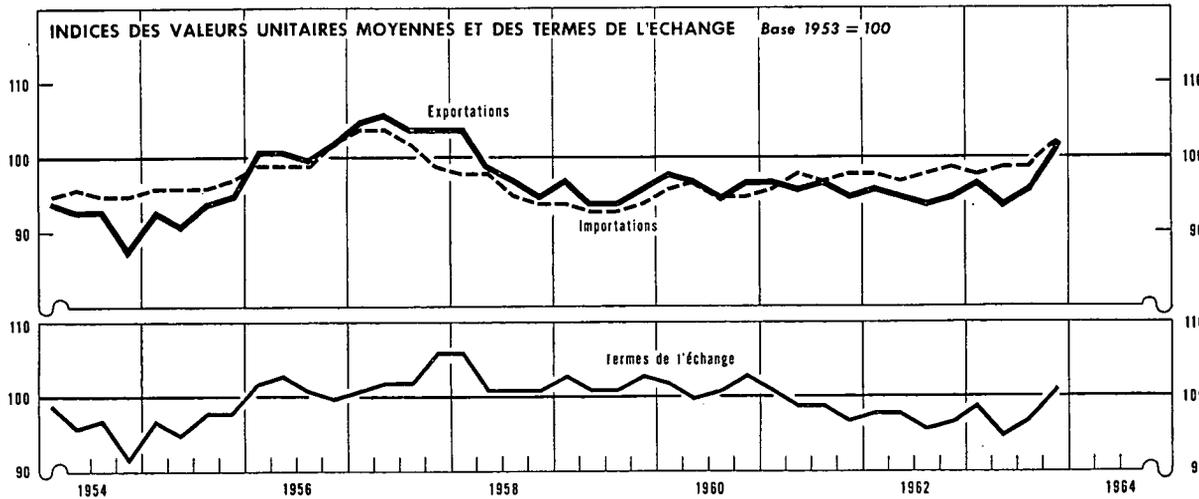
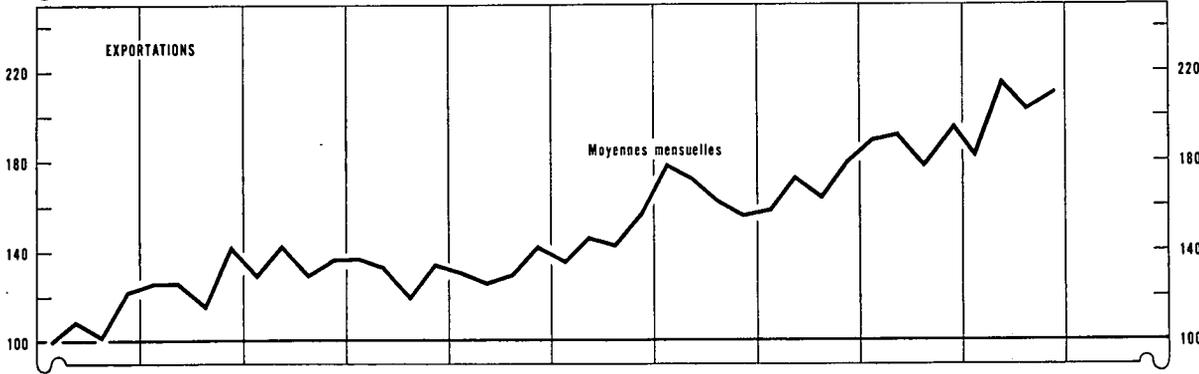
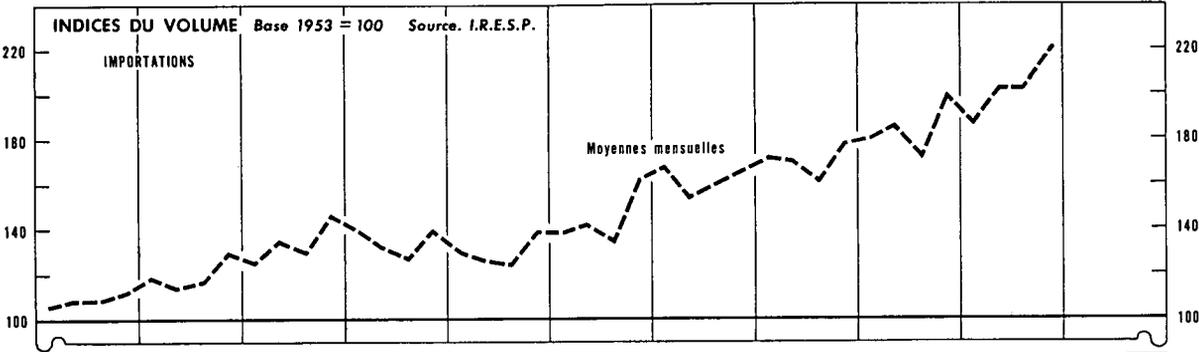
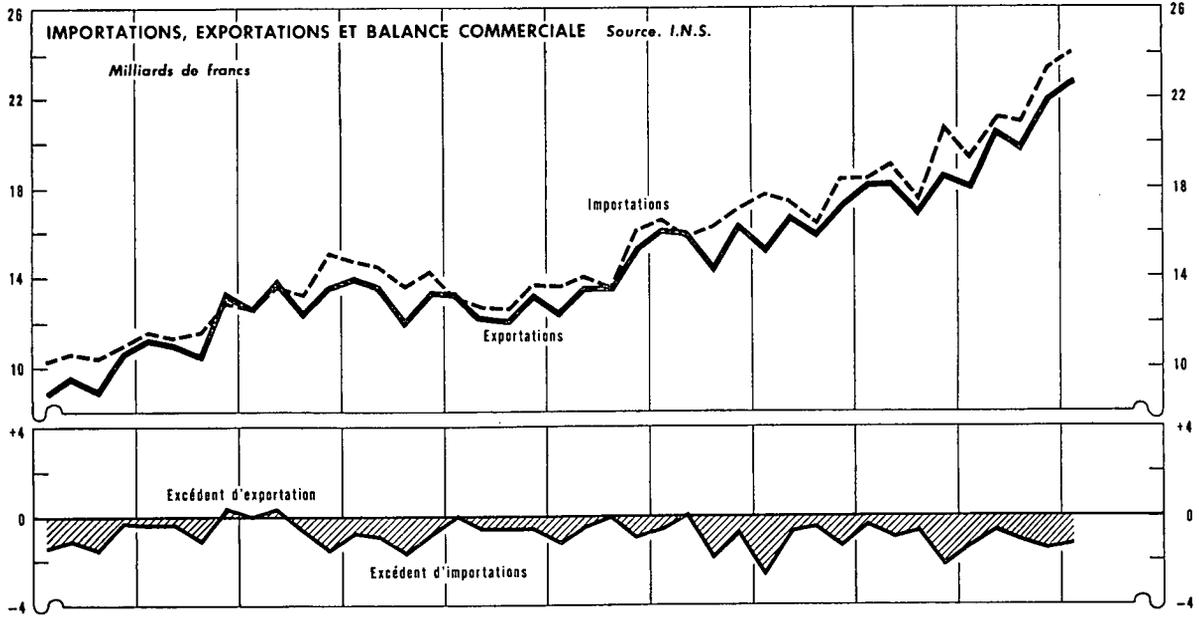
Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 69 produits		Produits alimentaires 85 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964
1954	101,30		102,7		99,2		100,0	
1955	100,80		101,6		99,2		101,0	
1956	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963	115,05		114,7		109,9		136,3	
1 ^{er} trimestre	114,13	117,90	113,7	118,8	109,3	111,6	134,5	137,9
2 ^e trimestre	114,26	118,86	113,6	119,1	109,6	112,2	136,2	144,6
3 ^e trimestre	115,07		114,6		110,0		137,0	
4 ^e trimestre	116,70		117,0		110,8		137,5	
Janvier	113,19	118,11	112,4	119,4	109,1	111,3	132,5	137,6
Février	114,58	117,98	114,4	119,0	109,3	111,7	135,4	138,0
Mars	114,63	117,61	114,4	118,0	109,4	111,8	135,6	138,0
Avril	114,42	118,21	113,9	118,6	109,5	111,9	135,8	142,4
Mai	114,10	118,50	113,3	118,8	109,6	112,0	136,2	142,5
Juin	114,27	119,88	113,5	119,8	109,6	112,8	136,6	149,0
Juillet	114,91		114,7		109,7		136,6	
Août	114,77		114,1		110,0		137,2	
Septembre	115,54		115,1		110,3		137,3	
Octobre	116,02		115,9		110,6		137,4	
Novembre	116,57		116,8		110,8		137,5	
Décembre	117,51		118,2		111,1		137,5	

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industria*, revue de la F.I.B. — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt*. — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique* (O.N.U.). — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Bulletins statistiques : Statistiques générales* (O.C.D.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Journaux financiers* : *Agéfi*, *Het Financieel Dagblad*, *The Financial Times*, *L'Information*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.R.E.S.P.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1953 = 100			des termes de l'échange ¹	
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		
1956	13,6	13,2	- 0,4	97	135	135	100	101	101
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	137	132	102	105	103
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	131	133	96	98	102
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	145	146	93	95	102
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	160	164	96	97	102
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	171	169	97	96	99
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	185	189	98	95	97
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	203	204	99	97	98
1962 3 ^e trimestre	17,6	17,0	- 0,6	97	173	179	98	94	96
4 ^e trimestre	20,8	18,7	- 2,1	90	200	196	98	95	97
1963 1 ^{er} trimestre	19,4	18,1	- 1,3	93	188	183	98	96	98
2 ^e trimestre	21,2	20,6	- 0,6	98	202	216	99	94	95
3 ^e trimestre	21,0	19,9	- 1,1	95	201	203	99	96	97
4 ^e trimestre	23,6	22,0	- 1,6	93	222	211	101	102	101
1964 1 ^{er} trimestre	24,1	22,8	- 1,3	95					
1963 Janvier-avril	19,9	18,9	- 1,0	95					
1964 Janvier-avril	24,4	23,2	- 1,2	95					
1963 Avril	21,1	21,1	-	100					
Mai	21,6	21,1	- 0,5	98					
Juin	19,9	19,7	- 0,2	99					
Juillet	20,0	21,0	+ 1,0	105					
Août	20,6	18,1	- 2,5	88					
Septembre	20,9	20,5	- 0,4	98					
Octobre	24,2	24,7	+ 0,5	102					
Novembre	22,1	20,3	- 1,8	92					
Décembre	22,8	21,0	- 1,8	92					
1964 Janvier	24,6	22,5	- 2,1	92					
Février	23,7	22,4	- 1,3	94					
Mars	24,0	23,4	- 0,6	97					
Avril	25,5	24,4	- 1,1	96					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indice des prix à l'importation}}$

N. B. — En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS
(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
<i>Ancienne série</i>												
1955	2,5	2,1	1,1	1,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	1,2	11,6
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
<i>Nouvelle série</i>												
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
1962 2 ^e trimestre	3,36	4,46	1,45	2,90	1,35	0,22	0,48	0,54	0,75	0,54	2,11	18,16
3 ^e trimestre	3,03	4,19	1,18	2,72	1,20	0,22	0,47	0,47	0,78	0,62	2,14	17,02
4 ^e trimestre	3,14	4,35	1,42	3,16	1,25	0,22	0,41	0,51	0,88	0,96	2,35	18,65
1963 1 ^{er} trimestre	2,99	4,34	1,33	3,04	1,33	0,16	0,51	0,47	0,90	0,91	2,16	18,14
2 ^e trimestre	3,35	5,35	1,62	3,23	1,49	0,28	0,67	0,47	0,90	0,80	2,49	20,65
3 ^e trimestre	3,24	4,96	1,51	3,02	1,41	0,26	0,80	0,53	0,96	0,80	2,39	19,88
4 ^e trimestre	3,25	5,46	1,71	3,65	1,60	0,29	0,66	0,55	1,08	1,03	2,71	21,99
1963 Février	2,48	4,01	1,25	2,87	1,29	0,09	0,42	0,43	0,82	0,81	2,03	16,50
Mars	3,47	4,82	1,58	3,34	1,49	0,20	0,69	0,46	0,96	1,06	2,42	20,49
Avril	3,49	5,42	1,72	3,28	1,53	0,33	0,60	0,49	0,78	0,96	2,52	21,12
Mai	3,30	5,69	1,54	3,23	1,46	0,27	0,79	0,49	1,15	0,72	2,47	21,11
Juin	3,27	4,95	1,60	3,18	1,50	0,24	0,63	0,43	0,79	0,71	2,41	19,71
Juillet	3,43	5,75	1,60	3,07	1,45	0,24	0,75	0,53	1,02	0,74	2,45	21,03
Août	3,18	4,30	1,23	2,73	1,43	0,26	0,91	0,49	0,60	0,72	2,28	18,13
Septembre	3,10	4,81	1,69	3,26	1,35	0,27	0,74	0,56	1,27	0,96	2,46	20,47
Octobre	3,71	6,06	1,93	4,14	1,84	0,28	0,78	0,60	1,13	1,33	2,91	24,71
Novembre	2,96	5,14	1,43	3,26	1,42	0,28	0,63	0,51	1,11	0,91	2,62	20,27
Décembre	3,08	5,13	1,83	3,55	1,51	0,31	0,57	0,53	1,01	0,86	2,62	21,00
1964 Janvier	3,70	5,95	1,66	3,53	1,61	0,37	0,78	0,58	1,01	0,78	2,57	22,54
Février	3,61	5,77	1,64	3,64	1,48	0,37	0,71	0,57	1,11	0,70	2,84	22,44

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV^e année, vol. II, n° 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, n° 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, n° 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, n° 1, juillet 1962; de l'année 1962 : XXXVIII^e année, vol. II, n° 1-2, juillet-août 1963.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total	non durables			durables 12		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques 9	autres produits 10		alimentaires				autres 11	
													liquides 8	autres					produits animaux					produits végétaux
Ancienne série																								
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74			541	439	250	983	2.263	349	643		1.271	1.164	10.624		
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306	1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	11.850		
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367	1.178	2.554	385	735		1.434	1.647	13.635		
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401	1.257	2.844	404	767		1.673	1.644	14.302		
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410	1.133	2.758	351	742		1.665	1.683	13.037		
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445	1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.690	14.341		
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666	1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	16.488		
1960 2 ^e trimestre	11.707	3.931	1.214	1.216	912	342	170	293	107	232		894	672	696	1.028	3.109	380	761	315	1.653	1.897	16.713		
Nouvelle série																								
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.630	1.850	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	283	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.224	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.571	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.886	21.300
1962 1 ^{er} trimestre	12.758	4.259	1.683	1.505	733	194	222	220	94	213	79	627	457	720	756	308	688	3.281	367	742	337	1.835	2.472	18.511
2 ^e trimestre	13.115	4.461	1.566	1.523	792	206	182	226	100	259	72	765	396	765	766	313	723	3.411	346	914	313	1.838	2.542	19.068
3 ^e trimestre	11.948	4.233	1.316	1.289	686	344	171	239	102	271	57	474	368	720	702	293	683	3.268	365	754	319	1.830	2.370	17.586
4 ^e trimestre	14.127	4.597	1.761	1.541	874	323	215	263	114	268	92	768	438	923	835	330	785	3.731	432	936	321	2.042	2.900	20.758
1963 1 ^{er} trimestre	13.373	4.435	1.666	1.485	843	168	234	220	109	203	84	855	520	756	809	304	682	3.582	394	808	336	2.044	2.449	19.404
2 ^e trimestre	14.187	4.723	1.561	1.297	945	291	217	260	118	309	87	898	366	1.013	941	344	817	4.011	374	1.003	372	2.262	2.976	21.174
3 ^e trimestre	14.051	4.494	1.621	1.373	913	434	194	277	121	319	71	986	312	973	848	344	771	4.018	512	892	354	2.260	2.949	21.018
4 ^e trimestre	15.968	5.147	1.798	1.763	1.052	369	231	304	127	329	87	994	375	1.097	993	386	916	4.463	568	975	376	2.544	3.174	23.605

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée, à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

VIII - 4 a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	94,5	96,8	101,3	104,7	95,7	94,4	96,5	95,9	94,5	95,8	96,6	95,6	95,9	95,5	94,7	93,7	94,3
Biens de consommation	98,4	96,7	95,7	97,3	94,1	91,2	91,3	93,3	93,2	92,9	93,3	92,8	94,6	93,0	94,7	93,3	94,3
Biens d'équipement	93,6	95,9	94,3	102,3	101,6	93,6	99,1	102,8	108,4	103,9	106,7	104,4	105,1	108,8	108,1	110,3	108,4
Ensemble ...	95,1	96,7	99,1	102,8	96,1	93,6	95,6	96,1	95,7	95,9	96,8	95,9	96,5	96,5	96,1	95,3	95,7
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	88,5	98,9	110,2	118,0	104,0	96,9	107,1	102,4	97,4	103,6	103,5	102,3	100,8	98,5	97,6	96,6	96,8
Fabrications métalliques	90,1	94,0	97,3	107,5	104,1	99,1	96,8	98,6	99,1	98,3	98,3	98,8	100,2	100,0	99,3	99,7	99,3
Métaux non ferreux	95,7	110,7	121,1	99,2	83,6	93,1	97,5	92,5	91,4	91,8	94,7	91,1	92,7	92,8	91,8	90,1	91,1
Textiles	94,5	90,0	88,2	90,8	82,0	77,7	82,1	83,1	82,7	82,8	82,8	83,5	83,4	82,8	82,8	82,7	82,6
Produits chimiques	96,9	99,0	97,9	93,4	90,9	89,6	89,2	89,6	85,9	91,3	88,9	88,5	90,8	87,1	87,7	85,4	85,5
Industrie houillère	90,5	92,6	112,0	130,5	127,1	104,0	94,8	89,3	91,4	92,1	89,0	87,0	89,9	86,7	89,2	93,5	97,3
Industrie pétrolière	93,2	94,8	170,6	210,3	202,5	190,1	172,4	172,4	168,3	177,9	175,5	167,7	170,7	171,5	170,5	166,2	167,6
Verres et glaces	97,9	101,2	108,2	110,1	111,3	111,4	110,7	112,5	111,0	111,8	113,5	114,5	113,2	113,3	112,2	110,1	108,7
Produits agricoles	105,4	101,9	113,2	108,0	106,6	105,9	104,7	106,9	111,9	106,2	107,8	104,0	108,7	112,5	116,6	109,0	112,2
Ciments	100,1	96,9	102,0	101,6	102,6	100,1	97,0	101,6	100,9	99,4	98,3	103,1	104,8	105,2	100,8	100,6	98,2
Carrières	99,9	105,1	111,7	120,3	118,4	113,8	120,3	116,3	114,7	121,6	116,3	115,2	113,8	119,0	113,0	116,6	112,6
Céramiques	96,4	102,9	110,1	114,5	113,8	111,3	100,5	103,7	108,9	103,3	100,8	103,9	104,1	104,4	109,0	111,4	108,4
Bois et meubles	97,0	103,7	105,7	108,7	103,2	99,6	101,5	102,5	100,1	101,8	104,0	101,0	102,3	98,1	100,2	100,1	100,7
Peaux, cuirs et chaussures	89,4	82,5	83,2	89,2	86,0	93,7	95,1	94,8	93,5	95,9	90,4	96,2	95,9	98,3	93,2	93,5	96,2
Papier et livre	98,4	98,9	96,7	95,8	96,7	89,5	91,3	89,3	92,1	92,4	91,8	90,8	91,4	92,6	92,5	92,8	90,4
Tabacs manufacturés	92,8	94,5	93,0	94,7	93,3	88,9	89,3	93,8	104,2	89,1	93,8	95,9	96,5	97,9	103,8	114,7	101,5
Caoutchouc	93,0	96,7	96,6	92,7	88,6	86,3	82,1	78,4	76,4	79,6	77,7	78,4	78,1	76,4	78,4	76,0	74,6
Industries alimentaires	101,4	96,7	94,0	100,5	91,7	83,5	83,5	83,5	82,1	83,4	83,4	84,0	84,3	82,7	81,3	82,2	84,0
Divers	84,2	85,1	87,6	106,5	102,5	101,6	97,7	92,3	90,0	92,7	95,1	89,3	92,5	86,9	99,8	85,6	93,2
Ensemble ...	92,8	96,6	101,5	105,8	98,3	94,8	97,1	96,2	94,9	96,5	96,5	95,8	96,5	95,5	95,4	94,5	94,9
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	97,6	99,9	102,4	102,9	102,3	101,3	101,6	100,1	99,2	100,6	99,7	99,9	100,0	99,0	99,3	99,2	99,2

¹ Indices des termes de l'échange : $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

VIII - 4 b. — INDICES DU VOLUME

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
										IMPORTATIONS (C.I.F.)							
Biens de production	113,6	124,5	136,7	137,4	131,6	146,5	163,8	172,3	191,6	172,0	173,5	163,8	184,4	186,9	192,1	178,3	206,6
Biens de consommation	101,2	108,4	118,7	129,1	129,2	143,3	157,1	165,6	170,4	169,2	166,7	160,4	173,9	168,4	169,7	165,8	188,0
Biens d'équipement	110,5	114,4	142,8	137,4	141,7	159,4	174,2	209,4	228,9	200,5	208,3	197,4	215,1	219,7	227,2	215,7	243,5
Ensemble ...	110,6	119,7	133,8	135,7	132,4	147,5	163,9	175,2	191,5	174,6	175,9	166,7	185,7	186,9	191,7	180,1	207,3
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	107,0	131,2	143,3	140,1	140,8	156,0	179,4	165,4	179,1	146,4	178,1	168,6	169,4	182,1	187,7	171,4	176,6
Fabrications métalliques	114,9	131,6	137,8	137,4	149,1	162,7	194,6	210,6	245,6	205,1	232,7	204,3	231,8	250,2	263,7	232,3	237,3
Métaux non ferreux	107,2	110,3	118,8	110,5	122,0	135,8	151,7	161,0	165,0	174,0	155,9	149,3	166,9	167,0	174,5	145,9	172,8
Textiles	110,2	119,8	133,2	134,9	122,6	146,6	158,8	170,4	194,3	167,8	169,8	160,7	184,4	194,3	194,3	180,5	211,6
Produits chimiques	115,7	125,2	137,6	152,5	161,2	186,3	185,7	198,7	209,8	198,1	204,6	199,6	195,0	219,4	223,1	205,5	202,3
Industrie houillère	130,0	163,7	121,0	108,7	78,9	62,2	65,0	71,6	69,5	58,2	71,2	80,1	76,8	76,8	71,1	66,8	63,4
Industrie pétrolière	104,8	128,0	160,3	140,3	171,3	171,5	177,8	166,4	183,4	136,5	164,8	194,2	170,2	193,5	185,5	186,7	164,1
Verres et glaces	117,0	153,9	163,6	145,6	159,6	207,8	229,4	231,7	269,5	200,7	214,0	258,5	226,6	275,3	283,1	246,8	272,0
Produits agricoles	112,9	131,1	151,7	137,1	191,1	185,2	191,3	211,2	263,8	237,2	183,5	199,1	271,3	250,9	216,1	295,5	320,4
Ciments	91,4	103,7	89,4	94,3	66,1	75,7	71,5	73,6	72,3	47,5	83,4	89,7	73,6	57,7	78,5	73,8	79,0
Carrières	103,1	114,8	126,4	125,8	116,1	129,3	136,5	152,7	178,7	122,0	161,5	165,2	165,7	149,5	191,3	195,5	188,7
Céramiques	119,5	135,8	147,6	124,9	112,9	136,3	195,0	259,0	221,7	189,5	281,2	297,6	290,6	229,0	245,5	206,9	235,4
Bois et meubles	110,5	162,0	187,1	179,6	158,4	205,0	257,1	325,5	454,7	276,4	333,7	326,8	408,3	417,3	460,9	427,1	545,5
Peaux, cuirs et chaussures	107,6	123,8	128,0	113,9	115,6	139,8	143,9	185,2	203,3	185,6	188,9	179,2	190,7	195,8	207,4	197,2	204,1
Papier et livre	125,9	146,8	180,4	202,8	206,0	234,8	274,7	288,7	333,2	274,4	297,8	277,7	284,9	328,0	334,6	343,6	373,3
Tabacs manufacturés	89,0	131,5	172,0	244,2	295,2	372,5	436,6	527,8	493,5	537,9	520,4	511,3	540,9	548,4	425,9	474,5	524,1
Caoutchouc	121,9	148,4	181,2	167,4	167,7	196,2	209,3	248,4	277,7	232,7	276,5	226,0	266,6	274,5	281,7	259,3	304,3
Industries alimentaires	74,3	96,0	97,2	92,7	100,3	113,1	130,9	154,6	186,4	142,2	143,1	159,3	174,4	179,0	185,4	170,1	213,5
Divers	85,6	94,8	110,8	85,9	86,8	101,9	120,2	128,4	133,4	138,7	120,4	123,7	135,2	156,3	96,6	155,0	125,2
Ensemble ...	109,4	125,7	135,3	131,8	134,7	150,3	168,3	175,0	195,3	167,6	179,9	173,0	185,1	197,7	200,4	186,9	198,8

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1955	1,64	1,36	- 0,28	1,47	1,16	- 0,31	1,56	2,40	+ 0,83
1956	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,23	1,46	- 0,77	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1962 3 ^e trimestre	3,48	3,21	- 0,27	2,49	1,97	- 0,52	2,64	3,85	+ 1,21
4 ^e trimestre	3,79	3,56	- 0,23	3,10	2,53	- 0,57	3,07	4,36	+ 1,29
1963 1 ^{er} trimestre	3,56	3,25	- 0,31	2,93	2,59	- 0,34	2,92	3,98	+ 1,06
2 ^e trimestre	4,09	3,90	- 0,19	3,31	3,12	- 0,19	3,12	4,72	+ 1,60
3 ^e trimestre	4,10	3,78	- 0,32	2,89	2,72	- 0,17	3,10	4,54	+ 1,44
4 ^e trimestre	4,66	4,00	- 0,66	3,70	3,32	- 0,38	3,42	4,98	+ 1,56
1964 1 ^{er} trimestre p	4,69	4,18	- 0,51	3,89	3,53	- 0,36	3,59	5,25	+ 1,66
1963 Avril	4,16	4,02	- 0,14	3,35	3,42	+ 0,07	3,10	4,70	+ 1,60
Mai	4,20	4,02	- 0,18	3,43	3,02	- 0,41	3,26	4,95	+ 1,69
Juin	3,86	3,68	- 0,18	3,11	2,91	- 0,20	2,96	4,49	+ 1,53
Juillet	3,88	3,60	- 0,28	2,95	2,92	- 0,03	2,80	5,15	+ 2,35
Août	3,99	3,75	- 0,24	2,74	2,09	- 0,65	2,97	3,91	+ 0,94
Septembre	4,36	3,99	- 0,37	2,91	3,15	+ 0,24	3,44	4,55	+ 1,11
Octobre	4,66	4,36	- 0,30	3,95	3,39	- 0,56	3,74	5,36	+ 1,62
Novembre	4,52	3,81	- 0,71	3,36	3,25	- 0,11	3,29	4,79	+ 1,50
Décembre	4,57	3,82	- 0,75	3,74	3,34	- 0,40	3,18	4,78	+ 1,60
1964 Janvier	4,45	3,80	- 0,65	3,75	3,54	- 0,21	3,71	5,04	+ 1,33
Février	4,64	4,16	- 0,48	3,98	3,56	- 0,42	3,48	5,13	+ 1,65
Mars p	4,97	4,60	- 0,37	3,95	3,50	- 0,45	3,57	5,55	+ 1,98
Avril p		4,64			3,71			5,84	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1955	0,18	0,25	+ 0,07	4,87	5,17	+ 0,30	6,78	7,44	+ 0,66
1956	0,20	0,26	+ 0,07	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,01	5,72	- 0,29	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1962 3 ^e trimestre	0,57	0,63	+ 0,06	9,18	9,66	+ 0,48	11,77	12,47	+ 0,70
4 ^e trimestre	0,57	0,86	+ 0,29	10,53	11,31	+ 0,78	13,68	14,45	+ 0,77
1963 1 ^{er} trimestre	0,62	0,93	+ 0,31	10,03	10,75	+ 0,72	12,94	13,83	+ 0,89
2 ^e trimestre	0,71	0,99	+ 0,28	11,23	12,73	+ 1,50	14,40	16,05	+ 1,65
3 ^e trimestre	0,82	1,08	+ 0,26	10,91	12,12	+ 1,21	13,85	15,21	+ 1,36
4 ^e trimestre	0,79	1,14	+ 0,35	12,57	13,44	+ 0,87	16,14	16,97	+ 0,83
1964 1 ^{er} trimestre p	0,89	1,00	+ 0,11	13,06	13,96	+ 0,90	16,45	17,36	+ 0,91
1963 Avril	0,71	0,99	+ 0,28	11,32	13,13	+ 1,81	14,31	16,48	+ 2,17
Mai	0,74	0,95	+ 0,21	11,63	12,94	+ 1,31	14,87	16,34	+ 1,47
Juin	0,68	1,04	+ 0,36	10,61	12,12	+ 1,51	13,85	15,34	+ 1,49
Juillet	0,78	0,98	+ 0,20	10,41	12,65	+ 2,24	13,24	15,86	+ 2,62
Août	0,82	1,02	+ 0,20	10,52	10,77	+ 0,25	13,54	13,88	+ 0,34
Septembre	0,80	1,25	+ 0,45	11,51	12,94	+ 1,43	14,34	15,91	+ 1,57
Octobre	0,95	1,33	+ 0,38	13,30	14,44	+ 1,14	17,05	18,67	+ 1,62
Novembre	0,70	1,07	+ 0,37	11,87	12,92	+ 1,05	15,27	15,75	+ 0,48
Décembre	0,72	1,01	+ 0,29	12,21	12,95	+ 0,74	15,60	16,48	+ 0,88
1964 Janvier	0,83	0,96	+ 0,13	12,74	13,34	+ 0,60	16,05	17,01	+ 0,96
Février	0,95	1,03	+ 0,08	13,05	13,87	+ 0,82	16,52	17,13	+ 0,61
Mars p	0,90	1,00	+ 0,10	13,40	14,65	+ 1,25	16,79	17,93	+ 1,14
Avril p		0,93			15,12				

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.
2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1955	1,31	1,01	- 0,30	1,00	0,74	- 0,26	1,12	0,80	- 0,32
1956	1,70	1,26	- 0,44	1,10	0,84	- 0,26	1,14	0,94	- 0,20
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,98	0,72	- 0,26	0,95	0,80	- 0,15
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,94	0,81	- 0,13
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1962 3 ^e trimestre	1,67	1,61	- 0,06	1,44	0,87	- 0,57	0,93	0,68	- 0,25
4 ^e trimestre	2,00	1,52	- 0,48	1,65	0,99	- 0,66	1,17	0,78	- 0,39
1963 1 ^{er} trimestre	1,77	1,53	- 0,24	1,69	1,04	- 0,65	1,19	0,86	- 0,33
2 ^e trimestre	1,97	1,72	- 0,25	1,84	1,23	- 0,61	1,37	0,80	- 0,57
3 ^e trimestre	1,90	1,83	- 0,07	1,62	1,11	- 0,51	1,42	0,73	- 0,69
4 ^e trimestre	2,23	1,77	- 0,46	1,89	1,24	- 0,65	1,19	0,84	- 0,35
1964 1 ^{er} trimestre p	2,16	1,88	- 0,28	1,79	1,24	- 0,55			
1963 Avril	2,05	1,75	- 0,30	1,67	1,17	- 0,50	1,26	0,82	- 0,44
Mai	1,78	1,88	+ 0,10	1,88	1,28	- 0,60	1,32	0,82	- 0,50
Juin	2,07	1,53	- 0,54	1,94	1,23	- 0,71	1,16	0,76	- 0,40
Juillet	1,88	2,00	+ 0,12	1,60	1,21	- 0,39	1,49	0,85	- 0,64
Août	1,88	1,54	- 0,34	1,64	1,09	- 0,55	1,35	0,68	- 0,67
Septembre	1,86	1,96	+ 0,10	1,54	1,04	- 0,50	1,00	0,67	- 0,33
Octobre	2,23	2,42	+ 0,19	2,06	1,54	- 0,52	0,93	0,96	+ 0,03
Novembre	2,08	1,44	- 0,64	1,85	0,94	- 0,91	1,06	0,71	- 0,35
Décembre	2,27	1,47	- 0,80	1,71	1,26	- 0,45	1,28	0,83	- 0,45
1964 Janvier	2,24	1,88	- 0,36	1,70	1,39	- 0,31	1,65	1,09	- 0,56
Février	2,15	1,90	- 0,25	1,88	1,24	- 0,64	1,20	0,99	- 0,21
Mars p	2,09	1,87	- 0,22	1,80	1,08	- 0,72			
Avril p		2,14			1,32				

Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine ¹			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1955	0,60	0,55	- 0,05	0,97	0,55	- 0,42	0,86	0,41	+ 0,05
1956	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959	0,63	0,72	+ 0,09	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,61	0,50	- 0,11
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,67	0,46	- 0,21
1962 2 ^e trimestre	0,93	0,59	- 0,34	0,88	0,22	- 0,66	0,52	0,57	+ 0,05
3 ^e trimestre	0,83	0,55	- 0,28	0,77	0,20	- 0,57	0,65	0,46	- 0,19
4 ^e trimestre	0,91	0,51	- 0,40	0,71	0,16	- 0,55	0,78	0,44	- 0,34
1963 1 ^{er} trimestre	0,89	0,44	- 0,45	0,72	0,17	- 0,55	0,52	0,38	- 0,14
2 ^e trimestre	0,86	0,45	- 0,41	0,67	0,18	- 0,49	0,63	0,47	- 0,16
3 ^e trimestre	0,98	0,46	- 0,52	0,72	0,20	- 0,52	0,76	0,47	- 0,29
4 ^e trimestre	0,96	0,51	- 0,45	0,72	0,27	- 0,45	0,78	0,53	- 0,25
1963 Février	0,84	0,37	- 0,47	0,49	0,17	- 0,32	0,50	0,28	- 0,22
Mars	0,93	0,46	- 0,47	0,60	0,16	- 0,44	0,51	0,45	- 0,06
Avril	0,86	0,45	- 0,41	0,76	0,18	- 0,58	0,51	0,44	- 0,07
Mai	0,90	0,44	- 0,46	0,89	0,17	- 0,72	0,63	0,56	- 0,07
Juin	0,74	0,47	- 0,27	0,30	0,20	- 0,10	0,72	0,41	- 0,31
Juillet	0,93	0,48	- 0,45	0,63	0,19	- 0,44	0,71	0,46	- 0,25
Août	1,01	0,52	- 0,49	0,85	0,18	- 0,67	0,84	0,41	- 0,43
Septembre	0,95	0,38	- 0,57	0,61	0,23	- 0,38	0,68	0,52	- 0,16
Octobre	1,06	0,59	- 0,47	0,79	0,26	- 0,53	0,75	0,52	- 0,23
Novembre	0,74	0,44	- 0,30	0,70	0,31	- 0,39	0,63	0,44	- 0,19
Décembre	0,83	0,50	- 0,33	0,53	0,23	- 0,30	0,81	0,62	- 0,19
1964 Janvier	1,05	0,59	- 0,46	0,92	0,28	- 0,64	0,75	0,55	- 0,20
Février	0,93	0,58	- 0,35	0,86	0,29	- 0,57	0,60	0,43	- 0,17

¹ Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — *cfr.* N.B. du tableau V111 - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travaux à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :										
a) valeurs belges	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 0,5	+ 1,5
b) valeurs étrang.	-	-	-	-	-	-	-	-	- 4,5	- 4,7
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées¹	-	-	-	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX-2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

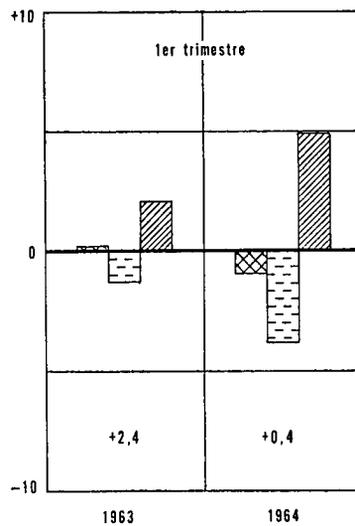
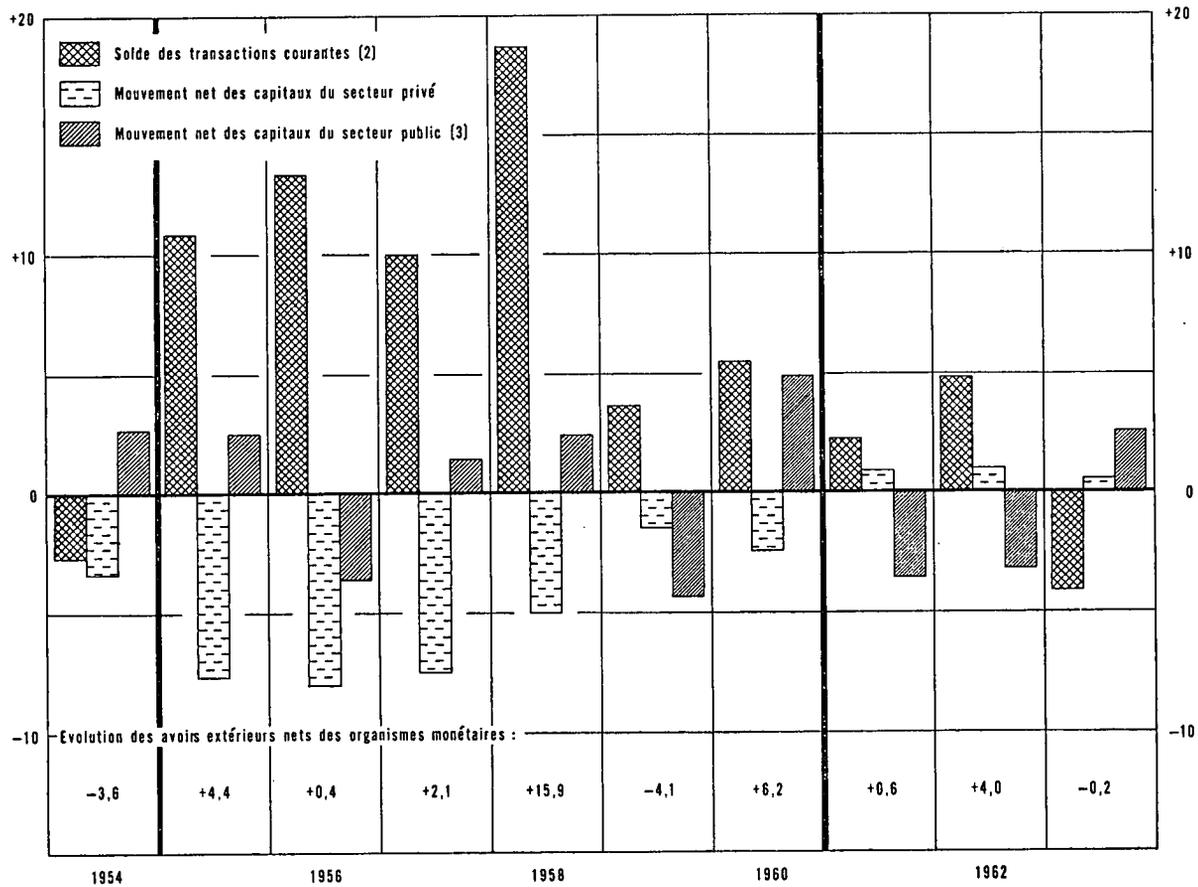
³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrit par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

IX — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L. ¹

(milliards de francs)



¹ La balance de l'année 1954 n'est pas strictement comparable à celles des années suivantes. En outre, les balances des années 1961 à 1963 ne peuvent être rapprochées exactement de celles des années antérieures en raison notamment de la ventilation, pour ces trois années, de la rubrique « Opérations non déterminées » entre le « Solde des transactions courantes » et le « Mouvement net des capitaux du secteur privé ».

² Les transactions courantes groupent les transactions sur biens et services, les transferts privés et les transferts de l'Etat.

³ Le secteur public comprend l'Etat, les pouvoirs publics subordonnés et les organismes paraétatiques administratifs, d'exploitation et de crédit.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *

(milliards de francs)

	1961	1962			1963		
	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre	2e semestre	Année
A. Transactions sur biens et services :							
1. Opérations sur marchandises :							
1.1 Exportations et importations ¹	- 6,1	- 2,9	- 3,5	- 6,4	- 2,7	- 5,6	- 8,3
1.2 Travail à façon	+ 2,7	+ 2,0	+ 1,8	+ 3,8	+ 1,7	+ 1,6	+ 3,3
1.3 Opérations d'arbitrage	+ 2,3	+ 2,0	+ 1,1	+ 3,1	+ 0,9	+ 1,5	+ 2,4
2. Or non monétaire	- 0,9	- 0,2	- 0,3	- 0,5	- 0,1	- 0,6	- 0,7
3. Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,4	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,7	...	- 0,3	- 0,3
4. Autres frais de transport	- 2,4	- 1,2	- 1,0	- 2,2	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,8
5. Déplacements à l'étranger	+ 1,8	- 0,4	+ 1,1	+ 0,7	- 1,1	- 2,1	- 3,2
6. Revenus d'investissements	- 0,4	+ 0,6	- 1,2	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 1,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 3,3	+ 1,9	+ 1,8	+ 3,7	+ 1,9	+ 2,1	+ 4,0
8. Autres :	+ 1,8	+ 0,7	+ 0,8	+ 1,5	+ 0,6	- 0,5	+ 0,1
8.1 Ouvriers frontaliers							
8.2 Autres							
Total des transactions sur biens et services	+ 1,7	+ 2,8	+ 0,8	+ 3,6	+ 0,2	- 4,1	- 3,9
B. Transferts :							
9. Transferts privés	+ 3,0	+ 1,3	+ 1,3	+ 2,6	+ 1,4	+ 1,1	+ 2,5
10. Transferts de l'Etat	- 2,1	- 0,7	- 0,7	- 1,4	- 1,3	- 1,4	- 2,7
Total des transferts ...	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,2	+ 0,1	- 0,3	- 0,2
C. Mouvement des capitaux :							
11. Etat	- 5,8	- 1,3	- 1,5	- 2,8	+ 2,9	- 0,9	+ 2,0
12. Autres pouvoirs publics	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	+ 1,9	+ 0,3	- 0,4	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1
14. Organismes paraétatiques de crédit	+ 0,2	- 0,6	- 0,1	- 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
15. Autres :							
15.1 Court terme recensé	- 1,3	- 0,3	+ 0,1	- 0,2	- 0,8	+ 0,8	...
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières :							
a) valeurs belges	+ 1,5	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,8
b) valeurs étrangères	- 4,7	- 1,4	- 1,6	- 3,0	- 2,7	- 2,4	- 5,1
15.3 Autres	+ 5,4	+ 1,8	+ 1,6	+ 3,4	+ 1,9	+ 3,0	+ 4,9
Total du mouvement des capitaux ...	- 2,7	- 0,6	- 1,6	- 2,2	+ 2,2	+ 1,1	+ 3,3
16. Erreurs et omissions	+ 0,7	+ 1,3	+ 0,1	+ 1,4	+ 1,4	- 0,8	+ 0,6
17. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 0,6	+ 4,1	- 0,1	+ 4,0	+ 3,9	- 4,1	- 0,2

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements.

La nouvelle série diffère essentiellement de la série 1955-1961 du tableau IX-1 sur les points suivants :

— les importations comprennent désormais la valeur de certaines marchandises qui étaient antérieurement considérées comme étant travaillées à façon et les exportations, cette même valeur majorée du coût du transport depuis le pays d'origine jusqu'en U.E.B.L. et du coût de la transformation;
— les frais de transport et d'assurances sont actuellement ventilés suivant le nouveau schéma prévu par la 3^e édition du « Balance of Payments Manual »;
— la méthode employée antérieurement pour obtenir une évaluation f.o.b. des importations a été abandonnée. Il en résulte qu'une partie des dépenses de transport et d'assurances afférentes aux importations est actuellement comprise dans celles-ci;

— les transactions qui étaient rangées antérieurement sous la rubrique « Opérations non déterminées » ont pu actuellement être ventilées en « Opérations sur marchandises » (rubrique 1) « Déplacements à l'étranger » (rubrique 5) et « Autres mouvements de capitaux » (rubrique 15);
— les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège est en U.E.B.L. ont été transférées de la rubrique 8 « Autres services » à la rubrique 7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».

Une description plus complète des écarts entre la nouvelle et les anciennes séries est donnée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de mai 1963, pp. 482 à 485.

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

² Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 3 et 4 pour 1962. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, en 1962, sont incluses dans la rubrique 8, ni les achats et ventes des provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, en 1962, sont inclus dans la rubrique 4.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1962			1963				1964
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre <i>p</i>
1. Transactions sur biens et services et transferts privés	+ 0,4	+ 1,7	+ 0,4	+ 1,2	+ 0,4	- 1,3	- 1,7	- 0,7
2. Transferts de l'Etat	- 0,4	- 0,2	- 0,5	- 1,0	- 0,3	- 0,3	- 1,1	- 0,2
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics et des parastataux de crédit et d'exploitation	- 4,2	- 1,8	- 0,1	+ 2,1	+ 1,3	- 0,9	+ 0,2	+ 4,9
4. Mouvement des autres capitaux :								
4.1 Court terme recensé	+ 0,9	- 1,7	+ 1,8	- 1,0	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,4	- 1,7
4.2 Autres	+ 0,5	+ 1,8	- 1,6	- 0,3	- 0,1	+ 0,9	+ 0,1	- 2,1
5. Erreurs et omissions	+ 0,3	- 0,6	+ 0,7	+ 1,4	...	- 1,0	+ 0,2	+ 0,2
6. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	- 2,5	- 0,8	+ 0,7	+ 2,4	+ 1,5	- 2,2	- 1,9	+ 0,4

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXVIII^e année, vol. I, n° 5, page 417 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1962 ». — *Annuaire statistique de la Belgique. — L'économie belge en 1959* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français ou 100 fr. français anciens	1 Livre Sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 lires italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.
											câble	courrier		
1959	49,96	10,19	140,33	13,24	11,56	11,96	8,05	9,66	7,01	7,25	52,110	52,108	174,98	193,14
1960	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11
1961	49,86	10,16	139,72	13,19 ¹ 13,85 ²	11,54	11,95 ¹ 12,51 ²	8,03	9,65	6,98	7,22	50,469 ³ 48,153 ⁴	50,468 ³ 48,149 ⁴	174,21	192,32
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09
1963 2 ^e trimestre .	49,86	10,17	139,64	13,87	11,53	12,51	8,03	9,61	6,98	7,22	46,277	46,276	174,06	193,10
3 ^e trimestre .	49,90	10,18	139,69	13,84	11,55	12,53	8,03	9,62	6,98	7,23	46,164	46,163	174,09	193,37
4 ^e trimestre .	49,87	10,18	139,50	13,84	11,56	12,54	8,01	9,60	6,97	7,22	46,244	46,243	173,95	192,99
1964 1 ^{er} trimestre .	49,82	10,17	139,39	13,82	11,52	12,54	8,00	9,63	6,96	7,21	46,118	46,118	173,80	192,83
2 ^e trimestre .	49,80	10,16	139,33	13,78	11,53	12,53	7,97	9,69	6,97	7,21	46,073	46,072	173,70	192,79
1963 Juin	49,90	10,18	139,74	13,86	11,54	12,54	8,03	9,63	6,99	7,23	46,277	46,276	174,18	193,38
Juillet	49,90	10,18	139,76	13,85	11,54	12,53	8,03	9,63	6,98	7,23	46,221	46,219	174,20	193,38
Août	49,89	10,18	139,69	13,83	11,56	12,52	8,04	9,61	6,98	7,22	46,075	46,073	174,09	193,37
Septembre	49,90	10,18	139,61	13,83	11,56	12,54	8,02	9,62	6,97	7,23	46,196	46,196	173,98	193,37
Octobre	49,93	10,19	139,70	13,86	11,57	12,55	8,02	9,61	6,98	7,23	46,320	46,320	174,11	193,28
Novembre	49,85	10,17	139,46	13,84	11,55	12,54	8,01	9,60	6,96	7,22	46,251	46,250	173,94	192,77
Décembre	49,83	10,17	139,34	13,83	11,55	12,54	8,01	9,59	6,96	7,22	46,162	46,160	173,79	192,91
1964 Janvier	49,82	10,16	139,40	13,83	11,54	12,53	8,00	9,60	6,96	7,21	46,114	46,114	173,84	192,87
Février	49,82	10,17	139,37	13,82	11,52	12,54	8,00	9,61	6,96	7,20	46,133	46,134	173,76	192,81
Mars	49,82	10,17	139,40	13,82	11,51	12,54	7,99	9,68	6,96	7,22	46,108	46,107	173,81	192,80
Avril	49,79	10,16	139,36	13,80	11,52	12,53	7,97	9,69	6,97	7,22	46,061	46,060	173,74	192,72
Mai	49,77	10,16	139,33	13,78	11,53	12,52	7,97	9,69	6,96	7,21	46,049	46,048	173,71	192,69
Juin	49,85	10,17	139,29	13,77	11,55	12,55	7,98	9,70	6,97	7,21	46,110	46,109	173,65	192,97

1 Moyenne du 1^{er} janvier au 3 mars 1961. — 2 Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — 3 Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — 4 Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 30 juin 1964

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

1 Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

2 Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

3 Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

4 (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

5 (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (3) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses (1)	Recettes (2)	Solde (3) = (2) - (1)	Dépenses (4)	Recettes (5)	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dettes flottantes intérieures (9)	Emprunts consolidés et dettes flottantes extérieures (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse (augmentation - diminution +) (12)
1958	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	-17,6	-24,7	+10,7	+12,8	+ 3,9	- 1,7	- 1,0
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1963	141,3	139,5	- 1,8	22,1	0,5	-21,6	-23,4	+17,4	+ 2,4	+10,5	- 6,9 ²	...
1962 3 prem. mois	37,6	30,9	- 6,7	3,3	0,1	- 3,2	- 9,9	+ 7,2	+ 4,1	- 1,8	- 0,7	+ 1,1
6 prem. mois	68,6	61,7	- 6,9	7,2	0,2	- 7,0	-13,9	+ 7,7	+13,6	- 6,7	- 1,0	+ 0,3
9 prem. mois	97,7	93,8	- 3,9	11,7	0,3	-11,4	-15,3	+ 9,9	+14,3	- 8,4	- 0,3	- 0,2
1963 3 prem. mois	39,3	32,6	- 6,7	5,5	0,2	- 5,3	-12,0	+ 4,9	+ 6,3	+ 3,6	- 3,1	+ 0,3
6 prem. mois	72,5	63,8	- 8,7	9,2	0,3	- 8,9	-17,6	+ 6,0	+ 7,5	+ 6,7	- 3,2 ²	+ 0,6
9 prem. mois	104,2	103,8	- 0,4	15,4	0,3	-15,1	-15,5	+10,1	+ 3,4	+ 7,5	- 5,4 ²	- 0,1
1964 3 prem. mois	40,6	38,4	- 2,2	5,7	0,1	- 5,6	- 7,8	+11,8	- 4,3	+ 1,3	- 0,8 ²	- 0,2
1963 Mars	14,8	9,9	- 4,9	1,5	...	- 1,5	- 6,4	+ 4,9	+ 1,5	+ 2,1	- 1,0	- 1,1
Avril	11,9	10,0	- 1,9	1,3	0,1	- 1,2	- 3,1	...	+ 3,5	+ 0,6	- 1,5	+ 0,5
Mai	9,2	10,7	+ 1,5	1,2	...	- 1,2	+ 0,3	...	- 1,9	+ 2,1	- 0,3 ²	- 0,2
Juin	12,1	10,5	- 1,6	1,1	...	- 1,1	- 2,7	+ 1,1	- 0,2	+ 0,3	+ 1,7 ²	- 0,2
Juillet	14,0	18,8	+ 4,8	2,4	...	- 2,4	+ 2,4	+ 4,1	- 3,7	+ 0,3	- 2,2 ²	- 0,9
Août	7,7	10,4	+ 2,7	2,1	...	- 2,1	+ 0,6	...	- 1,1	+ 0,3	- 1,0 ²	+ 1,2
Septembre	10,0	10,8	+ 0,8	1,7	...	- 1,7	- 0,9	...	+ 0,7	+ 0,2	+ 1,0 ²	- 1,0
Octobre	12,8	12,0	- 0,8	2,3	...	- 2,3	- 3,1	+ 7,3	- 2,9	+ 1,5	- 2,9 ²	+ 0,1
Novembre	10,0	10,2	+ 0,2	2,3	...	- 2,3	- 2,1	...	- 0,5	+ 0,8	+ 0,5 ²	+ 1,3
Décembre	14,3	13,5	- 0,8	2,0	0,1	- 1,9	- 2,7	...	+ 2,4	+ 0,7	+ 1,3 ²	- 1,7
1964 Janvier	14,6	15,7	+ 1,1	1,2	0,1	- 1,1	...	...	+ 1,4	- 0,2	- 1,5 ²	+ 0,3
Février	12,8	11,3	- 1,5	2,5	...	- 2,5	- 4,0	+11,8	- 9,2	+ 1,5	- 0,4 ²	+ 0,3
Mars	13,2	11,4	- 1,8	2,0	...	- 2,0	- 3,8	...	+ 3,5	...	+ 1,1 ²	- 0,8

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

² Y compris les avances au Fonds des Routes.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1952	31,7	+ 2,6	13,7	+ 1,0	24,8	+ 2,5	70,2	+ 6,1	
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	+ 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1962 6 premiers mois	17,5	+ 0,1	11,7	+ 0,1	23,5	- 0,6	52,7	- 0,4	
1963 6 premiers mois	16,5	- 0,1	12,1	- 0,1	24,7	- 0,2	53,3	- 0,4	
Exercice 1963	1963 Avril	3,1	- 0,1	2,1	...	4,2	- 0,1	9,4	- 0,2
	Mai	3,5	+ 0,1	2,3	+ 0,1	4,5	+ 0,3	10,3	+ 0,5
	Juin	3,7	- 0,1	2,1	- 0,1	4,3	+ 0,2	10,1	...
	Juillet	11,1	+ 0,8	2,0	- 0,2	4,3	...	17,4	+ 0,6
	Août	3,7	+ 0,7	2,4	+ 0,2	4,4	+ 0,3	10,5	+ 1,2
	Septembre	3,6	- 0,1	2,2	...	4,6	+ 0,3	10,4	+ 0,2
	Octobre	4,2	+ 0,1	2,4	+ 0,2	4,9	+ 0,3	11,5	+ 0,6
	Novembre	3,1	- 0,3	2,1	- 0,1	4,5	...	9,7	- 0,4
	Décembre	3,4	- 0,1	2,3	- 0,1	5,0	+ 0,3	10,7	+ 0,1
	1964 Janvier	5,7	+ 0,4	0,5	+ 0,1	...	...	6,2	+ 0,5
	Février	1,6	...	...	...	...	...	1,6	...
	Mars	1,3	- 0,3	...	...	...	...	1,3	- 0,3
Ex. 1964	1964 Janvier	2,9	+ 0,1	1,8	+ 0,1	4,6	+ 0,3	9,3	+ 0,5
	Février	2,2	+ 0,2	2,2	+ 0,1	4,7	+ 0,6	9,1	+ 0,9
	Mars	2,1	+ 0,2	2,2	- 0,2	5,3	+ 0,7	9,6	+ 0,7
	Avril	3,9	+ 0,4	2,5	+ 0,2	5,3	+ 0,6	11,7	+ 1,2

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1963 ²		Exercice 1963 : avril 1963		Exercice 1964 : avril 1964	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	54,2	53,2	3,1	3,2	3,9	3,5
contribution foncière	0,2	0,1	...	—	—	—
précompte immobilier	0,9	0,8	—	—	...	—
taxe mobilière	0,6	0,4	...	...	...	...
précompte mobilier	4,4	5,0	0,3	0,4	0,3	0,3
taxe professionnelle ³	17,8	15,5	...	0,1	...	...
précompte professionnel	22,1	20,6	1,7	1,7	2,0	1,8
impôt complémentaire personnel ..	3,3	3,5	...	...	...	...
contribution nationale de crise ...	0,2	0,2	...	...	...	...
taxe de circulation sur les véhicules						
automobiles	3,3	3,3	0,1	0,1	0,1	0,1
divers *	1,4	3,8	1,0	0,9	1,5	1,3
II. Douanes et accises	25,9	26,0	2,1	2,1	2,5	2,3
dont : douanes	7,0	6,8	0,6	0,6	0,7	0,6
accises	17,6	18,9	1,4	1,6	1,6	1,7
taxes spéciales de consommat.	1,0		0,1		0,1	
III. Enregistrement	52,5	51,5	4,2	4,3	5,3	4,7
dont : enregistrement	4,7	4,4	0,4	0,4	0,5	0,4
successions	2,4	2,4	0,2	0,2	0,2	0,2
timbre et taxes assimilées ..	44,8	44,2	3,6	3,7	4,5	4,0
Total ...	132,6	130,7	9,4	9,6	11,7	10,5
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 1,9		- 0,2		+ 1,2

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1963, commencé le 1^{er} janvier 1963 a été clôturé le 31 mars 1964.

³ Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

⁴ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos.

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ³	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1955	2,7	1,3	2,3	6,3	0,38
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,69
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1962 3 premiers mois	4,0	2,0	3,9	9,9	0,38
6 premiers mois	3,9	2,0	3,9	9,8	0,25
9 premiers mois	4,1	2,0	3,9	10,0	0,71
1963 3 premiers mois	4,4	2,0	3,9	10,3	0,65
6 premiers mois	3,9	2,1	4,1	10,1	0,41
9 premiers mois	4,7	2,1	4,2	11,0	1,18
1964 3 premiers mois	5,2	2,3	4,9	12,4	0,71
1963 Mars	2,8	2,1	4,2	9,1	0,13
Avril	3,1	2,1	4,2	9,4	0,20
Mai	3,5	2,3	4,5	10,3	0,08
Juin	3,7	2,1	4,3	10,1	0,22
Juillet	11,1	2,0	4,3	17,4	8,14
Août	3,7	2,4	4,4	10,5	0,04
Septembre	3,6	2,2	4,6	10,4	0,03
Octobre	4,2	2,4	4,9	11,5	0,23
Novembre	3,1	2,1	4,5	9,7	0,03
Décembre	3,4	2,3	5,0	10,7	0,20
1964 Janvier	8,6	2,3	4,6	15,5	1,95
Février	3,7	2,3	4,7	10,7	0,06
Mars	3,4	2,2	5,2	10,8	0,12
Avril	3,9	2,5	5,3	11,7	0,28

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

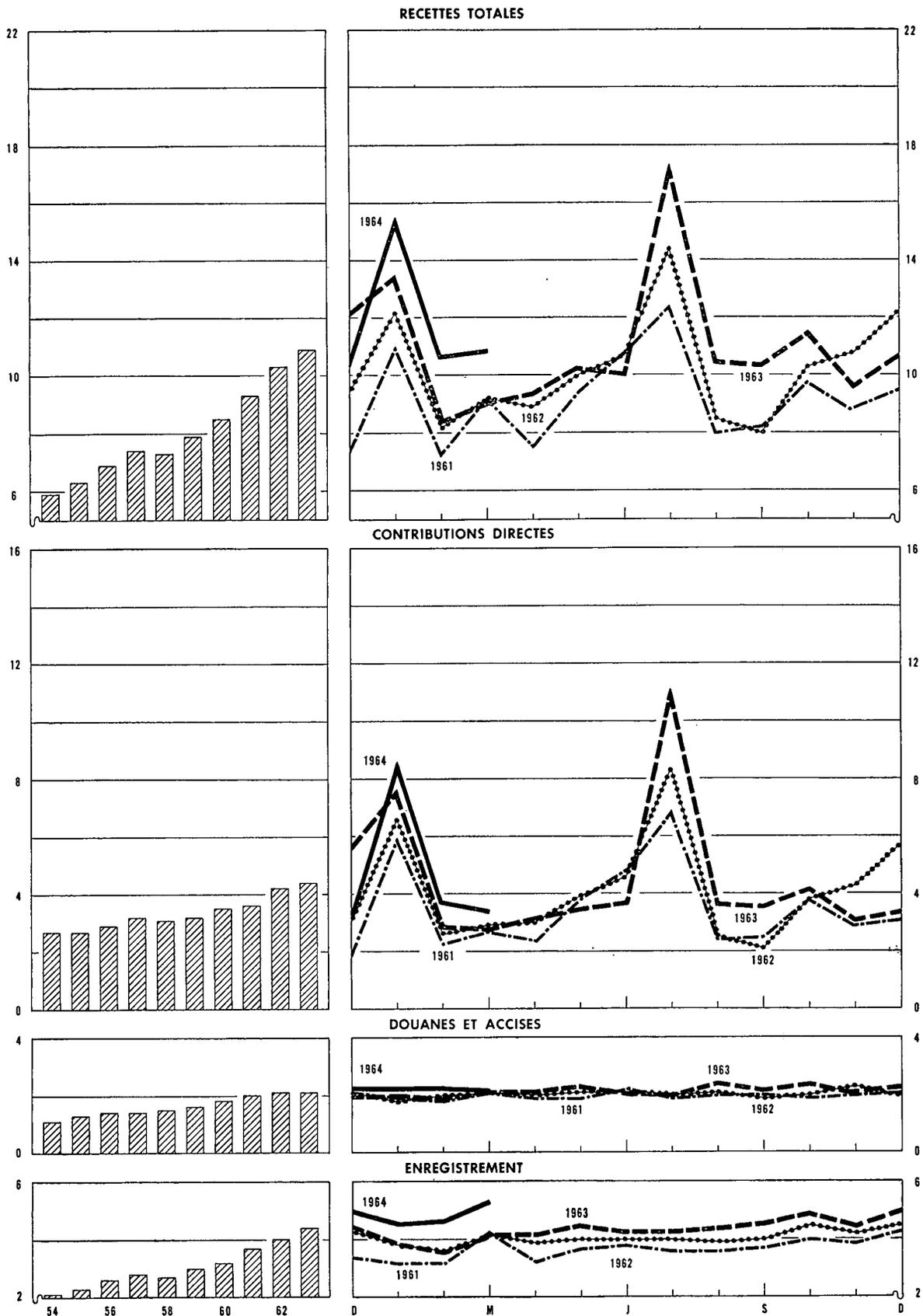
² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ Il s'agit uniquement des chiffres annuels et trimestriels.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXVII^e année, vol. II, no 5, novembre 1961 : « Les budgets de 1961 et 1962 ».

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

1 a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1960 ¹

Source : Banque Nationale de Belgique.

(Milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE														Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)				
		Secteurs nationaux non financiers							Etranger (7)	Intermédiaires financiers							Secteurs indéterminés et ajustements (14)			
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Organismes monétaires (8)		Fonds des Rentes (9)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (11)	Organismes publics de crédit non monétaires * (12)	Total des intermédiaires financiers (13) = (8) à (12)						
données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée																				
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Accept., effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	26,1	—	2,4	—	2,9	31,4	6,6	38,0			
			Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	25,2	—	0,2	—	0,1	25,6	—	25,6		
			Obligations	8,0	8,0	0,2	1,0	13,1	14,1	...	22,4		
			Autres emprunts à moyen et long terme	10,4	0,1	10,5	68,2	22,9	68,2	...	159,3	...	169,8		
			Divers	4,3	1,1	1,5	0,2	7,5	1,6	6,3	0,5	...	8,4	...	23,0		
			(Actions et parts)	(154,6)	(0,1)	(...)	...	(...)	(154,7)	...	(0,4)	(—)	(0,7)	(2,0)	(—)	(3,1)	(...)	(157,8)		
				Total ...	22,8	1,2	1,5	0,2	7,5	33,2	0,2	51,3	—	73,5	42,3	71,7	238,8	6,6	278,8	
				Parastatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—	...	0,1	0,1	0,1	
					Accept., effets commerciaux et promesses	...	—	—	—	0,7	—	0,1	0,8	...	0,9	
					Engag. en comptes courants ou d'avances	1,0	0,1	1,1	...	1,1	
					Oblig. accessibles à tout placeur	15,2	0,1	15,3	3,0	1,5	0,7	3,1	4,9	0,6	10,9	...	29,2
					Oblig. non accessibles à tout placeur	...	0,3	...	0,1	...	0,3	0,1	0,3	...	1,5	3,1	...	4,9	0,2	5,6
					Autres emprunts à moyen et long terme	0,1	...	0,1	1,4	0,2	2,2	2,4	0,1	4,0	
				Divers	5,1	...	4,3	0,1	...	9,5	1,0	0,1	0,4	11,0		
				(Actions et parts)	(0,7)	...	(13,2)	(3,2)	(...)	(17,2)	...	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(18,0)		
				Total ...	20,3	0,4	4,3	0,4	0,1	25,4	5,6	3,5	0,8	4,6	8,3	3,0	20,2	0,7	51,9	
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	...	—	0,6	2,6	...	31,0	...	...	0,4	31,4	5,4	39,4		
			Certificats à court terme	—	0,3	—	2,5	2,8	33,8	42,3	2,6	2,0	0,3	10,2	57,4	— 0,1	93,8			
			Oblig. accessibles à tout placeur	101,5	2,2	—	1,4	0,5	105,6	8,3	26,3	3,7	27,3	34,5	5,3	97,1	1,4	212,4		
			Oblig. non accessibles à tout placeur	1,3	0,3	—	...	0,5	2,1	11,5	37,2	...	2,5	2,6	0,5	42,8	0,8	57,2		
			Divers	...	0,6	—	...	0,5	1,1	0,1	1,7	0,1	1,9	...	3,0		
		Total ...	104,8	3,3	—	4,5	1,6	114,2	53,6	136,9	6,3	31,9	39,0	16,5	230,6	7,5	405,8			
		Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
			Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	2,1	...	...	...	...	2,1	...	2,1
			Oblig. accessibles à tout placeur	16,1	0,3	...	0,2	...	16,5	0,5	1,1	1,0	6,2	1,0	10,2	— 0,6	26,6			
			Oblig. non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	2,8	7,1	...	9,9	...	9,9
			Autres emprunts à moyen et long terme	...	4,2	...	...	...	4,2	...	...	0,6	...	39,4	39,9	...	44,1
		Divers	1,5	0,4	3,3	...	...	5,3	...	...	...	...	...	...	1,6	6,9	
		Total ...	17,6	4,9	3,3	0,2	...	26,0	0,5	3,2	1,0	4,3	13,3	40,4	62,1	1,0	89,6			
		Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	9,4	—	—	—	9,4	—	—	—	—	—	—	—	—	9,4			
			Divers	3,2	...	1,9	...	...	5,1	...	...	...	0,6	...	0,6	1,0	6,8
		Total ...	12,6	...	1,9	...	...	14,5	...	...	...	0,6	...	0,6	1,0	16,2	
		(6) = (1) à (6)	Total des secteurs nationaux non financiers	178,0	9,8	11,0	5,3	9,2	213,3	59,9	194,9	8,0	114,2	103,6	131,6	552,4	16,8	842,3		
	Etranger (7)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	...	—	0,2	...	...	...	0,2	...	0,2	
			Accept. et effets commerciaux	—	5,1	—	0,4	...	1,7	7,2	0,6	7,8		
			Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	—	1,1	—	...	...	1,1	...	1,1
			Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	...	...	...	...	...	...	—	84,9	—	...	...	84,9	...	84,9
			Obligations	9,5	...	1,0	10,5	—	0,9	0,9	0,4	3,3	0,2	5,7	— 0,1	16,0		
			Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	15,8	—	...	15,8	—	4,4	—	—	—	—	4,4	—	20,2		
			Divers	...	1,3	9,0	...	...	10,3	—	...	—	...	0,5	0,5	...	10,8	
		(Actions et parts)	(0,1)	(0,1)	(0,4)	...	...	(0,8)	(—)	(...)	(1,2)	(—)	(2,0)	(...)	(...)			
		Total	9,5	1,3	25,8	...	...	36,6	...	96,6	...	...	...	...	...	...

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		(8)														
Organismes monétaires	Monnaie	205,3	1,9	2,3	7,4	0,7	217,5	—	...	1,6	0,9	0,4	2,9	...	220,5	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	0,2	1,3	...	0,7	...	2,0	...	2,3
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	21,5	—	—	—	—	—	—	21,5	
	Dépôts en devises des résidents	7,2	—	—	—	—	7,2	—	—	—	—	—	—	—	7,2	
	Dépôts sur livrets des résidents	15,6	—	—	—	—	15,6	—	—	—	—	—	—	—	15,6	
	Dépôts à terme des résidents	18,7	—	—	...	—	18,8	—	—	—	0,3	—	0,3	...	19,1	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,2	—	—	0,2	—	8,0	...	—	...	8,0	...	8,3	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	7,6	...	...	...	...	7,6	—	—	—	—	—	—	...	7,6
	Divers	0,2	...	0,2	...	...	0,3	—	—	...	...	...	...	7,5	7,9
	(Actions et parts)	(5,8)	—	(0,2)	—	—	(6,0)	—	(0,5)	...	(0,1)	...	(0,6)	...	(6,6)	
Total ...	254,6	1,9	2,7	7,4	0,7	267,3	21,8	9,3	...	2,3	1,2	0,4	13,3	7,5	309,9	
Fonds des Rentes (9)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	5,8	—	...	...	...	5,8	...	5,8
	Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Opérations à réméré	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Dotation	—	—	2,8	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	2,8	
Divers .....	—	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	0,1	0,1	
Total ...	—	...	2,8	...	...	2,8	...	5,8	—	...	...	...	5,8	0,1	8,7
Intermédiaires financiers	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)	Dépôts à vue	2,7	...	...	...	0,1	2,8	—	...	0,3	0,3	0,6	...	3,4
		Dépôts sur livrets	104,3	...	—	...	...	104,3	...	...	...	...	...	...	104,3
		Dépôts à terme	0,6	0,6	...	...	3,1	4,3	...	...	0,1	...	0,1	0,4	4,8
		Obligations (y compris les bons de caisse)	8,0	...	...	...	...	8,0	...	...	...	...	...	...	8,0
		Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,4	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—	0,4	
		Divers	4,0	...	0,2	4,2	...	0,2	...	0,1	...	0,3	1,7	6,1
		(Actions et parts)	(1,1)	—	—	—	—	(1,1)	—	—	—	—	—	—	—	(1,1)
Total ...	120,0	0,6	0,2	...	3,2	124,0	...	0,2	...	0,2	0,4	0,3	1,0	2,1	127,0	
Organ. d'assurance et accid. de travail, fonds de pension (11)	Oblig. accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Oblig. non accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,8	...	0,2	4,3	...	5,4	0,4	5,9
	Réserves de sécurité sociale	16,7	—	—	—	—	16,7	—	—	—	—	—	—	—	16,7	
	Réserves mathématiques	118,8	—	—	—	—	118,8	—	—	—	—	—	—	—	118,8	
	Divers	0,2	...	0,6	...	0,9	1,7	...	...	...	0,5	...	0,5	0,4	2,6
Total ...	135,7	...	0,6	...	1,0	137,2	0,1	0,8	...	0,2	4,8	...	5,9	0,8	144,1	
Organismes publics de crédit non monétaires* (12)	Dépôts à vue	0,9	...	...	0,4	...	1,4	...	—	...	...	...	...	...	1,4
	Argent à très court terme	—	...	—	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,2	0,4	0,8	
	Dépôts sur livrets	3,3	...	—	...	...	3,3	...	—	...	...	...	...	...	3,3
	Dépôts à terme	0,9	0,2	...	2,3	...	3,5	...	—	...	...	...	...	...	3,5
	Engag. en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	...	—	0,5	...	...	0,5	...	0,5
	Oblig. accessibles à tout placeur	54,6	...	...	0,2	0,8	55,6	1,7	5,4	0,4	9,1	12,8	0,2	27,8	85,1
	Oblig. non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,4	0,4	...	...	...	7,8	8,6	...	16,4	19,9
	Divers	2,6	...	10,1	0,2	...	12,9	...	...	...	0,2	...	...	0,2	3,0
(Actions et parts)	(0,6)	(...)	(0,7)	(...)	(...)	(1,4)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,2)	(...)	(1,5)	
Total ...	62,3	0,3	10,1	3,1	1,3	77,1	1,8	5,5	0,4	17,7	21,4	0,2	45,1	5,3	129,4	
(13) = (8) à (12)		572,6	2,7	16,4	10,6	6,2	608,5	23,8	21,6	0,4	20,4	27,8	0,9	71,1	15,8	719,1
Secteurs industriels et acquisitions (14)	(14)	— 4,2	2,2	1,1	— 1,2	— 0,8	— 2,9	4,2	7,3	0,4	0,5	— 0,2	— 2,0	6,0	—	7,4
	(15) = (6) + (7) + (14)	755,9	16,0	54,3	14,6	14,6	855,4	87,9	320,4	9,7	135,9	134,4	133,0	733,5	33,1	1.709,9
(16) = (15) + (14)		755,9	16,0	54,3	14,6	14,6	855,4	87,9	320,4	9,7	135,9	134,4	133,0	733,5	33,1	1.709,9
16. Total des dettes [colonne (15)]		278,8	51,9	405,8	89,6	16,2	842,3	141,1	309,9	8,7	127,0	144,1	129,4	719,1	7,4	1.709,9
17. Solde des créances (+) et des dettes (-) [(15) - (16)]		+477,1	-35,9	-351,5	-75,0	-1,6	+13,1	-53,2	+10,5	+1,0	+8,9	-9,7	+3,6	+14,4	+25,7	—

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.
* Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Crédit Communal (pour son activité non monétaire), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour son activité non monétaire), Associations de crédit de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour leur activité non monétaire), Société Nationale du Logement, Institut National de Crédit Agricole, Office Central de Crédit Hypothécaire, Institut de Réescompte et de Garantie (pour son activité financée au moyen de ressources non monétaires), Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne (à l'exclusion de sa caisse d'assurance-vie), Fonds du Logement et Fonds des Etudes de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.
1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII année, Vol. I, no 2, février 1963.

XII - 1 b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

(Milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE														Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13 + (14))	
		Secteurs nationaux non financiers							Etranger	Intermédiaires financiers							Secteurs indéterminés et ajustements (14)
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5) (6)	Organismes monétaires (8)		Fonds des Rentes (9)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)	Organismes d'assurance-vice et accidents de travail, fonds de pension (11)	Organismes publics de crédit non monétaires * (12)	Total des intermédiaires financiers (13) = (8) à (12) (13)			
données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Accept., effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	...	30,5	—	1,9	—	3,3	35,7	7,8	43,5	
		Engag. en comptes courants ou d'avances	8,1	8,1	0,2	28,9	—	0,2	—	0,1	29,2	...	29,2	
		Obligations	—	1,0	13,3	...	14,3	...	22,6	
		Autres emprunts à moyen et long terme	10,4	0,1	10,5	76,2	26,4	75,5	178,2	...	188,7	
		Divers	4,7	1,0	1,6	0,2	7,9	1,8	6,8	0,5	9,1	...	24,4	
	(Actions et parts)	(162,1)	(0,1)	(...)	(...)	(162,4)	(0,5)	(—)	(0,7)	(2,2)	(—)	(3,4)	(...)	(165,8)			
	Total ...	23,2	1,1	1,6	0,2	7,9	33,9	0,2	59,4	—	81,2	46,5	79,4	266,4	7,8	308,3	
	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	0,1	—	...	0,1	0,7	0,5	1,2	...	0,1
		Accept., effets commerciaux et promesses	1,3	0,1	1,3	...	1,3
		Engag. en comptes courants ou d'avances
Oblig. accessibles à tout placeur		14,5	0,1	...	...	14,7	2,3	1,6	0,6	3,2	4,9	0,5	10,8	...	27,8
Oblig. non accessibles à tout placeur		...	0,3	...	0,1	0,3	2,8	1,0	...	1,3	3,5	...	5,8	— 0,2	8,8		
Autres emprunts à moyen et long terme	...	...	...	0,1	0,1	1,1	...	...	...	0,2	...	2,5	2,7	0,1	4,1
Divers	5,1	...	4,5	0,2	9,7	1,6	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,4	11,7
(Actions et parts)	(0,7)	(...)	(13,8)	(4,2)	(...)	(18,7)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(19,5)		
Total ...	19,6	0,5	4,5	0,4	...	25,0	7,8	4,5	0,6	4,6	8,6	3,6	21,9	0,3	55,0		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	...	—	0,2	2,0	...	31,1	...	...	...	0,4	31,6	7,0	40,5
	Certificats à court terme	...	0,3	—	2,7	3,0	19,9	51,5	1,1	4,3	0,6	12,2	69,7	— 0,1	92,5		
	Oblig. accessibles à tout placeur	105,4	2,2	—	1,4	0,8	109,8	9,0	30,3	3,8	28,5	35,6	6,4	104,6	1,4	224,8	
	Oblig. non accessibles à tout placeur	...	0,3	—	...	0,8	16,7	36,8	...	2,5	2,7	0,5	42,5	0,6	60,5		
	Divers	...	0,8	—	...	0,4	1,2	0,1	0,6	0,1	0,7	...	1,9	
Total ...	107,3	3,6	—	4,3	1,6	116,8	45,7	149,7	4,9	35,4	39,4	19,7	249,0	8,8	420,4		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	
	Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	3,4	...	...	...	...	3,4	...	3,4
	Oblig. accessibles à tout placeur	15,3	0,4	...	0,1	15,8	0,5	0,6	1,2	1,1	6,0	1,1	9,9	— 0,1	26,1		
	Oblig. non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	2,7	7,4	...	10,1	...	10,1
	Autres emprunts à moyen et long terme	...	4,4	...	...	4,4	...	...	...	0,5	...	44,2	44,7	...	49,1
Divers	1,6	0,4	3,7	...	5,7	...	...	...	...	...	...	...	...	3,7	9,4
Total ...	16,9	5,1	3,7	0,1	...	25,9	0,5	3,9	1,2	4,3	13,4	45,3	68,2	3,6	98,1		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	9,6	—	—	—	9,6	—	—	—	—	—	—	—	—	9,6		
	Divers	2,4	...	2,3	...	4,8	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,1	6,5
	Total ...	12,1	...	2,3	...	14,4	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,1	16,1
(6) = (1) à (6)	Total des secteurs nationaux non financiers	179,1	10,3	12,0	5,0	9,6	216,0	54,2	217,5	6,7	125,4	108,6	148,0	606,2	21,5	897,9	
Etranger (7)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	—	
	Accept. et effets commerciaux	...	...	...	...	...	—	5,4	...	1,0	...	2,6	9,0	0,7	9,7
	Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	—	2,0	...	...	...	...	2,0	...	2,0
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	
	Obligations	9,0	...	0,9	...	9,9	—	96,2	1,5	0,9	0,4	3,9	0,2	96,2	...	96,2	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	12,2	...	12,2	—	8,0	8,0	...	20,2	
	Divers	...	1,1	10,7	...	11,8	0,4	0,4	...	12,2	
(Actions et parts)	(...)	(0,1)	(0,4)	(...)	(...)	(—)	(0,9)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(2,2)	(...)	(...)			
Total ...	9,0	1,1	23,8	...	...	33,9	—	113,1	0,9	1,4	3,9	3,1	122,5	0,3	156,7

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers															
		(8)															
		Organismes monétaires															
		(9)															
		Fonds des Rentes															
		(10)															
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation															
		(11)															
		Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension															
		(12)															
		Organismes publics de crédit non monétaires *															
		(13)															
		Total des intermédiaires financiers															
		(14) & (15)															
		Secteurs indétachés et ajustements															
		(16)															
		Total des créances															
		(17) + (18) + (19)															
Monnaie	217,4	2,7	3,3	10,3	0,6	234,3	—	—	—	1,6	1,1	0,4	3,1	—	231,4		
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Dépôts en devises des résidents	8,0	—	—	—	—	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	8,0		
Dépôts sur livrets des résidents	16,3	—	—	—	—	16,3	—	—	—	—	—	—	—	—	16,3		
Dépôts à terme des résidents	27,0	—	—	—	—	27,0	—	—	—	—	—	—	—	—	27,0		
Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Obligations (y compris les bons de caisse)	8,6	—	—	—	—	8,6	—	—	—	—	—	—	—	—	8,6		
Divers	0,1	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1		
(Actions et parts)	(6,1)	—	—	—	—	(6,1)	—	—	—	—	—	—	—	—	(6,1)		
Total ...	277,3	2,7	3,6	10,3	0,6	294,5	35,3	12,0	5,8	2,2	1,4	0,4	21,8	8,5	360,2		
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Opérations à réméré	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Dotation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Dépôts à vue	2,8	—	—	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8		
Dépôts sur livrets	113,4	—	—	—	—	113,4	—	—	—	—	—	—	—	—	113,4		
Dépôts à terme	0,6	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6		
Obligations (y compris les bons de caisse)	9,0	—	—	—	—	9,0	—	—	—	—	—	—	—	—	9,0		
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,5	—	—	—	—	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5		
Divers	4,3	—	—	—	—	4,3	—	—	—	—	—	—	—	—	4,3		
(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,2)		
Total ...	130,5	0,6	—	—	—	131,1	—	—	—	—	—	—	—	—	131,1		
Oblig. accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Oblig. non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Réserves de sécurité sociale	17,2	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	—	—	—	17,2		
Réserves mathématiques	128,5	—	—	—	—	128,5	—	—	—	—	—	—	—	—	128,5		
Divers	0,4	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4		
Total ...	146,1	—	—	—	—	146,1	—	—	—	—	—	—	—	—	146,1		
Dépôts à vue	1,0	—	—	—	—	1,0	—	—	—	—	—	—	—	—	1,0		
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Dépôts sur livrets	3,8	—	—	—	—	3,8	—	—	—	—	—	—	—	—	3,8		
Dépôts à terme	1,4	—	—	—	—	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	1,4		
Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Oblig. accessibles à tout placeur	62,6	—	—	—	—	62,6	—	—	—	—	—	—	—	—	62,6		
Oblig. non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Divers	2,5	—	—	—	—	2,5	—	—	—	—	—	—	—	—	2,5		
(Actions et parts)	(0,8)	—	—	—	—	(0,8)	—	—	—	—	—	—	—	—	(0,8)		
Total ...	71,4	—	—	—	—	71,4	—	—	—	—	—	—	—	—	71,4		
Total des intermédiaires financiers	625,4	3,8	17,3	13,6	6,6	666,7	38,1	31,3	6,7	19,9	32,1	1,1	91,2	18,2	814,2		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total des créances	809,2	17,7	54,4	17,1	14,9	913,3	96,5	371,8	14,8	147,8	143,9	149,1	827,4	40,0	1.877,2		
16. Total des dettes [colonne (15)]	308,3	55,0	420,4	98,1	16,1	897,9	156,7	360,2	13,9	137,9	156,5	145,8	814,2	8,4	1.877,2		
17. Solde des créances (+) et des dettes (-) [(15) - (16)]	+500,9	-37,3	-366,0	-81,0	-1,2	+15,4	-60,2	+11,6	+0,9	+9,9	-12,6	+3,3	+13,2	+31,6	—		

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.
 * Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Crédit Communal (pour son activité non monétaire), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour son activité non monétaire), Associations de crédit de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour leur activité non monétaire), Société Nationale du Logement, Institut National de Crédit Agricole, Office Central de Crédit Hypothécaire, Institut de Réescompte et de Garantie (pour son activité financée au moyen de ressources non monétaires), Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne (à l'exclusion de sa caisse d'assurance-vie), Fonds du Logement et Fonds des Etudes de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers																
	(8)	Organismes monétaires																
		(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)	(20)	(21)	(22)			
		Monnaie	+11,8	+ 0,8	+ 1,0	+ 2,9	...	+16,5	...	...	+ 0,2	...	...	+ 0,2	...			
		Argent à très court terme	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Dépôts en devises des résidents	+ 0,7	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Dépôts sur livrets des résidents	+ 0,6	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Dépôts à terme des résidents	+ 8,0	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements non rangés ailleurs	—	—	- 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Divers	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		(Actions et parts)	(+ 0,4)	...	(...)	...	...	(+ 0,4)	...	(...)	...	...	(...)	+ 1,0				
		Total ...	+22,2	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,9	...	+26,7	+14,2	+ 2,7	+ 5,8	- 0,2	+ 0,2	...	+ 8,4	+ 0,9	+ 50,3	
		Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Certificats à court terme	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Opérations à réméré	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Dotation	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Divers	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Total ...	—	...	...	...	...	...	...	+ 5,2	—	...	...	...	+ 5,2	...	+ 5,2	
		Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	...	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	+ 0,2	...	...	- 0,4	
		Dépôts sur livrets	+ 9,1	...	—	...	...	+ 9,1	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 9,1	
		Dépôts à terme	...	+ 0,1	...	...	...	- 0,2	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	- 0,1	
		Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	—	...	...	...	+ 1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,0	
		Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	...	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Divers	+ 0,3	...	- 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	...	
		(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	...	...	...	(+ 0,1)	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)	
		Total ...	+10,5	+ 0,1	- 0,2	...	...	+10,3	...	...	...	...	...	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,4	+ 10,9
		Oblig. accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Oblig. non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Réserves de sécurité sociale	+ 0,1	—	—	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1
		Réserves mathématiques	+ 8,7	—	—	...	...	+ 8,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 8,7
		Divers	+ 0,3	...	...	...	...	+ 0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,3
		Total ...	+ 9,0	...	...	...	...	+ 9,1	...	+ 0,1	...	- 0,2	+ 0,7	...	+ 0,6	+ 0,5	...	+ 1,2
		Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1
		Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	+ 0,2	...	...	+ 0,6	- 0,2	...	+ 0,6
		Dépôts sur livrets	+ 0,6	...	—	...	...	+ 0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,6
		Dépôts à terme	+ 0,5	+ 0,1	...	+ 0,2	...	+ 0,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,8
		Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 0,1
		Oblig. accessibles à tout placeur	+ 8,0	+ 0,1	...	- 0,1	+ 0,3	+ 8,3	+ 0,3	+ 1,4	+ 0,1	- 0,2	+ 1,6	+ 0,1	+ 3,0	...	...	+ 11,6
		Oblig. non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,5	...	- 0,2	+ 1,1	...	+ 1,4	+ 0,2	...	+ 1,9
		Divers	- 0,1	...	+ 0,2	...	...	+ 0,1	...	...	...	+ 0,1	...	...	+ 0,1	+ 0,4	...	+ 0,6
		(Actions et parts)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,2)
		Total ...	+ 9,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 9,9	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,6	- 0,1	+ 2,8	+ 0,3	+ 5,3	+ 0,3	...	+ 16,4
		Total des intermédiaires financiers	+50,9	+ 1,1	+ 0,9	+ 3,0	+ 0,2	+56,1	+15,0	+ 9,8	+ 6,4	- 0,5	+ 4,2	+ 0,2	+20,1	+ 2,4	...	+ 93,6
		Divers	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,4	- 3,6	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 1,3	+ 0,8	—	...	- 2,4
		Total des créances	+52,0	+ 1,7	+ 3,7	+ 2,4	- 0,3	+59,6	+ 9,4	+51,4	+ 5,0	+11,8	+ 7,9	+16,1	+92,3	+ 3,0	...	+164,3
		16. Total des dettes [colonne (15)]	+28,5	+ 3,1	+18,1	+ 8,5	- 0,7	+57,6	+15,6	+50,3	+ 5,2	+10,9	+10,8	+16,4	+93,6	- 2,4	...	+164,3
		17. Solde des créances (+) et des dettes (-) [(15) - (16)]	+23,5	- 1,4	-14,4	- 6,1	+ 0,4	+ 2,0	- 6,2	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	- 2,9	- 0,3	- 1,3	+ 5,4	...	...

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

* Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Crédit Communal (pour son activité non monétaire), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour son activité non monétaire), Associations de crédit de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour leur activité non monétaire), Société Nationale du Logement, Institut National de Crédit Agricole, Office Central de Crédit Hypothécaire, Institut de Récompte et de Garantie (pour son activité financée au moyen de ressources non monétaires), Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne (à l'exclusion de sa caisse d'assurance-vie), Fonds du Logement et Fonds des Etudes de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.

1 Pour les années 1958 à 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1968.

XII - 3. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	23,2	1,1	1,6	0,2	7,9	33,9	0,2	59,4	—	81,2	46,5	79,4	266,4	7,8	308,3
2. Paraétatiques d'exploitation	19,6	0,5	4,5	0,4	...	25,0	7,8	4,5	0,6	4,6	8,6	3,6	21,9	0,3	55,0
3. Etat (Trésor)	107,3	3,6	—	4,3	1,6	116,8	45,7	149,7	4,9	35,4	39,4	19,7	249,0	8,8	420,4
4. Secteur public non compris ailleurs	16,9	5,1	3,7	0,1	...	25,9	0,5	3,9	1,2	4,3	13,4	45,3	68,2	3,6	98,1
5. Sécurité sociale	12,1	...	2,3	...	...	14,4	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,1	16,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	179,1	10,3	12,0	5,0	9,6	216,0	54,2	217,5	6,7	125,4	108,6	148,0	606,2	21,5	897,9
7. Etranger	9,0	1,1	23,8	...	...	33,9	—	113,1	0,9	1,4	3,9	3,1	122,5	0,3	156,7
8. Organismes monétaires	277,3	2,7	3,6	10,3	0,6	294,5	35,3	12,0	5,8	2,2	1,4	0,4	21,8	8,5	360,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	11,0	—	...	...	...	11,0	0,1	13,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	130,5	0,6	...	...	3,4	134,5	...	0,2	...	0,1	0,6	0,2	1,2	2,2	137,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	146,1	...	0,6	...	1,1	147,7	0,1	0,9	...	0,1	5,8	...	6,9	1,8	156,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	71,4	0,5	10,3	3,3	1,5	87,1	2,6	7,3	0,9	17,6	24,2	0,5	50,4	5,7	145,8
13. Total des intermédiaires financiers	625,4	3,8	17,3	13,6	6,6	666,7	38,1	31,3	6,7	19,9	32,1	1,1	91,2	18,2	814,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,4	1,3	— 1,5	— 1,3	— 3,2	4,2	9,9	0,5	1,0	— 0,8	— 3,2	7,4	—	8,4
15. Total des créances	809,2	17,7	54,4	17,1	14,9	913,3	96,5	371,8	14,8	147,8	143,9	149,1	827,4	40,0	1.877,2
16. Solde des créances et des dettes .	+ 500,9	— 37,3	— 366,0	— 81,0	— 1,2	+ 15,4	— 60,2	+ 11,6	+ 0,9	+ 9,9	— 12,6	+ 3,3	+ 13,2	+ 31,6	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts (13)	Créances et engage- ments sur et envers des inter- médiaires financiers non monétaires (14)	Divers ² (15)
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor (4)			Créances sur l'Etat (7)	Créances nettes sur le Fonds des Rentes (8)	Créances sur les autres pouvoirs publics ⁶ (9)	Total (10) = (7) à (9)	Financés par les organismes monétaires (11)	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (12)			
		Dépôts ¹ en francs belges (2)	Dépôts en devises (3)												
1958 Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2	125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	- 5,8	+ 3,0	- 4,2
Septembre ³	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1	120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	- 6,3	+ 3,6	- 4,7
Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1	126,4	4,1	2,1	132,6	43,8	56,3	- 6,6	+ 4,1	- 5,9
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	+ 4,4	- 5,6
Juin	214,0	29,2	3,1	0,7	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	+ 4,7	- 3,8
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	+ 5,3	- 4,5
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	- 6,9	+ 5,1	- 5,4
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	+ 5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	- 7,0	+ 5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 ⁴	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	+ 5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 ⁴	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	+ 4,9	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	+ 5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	+ 6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	+ 6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	+ 6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	+ 7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	+ 8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	- 10,4	+ 9,0	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,0	7,7	163,7	72,9	86,7	- 11,1	+ 10,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	7,2	6,0	173,0	74,5	88,6	- 11,1	+ 10,3	- 9,7
Juin	273,2	51,3	8,3	...	332,8	84,4	164,5	7,5	6,4	178,4	78,7	92,5	- 11,2	+ 10,2	- 7,7
<i>Nouvelle série ⁵</i>															
Juin	272,3	51,3	8,2	...	331,8	81,6	167,6	7,5	5,0	180,1	79,0	92,8	- 11,2	+ 10,2	- 7,9
Septembre	267,8	53,1	8,4	...	329,3	79,1	166,6	6,9	5,1	178,6	82,2	95,7	- 11,3	+ 10,1	- 9,4
Décembre	279,0	55,0	9,1	...	343,1	77,6	171,7	7,4	5,8	184,9	91,1	104,1	- 11,4	+ 11,0	- 10,1
1964 Mars	274,3	58,3	10,1	...	342,7	p 77,1	p 174,6	7,0	p 4,9	p 186,5	90,3	107,6	- 11,2	p + 9,9	p - 9,9

¹ Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

² Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques ne sont plus compris dans la rubrique « Stock monétaire », mais dans la rubrique « Liquidités quasi monétaires détenues par les entreprises et particuliers : dépôts en francs belges ».

⁴ En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre et décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier et février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

⁵ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

⁶ Y compris les créances sur les fonds de pension.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64		
A. Créances sur l'étranger :																			
1. Or	59,1	59,5	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8		
2. Participation au F.M.I.	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,0	8,2		
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1		
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	...	...	0,6	2,4	0,9	2,7	1,2	2,4	0,3	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0		
5. Créances sur l'U.E.P. ¹	5,5	5,5	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1		
6. Autres :																			
a) en monnaies étrangères ²	5,6	7,8	6,2	12,6	15,5	19,9	19,3	20,4	18,2	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,6	20,9		
b) en francs belges ²	0,1	...	0,4	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5		
7. Ajustement statistique .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger .	74,8	77,3	70,5	81,5	80,6	83,4	87,0	93,8	91,1	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6		
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																			
1. Pièces et billets	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3		
2. Autres :																			
a) sur la Banque Nationale de Belgique :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...		
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																			
1. Sur l'Etat :																			
a) à un an au plus	9,0	8,4	9,4	6,0	8,4	7,2	9,7	6,5	6,4	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6		
b) à plus d'un an :																			
— obligations généralement accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,2	2,3	2,2	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3		
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0		
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																			
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
b) à plus d'un an :																			
— obligations généralement accessibles à tout placeur .....	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3		
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																			
a) acceptations .....	...	...	1,2	1,0	...	...	...	0,2	...	...	...	2,7	0,1	...	0,5	1,7	...		
b) effets commerciaux	2,5	2,4	3,5	3,4	2,8	2,1	1,7	2,5	2,0	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0		
c) avances	0,1	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																			
— général. accessibles à tout placeur .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	—		
5. Sur les paraétatiques de crédit :																			
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	0,3	...	...	0,8	...		
b) à plus d'un an :																			
— obligations généralement accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
D. Autres	6,5	8,4	12,5	22,0	25,6	26,6	28,6	28,6	27,0	23,6	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	36,5		
TOTAL DE L'ACTIF ...	129,9	134,0	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6		

¹ Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	81-3-60	80-6-60	80-9-60	81-12-60	81-3-61	80-6-61	80-9-61	81-12-61	81-3-62	80-6-62	80-9-62	81-12-62	81-3-63	80-6-63	80-9-63	81-12-63	81-3-64			
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2			
2. Envers l'U.E.P.	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,5	0,7	0,6	0,8	0,6	0,5	0,8	0,9	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6			
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Total des engagements envers l'étranger	0,8	1,0	0,8	1,0	0,8	0,7	1,0	1,1	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8			
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	2,0	2,2	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,4	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2			
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	1,8	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4			
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	113,9	117,1	118,5	121,7	120,4	122,6	123,8	126,7	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,1	147,7	145,4			
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,4	0,5	0,7	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5			
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
3. Liquidités quasi monétaires:																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
b) détenues par le Trésor	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	2,7	2,9	...	...	1,6	1,9	6,4	3,2	3,2	2,1	1,7	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
D. Autres	7,9	9,7	13,8	23,9	26,9	28,3	29,8	30,6	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3			
TOTAL DU PASSIF ...	129,9	134,0	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6			

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(Milliards de francs)

	80-9-62	31-10-62	30-11-62	31-12-62	31-1-63	28-2-63	31-3-63	30-4-63	31-5-63	30-6-63	31-7-63	31-8-63	30-9-63	31-10-63	30-11-63	31-12-63	31-1-64	29-2-64	31-3-64	30-4-64
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																				
1. Or	67,1	67,1	67,0	68,3	68,1	68,2	68,6	68,6	68,6	68,6	67,7	68,2	68,4	68,3	68,3	68,6	68,6	68,7	68,8	69,4
2. Participation au F.M.I.	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,5	6,8	6,8	7,0	7,1	7,1	7,0	7,1	7,1	8,2	8,2
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,8	2,0	3,0	3,8	3,5	1,6	3,0	2,7	2,3	3,1	5,0	4,2	3,8	4,0	3,0	4,1	3,1	1,5	3,0	3,1
5. Créances sur l'U.E.P. ¹	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ²	14,3	13,7	13,1	12,8	14,4	15,7	17,8	19,0	19,4	19,5	20,3	20,2	19,6	20,9	21,5	21,6	21,2	21,0	20,9	20,0
b) en francs belges ²	0,1	...	...	...	...	...	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger .	89,4	89,9	90,2	92,0	93,0	92,5	96,4	97,3	98,8	99,5	101,5	101,1	100,5	102,0	101,6	103,0	101,7	100,0	102,6	102,4
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,3	...	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	...	0,2	0,2	...	...	0,7	0,2	...	0,1
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	1,5	1,3	0,1	...	0,3	...	...	0,2	1,1	0,4	1,5	0,8	0,3	0,3	1,0	0,9	...	1,2
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	9,9	9,5	4,6	5,2	7,3	9,2	8,8	8,6	9,3	9,9	6,1	9,2	8,2	8,0	9,2	9,3	6,4	7,8	9,6	9,0
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,3	2,4
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	...	0,7	2,7	...	...	0,1	...	...	...	1,0	...	0,5	0,3	...	1,7	...	...	...	...
b) effets commerciaux	1,7	1,7	1,6	3,6	2,5	2,4	2,4	2,2	2,1	2,5	3,1	2,4	1,5	1,9	1,7	3,5	3,1	3,2	3,0	2,7
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations:																				
— général. accessibles à tout placeur .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	0,6	...	...	1,0	...	...	...	...	0,2	0,6	...	...	0,6	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	0,5	1,0	0,6	0,3	...	0,3	0,3	0,3	...	0,1	...	...	...	0,5	0,8	0,7	0,2	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	22,6	21,6	19,5	19,9	21,5	26,6	28,2	30,5	31,6	33,4	33,9	33,8	34,4	35,2	36,4	36,4	36,2	37,2	36,5	36,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	160,5	160,1	156,3	162,7	161,6	167,6	174,5	175,8	179,0	182,4	183,9	183,9	184,2	185,2	186,5	192,3	186,7	186,4	188,6	188,9

¹ Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(Milliards de francs)

	80-9-62	81-10-62	80-11-62	81-12-62	81-1-63	28-2-63	81-3-63	30-4-63	31-5-63	30-6-63	81-7-63	81-8-63	30-9-63	81-10-63	30-11-63	81-12-63	31-1-64	29-2-64	31-3-64	30-4-64	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,5	0,7	0,6	0,8	0,7	0,7	0,8	0,6	0,5	0,6	0,4	0,7	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,6	0,5	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,7	0,9	0,8	1,0	0,9	0,9	1,0	0,8	0,7	0,8	0,6	0,9	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,8	0,7	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	2,3	2,3	2,2	2,6	2,4	2,4	2,5	2,5	2,4	2,5	2,5	2,3	2,6	2,5	2,4	2,8	2,4	2,5	3,2	2,6	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	0,1	0,1	0,1	1,6	0,1	0,1	2,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	2,3	0,1	0,1	1,4	0,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	131,0	132,2	131,8	135,9	134,7	136,9	138,0	139,7	141,8	143,8	144,7	144,7	144,1	144,5	144,7	147,7	145,3	145,6	145,4	147,5	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,4	0,3	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,5	0,3	0,4	0,5	0,3	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	1,7	0,8	...	...	...	...	...	0,1	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	24,3	23,4	21,1	21,1	23,2	27,0	30,5	32,3	33,3	34,9	35,6	35,6	36,1	37,1	38,2	38,2	37,8	36,9	37,3	37,7	
TOTAL DU PASSIF ...	160,5	160,1	156,3	162,7	161,6	167,6	174,5	175,8	179,0	182,4	183,9	183,9	184,2	185,2	186,5	192,3	186,7	186,4	188,6	188,9	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63	31-3-64			
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Participation au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	1,2	1,4	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,1	—	—	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger .	1,2	1,4	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,1	—	—	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	—	—
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	—	—
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,4	0,4	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	29,2	30,9	32,0	34,4	33,2	33,4	34,2	34,0	34,9	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	41,2	40,2	44,3	42,9	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles																					
à tout placeur	4,8	4,9	4,9	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,7	5,7	—	—	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	2,1	1,9	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles																					
à tout placeur	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	1,1	2,1	0,4	0,4	0,8	1,2	0,8	1,8	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5	0,2	—	—	
b) effets commerciaux	0,4	0,4	0,4	0,3	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	—	—	
c) avances .....	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—	—
d) obligations :																					
— général. accessibles à tout placeur .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles																					
à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—	—	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	3,4	3,9	3,5	2,8	3,7	3,6	4,4	5,0	4,8	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,1	3,6	—	—	
TOTAL DE L'ACTIF ...	42,5	45,8	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,3	56,9			

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres » ; à partir du 30 juin 1963, nouvelle série, cette contrepartie est rangée sous la rubrique « C5a — Créances sur les paraétatiques de crédit à un an au plus ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64			
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,8	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1			
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1			
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3			
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
c) envers les banques de dépôts	2,1	1,5	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,6	0,5	3,3	2,8			
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	4,9	5,0	5,1	5,2	5,1	5,3	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0	6,0			
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	25,5	26,8	25,6	28,2	27,2	28,6	28,5	29,5	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	33,8	32,6	34,1	33,8			
b) détenue par les pouvoirs publics	7,5	8,2	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3			
3. Liquidités quasi monétaires:																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	0,9	2,5	...	...	1,9	1,9	1,1	1,8	1,1	0,7	0,3	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	0,3	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	0,3	...	...	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
D. Autres	0,1	0,2	0,2	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	42,5	45,8	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,3	56,9			

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64			
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Participation au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Obligations	0,7	1,0	0,9	0,9	1,2	1,3	1,3	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,7	0,8	0,9	p 0,9			
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,9	0,8	0,5	0,5	0,6	0,5	0,7	0,6	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	2,1	1,7	1,2	1,6			
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	9,4	10,4	12,4	11,8	12,2	14,0	14,2	15,2	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,0	25,4	23,4	p28,5			
b) en francs belges ²	2,2	2,3	2,8	2,4	2,2	2,4	2,3	1,9	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	3,8	4,1	4,0	4,5			
7. Ajustement statistique	-0,7	-0,3	-0,3	-0,9	-0,5	-0,2	-0,3	-0,4	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger .	12,5	14,2	16,3	14,7	15,7	18,0	18,2	18,8	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	30,6	32,0	29,5	p35,5			
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,0	2,2	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,3	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,5	2,6	2,8	3,1			
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	1,8	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4			
b) sur les organismes publics	2,1	1,5	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,3	2,3			
c) sur les banques de dépôts	2,2	2,1	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3			
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	33,1	35,0	39,4	32,9	39,0	45,6	46,8	42,1	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,1	24,0	22,4	p25,5			
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles à tout placeur	18,1	17,6	17,7	18,0	18,3	19,3	19,7	20,7	22,9	23,6	25,0	28,5	29,9	29,2	32,2	32,0	32,3	p32,6			
— autres	3,1	3,1	3,1	3,2	3,2	2,4	2,4	2,8	2,6	2,6	2,7	21,9	20,2	20,3	20,3	20,3	21,3	p22,0			
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles à tout placeur	1,5	1,6	1,7	1,5	1,6	1,5	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,3	0,4	0,3	p 0,3			
— autres	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	p 1,2			
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	1,0	0,8	0,6	1,4	1,2	1,1	1,5	2,1	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	4,9	4,3	3,9	3,8			
b) effets commerciaux	18,6	17,2	17,0	20,3	19,6	21,0	22,0	24,1	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	33,4	35,1	38,1	38,8			
c) avances	24,8	25,9	25,6	26,2	26,4	28,1	28,1	30,0	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5			
d) obligations :																					
— général. accessibles à tout placeur .	2,0	1,9	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	p 1,9			
— autres	0,3	0,3	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	p 1,1			
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,1	7,5	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	—			
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1		
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles à tout placeur	5,1	5,3	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	p 9,6			
— autres .....	...	...	...	...	...	0,3	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	p 0,5		
D. Autres	20,2	22,0	20,5	21,9	22,0	23,6	23,7	24,4	25,4	29,6	28,1	31,1	29,7	32,5	31,4	31,5	31,7	p37,5			
TOTAL DE L'ACTIF ...	155,4	159,5	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0			

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64			
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	5,6	6,9	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5			
b) en francs belges ^{1 2 3}	9,2	10,0	10,7	11,2	10,8	10,5	10,9	11,5	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7			
4. Ajustement statistique	-0,8	-0,4	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—			
Total des engagements envers l'étranger	14,0	16,5	19,0	19,3	22,5	32,4	33,5	32,2	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2			
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...			
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	2,2	2,1	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3			
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	60,4	62,4	55,8	57,4	60,7	61,4	60,9	65,1	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3			
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	20,3	17,7	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4			
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,8	15,7	15,6	15,7	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9			
— dépôts en devises	4,8	5,8	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1			
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	6,9	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2			
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	0,6	...	...	...	0,9	2,2	0,7	0,8	0,5	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	—	
b) envers les parastatistiques de crédit .....	...	...	0,1	0,7	0,4	0,2	0,4	0,6	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4			
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	30,4	32,2	32,7	33,3	32,8	34,1	37,2	37,7	39,6	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,6	45,5	46,3	46,2			
TOTAL DU PASSIF ...	155,4	159,5	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0			

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	81-8-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 4	30-9-63	31-12-63	31-3-64		
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	59,1	59,5	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8		
2. Participation au F.M.I.	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2		
3. Obligations	0,8	1,1	1,0	1,0	1,3	1,4	1,4	1,6	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,8	0,9	1,0 ^p	1,0		
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,1	2,2	2,0	3,3	3,2	4,4	3,5	3,5	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	5,3	5,5	5,5	4,7		
5. Créances sur l'U.E.P. ¹	5,5	5,5	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1		
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ²	15,0	18,2	18,6	24,4	27,7	33,9	33,5	35,6	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,5	45,0	44,9 ^p	49,4		
b) en francs belges ²	2,3	2,3	3,2	2,4	2,2	2,6	2,3	2,0	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	5,3	5,6	5,5	6,0		
7. Ajustement statistique	- 0,7	- 0,3	- 0,3	- 0,9	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,4	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1						
Total des créances sur l'étranger .	88,5	92,9	87,7	96,6	98,0	102,6	106,8	113,1	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	130,2	132,5	132,7	138,2		(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	2,7	2,9	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,8	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5		
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	1,8	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4		
b) sur les organismes publics	2,1	1,5	2,6	3,1	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,6	3,4	2,4		
c) sur les banques de dépôts	2,2	2,1	3,4	2,1	2,3	2,8	3,7	3,3	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	4,3	7,4	5,0	5,3		
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	71,3	74,3	80,8	73,3	80,6	86,2	90,7	82,6	80,3	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	73,2	72,4	76,0 ^p	78,0		(7)
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles à tout placeur	25,2	24,8	24,8	25,4	25,6	26,7	27,1	28,1	30,4	31,1	32,4	36,1	37,7	37,0	40,1	40,0	40,3 ^p	40,6		(7)
— autres	37,1	37,1	37,1	37,2	37,2	36,4	36,4	36,8	36,6	36,6	36,7	55,9	54,2	54,3	54,3	54,3	55,3 ^p	56,0		(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	2,1	1,8	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1		(9)
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles à tout placeur	1,6	1,9	2,0	1,8	1,9	1,8	1,7	1,8	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,5	0,6	0,5 ^p	0,6		(9)
— autres	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1 ^p	1,2		(9)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations	2,1	2,9	2,2	2,8	2,0	2,3	2,3	4,1	3,9	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	5,0	4,9	6,1	4,0		(11)
b) effets commerciaux	21,5	20,0	20,9	24,0	23,0	23,7	24,2	27,1	27,7	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	36,6	37,4	42,4	42,7		(11)
c) avances	24,9	26,3	25,7	26,2	26,4	28,1	28,1	30,1	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,4	39,8	42,5	43,6		(11)
d) obligations :																				
— général. accessibles à tout placeur .	2,0	1,9	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1 ^p	1,9		(15)
— autres	0,3	0,3	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0 ^p	1,1		(15)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ³	6,1	7,5	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	—		(8)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,7	0,3	...	...	...	0,8	0,1		(14)
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles à tout placeur	5,1	5,3	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3 ^p	9,6		(14)
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,5	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6 ^p	0,6		(14)
D. Autres	30,1	34,3	36,5	46,7	51,3	53,8	56,7	58,0	57,2	57,8	55,4	55,7	62,9	71,1	69,3	69,0	71,2	77,6		(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	327,8	339,3	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,4	511,5		

Colonne du tableau XIII.1.
« Bilans intégrés des organismes
monétaires » dans lequel
la rubrique est comprise

1 Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

4 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63	31-12-63	31-3-64			
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2			
2. Envers l'U.E.P.	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ²	5,6	6,9	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5		
b) en francs belges ^{1 2}	10,5	11,6	12,0	13,5	12,7	12,3	13,0	14,4	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4		
4. Ajustement statistique	-0,8	-0,4	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—		
Total des engagements envers l'étranger	15,6	18,4	20,5	21,8	24,6	34,4	35,8	35,3	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1		
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ³	2,7	2,9	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5		
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	2,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,6	0,3	...		
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,1	0,1	...		
c) envers les banques de dépôts	6,1	4,0	4,2	5,9	6,2	4,4	6,2	8,8	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,4	6,5	10,3	9,0		
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ⁴	118,8	122,1	123,6	126,9	125,5	127,9	129,1	132,2	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4		(1)
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	86,2	89,6	81,9	86,4	88,4	90,4	89,8	95,2	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,8	109,9	106,5	113,1	111,6		(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	7,5	8,2	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3		(1)
3. Liquidités quasi monétaires:																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	20,3	17,7	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4		(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,8	15,7	15,6	15,6	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9		(2)
— dépôts en devises	4,8	5,8	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1		(3)
b) détenues par le Trésor	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...		(4)
4. Emprunts obligataires	6,9	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2		(13)
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes ⁶	4,2	5,4	...	...	4,4	6,0	8,2	5,8	4,8	4,1	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	...	...	...		(8)
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	0,1	0,7	0,4	0,2	0,5	0,6	1,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5	0,4		(14)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		(7)
D. Autres	38,4	42,1	46,7	57,5	59,7	62,4	67,0	68,3	68,6	67,8	67,8	65,3	76,5	82,9	80,5	81,6	84,5	83,5		(15)
TOTAL DU PASSIF ...	327,8	339,3	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,4	511,5		

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle
le la rubrique est comprise
(6)

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 8a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 8b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C 5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

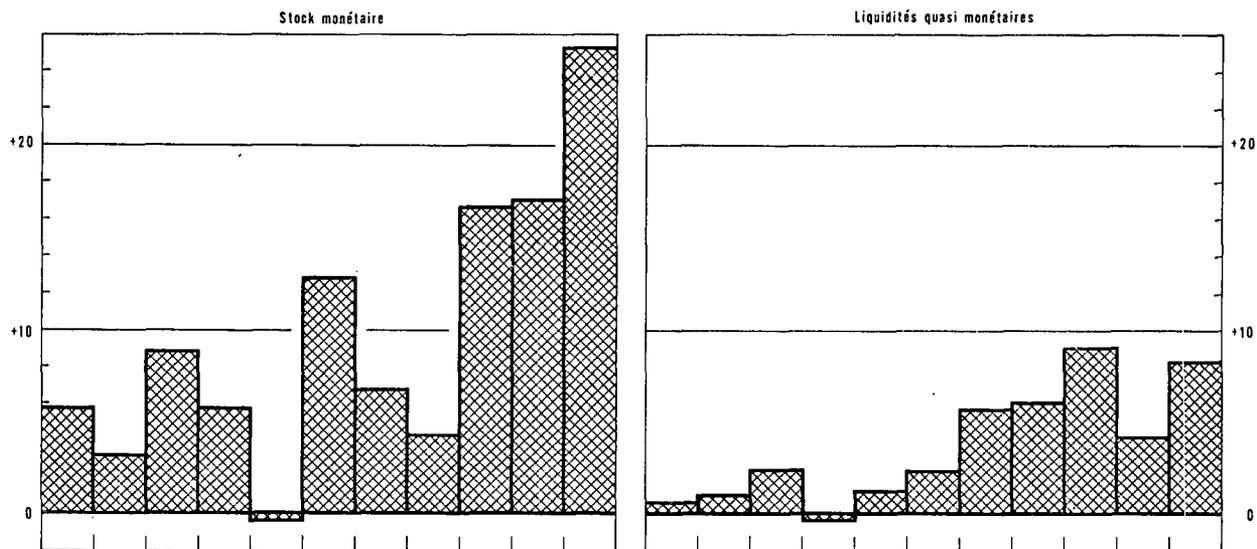
6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

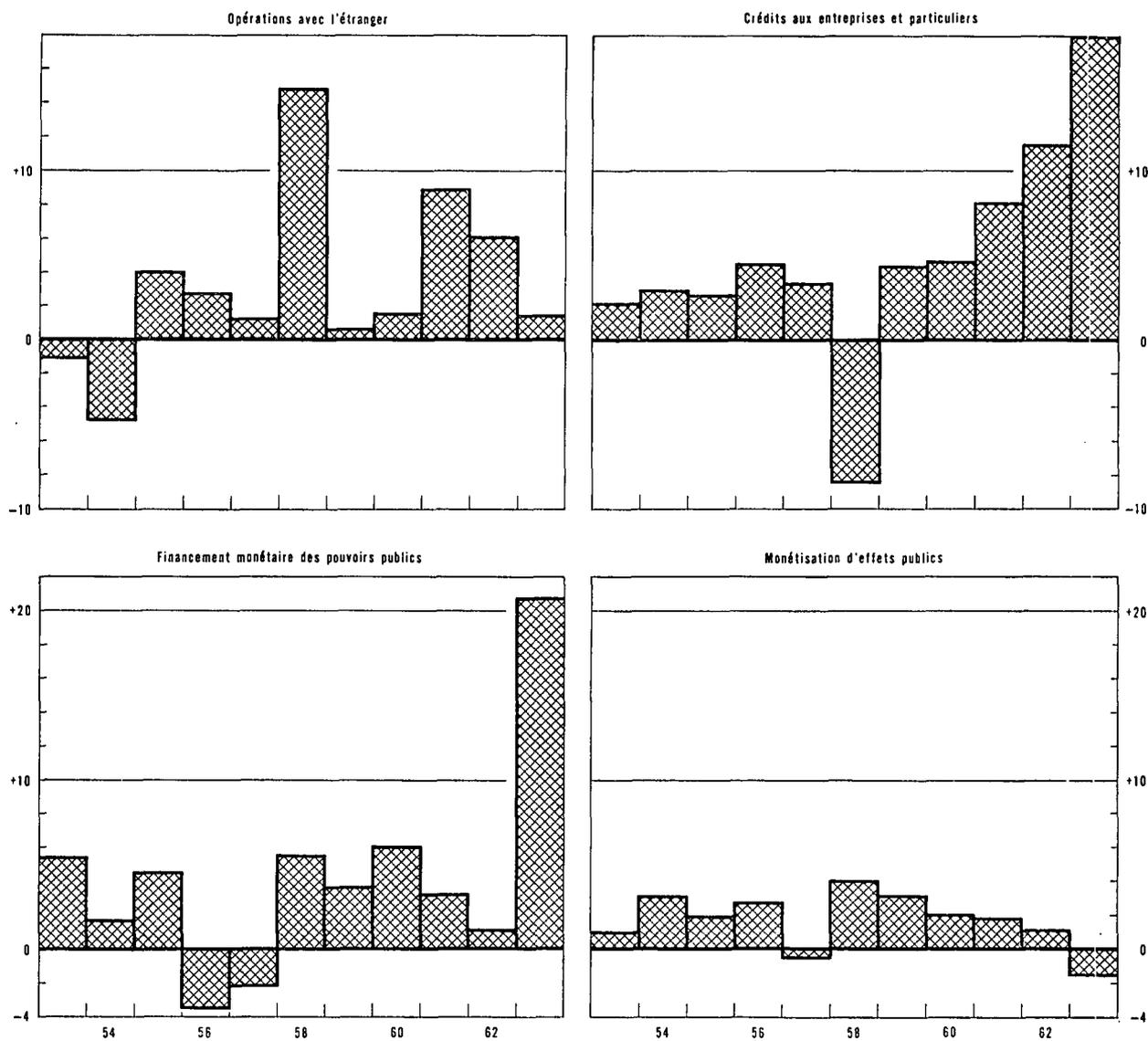
XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITÉS QUASI MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITÉS



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des transferts et des opérations en capital des pouvoirs publics) (4)	Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers résidant en Belgique (10)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (11)	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Divers (13)
					de l'Etat		des autres pouvoirs publics (7)	achats sur le marché par les organismes monétaires (8)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (9)				
					par cession de titres de la dette (5)	par cession nette de devises (6)							
1958 1 ^{er} trimestre	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	- 3,6	- 0,4	+ 0,5	+ 0,3
2 ^e trimestre	+ 9,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 2,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4	- 3,0	- 0,5	+ 0,1	+ 1,4
3 ^e trimestre	- 2,7 ¹	+ 0,7 ¹	- 2,0	+ 2,8	- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3
4 ^e trimestre	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3
Total ...	+12,9 ¹	+ 2,4 ¹	+15,3	+14,9	+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9
1959 1 ^{er} trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,8	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	...	+ 0,6	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 7,7	- 3,3	...	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	...	- 0,2	- 1,0
Total ...	+ 6,8	+ 5,8	+12,6	+ 0,7	+ 7,0	- 4,0	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,9	...
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7	- 2,8	- 3,9	+ 1,7	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,6	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1	+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,2	+ 0,1	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 5,2 ²	+ 2,8 ²	- 2,4 ²	- 4,6	+ 7,3	- 1,8	- 0,7	...	+ 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,4	- 2,5
4 ^e trimestre	+ 6,1 ²	... ²	+ 6,1 ²	+ 1,6	- 5,2	+ 5,3	+ 1,3	- 0,3	+ 0,5	+ 4,1	- 0,3	- 0,4	- 0,5
Total ...	+ 4,4 ²	+ 6,1 ²	+10,5 ²	+ 1,6	+ 3,0	+ 0,9	+ 2,2	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	- 0,7	- 0,1	- 3,2
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ²	+ 3,3 ²	+ 5,4 ²	- 1,5	+ 5,2	...	- 0,6	+ 1,1	- 0,5	- 1,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 0,4	+ 5,9	- 6,4	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	+ 2,7	- 0,3	+ 0,7	+ 0,7
3 ^e trimestre	+ 1,7 ²	+ 3,6 ²	+ 5,3 ²	+ 4,5	+ 3,6	- 1,5	- 0,4	+ 0,4	...	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ²	+ 1,8 ²	+10,6 ²	+ 5,6	- 6,2	+ 0,6	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	+ 6,6	- 0,2	+ 0,5	+ 0,5
Total ...	+16,7 ²	+ 9,1 ²	+25,8 ²	+ 9,0	+ 8,5	- 7,3	+ 2,1	+ 1,5	+ 0,4	+ 8,2	- 1,0	+ 2,4	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 4,0	- 1,2	+ 2,3	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	+ 0,4	- 0,5	- 0,2	- 1,1
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 2,0	+ 4,0	- 4,1	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	- 0,7	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 0,4	+ 4,4	- 2,2	+ 0,9	+ 0,4	- 0,1	+ 3,3	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 0,2	- 4,3	+ 0,1	+ 1,6	- 0,7	+ 0,9	+ 6,1	- 0,6	+ 0,6	+ 1,9
Total ...	+17,1	+ 4,3	+21,4	+ 6,2	+ 2,9	- 3,9	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	+11,6	- 2,4	+ 2,5	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+10,3	+ 3,0	+ 9,8	+ 0,8	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	+ 1,6	- 0,1	+ 0,5	- 4,0
2 ^e trimestre (est.)	+10,6	+ 1,5	+12,1	+ 0,4	+ 5,2	+ 0,8	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	+ 4,2	- 0,1	...	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 1,9	- 2,6	- 1,0	- 0,7	- 1,2	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	+ 3,2	- 0,1	- 0,2	- 1,5
4 ^e trimestre	+11,1	+ 2,7	+13,8	- 1,0	+ 7,3	- 1,0	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	+ 9,0	- 0,1	+ 0,3	- 0,6
Total ...	+25,3	+ 8,3	+33,6	+ 1,4	+21,6	- 0,6	- 0,2	- 1,6	- 0,1	+18,0	- 0,4	+ 0,6	- 5,1
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,7	+ 4,3	- 0,4	p - 2,7	p + 3,2	p + 0,2	p + 0,3	p - 1,6	+ 0,1	- 0,9	+ 0,2	p + 0,4	p + 0,4

N.B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Les comptes bancaires à plus d'un mois des sociétés financières qui jusqu'en juillet 1958 étaient englobés dans le stock monétaire ont pu être reclassés dans les liquidités quasi monétaires à partir d'août 1958. Les chiffres qui figurent aux colonnes (1) et (2) du présent tableau pour les variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires au 3^e trimestre de 1958 et durant l'année 1958 font abstraction des mouvements comptables qui ont résulté de cette modification de la statistique. — 2 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,8 0,2 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (8) du présent tableau. — 3 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (8) + (9)	(11) = (9) : (10)	
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,9
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Avril	6,2	142,2	145,5	11,4	0,3	32,2	73,5	106,0	117,4	262,9	55,4
Mai	6,2	144,2	147,6	11,7	0,3	31,9	75,7	107,9	119,6	267,2	55,3
Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	77,3	109,9	122,7	272,3	54,9
Juillet	6,3	147,3	150,7	10,6	0,4	34,2	73,1	107,7	118,3	269,0	56,0
Août	6,3	147,1	150,7	10,1	0,3	30,9	75,2	106,4	116,5	267,2	56,4
Septembre	6,3	146,8	150,1	11,2	0,3	31,3	74,9	106,5	117,7	267,8	56,1
Octobre	6,3	146,9	150,4	9,3	0,2	33,3	75,4	108,9	118,2	268,6	56,0
Novembre	6,3	147,1	150,6	10,8	0,3	31,1	77,0	108,4	119,2	269,8	55,8
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	79,8	113,2	125,3	279,0	55,1
1964 Janvier	6,3	147,7	151,3	9,5	0,3	34,1	76,0	110,4	119,9	271,2	55,8
Février	6,3	148,1	151,6	10,5	0,4	31,8	75,8	108,0	118,5	270,1	56,1
Mars	6,3	148,6	151,4	11,3	0,4	32,6	78,6	111,6	122,9	274,3	55,2
Avril	6,3	150,2	153,6	10,0	0,3	35,2	p 76,9	p 112,4	p 122,4	p 276,0	55,6

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire. (cf. tableau XIII - 1, note 4).

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Révision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII année, vol. II, n° 3, septembre 1968, pp. 174 à 176.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution						Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Transferts et opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Opérations avec l'étranger 4 (à l'exclusion des transferts et des opérations en capital des pouvoirs publics) (9) = (6) - (7) - (8)	Différence entre les chiffres des organismes monétaires [col. (6)] et ceux de la balance des paiements [col. (11)] 5 (10)	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 6 (11)
				R.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat 2	Autres 3			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
1953 Année	52,7	- 2,4	50,3	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	+ 1,9	...	- 1,0	- 0,8	+ 0,1
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 4,7	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 4,1	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	+ 2,8	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	+ 1,3	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+ 17,1	- 0,8	+ 16,3	+ 1,4	...	+ 14,9	- 0,4	+ 15,9
1959 1 ^{er} trimestre	70,6	- 0,3	70,3	- 4,9	+ 2,9	- 2,0	+ 0,1	...	- 2,1	+ 0,3	- 1,7
2 ^o trimestre	73,5	- 3,8	69,7	+ 2,9	- 3,7	- 0,8	- 1,1	...	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
3 ^o trimestre	74,7 ^{7,8}	- 3,5	71,2 ^{7,8}	- 1,6 ^{7,8}	+ 0,9	- 0,7 ^{7,8}	+ 0,3	- 0,7 ⁸	- 0,3	- 0,3	- 1,0
4 ^o trimestre	72,3 ⁷	- 1,6	70,7 ⁷	- 2,5 ⁷	+ 1,9	- 0,6 ⁷	- 3,3	- 0,1	+ 2,8	- 1,1	- 1,7
				- 6,1 ^{7,8}	+ 2,0	- 4,1 ^{7,8}	- 4,0	- 0,8 ⁶	+ 0,7	...	- 4,1
1960 1 ^{er} trimestre	74,0	- 1,2	72,8	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,9	- 3,9	+ 1,1	+ 4,7	+ 1,5	+ 3,4
2 ^o trimestre	76,3	- 1,8	74,5	+ 2,3	- 0,7	+ 1,6	+ 1,3	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 1,7
3 ^o trimestre	69,7	- 2,5 ⁹	67,2 ⁹	- 6,6	+ 0,3 ⁹	- 6,3 ⁹	- 1,8	+ 0,1	- 4,6	+ 0,3	- 6,0
4 ^o trimestre	80,5	- 5,7 ⁹	74,8 ⁹	+ 10,8	- 3,7 ⁹	+ 7,1 ⁹	+ 5,3	+ 0,2	+ 1,6	...	+ 7,1
				+ 8,2	- 3,9 ⁹	+ 4,3 ⁹	+ 0,9	+ 1,8	+ 1,6	+ 1,9	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre	79,7	- 6,4 ⁹	73,3 ⁹	- 0,8	- 1,0 ⁹	- 1,8 ⁹	...	- 0,3	- 1,5	+ 0,6	- 1,2
2 ^o trimestre	82,6	- 14,4	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 6,4	+ 0,3	+ 0,4	- 0,7	- 6,4
3 ^o trimestre	86,0	- 15,1 ⁹	70,9 ⁹	+ 3,4	- 0,4 ⁹	+ 3,0 ⁹	- 1,5	...	+ 4,5	- 0,8	+ 2,2
4 ^o trimestre	92,7	- 14,9 ⁹	77,8 ⁹	+ 6,7	- 0,4 ⁹	+ 6,3 ⁹	+ 0,6	+ 0,1	+ 5,6	- 0,3	+ 6,0
				+ 12,2	- 10,4 ⁹	+ 1,8 ⁹	- 7,3	+ 0,1	+ 9,0	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,3	+ 0,3	+ 4,0	...	+ 6,6
2 ^o trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 4,1	...	+ 2,0	- 0,4	- 2,5
3 ^o trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 2,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,9	- 0,8
4 ^o trimestre	91,0	- 10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,1	...	- 0,2	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 3,9	+ 0,4	+ 6,2	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	- 11,6	83,8	+ 4,4	- 0,6	+ 3,8	+ 0,8	...	+ 3,0	- 1,4	+ 2,4
2 ^o trim. (est.)	98,6	- 14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 0,8	...	+ 0,4	+ 0,3	+ 1,5
<i>Nouvelle série</i> 10											
2 ^o trimestre	98,6	- 17,0	81,6								
3 ^o trimestre	99,6	- 20,5	79,1	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 1,2	...	- 1,0	...	- 2,2
4 ^o trimestre	102,2	- 24,6	77,6	+ 2,6	- 4,5	- 1,9	- 1,0	+ 0,1	- 1,0	...	- 1,9
				+ 11,2	- 10,3	+ 0,9	- 0,6	+ 0,1	+ 1,4	- 1,1	- 0,2
1964 1 ^{er} trimestre	101,8	p-24,7	p77,1	- 0,4	+ 0,1	p- 0,3	p+ 0,2	p+ 2,2	p- 2,7	+ 0,7	+ 0,4

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Cette colonne est la même que la colonne (6) du tableau XIII - 3.

3 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 8 ci-dessous).

4 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

5 Cette différence comprend : a) les variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique; b) jusqu'au 31 décembre 1960, les variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises; c) les variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L.; d) depuis le 3^e trimestre 1958 l'ensemble des avoirs nets des résidents luxembourgeois auprès des banques belges.

6 Voir tableau IX - 1, total, et tableau IX - 2, rubrique 6.

7 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser, dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

8 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (9). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

9 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (8) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

10 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre
ACTIF					
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	—	—	—	—	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)					
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...
c) F.M.I.	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064
d) autres accords .....	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.655
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- ventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	490	326	247
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430
Divers	515	698	544	1.778	1.186
Compte d'ordre :	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500
PASSIF					
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508
Comptes courants :					
Trésor public { compte ordinaire ...	7	24	1	5	3
{ taxe exceptionnelle { de conjonct. (Loi { du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17
{ compte spécial liqui- { dation U.E.P. ...	1	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	252	308	445	387	309
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)					
a) A.M.E.	344	249	200	185	126
b) autres accords	224	263	365	413	333
<i>Total des engagements à vue ...</i>	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453
Capital	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364
Compte d'ordre :	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1963 4 mars	1964 9 mars	1963 8 avril	1964 6 avril	1963 6 mai	1964 4 mai	1963 10 juin	1964 8 juin
ACTIF								
Encaisse en or	69.563	68.678	68.605	68.926	68.608	69.568	68.665	69.607
Monnaies étrangères	16.518	20.881	18.765	20.543	19.332	19.964	20.237	21.146
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	6.516	10.440	8.195	12.738	8.200	12.299	9.355	13.113
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	—	1.500	—	1.500	—	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	214	106	209	102	179	98	175	94
b) A.M.E.	15	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I.	6.738	7.214	6.738	8.214	6.738	8.214	6.738	8.214
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	16.670	20.230	18.349	20.069	18.536	19.329	19.955	20.725
Effets de commerce	3.552	4.433	4.191	6.971	4.572	6.206	3.868	4.680
Avances sur nantissement	31	1.975	244	1.973	277	1.058	280	2.297
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- ventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	9.150	8.975	8.175	6.575	9.525	9.575	9.500	9.900
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	369	298	367	276	347	281	328	255
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	2	2	2	2	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.702	2.793	2.702	2.794	2.702	2.793	2.702	2.793
Immeubles, matériel et mobilier	1.593	1.657	1.593	1.657	1.593	1.657	1.593	1.657
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.333	1.496	1.329	1.493	1.336	1.502	1.338	1.503
Divers	847	1.131	990	1.046	785	1.225	1.073	1.104
Compte d'ordre :	169.812	185.809	174.454	188.879	176.732	189.271	181.309	192.590
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.491	1.195	1.345	1.091	1.255	909	1.128	727

PASSIF

Billets en circulation	139.969	147.762	141.157	148.785	142.386	150.225	143.934	151.325
Comptes courants :								
compte ordinaire ...	19	13	3	24	1	2	12	...
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	26	16	24	16	26	15	25	15
compte spécial liqui- dation U.E.P. ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	464	340	549	343	353	316	263	303
Comptes courants divers	954	1.018	782	875	1.726	883	2.122	768
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	105	112	146	128	112	127	114	102
b) autres accords	240	365	212	317	269	275	321	330
Total des engagements à vue ...	141.777	149.626	142.873	150.488	144.873	151.843	146.791	152.843
Monnaies étrangères et or à livrer	23.185	30.721	26.541	32.832	26.738	31.668	29.292	33.886
Caisse de Pensions du Personnel	1.333	1.496	1.329	1.493	1.336	1.502	1.338	1.503
Divers	814	1.173	1.008	1.273	1.082	1.465	1.185	1.565
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.303	2.393	2.303	2.393	2.303	2.393	2.303	2.393
Compte d'ordre :	169.812	185.809	174.454	188.879	176.732	189.271	181.309	192.590
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.491	1.195	1.345	1.091	1.255	909	1.128	727

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières)		(moyennes mensuelles ou mois)			
(fin de période)	(milliards de francs)								
1956	742	29,8	22,2	32,7	81,9	32,7	81,9	229,3	91
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	26,9	42,4	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,0	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,8	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,3	92
1962 3 ^e trimestre	900	43,4	31,8	48,4	114,8	48,7	114,8	326,7	92
4 ^e trimestre	907	44,2	31,6	54,7	128,4	52,8	128,4	364,3	92
1963 1 ^{er} trimestre	913	48,8	34,5	52,1	127,5	52,9	127,5	359,8	93
2 ^e trimestre	915	46,8	35,0	52,0	121,8	51,5	121,8	347,0	92
3 ^e trimestre	924	48,5	34,6	56,6	133,8	57,6	133,8	381,7	91
4 ^e trimestre	933	47,7	35,1	58,4	139,0	56,4	139,0	392,7	93
1964 1 ^{er} trimestre	937	49,1	36,1	57,8	140,0	58,5	140,0	396,4	93
1963 Mai	914	46,9	34,8	52,6	126,3	53,9	126,3	359,0	92
Juin	915	46,4	35,6	52,2	118,6	48,9	118,6	338,4	92
Juillet	917	53,5	35,3	69,1	159,6	69,8	159,6	458,0	93
Août	919	45,8	34,5	49,9	123,6	53,4	123,6	350,3	89
Septembre	924	46,2	34,0	50,8	118,2	49,5	118,2	336,7	92
Octobre	929	48,0	34,7	60,0	145,9	59,0	145,9	410,7	93
Novembre	931	45,9	34,9	51,5	127,4	53,0	127,4	359,2	92
Décembre	933	49,1	35,7	63,7	143,7	57,2	143,7	408,3	93
1964 Janvier	935	51,6	36,5	61,7	153,6	64,9	153,6	433,8	93
Février	936	47,5	36,0	53,9	132,7	55,8	132,7	375,2	93
Mars	937	48,3	35,8	57,9	133,7	54,9	133,7	380,2	93
Avril	937	49,8	36,4	63,0	150,1	63,1	150,1	426,4	93
Mai	938	48,8	37,2	58,7	139,0	58,3	139,0	395,1	93

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1963 31 mars	1964 31 mars	1963 30 avril	1964 30 avril
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux, C.N.C.P.	5.933	7.533	6.523	7.851	5.448	6.325	3.254	3.513
Prêts au jour le jour	1.277	1.214	1.272	2.095	1.059	2.302	1.448	518
Banquiers	8.103	10.782	13.192	16.665	13.940	21.357	13.073	20.344
Maison-mère, succursales et filiales	3.236	4.287	4.717	6.286	5.488	5.192	6.171	5.634
Autres valeurs à recevoir à court terme	6.017	6.742	8.248	8.787	9.264	10.682	8.813	9.285
Portefeuille-effets	55.155	66.088	46.685	72.460	55.566	76.076	58.683	80.979
a) Effets publics ²	33.627	40.213	16.569	29.415	20.306	32.345	22.592	35.858
b) Effets commerciaux ³	21.528	25.875	30.116	43.045	35.260	43.731	36.091	45.121
Reports et avances sur titres	1.168	1.237	1.317	1.230	1.172	1.235	1.218	1.267
Débiteurs par acceptations	12.682	14.318	17.927	18.784	17.936	19.474	17.535	19.875
Débiteurs divers	26.064	30.726	38.608	45.661	38.001	46.618	39.423	46.928
Portefeuille-titres	39.274	53.444	75.148	72.105	75.614	71.902	76.978	72.399
a) Valeurs de la réserve légale	401	429	468	541	470	543	511	569
b) Fonds publics belges ^{2 4}	36.199	50.094	71.460	67.875	71.996	67.618	73.260	68.050
c) Fonds publics étrangers ⁴	275	473	317	556	261	556	299	543
d) Actions de banques	1.291	1.261	1.282	1.545	1.484	1.587	1.485	1.593
e) Autres titres	1.108	1.187	1.621	1.588	1.403	1.598	1.423	1.644
Divers	1.570	1.552	2.339	2.576	1.966	2.346	2.008	2.073
Capital non versé	7	9	9	—	8	—	9	—
<i>Total disponible et réalisable ...</i>	160.486	197.932	215.985	254.500	225.462	263.509	228.613	262.815
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	20	19	17	18	16	17	17	17
Immeubles	1.190	1.251	1.301	1.434	1.357	1.533	1.361	1.535
Participations dans les filiales immobilières	258	273	265	255	265	265	265	265
Créances sur les filiales immobilières	345	278	312	336	316	353	311	349
Matériel et mobilier	153	166	200	289	202	298	207	302
<i>Total de l'immobilisé ...</i>	1.966	1.987	2.095	2.332	2.156	2.466	2.161	2.468
Total de l'actif ...	162.452	199.919	218.080	256.832	227.618	265.975	230.774	265.283

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics réescomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'à présent, étaient repris parmi les fonds publics belges.

3 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(millions de francs)

1960 31 décembre	6.547	1962 31 décembre	8.486	1963 31 mars	6.832	1964 31 mars	10.858
1961 31 décembre	6.999	1963 31 décembre	8.673	1963 30 avril	6.824	1964 30 avril	10.446

⁴ La rubrique « Fonds publics belges » se voit, en outre, réduite à partir de juin 1963 de la fraction des titres de la dette congolaise qui, n'étant pas émis sous la garantie de l'Etat belge, sont désormais comptés parmi les Fonds publics étrangers.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

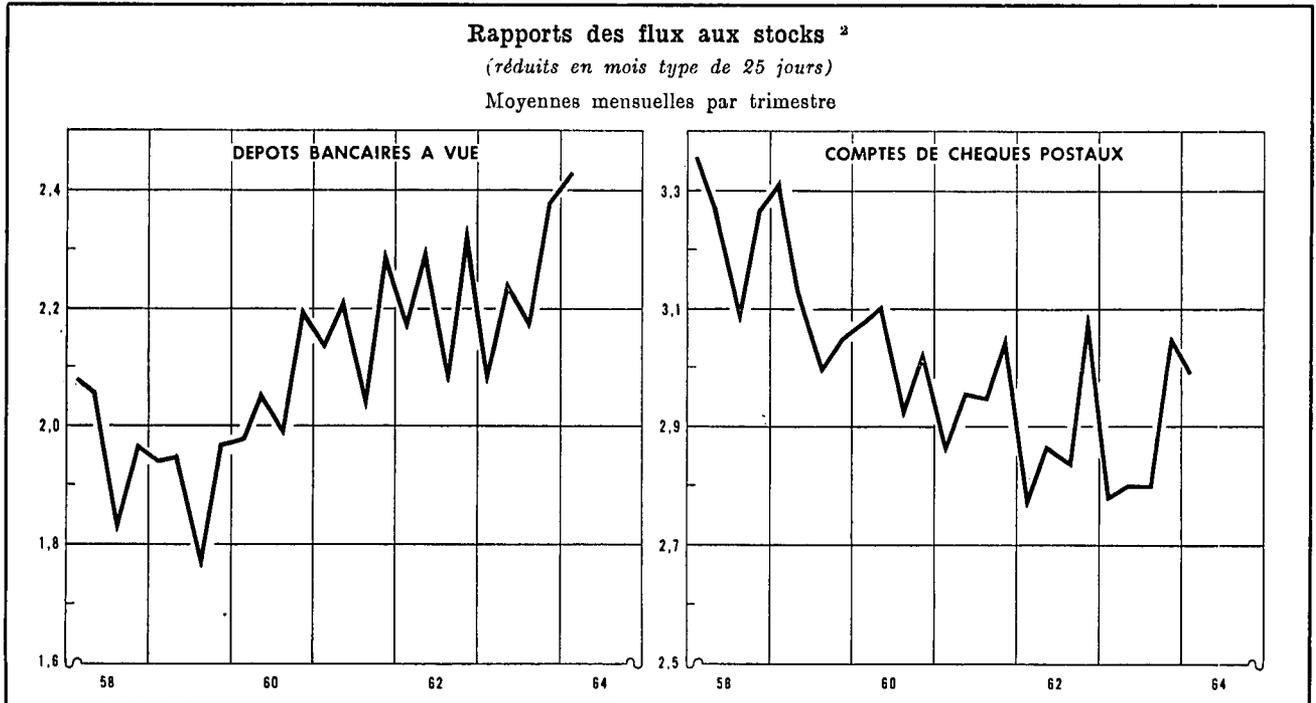
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1963 31 mars	1964 31 mars	1963 30 avril	1964 30 avril
A. Opérations d'épargne (art 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	330	398	1.747	804	794	431	563	1.742
Emprunts au jour le jour	1.332	2.110	871	1.406	1.252	1.596	2.805	1.835
a) Garantis par des sûretés réelles	1.247	1.986	815	1.232	1.138	1.488	2.595	1.658
b) Non garantis par des sûretés réelles	85	124	56	174	114	108	210	177
Banquiers	14.208	28.067	26.553	38.661	30.905	44.223	31.842	43.570
Maison-mère, succursales et filiales	3.165	3.911	4.300	7.884	3.755	6.949	4.371	6.622
Acceptations	12.683	14.319	17.928	18.784	17.936	19.476	17.535	19.874
Autres valeurs à payer à court terme	2.332	2.776	3.875	4.901	4.510	6.479	5.353	5.072
Créditeurs pour effets à l'encaissement	990	967	1.095	1.216	1.072	1.219	1.035	1.173
Dépôts et comptes courants	103.790	121.118	130.986	150.290	136.730	153.458	135.448	152.436
a) A vue	61.080	66.746	71.259	81.543	73.834	80.728	72.980	79.090
b) A un mois au plus	4.873	6.112	5.532	5.159	6.099	5.822	5.865	6.256
c) A plus d'un mois	19.200	27.902	29.392	30.007	30.000	30.660	29.627	30.744
d) A plus d'un an	956	1.529	2.201	1.138	1.662	1.151	1.521	1.096
e) A plus de deux ans	1.975	2.495	2.671	3.049	2.968	3.093	2.973	3.101
f) Carnets de dépôts	14.115	14.613	17.937	27.355	20.171	29.976	20.472	30.138
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.591	1.721	1.994	2.039	1.996	2.028	2.010	2.011
Obligations et bons de caisse	7.573	8.619	11.060	11.433	11.120	11.185	11.144	11.151
Montants à libérer sur titres et participations	635	615	689	672	696	688	690	687
Divers	4.940	6.007	6.104	6.809	5.628	5.937	6.512	6.654
Total de l'exigible ...	152.028	188.907	205.208	242.860	214.398	251.641	217.298	250.816
C. Non exigible :								
Capital	6.201	6.520	7.636	8.221	7.709	8.287	7.760	8.289
Fonds indisponibles par prime d'émission	284	292	785	838	793	919	793	919
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	406	428	467	541	470	543	511	568
Réserve disponible	3.363	3.652	3.828	4.179	4.068	4.282	4.232	4.388
Provisions	170	120	156	193	180	303	180	303
Total du non exigible ...	10.424	11.012	12.872	13.972	13.220	14.334	13.476	14.467
Total du passif ...	162.452	199.919	218.080	256.832	227.618	265.975	230.774	265.283

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1956	83,2	70,3	153,5	1,98	1,95	3,01
1957	89,8	76,6	166,4	2,10	2,08	3,25
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1962 3 ^e trimestre	112,3	98,0	210,3	2,12	2,10	2,84
1962 4 ^e trimestre	130,1	105,3	235,4	2,36	2,34	3,09
1963 1 ^{er} trimestre	117,8	103,8	221,6	2,12	2,09	2,78
1963 2 ^e trimestre	133,8	105,6	239,4	2,24	2,26	2,80
1963 3 ^e trimestre	131,1	104,8	235,9	2,24	2,18	2,80
1963 4 ^e trimestre	147,4	114,0	261,4	2,41	2,38	3,05
1964 1 ^{er} trimestre	150,2	115,0	265,2	2,46	2,43	2,99
1963 Avril	132,9	103,9	236,8	2,30	2,30	2,74
1963 Mai	138,8	109,3	248,1	2,34	2,34	2,97
1963 Juin	129,9	103,5	233,4	2,07	2,15	2,68
1963 Juillet	143,6	113,2	256,8	2,47	2,38	2,93
1963 Août	118,9	103,8	222,7	2,08	2,00	2,81
1963 Septembre	130,7	97,5	228,2	2,17	2,17	2,66
1963 Octobre	139,9	111,8	251,7	2,46	2,28	3,03
1963 Novembre	138,2	113,0	251,2	2,16	2,25	3,07
1963 Décembre	164,1	117,1	281,2	2,60	2,60	3,04
1964 Janvier	146,3	120,5	266,8	2,42	2,33	3,10
1964 Février	154,2	114,9	269,1	2,52	2,52	3,03
1964 Mars	150,1	109,7	259,8	2,45	2,45	2,85
1964 Avril	159,3	122,3	281,6	2,64	2,54	3,13
1964 Mai	154,6	131,9	286,5	2,26	2,45	3,26

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B.* — *Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* (cf. N.B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII). — *Rapport annuel de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées ^{1 3}	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse ²
		valeur nominale								
1954	5.023	—	—	—	—	—	2.248	1.000	2	1.327
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.112	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.311	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.582	623	2.700	1	—	4.603	72	—	...	...
1960	6.653	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.923	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.792	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.420	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1962 Janvier	6.149	200	...	6.831	75	9.996	...	—	...	...
Février	6.235	220	...	3.300	2.696	9.253	...	—	...	...
Mars	6.188	130	...	3.188	1.600	7.961	...	—	...	...
Avril	6.112	1.018	...	3.521	1.878	9.391	...	—	...	...
Mai	6.215	280	...	3.003	2.192	8.492	...	—	...	...
Juin	6.701	11	...	2.108	2.923	8.589	...	—	...	...
Juillet	6.887	438	...	2.069	1.972	8.336	...	—	...	...
Août	6.803	200	1.175	2.041	1.401	8.593	...	—	...	...
Septembre ...	6.910	248	1.100	1.724	1.681	8.623	...	—	...	...
Octobre	7.233	572	1.200	796	2.564	9.248	...	—	...	...
Novembre ...	7.946	1.175	2.100	1	790	8.905	...	—	...	...
Décembre	7.792	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963 Janvier	7.061	550	...	...	1.457	6.020	...	—	...	...
Février	6.941	1.159	900	...	154	6.054	...	—	...	...
Mars	8.212	1.663	100	...	706	6.471	...	—	979	...
Avril	8.387	1.330	...	70	973	7.702	...	—	...	...
Mai	8.604	1.319	...	390	1.408	8.650	...	—	...	...
Juin	9.008	1.058	500	...	489	7.949	...	—	...	...
Juillet	8.690	1.100	...	...	71	6.828	...	—	...	...
Août	8.396	1.315	...	...	126	6.569	...	—	228	...
Septembre ...	8.646	1.370	...	...	...	6.282	...	—	639	...
Octobre	8.543	1.629	...	...	...	6.459	572	—	...	...
Novembre ...	8.562	1.721	...	...	...	6.851	280	—	...	...
Décembre	8.420	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...

¹ Y compris les opérations à réméré.

² Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

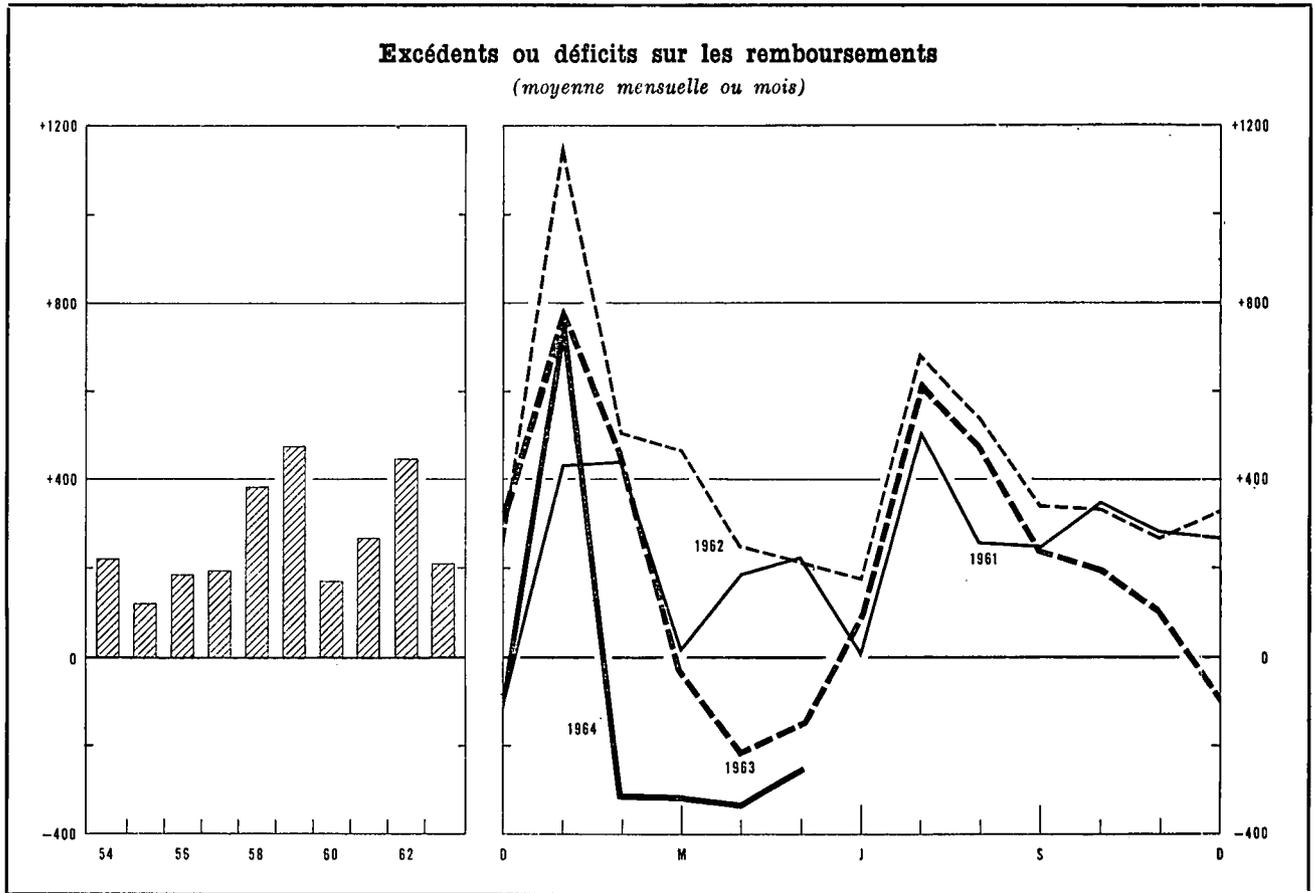
³ Il s'agit des valeurs nominales pour les chiffres de fin d'année et des valeurs comptables pour les autres mois.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements (1)		Remboursements (2)		Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)		Soldes des dépôts à fin de période (4)	
1953	13.204		9.684		3.520		45.493 ¹	
1954	13.383		10.764		2.619		49.459 ¹	
1955	13.624		12.176		1.448		52.354 ¹	
1956	14.518		12.295		2.223		56.132 ¹	
1957	16.783		14.455		2.328		60.144 ¹	
1958	18.912		14.316		4.596		66.700 ¹	
1959	21.939		16.232		5.707		74.442 ¹	
1960	21.840		19.786		2.054		78.887 ¹	
1961	22.799		19.585		3.214		84.633 ¹	
1962	25.995		20.717		5.278		92.654 ¹	
1963	<i>p</i> 26.345		<i>p</i> 23.801		<i>p</i> 2.544		<i>p</i> 97.969 ¹	
	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964
Janvier	2.368	<i>p</i> 2.798	1.600	<i>p</i> 2.032	788	<i>p</i> 766	93.442	<i>p</i> 98.735
Février	2.020	<i>p</i> 2.206	1.556	<i>p</i> 2.517	464	<i>p</i> -311	93.906	<i>p</i> 98.424
Mars	2.016	<i>p</i> 2.115	2.047	<i>p</i> 2.431	-31	<i>p</i> -316	93.875	<i>p</i> 98.109
Avril	2.051	<i>p</i> 2.225	2.260	<i>p</i> 2.558	-209	<i>p</i> -333	93.666	<i>p</i> 97.775
Mai	2.168	<i>p</i> 2.118	2.304	<i>p</i> 2.370	-135	<i>p</i> -252	93.531	<i>p</i> 97.523
Juin	2.199		2.095		103		93.634	
Juillet	2.640		2.013		627		94.261	
Août	2.254		1.765		489		94.749	
Septembre	2.122		1.877		245		94.995	
Octobre	2.293		2.082		211		94.206	
Novembre	2.047		1.926		120		95.326	
Décembre	<i>p</i> 2.187		<i>p</i> 2.270		<i>p</i> -83		<i>p</i> 97.969 ¹	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962
ACTIF						
Disponible ¹	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3
Placements provisoires :						
Effets sur la Belgique	7,6	7,7	9,1	10,8	12,4	15,1
Avances à l'industrie	—	2,0	3,3	5,2	7,3	8,6
Crédit d'exportation	—	...	0,2	0,4	0,5	0,7
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	0,4	1,6	1,7	2,4	2,5	3,0
Certificats de Trésorerie	1,5	5,2	4,3	2,0	4,3	6,2
Prêts au jour le jour	1,3	0,8	1,1	0,8	0,7	0,9
Total des placements provisoires ...	10,8	17,3	19,7	21,6	27,7	34,5
Placements définitifs :						
Rentes belges directes	18,4	17,3	19,7	20,0	20,2	23,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	13,6	15,4	16,5	17,8	16,6	14,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes	1,9	1,8	1,8	1,7	1,7	1,6
et communes	1,9	1,8	1,8	1,7	1,7	1,6
Obligations de sociétés belges	1,5	1,2	1,2	1,0	1,0	0,9
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
complémentaires aux prisonniers politiques, et	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
avances à l'Œuvre nationale des invalides de la	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	2,8	2,9	3,3	3,8	4,3	4,8
Crédit agricole	3,4	3,4	3,5	3,6	3,6	3,8
Avances à la Société nationale du logement, aux	18,3	19,9	21,3	22,2	22,7	24,0
sociétés agréées et aux communes en vue de la	18,3	19,9	21,3	22,2	22,7	24,0
construction d'habitations sociales	18,3	19,9	21,3	22,2	22,7	24,0
Total des placements définitifs ...	60,8	62,8	68,2	71,0	71,0	74,1

PASSIF

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ² :						
Particuliers	60,0	66,5	74,3	78,7	84,5	92,5
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,6	4,9	3,8	3,7	3,7	4,9
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	...
Total des dépôts sur livrets ...	65,0	71,8	78,5	82,8	88,5	97,6
Dépôts en comptes courants ²	1,9	3,5	3,7	3,0	3,4	4,1
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotations, fonds de prévisions diverses et fonds						
de réserve	6,2	6,7	7,3	7,9	8,7	9,4

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite *

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1957	1958	1959	1960	1961	1962
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	7,2	7,5	7,7	7,3	7,1	6,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	9,1	10,1	11,0	11,6	12,5	13,9
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges	1,4	1,3	1,2	1,1	1,0	0,9
Prêts hypothécaires	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitations sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	19,5	20,5	21,5	21,5	22,0	22,5
PASSIF						
Fonds des Rentes ¹	13,2	13,5	13,8	13,1 ¹	13,4	13,6
Réserves mathématiques ²	6,7	7,4	8,2	8,8	9,4	10,1
Total ...	19,9	20,9	22,0	21,9	22,8	23,7

* La C.G.E.R. publie séparément :

- a) *Depuis 1957* :
- 1) Un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1940 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres. Toutefois, depuis 1960, les rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 ne figurent plus aux bilans des Caisses de Retraite mais bien aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie.
 - 2) Un bilan se rapportant à la « gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la Pension des employés ». Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
 - 3) Un bilan se rapportant aux retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 12 juillet 1957 » conçue également selon le principe de la capitalisation. En vertu de la loi du 3 avril 1962, cette gestion est reprise par la Caisse Nationale des Pensions pour Employés. Le transfert des fonds correspondant a été effectué en 1963 conformément à la situation de clôture au 31 décembre 1962.
 - 4) Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants. Toutefois, depuis 1960, ce bilan se rapporte également à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 sur la pension des travailleurs indépendants.
- b) *Depuis 1958* : Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de pension des employés (versements supplémentaires).
- c) *Depuis 1960* : En plus, un bilan concernant les retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 22 février 1960 » et, ultérieurement, par la loi du 3 avril 1962, conçues selon le principe de capitalisation.
- 1 Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».
- 2 Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ¹

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1957	1958	1959	1960	1961	1962
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	2,0	1,9	2,2	3,0	2,9	2,8
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	0,7	1,1	1,3	2,0	2,6	3,4
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	3,6	4,0	4,5	6,0	6,5	7,1
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ¹	2,7	2,9	3,2	4,6 ¹	4,9	5,8
Fonds de réserve	1,0	1,2	1,4	1,5	1,8	2,0

¹ Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et Bons de Caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961 3 ^e trimest.	22,1	6,1	5,1	33,3	2,5	19,6	0,5	22,6	6,7	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,9	36,5
1961 4 ^e trimest.	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962 1 ^{er} trimest.	24,1	6,7	5,5	36,3	2,2	20,9	0,5	23,6	7,6	0,2	0,1	0,4	0,4	6,6	15,3	38,9
1962 2 ^e trimest.	24,8	7,0	5,7	37,5	2,2	21,9	0,5	24,6	7,6	0,3	0,1	0,4	0,4	7,2	16,0	40,6
1962 3 ^e trimest.	25,7	7,2	5,9	38,8	2,4	22,7	0,5	25,6	8,1	0,3	0,1	0,5	0,5	7,3	16,8	42,4
1962 4 ^e trimest.	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 1 ^{er} trimest.	28,3	8,0	6,3	42,6	2,9	24,3	0,6	27,8	9,4	0,4	...	0,5	0,6	7,9	18,8	46,6
1963 2 ^e trimest.	29,0	8,7	6,3	44,0	3,0	24,9	0,5	28,4	9,8	0,4	...	0,5	0,6	8,3	19,6	48,0
1963 3 ^e trimest.	29,9	9,3	6,2	45,4	3,2	25,7	0,4	29,3	10,2	0,5	...	0,5	0,5	8,6	20,3	49,6
1963 4 ^e trimest.	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	6,2	48,5	4,0	27,2	0,4	31,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	52,7
Nouvelle série 1 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	9,9	52,2	4,0	31,2	0,4	35,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	56,7

1 L'écart que l'on constate pour le 1^{er} trimestre 1964 entre les deux séries résulte de la prise en considération dans la nouvelle série de sociétés récemment agréées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	6,7	8,6	9,8	10,5	10,9	11,7
2 ^o garantis par banques et sociétés financières ...	5,1	5,5	6,2	6,7	7,2	8,0
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	7,1	7,8	10,5	13,1	15,7	19,6
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	1,9	2,0	1,8	1,7	1,6	1,5
Crédits commerciaux à moyen terme	1,0	0,8	0,8	1,3	1,0	1,5
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,6	0,8	0,9	1,1	1,3	1,3
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,4	2,5	2,7	2,7	2,8	2,7
PASSIF						
Obligations	21,4	24,9	30,1	35,9	37,5	39,4
Bons de caisse	4,1	5,7	6,3	6,9	7,3	8,4
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,9	1,9	1,8	1,7	1,7	1,4
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	0,7	0,8	1,1	1,2	1,2	1,3

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'Aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Total	Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs			débiteurs		
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces		Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total							
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1954	1.320	3.650		2.146	5.796	165	5.250	5.415	1.701	22.868	1.850	1.785	349	15.518	
1955	1.701	4.315		2.261	6.576	363	5.794	6.157	2.120	26.192	1.563	1.700	388	14.061	
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.356	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516 ¹	6.827	1.589	3.214	26.300	
1962 Mai	3.344	392	97	114	603	34	545	579	3.868		6.968	1.729	1.491	1.593	
Juin	3.368	745	88	116	949	30	797	827	3.490		7.050	1.725	1.579	1.801	
Juillet	3.490	865	141	109	1.115	35	733	768	3.837		6.798	1.404	2.158	3.202	
Août	3.837	715	105	126	946	34	758	792	3.991		6.536	1.334	2.368	1.458	
Septembre	3.991	521	125	105	751	17	881	898	3.844		6.855	1.188	2.543	1.460	
Octobre	3.844	682	147	114	943	24	917	941	3.846		6.682	1.067	3.234	2.338	
Novembre	3.846	633	154	83	870	40	827	867	3.849		6.654	1.164	3.456	1.390	
Décembre	3.849	551	118	146	815	31	753	784	3.880	52.178	7.337	1.333	3.086	2.247	
1963 Janvier	3.880	479	155	56	690	13	784	797	3.773	52.158	7.352	1.059	4.235	3.781	
Février	3.773	675	214	140	1.029	15	607	622	4.180	53.033	6.848	1.273	3.778	1.944	
Mars	4.180	820	154	78	1.052	15	758	773	4.459	53.984	7.632	1.419	3.797	1.992	
Avril	4.459	599	69	110	778	26	415	441	4.796	54.035	7.582	1.496	3.282	2.401	
Mai	4.796	566	28	82	676	20	757	777	4.695	54.611	7.930	1.689	2.824	1.743	
Juin	4.695	562	59	65	686	17	788	805	4.576	55.174	8.156	1.644	3.081	1.574	
Juillet	4.576	724	125	173	1.022	27	880	907	4.691	55.672	7.892	1.557	3.512	3.470	
Août	4.691	432	130	103	665	13	794	807	4.549	56.216	7.999	1.692	3.299	1.121	
Septembre	4.549	692	112	110	914	16	922	938	4.525	57.066 ¹	7.736	1.726	3.002	1.842	
Octobre	4.525	689	148	192	1.029	38	1.053	1.091	4.463	57.385 ¹	7.323	1.628	2.892	2.589	
Novembre	4.463	516	160	67	743	17	750	767	4.439	58.061 ¹	6.962	1.922	2.459	1.583	
Décembre	4.439	727	163	175	1.065	24	1.064	1.088	4.416	58.516 ¹	6.827	1.959	2.409	2.260	
1964 Janvier	4.416	891	174	114	1.179	11	870	893	4.714	58.883 ¹	6.724	1.489	2.817	4.967	
Février	4.714	651	219	96	966	19	759	778	4.902	59.731 ¹	6.813	1.945	2.339	2.512	
Mars	4.902	538	159	148	845	26	1.047	1.073	4.674	60.404 ¹	6.616	1.657	2.386	2.214	
Avril	4.674	664	151	80	895	25	760	785	4.784	60.599 ¹	7.305	1.614	2.504	2.469	
Mai	4.784	578	130	97	805	19	955	974	4.615	61.132 ¹	7.603	2.187	1.999	1.687	

¹ Dont consolidation de déficits ordinaires des comptes communaux.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	1,4	1,7	2,3	2,6	3,1	1,0	1,1	1,2	1,4	1,6
Prêts hypothécaires	7,1	7,8	9,0	10,5	11,4	1,8	2,0	2,3	2,7	3,2
Prêts sur police	0,9	1,0	1,1	1,2	1,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	2,9	3,5	4,8	5,3	5,7	2,8	3,1	3,2	3,4	3,6
Valeurs étrangères	0,5	0,8	1,3	1,9	1,5	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4
Titres garantis par le Congo	0,2	0,4	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	2,6	3,1	4,2	4,2	4,6	0,4	0,4	0,7	0,7	0,8
Titres des autres organismes										
parastataux	1,0	1,2	1,4	1,4	1,6	0,9	1,0	0,9	1,0	1,1
Titres des provinces et com-										
munes	1,7	1,7	1,4	1,7	1,8	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	6,4	7,2	7,2	7,4	8,1	0,5	0,6	0,5	0,6	0,6
Actions de sociétés belges ...	2,5	1,7	2,1	2,2	2,3	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7
Total des valeurs mobilières ...	17,8	19,6	22,5	24,2	25,7	5,9	6,5	6,7	7,2	7,7

PASSIF

Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	27,0	31,0	35,3	38,7	41,7	9,0	9,8	10,7	11,6	12,6

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 10. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1955	1,67
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1962 3 ^e trimestre .	3,13
4 ^e trimestre .	3,41
1963 1 ^{er} trimestre .	3,05
2 ^e trimestre .	2,99
3 ^e trimestre .	3,48
4 ^e trimestre .	3,80
1964 1 ^{er} trimestre .	3,68

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Modalités d'épargne	1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962	
1. Epargne-dépôts ¹ :																		
Caisse d'épargne	5,0		5,0		6,0		5,5		9,8		9,9		6,6		9,3		14,2	
Banques	3,0		2,2		-0,7		1,1		4,6		5,1		4,0		10,4		5,9	
Institutions parastatales de crédit .	0,3		-0,2		0,3		-0,5		2,2		0,3		1,2		1,7		1,7	
Total ...		8,3		7,0		5,6		6,1		16,6		15,3		11,8		21,4		21,8
2. Epargne-réserves ¹ :																		
Organismes de pensions	3,4		3,7		3,5		5,1		5,0		3,2		2,5		3,0		1,9	
Organismes d'assurance contre les accidents de travail	1,0		1,1		1,2		1,0		1,1		0,9		0,7		1,1		1,0	
Caisses de vacances annuelles	0,1		0,3		0,1		0,4		-0,1		-0,1		-0,1		-0,1		0,2	
Organismes d'assurances sur la vie .	3,1		3,4		3,5		3,5		3,8		5,4		6,8		4,9		4,6	
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,1		0,2		0,2		0,2		0,2		0,1		0,2		0,2		0,2	
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,2		0,3		0,3		0,4		0,3		0,4		0,4		0,5		1,2	
Total ...		7,9		9,0		8,8		10,6		10,3		9,9		10,5		9,6		9,1
3. Epargne hypothécaire et immobilière :																		
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	2,9		2,9		1,8		2,1		1,8		1,8		1,1		2,4		3,3	
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	5,2		6,2		6,5		7,0		7,4		8,5		9,2		9,9		12,5	
Constructions d'habitations (capitales investies par les particuliers)	7,3		7,9		7,4		8,9		9,1		10,3		11,4		12,5		13,8	
Total ...		15,4		17,0		15,7		18,0		18,3		20,6		21,7		24,8		29,6
4. Emissions de capitaux :																		
Nouveaux placements du public	13,1		10,5		7,9		13,6		16,2		13,4		17,0		13,8		18,1	
Total (1 à 4) ...		44,7		43,5		38,0		48,3		61,4		59,2		61,0		69,6		78,6
Doubles emplois ² ...	0,6		0,2		-0,6		0,2		-1,4		0,6		0,1		0,1		-0,2	
Total net (1 à 4) ...		45,3		43,7		37,4		48,5		60,0		59,8		61,1		69,7		78,4
5. Epargne interne des entreprises :																		
Amortissements	23,8		25,4		28,5		30,9		29,8		30,7		35,0		35,9		34,3	
Epargne nette	7,8 ³		9,6 ³		10,0		9,2		5,2		5,2		7,7		8,4		6,0	
Total ...		31,6		35,0		38,5		40,1		35,0		35,9		42,7		44,3		40,3
Total général (1 à 5) ...		76,9		78,7		75,9		88,6		95,0		95,7		103,8		114,0		118,7

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensés comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

³ Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années postérieures à 1955.

Références bibliographiques : Etudes complémentaires aux Comptes rendus annuels de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC
1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME¹
(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²				Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹		
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements		Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes ^{(8) = (1) - (2)}							(5) = (3) + (4)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)			
1. Etat (dette directe uniquement)	1958	18,2	8,9	9,3	—	9,3	0,2	2,7	- 2,5	6,8	
	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3	
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8	
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0	
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9	
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1958	3,3	1,1	2,2	...	2,2	2,7	0,3	2,4	4,6	
	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7	
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9	
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2	
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	r 3,9	0,7	r 3,2	r 5,1	
	1963	3,0	1,4	1,6	...	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0	
3. Organismes paraétatiques de crédit	1958	...	...	...	5,4	5,4	2,2	0,4	1,8	7,2
	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1	
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6	
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8	
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0	
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0	
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1958	2,4	1,6	0,8	4,8	5,6	...	...	...	5,6
	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2	
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1958	...	1,9	- 1,9	...	- 1,9	0,7	0,1	0,6	- 1,3	
	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2	
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3	
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7	
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1	
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1958	23,9	13,5	10,4	10,2	20,6	5,8	3,5	2,3	22,9	
	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5	
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2	
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6	
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	r 13,5	4,0	r 9,5	r 36,5	
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4	
6. Congo et Rwanda-Burundi	1958	4,0	0,4	3,6	...	3,6	...	...	...	3,6
	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi	1958	27,9	13,9	14,0	10,2	24,2	5,8	3,5	2,3	26,5	
	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9	
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7	
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6	
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	r 13,5	4,0	r 9,5	r 36,5	
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4	
7. Rectifications à apporter pour :	1958	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—	
	a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁶	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—	
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—	
	b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁷	1958	...	—	...	—	...	—	—	...	—
	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—	
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—	
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—	
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—	
	1963	- 0,3	—	- 0,3	—	- 0,3	—	—	—	—	

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : - 8,9; en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,8; en 1963 : 8,8.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et la Société Nationale des Distributions d'Eau.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁷ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission
Mois	Jour						
1961	Juin	8	Etat belge 1961-1973	5,25-5,50-5,75	98,50	à 5, 9 ou 12 ans 6 mois	7.007 5,83
	Août	24	Ville d'Anvers	5,25-5,50-5,75-6,00	98,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800 5,83
	Octobre	2	Etat belge 1961-1981	5,25-5,50-5,75	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	6.000 5,75
	Novembre	20	S.N.C.I.	5,25-5,50-5,75	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.650 5,88 ²
	Décembre	11	Fonds des Routes	5,25-5,50-5,75	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500 5,78
1962	Février	1	Etat belge 1962-1982, 1 ^{re} série	5,00-5,25-5,50	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	7.450 5,54
	Mars	1	Ville de Liège 1962-1982	5,25-5,50-5,75	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800 5,75
	Mars	29	R.T.T. 1962-1982	5,00-5,25-5,50	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500 5,54
	Mai	2	S.N.C.B. 1962-1982	5,00-5,25-5,50	99,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.550 5,48
	Mai	28	Ville de Bruxelles 1962-1982	5,00-5,25-5,50	99,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000 5,43
	Juin	14	Etat belge 1962-1982, 2 ^e série	5,00 — 5,25	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	8.100 5,26
	Août	27	Ville d'Anvers 1962-1982	5,00-5,25-5,50	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000 5,37
	Septembre	24	Fonds des Routes	5,00 — 5,25	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	2.500 5,20
	Novembre	12	Etat belge 1962-1982, 3 ^e série	4,75-5,00-5,25	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	10.480 5,06
1963	Mars	4	Etat belge 1963-1983, 1 ^{re} série	5,00 — 5,25	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.900 5,09 ⁹
	Avril	18	R.T.T. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.350 5,55 ⁹
	Mai	16	S.N.C.B. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.300 5,55 ⁹
	Mai	30	C.N.C.P. 1963-1968-1973	5,20 — 5,50 ¹⁰	100,00	à 5 ou 10 ans	350 5,49 ⁹
	Juin	20	Etat belge 1963-1983, 2 ^e série	5,50 — 5,75 ¹¹	99,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.250 5,72 ⁹
	Septembre	3	Ville de Liège 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ¹²	99,00	à 10 ou 20 ans	1.000 5,90 ⁹
	Septembre	3	Ville de Gand 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ¹²	99,00	à 10 ou 20 ans	600 5,90 ⁹
	Octobre	8	Etat belge 1963-1983, 3 ^e série	5,50-5,75 ¹¹	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	3.232 5,80 ⁹
	Octobre	8	Etat belge 1963-1983	6,00	100,00	à 20 ans	4.270 6,00 ⁹
	Novembre	18	Fonds des Routes 1963-1983	6,00	99,00	à 20 ans	2.500 6,12 ⁹
	Décembre	11	Ville de Brux. 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ¹³	98,00	à 10 ou 20 ans	516 6,14 ⁹
	Décembre	11	Ville d'Anvers 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ¹³	98,00	à 10 ou 20 ans	781 6,14 ⁹
1964	Février	17	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ¹⁴	100,00	à 5 ou 10 ans	12.000 6,44 ⁹
	Avril	13	Fonds des Routes 1964-69-74	6,25 — 6,50 ¹⁴	100,00	à 5 ou 10 ans	5.000 6,44 ⁹
	Mai	25	Etat belge 1964-75	6,25 — 6,50 ¹⁵	100,00	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 3 m.	7.085 6,41 ⁹

1 Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI 1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement, aux sinistrés par la C.A.D.G.

2 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

3 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 4 années suivantes et 5,75 % pendant les dernières années.

4 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,75 % de la 11^e à la 15^e année et 6 % de la 16^e à la 20^e année.

5 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 années suivantes et 5,75 % pendant les 10 dernières années.

6 Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années, 5,25 % pendant les 5 années suivantes et 5,50 % pendant les 10 dernières années.

7 Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.

8 Intérêts : 4,75 % pendant les 10 premières années, 5 % pendant les 5 années suivantes et 5,25 % pendant les 5 dernières années.

9 Rendement sur la base des taux d'intérêt nominaux de l'emprunt.

10 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 dernières années.

11 Intérêts : 5,50 % pendant les 10 premières années, 5,75 % pendant les 10 dernières années.

12 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,40 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.

13 Intérêts : 5,30 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.

14 Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

15 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 5 ans 9 mois.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission
Mois	Jour						
1961	Mai	16	S.N.C.B.	4,50	100,0	12 ans	F.S. 50 4,50 ²
	Mai	18	Etat belge 1961-1981	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 75 4,75
	Juillet	3	Soc. Nat. Distr. d'Eau	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 50 4,75
	Juillet	12	S.N.C.B.	5,00	100,0	2, 3, 4 ans	U.S. \$ 3 5,00 ²
	Juillet	12	S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	U.S. \$ 20 ou D.M. 80 5,32 ²
	Octobre	3	Sabena	4,75	99,0	20 ans	Fl. P.B. 22 4,92
	Novembre	14	Etat belge 1961-1964	5,50	100,0	3 ans	U.S. \$ 30 5,61 ²
	Novembre	28	Etat belge 1961-1976	5,50	98,0	15 ans	U.S. \$ 25 5,88
	Décembre	12	Sabena 1961-1981 ³	5,00	100,0	20 ans	FLux 250 5,06
1962	Mars	27	Etat belge 1962-1977	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 30 5,55
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 20 4,97 ^{2,4}
	Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11 5,24 ⁴

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

2 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

3 Emprunt de conversion.

4 Cet emprunt est exempté de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou de toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au Moniteur belge.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ²	Dettes indirectes	Dettes totales ²
	intérieures					extérieures					
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2			
1951	106,5	33,9	68,0	19,4	227,8	12,8	2,1	14,9	242,7	11,9	254,6
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0
1962 Avril	221,1	20,4	79,7	33,3	354,5	20,1	23,4	43,5	398,0	25,4	423,4
Mai	220,9	20,2	80,5	32,7	354,3	20,1	23,2	43,3	397,6	25,3	422,9
Juin	220,7	20,0	82,4	32,7	355,8	19,9	20,1	40,0	395,8	25,3	421,1
Juillet	223,8	20,0	79,3	34,0	357,1	19,8	19,9	39,7	396,8	25,2	422,0
Août	223,6	20,0	82,0	32,3	357,9	19,8	19,0	38,8	396,7	25,2	421,9
Septembre	223,4	20,0	82,8	32,4	358,6	19,7	18,4	38,1	396,7	25,2	421,9
Octobre	222,9	22,0	82,3	33,1	360,3	19,7	17,0	36,7	397,0	27,5	424,5
Novembre	232,2	20,9	76,3	33,0	362,4	19,7	16,7	36,4	398,8	27,5	426,3
Décembre	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2
1963 Janvier	250,7	16,7	56,1	37,4	360,9	19,5	18,1	37,6	398,5	27,5	426,0
Février	249,9	16,8	60,2	34,4	361,3	19,5	19,1	38,6	399,9	27,5	427,4
Mars	254,6	16,7	60,5	35,4	367,2	19,3	21,2	40,5	407,7	27,5	435,2
Avril	253,9	16,3	63,4	36,4	370,0	19,2	21,9	41,1	411,1	27,4	438,5
Mai	253,8	16,2	61,9	35,8	367,7	19,2	24,0	43,2	410,9	27,4	438,3
Juin	254,0	16,2	61,4	36,1	367,7	19,0	24,3	43,3	411,0	27,4	438,4
Juillet	257,7	15,8	56,0	37,8	367,3	18,9	24,6	43,5	410,8	27,2	438,0
Août	257,5	15,7	58,3	34,3	365,8	18,9	24,9	43,8	409,6	27,2	436,8
Septembre	256,7	15,7	58,3	35,2	365,9	18,7	25,1	43,8	409,7	27,1	436,8
Octobre	263,5	13,3	55,9	37,4	370,1	18,6	26,6	45,2	415,3	27,0	442,3
Novembre	262,3	13,7	57,1	35,1	368,2	18,6	27,4	46,0	414,2	27,9	442,1
Décembre	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0
1964 Janvier	260,2	14,3	56,7	38,9	370,1	18,4	27,9	46,3	416,4	29,2	445,6
Février	270,6	9,0	55,0	36,6	371,2	18,4	29,3	47,7	418,9	29,2	448,1
Mars	270,1	9,8	55,0	38,2	373,1	18,1	29,3	47,4	420,5	29,1	449,6
Avril	269,3	6,0	56,2	39,6	371,1	18,1	29,8	47,9	419,0	34,1	453,1

¹ E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

² Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
A. Secteur public belge (fonds publics belges) :															
1. Etat 2	170,6	187,7	204,2	216,2	231,8	48,7	45,9	44,9	42,5	66,6 ⁷	219,3	233,6	249,1	258,7	298,4 ⁷
2. Organismes publics de crédit non monétaires ..	64,9	74,2	84,5	96,1	106,0	15,6	17,3	18,9	20,2	21,9	80,5	91,5	103,4	116,3	127,9
3. Paraétatiques d'exploitation	23,5	26,8	26,2	25,4	26,5	4,1	5,3	5,5	6,0	6,5	27,6	32,1	31,7	31,4	33,0
4. Fonds de pension	—	—	—	—	—	3,1	4,4	5,9	7,1	9,8	3,1	4,4	5,9	7,1	9,8
5. Secteur public non compris ailleurs	26,2	27,0	26,2	25,7	26,2	8,3	9,2	9,9	10,1	10,6	34,5	36,2	36,1	35,8	36,8
B. Trésor congolais (fonds publics congolais)															
	12,8	12,2	10,8	10,8	10,8	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	14,1	13,5	12,1	12,1	12,1
Total ...	298,0	327,9	351,9	374,2	401,3	81,1	83,4	86,4	87,2	116,7	379,1	411,3	438,3	461,4	518,0

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
A. Secteurs nationaux non financiers :															
1. Entreprises privées et particuliers 3	163,4	180,2	194,9	207,0	214,7	9,9	8,7	6,3	5,5	7,7	173,3	188,9	201,2	212,5	222,4
2. Paraétatiques d'exploitation	1,7	2,2	2,5	2,8	3,1	0,2	0,2	0,5	0,5	0,4	1,9	2,4	3,0	3,3	3,5
3. Secteur public non compris ailleurs 4	1,4	1,6	1,8	1,6	1,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,5	1,7	1,9	1,7	1,8
4. Sécurité Sociale	1,1	1,0	1,0	1,3	1,4	0,6	0,6	1,0	1,0	0,9	1,7	1,6	2,0	2,3	2,3
B. Etranger : Congo et Rwanda-Burundi 5															
	4,1	4,0	3,4	2,6	2,6	1,1	0,7	0,3	0,3	0,2	5,2	4,7	3,7	2,9	2,8
C. Intermédiaires financiers :															
1. Organismes monétaires 6	31,5	35,4	35,6	41,1	49,9	36,5	36,3	37,7	37,6	59,6	68,0	71,7	73,3	78,7	109,5 ⁷
2. Fonds des Rentes	3,3	4,5	6,6	6,9	7,8	—	—	—	—	—	3,3	4,5	6,6	6,9	7,8
3. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	34,6	38,8	40,7	41,9	45,4	12,7	13,6	14,8	14,2	14,8	47,3	52,4	55,5	56,1	60,2
4. Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	51,4	53,7	58,3	60,8	64,8	20,0	23,2	25,7	28,0	30,7	71,4	76,9	84,0	88,8	95,5
5. Organismes publics de crédit non monétaires ..	5,5	6,5	7,1	8,2	9,9	—	—	—	—	2,3	5,5	6,5	7,1	8,2	12,2
Total ...	298,0	327,9	351,9	374,2	401,3	81,1	83,4	86,4	87,2	116,7	379,1	411,3	438,3	461,4	518,0

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique Etranger « Congo et Rwanda-Burundi ».

4 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

5 Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo Belge et du Rwanda-Burundi.

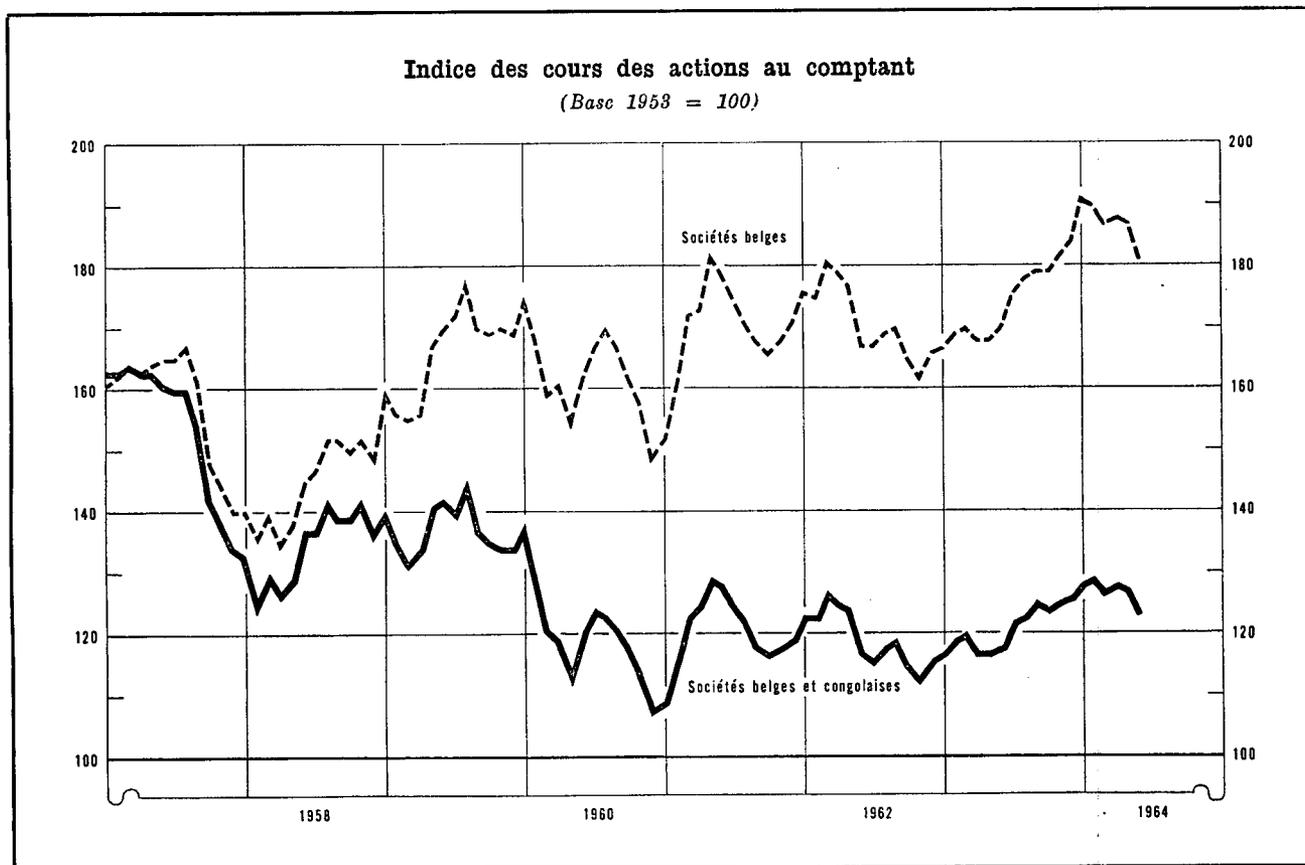
6 A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

7 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ».*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions			Taux de rendement % 3							
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4 6	Valeurs belges 5						
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges									
(Base 1953 = 100) 2 4												
1954 Moyenne mensuelle .	110	118	116	108	3,3	n.d.						
1955 Moyenne mensuelle .	152	157	146	141	3,0	n.d.						
1956 Moyenne mensuelle .	113	164	158	139	3,3	n.d.						
1957 Moyenne mensuelle .	106	155	158	133	3,6	n.d.						
1958 Moyenne mensuelle .	70	135	145	117	3,9	n.d.						
1959 Moyenne mensuelle .	105	137	166	129	3,4	2,9						
1960 Moyenne mensuelle .	93	121	162	116	4,5	2,8						
1961 Moyenne mensuelle .	103	120	169	115	4,5	3,1						
1962 Moyenne mensuelle .	82	119	171	113	3,2	3,2						
1963 Moyenne mensuelle .	88	121	174	116	2,7	3,0						
	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964
Janvier	93	137	117	128	167	191	113	118	2,9	2,4	3,2	2,7
Février	89	118	119	129	169	190	117	115	2,9	2,5	3,1	2,7
Mars	79	83	120	127	170	187	116	113	2,9	2,5	3,2	2,8
Avril	89	82	117	128	168	188	114	117	2,9	2,5	3,2	2,9
Mai	83	85	117	127	168	187	114	115	2,8	2,6	3,1	3,0
Juin	83		118	123	170	181	114	110	2,7		3,0	
Juillet	89		122		176		116		2,5		2,9	
Août	84		123		178		118		2,5		2,8	
Septembre	87		125		179		119		2,5		2,8	
Octobre	85		124		179		116		2,4		2,8	
Novembre	95		125		182		117		2,4		2,7	
Décembre	98		126		184		117		2,4		2,7	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
 2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.
 3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.
 4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.
 5 Bourse de Bruxelles.
 6 Jusqu'en 1958, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : *Institut National de Statistique* (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Perles			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1954	51	2.878	2.649	661	—	299	37	2.759	75
1955	50	3.265	2.704	644	1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	38	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.313	0,4	549	70	p10.800	447

Sociétés financières et immobilières ⁵

1954	1.286	11.004	9.118	1.793	50	1.239	90	4.044	149
1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	p12.928	602

Industrie des fabrications métalliques

1954	1.213	10.926	7.587	2.032	234	923	101	1.426	86
1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	p 1.856	117

Métallurgie du fer

1954	108	10.332	7.522	660	53	410	33	2.303	114
1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	853	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	p 5.437	286

Industrie textile

1954	1.105	10.285	9.324	660	371	252	48	503	27
1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	p 346	24

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1954	750	7.200	3.900	799	65	394	55	765	41
1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	<i>p</i> 751	52
Industrie chimique									
1954	546	9.270	4.907	1.036	200	502	59	1.091	59
1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.037	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	<i>p</i> 962	66
Electricité									
1954	54	12.754	2.909	1.456	—	1.165	88	4.764	257
1955	52	13.525	2.968	1.503	0,3	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	2,6	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	0,1	1.690	82	<i>p</i> 6.997	340
Industrie du charbon									
1954	61	8.268	4.927	900	196	723	72	1.073	49
1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	<i>p</i> 398	27
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}									
1954	13.171	112.207	76.018	15.095	1.800	8.231	941	21.443	1.003
1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.585
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	<i>p</i> 45.172	2.259

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1954	487	29.262	16.173	8.246	156	4.917	429	1.659	79
1955	527	32.018	20.039	9.356	289	5.567	393	1.883	91
1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	p 1.019	35

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1954	13.658	141.469	92.191	23.341	1.957	13.148	1.370	23.103	1.076
1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	p 46.191	2.294

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo ; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 Janvier	151	4,0	1,0	0,4	...	0,2	0,4
2 premiers mois	390	4,8	2,9	1,0	...	0,8	0,8
3 premiers mois	2.198	19,9	12,9	3,6	0,3	2,0	1,1
4 premiers mois	5.582	55,9	33,5	8,9	1,0	4,5	1,5
5 premiers mois	9.506	122,1	71,5	17,7	2,5	9,2	1,8
6 premiers mois	11.500	139,6	84,6	20,8	2,8	10,6	2,2
7 premiers mois	12.189	147,2	91,0	22,1	3,0	11,2	2,6
8 premiers mois	12.408	148,1	91,6	22,2	3,0	11,2	2,9
9 premiers mois	12.786	150,0	92,9	22,5	3,0	11,3	3,2
10 premiers mois	13.369	157,2	96,7	23,6	3,2	11,8	3,6
11 premiers mois	13.760	171,2	107,5	25,1	3,7	12,8	3,9
12 mois	14.174	186,2	115,2	26,9	3,9	14,1	4,3
1963 Janvier	p 103	2,2	0,7	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	p 263	2,9	2,5	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	p 1.660	19,9	11,4	3,1	0,4	2,1	0,6
4 premiers mois	p 4.089	52,3	29,4	7,7	0,9	4,2	0,8
5 premiers mois	p 6.875	116,9	70,2	15,0	1,7	8,1	1,0
6 premiers mois	p 8.455	138,7	85,4	18,5	2,2	9,8	1,3
7 premiers mois	p 9.021	143,7	90,1	19,1	2,3	10,1	1,4
8 premiers mois	p 9.290	145,0	91,0	19,3	2,3	10,2	1,6
9 premiers mois	p 9.662	146,9	92,2	19,6	2,4	10,3	1,7
10 premiers mois	p 10.145	156,3	98,6	20,8	2,6	10,6	1,9
11 premiers mois	p 10.501	167,4	105,9	22,0	2,7	11,4	2,2
12 mois	p 10.877	183,5	113,9	23,7	2,8	12,7	2,4

Notes : Voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 Janvier	3	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	17	0,3	0,1	...	...	...	...
4 premiers mois	41	1,3	0,5	0,1	...	...	...
5 premiers mois	87	19,8	11,8	4,4	0,1	2,4	...
6 premiers mois	194	30,0	14,4	5,4	0,2	2,8	...
7 premiers mois	237	33,5	16,2	5,6	0,3	2,9	...
8 premiers mois	240	33,6	16,2	5,6	0,3	2,9	...
9 premiers mois	250	34,3	17,1	5,6	0,5	2,9	...
10 premiers mois	267	34,7	17,2	5,6	0,5	2,9	...
11 premiers mois	285	37,1	18,2	5,8	0,6	3,0	...
12 mois	305	38,9	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 Janvier	p 2	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	p 6	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	p 24	1,7	0,6	...	...	...	...
4 premiers mois	p 45	2,8	0,9	...	...	...	...
5 premiers mois	p 85	20,2	15,8	2,0	0,1	0,8	...
6 premiers mois	p 192	31,2	22,1	2,7	0,3	1,1	...
7 premiers mois	p 228	34,4	23,9	2,7	0,4	1,1	...
8 premiers mois	p 231	34,4	24,0	2,7	0,4	1,1	...
9 premiers mois	p 240	34,7	24,0	2,7	0,4	1,1	...
10 premiers mois	p 255	35,7	24,4	2,7	0,4	1,1	...
11 premiers mois	p 273	38,6	26,0	2,8	0,6	1,2	...
12 mois	p 291	40,7	27,4	2,8	0,6	1,2	0,1

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 Janvier	154	4,0	1,0	0,4	...	0,2	0,4
2 premiers mois	398	4,9	2,9	1,0	...	0,8	0,8
3 premiers mois	2.215	20,2	13,0	3,6	0,3	2,0	1,1
4 premiers mois	5.623	57,2	34,0	9,0	1,0	4,5	1,5
5 premiers mois	9.593	141,9	83,3	22,1	2,6	11,6	1,8
6 premiers mois	11.694	169,6	99,0	26,2	3,0	13,4	2,2
7 premiers mois	12.426	180,7	107,2	27,7	3,3	14,1	2,6
8 premiers mois	12.648	181,7	107,8	27,8	3,3	14,1	2,9
9 premiers mois	13.036	184,3	110,0	28,1	3,5	14,2	3,2
10 premiers mois	13.636	191,9	113,9	29,2	3,7	14,7	3,6
11 premiers mois	14.045	208,3	125,8	30,9	4,3	15,8	3,9
12 mois	14.479	225,1	134,6	32,8	4,5	17,2	4,4
1963 Janvier	p 105	2,2	0,7	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	p 269	3,0	2,5	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	p 1.684	21,6	12,0	3,1	0,4	2,1	0,6
4 premiers mois	p 4.134	55,1	30,3	7,7	0,9	4,2	0,8
5 premiers mois	p 6.960	137,1	86,0	17,0	1,8	8,9	1,0
6 premiers mois	p 8.647	169,9	107,5	21,2	2,5	10,9	1,3
7 premiers mois	p 9.249	178,1	114,0	21,8	2,7	11,2	1,4
8 premiers mois	p 9.521	179,4	115,0	22,0	2,7	11,3	1,6
9 premiers mois	p 9.902	181,6	116,2	22,3	2,8	11,4	1,7
10 premiers mois	p 10.400	192,0	123,0	23,5	3,0	11,7	1,9
11 premiers mois	p 10.774	206,0	131,9	24,8	3,3	12,6	2,2
12 mois	p 11.168	224,2	141,3	26,5	3,4	13,9	2,5

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I., et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	= (5) - (4)	(6)	= (7) + (6)	= (8) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1954	7.358	3.489	1.777	879	898	529	1.427	4.916	8.331
1955	14.192	4.273	1.560	1.257	303	532	835	5.108	8.597
1956	16.557	3.503	1.701	1.404	297	389	686	4.189	6.562
1957	27.682	5.573	3.220	1.449	1.771	833	2.604	8.177	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.507	1.637	1.288	2.925	7.833	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.568	1.628	814	2.442	6.202	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.645	22	844	866	6.880	12.660
1962	19.173	7.519	3.138	1.845	1.293	1.747	3.040	10.559	15.477

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1954	2.760	1.764	392	66	326	...	326	2.090	1.445
1955	4.711	2.995	316	91	225	— 7	218	3.213	2.625
1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	269	128	...	85	— 85	— 24	— 109	19	— 64
1962	398	195	...	36	— 36	...	— 36	159	159

Total général

1954	10.118	5.253	2.168	944	1.224	529	1.753	7.006	9.776
1955	18.903	7.268	1.876	1.348	528	525	1.053	8.321	11.222
1956	25.187	6.649	2.042	1.514	528	394	922	7.571	9.199
1957	34.676	7.332	3.944	1.620	2.324	833	3.157	10.489	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.631	1.963	1.339	3.302	9.372	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.655	1.756	793	2.549	6.922	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.282	6.142	1.667	1.730	— 63	820	757	6.899	12.596
1962	19.571	7.714	3.138	1.881	1.257	1.747	3.004	10.718	15.636

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions nettes d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁴			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1960 12 mois	16.065	5.216	1.213	6.429	6.443	1.628	20	1.648
1961 3 premiers mois ...	2.929	645	176	821	28	...	...	...
6 premiers mois ...	6.873	1.847	357	2.204	145	6	...	6
9 premiers mois ...	8.945	2.648	472	3.120	145	6	...	6
12 mois	19.013	3.681	777	4.458	209	45	...	45
1962 3 premiers mois ...	3.181	1.267	220	1.487	219	30	...	30
6 premiers mois ...	6.691	2.877	1.564	4.441	256	31	...	31
9 premiers mois ...	13.945	5.084	1.590	6.674	395	196	...	196
12 mois	19.172	6.519	1.840	8.359	399	196	...	196
1963 3 premiers mois ...	1.614	693	706	1.399	...	...	...	...
6 premiers mois ...	5.805	2.829	2.360	5.189	232	40	...	40
9 premiers mois ...	8.721	3.852	2.917	6.769	232	40	...	40
1962 Septembre	1.573	723	...	723	139	165	...	165
Octobre	1.202	790	...	790	...	...	...	...
Novembre	958	155	50	205	4	...	...	...
Décembre	3.067	490	200	690	...	...	...	...
1963 Janvier	422	129	102	231	...	...	...	...
Février	500	200	100	300	...	...	...	...
Mars	692	364	504	868	...	...	...	...
Avril	1.526	1.042	1.475	2.517	...	...	...	...
Mai	1.724	843	96	939	200	40	...	40
Juin	940	251	83	334	32	...	...	...
Juillet	800	193	210	403	...	...	...	...
Août	463	132	95	227	...	...	...	...
Septembre	1.654	698	252	950	...	...	...	...
Octobre	1.145	328	120	448	...	...	...	...
Novembre	2.149	273	212	485	...	...	...	...
Décembre p	3.044	801	...	801	...	...	...	...
1964 Janvier p	1.236	259	...	259	...	...	...	...
Février p	886	272	...	272	...	...	...	...
Mars p	2.530	481	...	481	...	...	...	...
Avril p	2.046	825	...	825	...	...	...	...
Mai p	1.182	411	...	411	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations et d'actions du secteur public (celles de la Sabena pour la période couverte par le tableau).

⁴ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHE MONETAIRE

1. — MARCHE DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par				Capitaux empruntés par				Total (9) = (1) + (2) + (8) + (4) ou (5) + (6) + (7) + (8)	Retraits de capitaux (10)
	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)		(10)
1954	2.330	...	21	2.985	19	2.295	2.733	289	5.336	...
1955	2.325	...	...	3.314	23	2.807	2.556	253	5.639	43
1956	2.428	...	15	2.780	22	2.313	2.602	286	5.223	185
1957	2.288	...	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	8	1.821	15	968	2.504	420	3.907	577
1959	2.191	159	...	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	...	1.561	1.025	10	3.001	1.047	5.083	37
1961	2.487	1.811	...	1.523	1.817	1	3.014	989	5.821	23
1962	1.518	943	10	1.593	1.517	1	1.275	1.271	4.064	307
1963	1.585	202	73	1.568	1.600	122	925	781	3.428	49
1962 4 ^e trimestre	1.509	820	26	1.431	1.279	...	1.134	1.373	3.786	92
1963 1 ^{er} trimestre	1.780	221	46	1.651	1.430	163	1.198	907	3.698	174
2 ^e trimestre	1.608	373	25	1.609	1.822	56	1.000	737	3.615	20
3 ^e trimestre	1.115	169	64	1.493	1.766	19	591	465	2.841	3
4 ^e trimestre	1.855	51	155	1.523	1.384	252	923	1.025	3.584	...
1964 1 ^{er} trimestre	1.810	...	162	1.862	1.426	765	677	966	3.834	45
2 ^e trimestre	1.585	7	2.072	...	1.243	111	2.310	...	3.664	...
1963 Mai	1.630	515	29	1.913	1.994	...	1.119	974	4.087	44
Juin	1.246	382	31	1.662	1.948	...	784	589	3.321	...
Juillet	944	343	40	1.471	1.713	...	511	574	2.798	9
Août	1.058	52	119	1.737	1.926	5	672	363	2.966	...
Septembre	1.358	96	35	1.276	1.662	55	599	449	2.765	...
Octobre	1.800	...	12	1.532	1.171	420	827	926	3.344	...
Novembre	1.114	60	304	1.646	1.767	159	334	864	3.124	...
Décembre	2.585	100	177	1.400	1.271	153	1.560	1.278	4.262	...
1964 Janvier	2.033	...	127	2.118	1.288	705	1.264	1.021	4.278	...
Février	1.712	...	196	2.119	1.626	1.084	392	925	4.027	141
Mars	1.669	...	165	1.352	1.380	523	333	950	3.186	...
Avril	1.853	20	...	1.729	980	270	2.352	...	3.602	...
Mai	1.399	...	...	2.821	1.713	53	2.454	...	4.220	...
Juin	1.470	...	...	1.801	1.123	...	2.148	...	3.271	...

* Du 27 février au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

1 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1955	38	2	133	188	96	190	229	210	56	400	285
1956	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	433
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	520	356	311	73	823	428
1962 2 ^e trimestre	39	3	169	474	182	477	351	282	65	759	416
3 ^e trimestre	39	3	172	436	198	439	370	276	68	715	438
4 ^e trimestre	39	3	143	504	231	507	374	304	73	811	447
1963 1 ^{er} trimestre	39	3	140	451	206	454	346	285	72	739	418
2 ^e trimestre	39	3	133	505	206	508	339	308	71	816	410
3 ^e trimestre	39	2	112	508	239	510	351	312	72	822	423
4 ^e trimestre	39	2	132	576	253	578	386	339	77	916	462
1963 Février	39	3	121	360	191	463	312	274	69	637	381
Mars	39	2	132	480	206	482	338	284	68	766	406
Avril	39	3	126	519	221	522	347	318	75	840	422
Mai	39	3	158	526	209	529	367	322	74	851	441
Juin	39	2	116	471	188	473	304	284	65	757	369
Juillet	39	3	118	546	272	549	390	340	76	889	466
Août	39	2	112	468	225	470	337	283	66	753	403
Septembre	39	2	106	509	220	511	326	314	72	825	398
Octobre	39	2	134	596	283	598	417	352	80	950	497
Novembre	39	2	103	512	232	514	335	300	69	814	404
Décembre	39	2	160	620	244	622	404	363	82	985	486
1964 Janvier	39	2	157	597	262	599	419	340	83	939	502
Février	39	2	128	535	265	537	393	312	78	849	471
Mars	39	2	109	589	252	591	360	352	79	943	439
Avril	39	3	142	620	287	622	429	370	83	992	512

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 et 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte					Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		Certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 866 jours	autres effets publics
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 866 jours 1			
1958 28 août	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %		Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	5,25
30 octobre ...	3,50	3,50	4,—	4,50	5,—	5,—				5,—
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75				4,75
24 décembre .	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25				5,—
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25				6,25
		représentatives d'importations | d'exportations								
10 novembre .	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25				6,25
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—				6,—
							Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 130 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 130 jours et à maximum 866 jours	
28 décembre .	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	—	5,00	5,50	6,50

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courtir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quantité de l'avance au 30 juin 1964.

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 866 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyenne 1	
1958	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,80
1961	2,57
1962	2,13
1963	2,28
1963 Juillet	2,87
Août	2,49
Septembre	2,55
Octobre	2,16
Novembre	2,78
Décembre	2,73
1964 Janvier	3,16
Février	3,24
Mars	3,77
Avril	3,16
Mai	3,22
Juin	3,56

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois				6 mois	9 mois	12 mois
1960	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75		1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860
1961	3,50	3,75	4,—	4,25	4,25		1960 5 janv.	4,171	*	4,354
					4 6 5 6 3,30 3,27		1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1962	2,50	2,75	3,—	—			1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1963 Juin ...	2,50	2,75	3,—	—	3,40	3,40	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
Juillet .	2,80	3,10	3,40	—	3,75	3,65	1963 6 août	3,875	3,900	4,000
Août ...	2,80	3,10	3,40	—	3,80	3,80	3 sept.	3,900	3,950	4,037
Sept.	2,85	3,15	3,45	—	3,85	3,82	8 oct.	4,075	4,200	4,120
Oct. ...	3,25	3,50	3,75	—	4,—	3,92	12 nov.	*	*	4,500
Nov. ...	3,30	3,60	3,90	—	4,20	4,18	10 déc.	*	4,600	4,750
Déc. ...	3,50	3,80	4,10	—	4,35	4,31	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
1964 Janv. .	3,60	3,90	4,20	—	4,55	4,46	11 févr.	4,850	4,950	5,050
Févr. .	3,65	3,95	4,25	—	4,65	4,64	10 mars	4,900	5,000	*
Mars ...	3,75	4,00	4,25	—	4,75	4,72	14 avril	4,950	5,000	5,100
Avril ...	3,80	4,05	4,30	—	4,75	4,75	12 mai	4,950	4,950	5,100
Mai ...	3,80	4,05	4,30	—	4,75	4,75	9 juin	4,950	5,000	*
Juin ...	3,80	4,05	4,30	—	4,80	4,77				

1 Les moyennes publiées ci-dessous sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. Jusqu'au 16 novembre 1959, moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers. Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée par les montants des capitaux empruntés, des taux journaliers moyens.

Nous signalons que l'I.R.G. établit ses moyennes en comptant le nombre total de jours du mois.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3239).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques, soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957. *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8090). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches (10.000, 5.000 et 4.820 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 0,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif I 1 Compte de dépôt à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers)		
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 100.000 F	de 100.001 à 150.000 F	au-delà de 150.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois			
1955	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,00	1,50	0,50
1956	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,00	1,50	0,50
1957	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	jusqu'à 200.000 F 3,00	au-delà de 200.000 F 2,00	
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	jusqu'à 250.000 F 3,00 ³	au-delà de 250.000 F 2,00	
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00 ³	2,00	
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00 ³	2,00 ³	
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00 ³	2,00 ³	
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	
1963 Mai	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Juin	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Juillet	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Septembre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Octobre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Novembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	
Décembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	
1964 Janvier	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	
Février	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	
Mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ³	2,00 ³	
Avril	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ³	2,00 ³	
Mai	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ³	2,00 ³	
Juin	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ³	2,00 ³	

1 Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Prime de fidélité égale à 10 % des intérêts acquis sur toutes sommes restées en dépôt pendant l'année civile entière. Pour les sommes jusqu'à 250.000 F, pas de majoration en 1959. Pour les dépôts excédant 250.000 F, la prime de fidélité est appliquée depuis le 1-1-1960.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Dette unifiée	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)
		(rendement eu égard au cours seulement)	Etat	Paraétatiques et villes	Etat		Paraétatiques et villes
	4% 1 ^{re} s.	3,5 à 5,5 %	3 à 5,5 %	4 à 5,75 %	3 à 6 %	
1955	4,20	—	3,89 ¹	4,59 ²	—	4,46
1956	4,18	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,57
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94
1963 Mai	4,00	4,59	4,41	4,91	4,85	4,84
Juin	4,00	4,60	4,51	4,94	4,88	4,88
Juillet	4,03	4,71	4,54	5,03	4,92	4,94
Août	4,02	4,71	4,50	5,03	4,95	4,95
Septembre	4,02	4,74	4,47	5,02 ³	4,95 ³	4,94 ³
Octobre	4,02	4,84	4,67	5,12 ³	5,01 ³	5,03 ³
Novembre	4,03	4,89	4,82	5,17 ³	5,08 ³	5,09 ³
Décembre	4,03	4,99	4,87	5,26 ³	5,16 ³	5,18 ³
1964 Janvier	4,04	5,04	4,92	5,32 ³	5,21 ³	5,23 ³
Février	4,09	5,36	5,16	5,54 ³	5,38 ³	5,45 ³
Mars	4,07	5,34	5,18	5,51 ³	5,44 ³	5,44 ³
Avril	4,00	5,37	5,21	5,50 ³	5,47 ³	5,45 ³
Mai	4,07	5,49	5,30	5,57 ³	5,50 ³	5,52 ³
Juin	4,07	5,48	5,34	5,60 ³	5,55 ³	5,55 ³

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Emprunts aux taux de 4,25 et 4,5 %. — 3 Uniquement pour les emprunts émis avant le 1^{er} décembre 1962.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, n° 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII^e année, vol. I, n° 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis ¹		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1956		3,50		2,50		3,—		4,50		4,—		2,50		3,75		1,50
1956 Mai	19	5,50														
Août			24	3,—							25	3,25				
Septembre .	6	5,—														
Octobre ...											22	3,75				
Novembre .													22	4,—		
1957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...							7	5,—								
Avril					11	4,—										
Mai															15	2,50
Juillet ...											17	4,25	11	5,—		
Août			23	3,50	12	5,—					16	5,—				
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50					3	4,50		
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre .							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—	6	4,50		
Juin													8	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50	18	3,50		
Juin													14	4,—		
Juillet ...			17	3,50												
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—	31	4,50		
Février ...							27	5,—								
Juin											4	4,50				
Juillet ...															3	2,50

¹ Federal Reserve Bank of New York.
 Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 9 mai	1964 6 mai	1965 6 juin	1964 4 juin
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	3.969	5.744	9.985	13.355	15.579	17.950	16.249	18.644
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹ .....	...	656	1.314	2.546	2.571	2.860	2.571	3.154
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>				2.204	2.229	2.515	2.229	2.812
<i>Autres opérations</i>				342	342	345	342	342
Annuités de Prêt de la B.I.R.D.	—	—	—	—	340	613	340	613
Monnaies divisionnaires	101	23	18	8	15	21	10	23
Comptes courants postaux	669	561	553	481	561	802	797	871
Prêts à l'Etat ²	6.500	6.500	6.500	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	2.640	901	2.358	3.221	4.350	3.689	3.876	4.427
Portefeuille d'escompte	16.392	18.851	18.675	20.608	15.473	17.408	15.196	15.729
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	4.232	5.118	5.846	6.310	6.280	8.262	6.111	7.145
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	1	1	1	1	...	1	1
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	699	878	797	1.223	355	84	311	65
<i>Obligations cautionnées</i> .....						...		1.273
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>						5.112		3.225
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	11.460	12.854	12.031	13.074	8.837	3.950	8.773	4.020
Effets négociables achetés en France ⁵	2.827	3.554	2.878	2.412	3.277	3.859	3.544	4.080
Avances à 30 jours sur effets publics ...	169	205	187	166	132	23	137	25
Avances sur titres	83	70	74	67	67	80	70	84
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	863	529	553	870	474	1.315	521	635
Divers	627	764	834	885	1.047	1.358	1.043	1.298
Total ...	39.162	42.680	48.251	54.391	53.658	59.750	54.126	59.355

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	34.947	39.320	44.348	50.082	50.170	55.532	50.442	55.209
Comptes créditeurs :	2.943	2.066	2.590	2.718	1.998	2.385	2.142	2.391
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	...	1	1	1	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>				200	205	199	249	466
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .	1.965	967	1.561	1.291	718	970	808	751
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	976	1.098	1.029	1.226	1.074	1.215	1.085	1.174
Capital de la Banque	150	150	150	150	150	250	150	250
Divers	1.122	1.144	1.163	1.441	1.340	1.583	1.392	1.505
Total ...	39.162	42.680	48.251	54.391	53.658	59.750	54.126	59.355

¹ Convention du 27 juin 1940.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1950 approuvée par la loi du 28 décembre 1950.

⁴ Loi du 15 août 1986, décret du 29 juillet 1989 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1988.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1960 29 February	1961 28 February	1962 28 February	1963 28 February	1963 8 May	1964 6 May	1963 5 June	1964 8 June
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------	---------------	----------------	----------------

Issue Department

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.186	2.237	2.313	2.338	2.388	2.538	2.498	2.588
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin	2	1	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.150	2.250	2.325	2.350	2.400	2.550	2.450	2.600
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.150	2.250	2.325	2.350	2.400	2.550	2.450	2.600

Notes Issued :

In Circulation	2.116	2.212	2.302	2.309	2.373	2.522	2.390	2.541
In Banking Department	34	38	23	41	27	28	60	59
Total ...	2.150	2.250	2.325	2.350	2.400	2.550	2.450	2.600

Banking Department

Government Securities	274	425	507	266	246	243	186	235
Other Securities :								
Discounts and Advances	33	28	44	54	47	35	59	42
Securities	20	19	20	22	21	24	20	24
Notes	34	38	23	41	27	28	60	59
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	362	511	595	384	342	331	326	361

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	3	3
Public Deposits	12	18	13	11	14	9	13	12
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	155	241	—	—	—	—	—
Other Deposits :								
Bankers	264	251	249	280	239	227	223	251
Others Accounts	67	68	73	74	71	77	72	80
Total ...	362	511	595	384	342	331	326	361

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1961 31 December	1962 31 December	1963 31 December	1963 8 May	1964 6 May	1963 5 June	1964 3 June
ASSETS							
Gold certificate account	15.445	14.430	13.819	14.276	13.785	14.247	13.759
Redemption fund for F.R. notes	1.170	1.266	1.418	1.268	1.405	1.274	1.417
Total gold certificates reserves ...	16.615	15.696	15.237	15.544	15.190	15.521	15.176
Cash	320	288	182	356	180	342	150
Discounts and advances	130	38	63	382	247	171	365
Acceptances :							
Bought outright	48	52	70	44	52	42	48
Held under repurchase agreement	3	58	92	—	36	—	18
U.S. Government securities :							
Bought outright :							
Bills	3.193	2.442	4.142	2.712	4.394	2.997	4.887
Certificates	1.699	13.182	7.066	13.571	3.265	14.443	...
Notes	19.984	10.717	17.729	10.562	21.622	9.699	24.905
Bonds	3.846	4.137	4.645	4.379	4.626	4.392	4.681
Total bought outright ...	28.722	30.478	33.582	31.224	33.907	31.531	34.473
Held under repurchase agreement	159	342	11	158	322	30	182
Total U.S. Government securities ...	28.881	30.820	33.593	31.382	34.229	31.561	34.655
Total loans and securities	29.062	30.968	33.818	31.808	34.564	31.774	35.086
Cash items in process of collection	6.125	6.518	6.435	4.985	5.581	5.019	5.326
Bank premises	111	104	104	103	103	102	103
Other assets	237	357	400	527	672	341	394
Total assets ...	52.470	53.931	56.176	53.323	56.290	53.099	56.235

LIABILITIES

Federal Reserve notes	28.802	30.151	32.381	29.833	31.823	30.129	32.120
Deposits :							
Member bank reserves	17.387	17.454	17.049	16.771	17.455	16.800	17.250
U.S. Treasurer - general account	465	597	880	984	785	499	804
Foreign	279	247	171	183	137	164	119
Other	320	424	291	194	175	189	212
Total deposits ...	18.451	18.722	18.391	18.132	18.552	17.652	18.385
Deferred availability cash items	3.825	3.584	3.835	3.752	4.178	3.714	3.981
Other liabilities and accrued dividends ...	59	73	82	79	103	80	115
Total liabilities ...	51.137	52.530	54.689	51.796	54.656	51.575	54.601

CAPITAL ACCOUNTS

Capital paid in	445	467	497	479	511	480	512
Surplus	888	934	990	934	990	934	990
Other capital accounts .....	...	...	...	114	133	110	132
Total liabilities and capital accounts ...	52.470	53.931	56.176	53.323	56.290	53.099	56.235
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	126	86	92	83	117	83	147
Ratio of gold certificate reserves to deposit and F.R. note liabilities combined ...	34,8 %	31,8 %	29,7 %	32,2 %	29,9 %	32,3 %	29,8 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² F.R. note liabilities combined includes \$ 426 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1960 31 december	1961 31 december	1962 31 december	1963 31 december	1963 6 mei	1964 4 mei	1963 10 juni	1964 8 juni
ACTIVA								
Goud	5.487	5.698	5.698	5.770	5.698	5.770	5.698	5.770
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.107	484	586	1.081	811	688	949	770
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	40	14	7	15	5	29	5	32
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	48	...	...	9	...	1	25
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	249	523	597	729	295	575	295	560
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	12	52	72	25	5	48	4	5
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	51	21	13	16	14	12	14	12
Belegging van kapitaal en reserves	174	183	183	178	181	186	181	187
Gebouwen en inventaris	1	1	1	...	1	...	1	...
Diverse rekeningen	12	8	10	11	8	11	9	11
Totaal ...	7.133	7.032	7.167	7.825	7.027	7.319	7.157	7.372
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	4.900	5.279	5.758	6.225	5.711	6.448	5.752	6.381
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.603	1.421	1.036	1.261	926	558	1.037	670
's Rijks schatkist	934	995	620	1.095	454	403	462	185
Banken in Nederland	519	283	283	122	365	120	443	448
Andere ingezetenen	150	143	133	44	107	35	132	37
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	59	77	112	76	130	69	114	70
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	48	71	106	70	124	66	109	64
Andere niet-ingezetenen	11	6	6	6	6	3	5	6
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	320	14	18	16	31	17	24	16
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	164	168	168	168	168	167	168	167
Diverse rekeningen	67	53	55	59	41	40	42	48
Totaal ...	7.133	7.032	7.167	7.825	7.027	7.319	7.157	7.372
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	110	69	63	62	62	62	62	62

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1960 dicembre	1961 dicembre	1962 dicembre	1963 dicembre p	1963 marzo	1964 marzo p	1963 aprile	1964 aprile p
Oro in cassa	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Oro all'estero dovuto dallo Stato	—	—	—	—	—	—	—	—
Cassa ¹	10	13	12	25	20	29	31	18
Portafoglio ²	443	500	616	942	655	987	595	1.071
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	64	107	260	337	205	405	325	337
Prorogati pagamenti	7	6	12	42	13	61	21	31
Ufficio italiano dei cambi	1.257	1.810	2.146	1.770	2.072	1.498	2.053	1.464
Disponibilita in divisa all'estero	63	63	63	65	64	64	64	64
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	75	83	244	167	141	146	136	181
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	119	123	132	232	141	345	145	249
Partite varie	2	—	—	—	—	—	—	—
Anticipazioni temporanee al Tesoro	64	—	—	—	—	—	—	—
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	485	485	485	440	440	410	440	410
Emissioni per forze alleate	—	—	—	—	—	—	—	—
Impieghi in titoli per conto del Tesoro ...	20	—	—	—	—	—	—	—
C/c servizio tesoreria	—	—	—	506	—	477	—	414
Servizi diversi per conto dello Stato	—	1	—	—	—	14	—	—
Spese	43	45	56	63	9	9	11	11
Totale attivo ...	3.652	4.236	5.026	5.589	4.760	5.445	4.821	5.250
Circolazione dei biglietti ⁵	2.424	2.779	3.235	3.699	3.047	3.433	3.075	3.333
Vaglia assegni e debiti a vista ⁶	23	39	43	62	25	30	23	24
Conti in correnti liberi	117	118	122	87	56	54	50	51
Conti correnti vincolati	694	797	988	1.305	1.315	1.324	1.310	1.340
Creditori diversi	170	189	237	355	257	586	238	481
C/c servizio tesoreria	159	263	320	—	11	—	75	—
C/c servizio tesoreria — Fondo speciale .	—	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	16	—	18	10	33	...	31	2
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	3	4	4	5	5	5	5	5
Fondo di riserva straordinario	2	2	2	3	2	3	2	3
Rendite	44	45	57	63	9	9	12	11
Utile provvisorio del precedente esercizio	—	—	—	—	—	1	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	3.652	4.236	5.026	5.589	4.760	5.445	4.821	5.250
Depositanti di titoli e valori	4.407	4.775	4.845	4.273	4.371	4.200	4.588	4.374
1 Comprese monete di Stato	5	6	8	5	8	5	8	5
2 Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	} 437	246	298	343	291	357	292	362
— istituti speciali		235	290	274	286	269	271	275
8 Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	n. d.	104	256	334	203	402	323	335
— privati	3	3	4	2	2	2	2	2
4 Compresi BOT per investimento riserve obbligatorie	n. d.	n. d.	81	7	29	18	29	41
5 Compresi biglietti presso il Tesoro	1	2	3	2	2	2	2	2
6 Compresi vaglia e assegni	14	21	18	29	16	16	16	14

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1961 31 Dezember	1962 31 Dezember	1963 31 Dezember	1963 7 Mai	1964 6 Mai	1963 7 Juni	1964 5 Juni
AKTIVA							
Gold	14.426	14.490	15.138	14.770	16.039	14.786	16.082
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	11.337	10.929	12.894	10.919	11.496	11.522	11.129
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	292	929	417	322	412	356	431
Kredite an internationalen Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.442	2.289	2.122	2.271	2.105	2.270	2.104
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	1.038	897	751	884	739	884	739
<i>b) an Weltbank</i>	1.342	1.342	1.342	1.342	1.342	1.342	1.342
Deutsche Scheidemünzen	57	45	81	78	123	84	123
Postcheckguthaben	281	546	376	159	228	180	172
Inlandswechsel	1.146	1.967	1.647	2.096	2.682	2.430	3.018
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	...	125	...	52	...	...
Lombardforderungen	220	158	208	39	37	41	29
Kassenkredite	167	739	1.749	17	21	19	25
Wertpapiere	1.484	1.369	1.222	1.335	1.178	1.335	1.176
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.432	4.958	3.990	3.997	3.822	3.999	3.560
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.636	2.156	2.294	2.184	2.633	2.185	2.905
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.778	3.703	3.595	3.597	3.456	3.595	3.456
Sonstige Aktiva	307	253	406	242	386	243	353
	42.055	43.931	46.264	42.024	44.670	43.045	44.563
PASSIVA							
Banknotenumlauf	22.992	24.147	25.426	23.142	25.327	23.767	25.555
Einlagen von	16.600	16.795	18.006	16.334	16.637	16.732	16.280
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassendämter)</i>	11.615	12.232	13.607	10.772	12.520	11.656	12.794
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	4.733	4.284	4.126	5.294	3.846	4.833	3.197
<i>Andere inländischen Einlegern</i>	252	279	273	268	271	243	289
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	368	374	270	402	289	360	298
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	274	353	234	361	255	333	266
<i>Sonstige</i>	94	21	36	41	34	27	32
Rückstellungen	867	950	1.076	1.076	1.260	1.075	1.260
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	588	638	701	701	776	701	776
Sonstige Passiva	350	737	495	79	91	120	104
	42.055	43.931	46.264	42.024	44.670	43.045	44.563

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1963 7 mai	1964 6 mai	1963 7 juin	1964 6 juin
ACTIF								
Encaisse or	9.455	11.078	11.078	12.204	10.615	10.930	10.621	10.936
Devises	583	842	867	1.083	747	1.166	749	1.275
Portefeuille effets sur la Suisse	53	70	124	142	57	80	56	82
<i>Effets de change</i>	53	70	79	107	57	80	56	82
<i>Rescriptions de la Confédération suisse</i> .....	...	...	45	35	...	...	...	...
Avances sur nantissement	38	66	72	97	10	29	15	37
Bons du Trésor de l'étranger en FS	—	—	207	207	207	207	207	207
Titres	43	43	43	52	293	57	173	57
<i>pouvant servir de couverture</i>	1	17	16	...	266	1	146	1
<i>autres</i>	42	26	27	52	27	56	27	56
Correspondants :	52	65	88	71	25	26	23	25
<i>en Suisse</i>	45	58	78	62	15	13	8	12
<i>à l'étranger</i>	7	7	10	9	10	13	15	13
Autres postes de l'actif	30	30	41	35	32	36	31	37
Total ...	10.254	12.194	12.985	13.891	11.986	12.531	11.875	12.656

PASSIF

Fonds propres	52	53	54	55	55	56	55	56
Billets en circulation	6.854	7.656	8.506	9.035	7.840	8.537	7.890	8.512
Engagements à vue	2.756	2.947	2.800	3.188	2.452	2.275	2.290	2.420
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i>	2.288	1.996	2.294	2.700	1.986	1.866	1.924	1.885
<i>Autres engagements à vue</i>	468	951	506	488	466	409	366	535
Comptes de virements de banques temporairement liés	—	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	390	293	373	357	400	400	400	400
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	—	—	—	—	—	—	6
Autres postes du passif	202	210	217	221	204	228	205	227
Total ...	10.254	12.194	12.985	13.891	11.986	12.531	11.875	12.656

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : *Bollettino*. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art 5. des statuts)]

Actif	31	31	30	30	31	31	Passif	31	31	30	30	31	31
	décembre 1962	décembre 1963	avril 1963	avril 1964	mai 1963	mai 1964		décembre 1962	décembre 1963	avril 1963	avril 1964	mai 1963	mai 1964
I. Or en lingots et monnayé	1.883	1.603	2.444	2.128	2.455	2.554	I. Capital :						
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	49	40	62	48	71	43	Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
III. Portefeuille réescomptable	667	729	267	558	206	331	II. Réserves	25	25	25	25	25	25
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	9	96	9	69	9	69	1. Fonds de Réserve légale	12	12	12	12	12	12
V. Dépôts à terme et avances : ...	1.344	1.666	1.206	1.462	1.354	1.457	2. Fonds de réserve générale	13	13	13	13	13	13
a) à 3 mois au maximum ...	1.184	1.427	1.071	1.037	1.233	1.290	III. Dépôts (or) :	2.214	2.733	2.287	2.693	2.283	2.735
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	3	4	3	3	1. Banques centrales :						
c) de 3 à 6 mois	121	227	91	337	74	79	a) de 9 à 12 mois	38	21	—	21	—	20
d) de 6 à 9 mois	29	9	4	9	4	13	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
e) de 9 à 12 mois	4	—	30	66	40	63	c) de 3 à 6 mois	10	10	38	21	48	31
f) à plus d'un an	3	—	7	9	—	9	d) à 3 mois au maximum ...	559	764	288	755	278	521
VI. Autres effets et titres :	740	1.195	833	1.659	782	1.644	e) à vue	1.479	1.825	1.919	1.728	1.915	1.993
1. Or :							2. Autres déposants :						
a) à 3 mois au maximum ...	3	161	65	146	66	148	a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 3 à 6 mois	10	—	134	119	146	127	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 6 à 9 mois	75	69	46	22	33	16	c) de 3 à 6 mois	—	—	—	—	—	—
d) de 9 à 12 mois	87	41	—	23	—	29	d) à 3 mois au maximum ...	—	—	—	69	—	69
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—	e) à vue	128	113	42	99	42	100
2. Monnaies :							IV. Dépôts (monnaies) :	2.160	2.180	2.213	2.727	2.271	2.860
a) à 3 mois au maximum ...	65	380	161	590	88	468	1. Banques centrales :						
b) de 3 à 6 mois	367	445	303	579	294	756	a) à plus d'un an	84	48	156	150	48	80
c) de 6 à 9 mois	34	14	18	86	16	5	b) de 9 à 12 mois	—	—	—	15	106	73
d) de 9 à 12 mois	28	24	45	7	60	9	c) de 6 à 9 mois	69	82	21	7	29	50
e) à plus d'un an	71	60	61	87	79	86	d) de 3 à 6 mois	272	364	384	323	432	374
VII. Actifs divers	1	1	1	1	1	1	e) à 3 mois au maximum ...	1.343	1.364	1.218	1.823	1.220	1.854
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68	f) à vue	19	19	21	18	22	15
<i>Total actif ...</i>	4.761	5.398	4.890	5.993	4.946	6.167	2. Autres déposants :						
							a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
							b) de 6 à 9 mois	—	—	28	—	28	—
							c) de 3 à 6 mois	—	6	15	46	—	16
							d) à 3 mois au maximum ...	359	275	354	326	371	376
							e) à vue	14	22	16	19	15	22
							V. Effets :						
							à 3 mois au maximum	—	77	—	158	—	158
							VI. Divers	40	54	43	60	24	35
							VII. Comptes de profits et pertes ...	8	8	8	8	21	25
							VIII. Prov. pour charges éventuelles	189	196	189	197	197	204
							<i>Total passif ...</i>	4.761	5.398	4.890	5.993	4.946	6.167

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)	31	31	30	30	31	31	Dépôts à long terme :	31	31	30	30	31	31
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus)	221	221	221	221	221	221	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3)	153	153	153	153	153	153
2. Effets de bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76	2. Dépôt du Gouvernem. allem.	76	76	76	76	76	76
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297	Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
							<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés et afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
O.N.E.M.	Office National de l'Emploi.
O.N.J.	Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiotélévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
'	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux	Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		
1. Population	I - 1	
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3	
4. Affectation du produit national :		
a) Estimations à prix courants	I - 4a	
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b	
II. — Emploi et chômage.		
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2	
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3	
III. — Agriculture et pêche.		
1. Production agricole	III - 1	
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	
IV. — Industrie.		
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1	
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	
3. Energie	IV - 3	
4. Métallurgie	IV - 4	
5. Construction : données annuelles	IV - 5	
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	
V. — Services.		
1. Transports :		
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	
b) Navigation maritime	V - 1b	
c) Navigation intérieure	V - 1c	
2. Tourisme	V - 2	
3. Commerce intérieur :		
a) Indices des ventes	V - 3a	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	
VI. — Revenus.		
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	
2. Gain horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	
VII. — Prix et indices de prix.		
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1	
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	
4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4	
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		
1. Tableau général	VIII - 1	
2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2	
3. Importations par groupes de produits	VIII - 3	
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a	
b) Indices du volume	VIII - 4b	
5. Orientation géographique	VIII - 5	
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.		
1. Chiffres annuels	IX - 1	
2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série)	IX - 2	
3. Chiffres trimestriels	IX - 3	
X. — Marché des changes.		
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1	
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2	
XI. — Finances Publiques.		
1. Situation de Trésorerie	XI - 1	
2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2	
3. Détail des recettes fiscales	XI - 3	
4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4	
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.		
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1960	XII - 1a	
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961	XII - 1b	
2. Mouvements des créances et des dettes en 1961	XII - 2	
3. Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961, totaux sectoriels	XII - 3	
XIII. — Organismes monétaires.		
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1	
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :		
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a	
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b	
c) Banque de dépôts	XIII - 2c	
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d	
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3	
4. Stock monétaire	XIII - 4	
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5	
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6	
Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6	
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6	
7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7	
8. Situation globale des banques	XIII - 8	
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9	

Numérotation
des tableaux

Numérotation
des tableaux

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités de l'épargne disponible à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Emission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L. .	IX
XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel } Belgique, 250 francs.
 } Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
